



Supplément Radio-Télévision

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14345 - 6 F

DIMANCHE 10 - LUNDI 11 MARS 1991

- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESQUENE

Les conséquences de la guerre et la tournée de M. Baker au Proche-Orient

Une autorité en sursis

EN libérant, via Bagdad, les quarante journalistes et les deux militaires américains disparus dans la région de Bassorah, le gouvernement de M. Saddam Hussein a vraisemblablement voulu faire une démonstration d'autorité dont il a un grand et

Les unités irakiennes qui ont récupéré ce groupe étant quasiment encerclées par les forces alliées depuis la cessation des hostilités, il était « a priori » beaucoup plus simple d'évacuer les journalistes en direction du Koweit tout proche - d'où ils venaient, - par le chemin que viennent d'emprunter les Koweitiens libérés par ces mêmes unités. En choisissant ce très long détour par la capitale, les autorités irakiennes ont, à n'en pas douter, cherché à prouver que leur situation n'était pas aussi désespérée qu'on le dit.

'ITINÉRAIRE finalement Le retenu tend en effet à montrer que Bagdad garde le contact avec le secteur de Bassorah, malgré l'isolement de celui-ci, y conserve un certain contrôle en dépit de l'insurrection, ainsi que dans les régions situées plus au nord, où les troubles se sont

pour sa survie alors qu'il a perdu dens la guerre la majeure partie de son potentiel militaire, instrument essential de son pouvoir, et qu'il ne cesse d'être fortement contesté tant à l'intérieur du pays - du Sud chiite au Nord kurde – gu'à l'extérieur, où l'on souhaite de plus en plus sa chute. Le président iranien Raf-sandjani, se départant d'une eneutralité » quelque peu respectée jusqu'alors, ne vient-il pas d'affirmer très clairement que le chef de l'Etat irakien devait se démettre et se soumettre à la volonté de son peuple.

E maître de Bagdad a donc signifié qu'il faliait encors compter avec lui. Mais à Washington, où les dirigeants ne cachent pas leur désir de le voir partir, les services de renseignement américains ont fait savoir que la contestation en Irak semblait gagner l'entourage même de M. Saddam Hussein. Ils auraient décelé des preuves de mécontentement parmi les chefs militaires et le petit cercle de conseillers du chef de l'Etat, des membres de la garde républicaine et de la direction du parti Base ne dissimulant plus leur amertume, voire leur colère, pour avoir été antraînés dans une guerre décastreuse.

Les experts américains prévoient d'ailleurs une montée de ca mécontentement au fur et à mesure que des dizaines de mi-liers de soldats vaincus et humiliés continueront de témoignes de l'ampleur de la défaite, Fondé sur sa puissance militaire et policière, un régime de terreur tel que celui établi par M. Saddam Hussein en près de vingt ans ne saurait subsister longtemps dans l'aveu de sa faiblesse.

Mais, pour les citoyens de ce pays comme pour l'étrenger, la guestion inquiétante de la relève lemeure dans un Irak menacé d'éclatement, où l'opposition politique organisée est aussi rare gu hátáragène.



La rébellion semble s'étendre en Irak malgré la répression

Tandis que les quarante journalistes libérés président iranien Rafsandjani a appelé, vendredi, par les trakiens faisaient route, samedi 9 mars, le dictateur de Bagdad à ∢se soumettre à la de Bagdad à Amman, la situation restait très volonté de son peuple », qui « ne veut plus de confuse dans de nombreuses régions ira- luis. Pour sa part, le secrétaire d'Etat américain, kiennes, et même dans l'entourage du président M. James Baker, a rendu visite, samedi matin, à Saddam Hussein, où le mécontentement, selon l'émir du Koweit encore en exil à Taëf, en Arades responsables américains, s'étendrait parmi bie saoudite, avant de se rendre à Koweit-Ville,

Un porte-parole de l'Organisation de l'action islamique d'Irak (OAI); basée à Téhéran, a affirmé samedi 9 mars que les *« forces* populaires » ont pris le siège de la radio d'Etat à Bassorah et qu'elles en assurent le fonctionnement après l'avoir remise en service. Toujours selon ce mouvement, quelque 10 000 soldats de la garde républicaine auraient rejoint les insurgés dans la ville de Nadjaf au sud de Bagdad, tandis que Suleimanyah et Gharanieh, dans le nord, resteraient sous le contrôle des insurgés

Sans confirmer ces informations, un responsable américain a indiqué que la rébellion se rallumait même dans des zones reprises par l'armée irakienne et qu'on décelait des signes de

nécontentement parmi les chefs HEURES LUCALES

Un sondage sur l'information scientifique des élus

Les « décideurs » politiques revendiquent leur responsabilité

La Cité des sciences et de l'inclus-trie organise, les 13 et 14 mars, un colloque sur le thème « Science, pouvoir, choyen », en collaboration avec le Monde, pour le cinquième anniversaire de La Villette.

a Las pièges de la monétique municipale a Divorce à Lilliput a Communes fantômes a Les ruraux partent en campagne pages 13 à 16

LIE EUTUP COMPOSIE

les chefs militaires. Sortant de sa réserve, le puis dans d'autres capitales de la région. militaires et même dans le petit cercle de conseillers de M. Saddam Hussein. Un porte-parole d'une organisation chiite à

> des manifestants dans plusieurs Les quarante journalistes occidentaux (dont notre envoyée spéciale Françoise Chipaux), ainsi que deux militaires américains remis vendredi par les Irakiens à la Croix-Rouge, ont quitté Bagpar la route 7 h 30 heure locale samedi

> (5 h 30 à Paris) et étaient attendus à Amman dans la journée. Parallèlement, 1 200 Koweïtiens enlevés ces dernières semaines sont rentrés vendredi dans leur

L'industrie américaine relance ses ventes d'armes

Après avoir fait la preuve de l'efficacité de son matériel pendant la guerre du Golfe, l'industrie américaine de l'armement reprend son offensive commerciale. Le Congrès a áté informé de propositions de ventes d'armes aux alliés de la région pour un montant de 18 milliards de dollars, d'après le « Financial Times ». Suivie par plusieurs autres pays, dont la France, l'administration de M. George Bush avait pourtant évoqué la nécessité de limiter le commerce des armes au Proçhe-Orient.

Hypocrisies par Jacques Isnard

Un seu d'artifice, dans la nuit saoudienne, de missiles Patriot qui détruisent des Soud irakiens en plein élan. Répercutée par les télévisions du monde entier, la voix essoufflée d'un pilote saoudien de F-15, qui commente, gestes à l'appui, son combat - duquel il sortira vainqueur - avec deux Mirage-F l irakiens à la fois. Ces missiles de croisière Tomahawk qui fondent sur leurs cibles et que des caméras d'une chaîne télévisée suivent, en direct, au-dessus des minarets de Bagdad qu'ils frôlent. Ces étranges fers à repasser, qu'on appelle des



L'enigme Kadaré

Alors que ses compatriotes fuient, on continue de s'interroger sur l'attitude de l'écrivain albanais

Pourquoi cette fuite éperdue des Albanais, comme saisis d'une panique collective? «Je ne comprends pas, je ne comprends pas », répétait jeudi 7 mars l'écrivain Ismaïl Kadaré, invité de l'émission de France-Culture «Le grand réveil». La fuite, pourtant, il connaît, elle le tenta même par deux fois avant le départ final pour Paris, le 27 septembre 1990. «La fuite... C'est une tentation

autre, s'est présentée, ne fût-ce qu'un instant, dans la vie de la plupart des Albanais. Moi-même, je l'avais éprouvée à deux reprises », en 1962 et en 1983, écrit-il dans son dernier livre (1).

Aujourd'hui, Ismaïl Kadaré ne comprend plus, lui qui a pourtant fui et qui n'en finit pas d'expliquer pourquoi. Non pas à ses compatriotes qui, dans l'ensem-

qui; d'une manière ou d'une ble, ont plutôt bien accueilli son geste - certains lui sont même reconnaissants d'avoir, par son départ, déclenché un choc salutaire au sein de l'intelligentsia. Paradoxalement, c'est aux Occidentaux, et en particulier à ceux de son pays d'accueil, la France, qu'il doit aujourd'hui rendre des

> Et Kadaré, le grand écrivain des Balkans, l'auteur de fresques

plice, jeudi, dans les salons de l'Hôtel Meurice, soumis à la question par les journalistes sur ses rapports avec ce pays et ce régime qu'il a quittés.

> SYLVIE KAUFMANN Lire la suite et nos informations page 5

(1) Ismail Kadaré, Printemps albanais. Fayard, 320 pages, 98 F.

Procréer en prison

Le ministre de la justice autorise les détenus à recourir à la procréation médicalement assistée En formulant par écrit, il y a un 12 juillet suivant, M= Lydia Görn, le souhait que sa femme stérile gen, magistrat-chef du bureau de l'individualisation des régimes de

an, le souhait que sa femme stérile puisse bénéficier d'une fécondation in vitro à partir de son sperme, ce détenu de la maison centrale de Saint-Maur, dans l'Indre, imaginait-il la complexité des problèmes qu'il soulevait et les controverses qu'il allait déclen-

Cet homme, condamné à une longue peine de détention, sollicitait alors, auprès de la Direction de l'administration pénitientiaire, l'autorisation d'avoir recours à la méthode dite de la fécondation in vitro, qui consiste à réunir ovule et spermatozoide en debors des voies nitales féminines, puis à placer l'embryon dans l'utérus de la future mère. Cette demande était motivée par le fait que des médecins spécialisés avaient diagnostiqué chez la femme de ce détenu une stérilité dite tubaire (imperméabilité des trompes de l'utérus), principale indication therapeutique de la fécondation in vitro. Le 31 mai 1990 d'abord, puis le

détention (Direction de l'administration pénitentiaire) répondait au détenu de Saint-Maur : « Seul le médecin de votre établissement, disait-elle, en liaison avec le centre médical adapté, apprécie, confor-mément aux règles de la déontolo-gie médicale, si une telle méthode peut être adoptée en l'espèce». De judiciaire et médico-légal, le débat devait donc, selon la chancellerie, ne pas sonir du champ médical.

Dans une lettre datée du 29 novembre dernier et adressée à M. Didier Leick, du barreau de Paris, défenseur du détenu, M. Bigot, directeur de la maison centrale de Saint-Maur, expli-quait : « En accord avec le médecin-chef de service, je peux donner une suite favorable à cette demande dans le cadre d'une intervention réalisée à la maison centrale par l'unité territorialement compétente auprès de l'intéressé ».

JEAN-YVES NAU Lire la suite page 8

Un entretien avec le ministre de la ville Les projets de M. Michel Delebarre

page 8 Le Salon de l'agriculture

M. Louis Mermaz se soucie de la rentabilité des exploitations La disparition

de Michel d'Omano Une perte «irréparable » pour M. Giscard d'Estaing pages 7 et 20

Ben Johnson le repenti L'athlète canadien

Le « Grand Jury RTL - le Monde » M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat chargé de l'économie et

des finances, invité dimanche

Le sommaire complet se trouve page 20

à partir de 18 h 30

A L'ETRANGER : Algina, 4.50 BA ; Marce. 7 Dit: Tursine, 760 m ; Alemagne, 2.50 CM ; Auricha, 22 SCH ; Belgique, 40 FB; Carada, 2.25 S CAN; Amilian/Réunion, 9 F; Cote-of Ivoire, 486 F CFA; Denoment, 12 KRD; Espagne, 180 PTA; G. S. 70 p.; Grèce. 200 DR; Irlande, 80 p.; Italie, 2 200 L; Luxambourg, 42 FL; Norvège, 13 KRN; Peys-Bes, 2.75 FL; Pertugal, 170 ESC; Sénégal 375 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1.80 FS; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2.50 \$

HISTOIRE

Pacifisme et socialisme

Jean Jaurès: captation d'héritage

par Jean-Noël Jeanneney

ROTESTONS. Il y a détournement de mort illustre et captation d'héritage. En se réunissant à grand éclat, l'autre jour, au Café du Croissant, sur le lieu même où Jean Jaurès fut assassiné au soir du 31 juillet 1914, les animateurs de différents mouvements hostiles à la politique française dans la crise du Golfe et à sa présence dans la guerre ont cherché à couvrir leur campagne de son patronage posthume. Ils avaient tort.

Relevons donc le défi que tend aux historiens la mise en œuvre par les pacifistes d'aujourd'hui d'une symbolique aussi chargée : dans ce que fut le combat de Jean Jaurès, rien n'autorise à l'installer en figure tutélaire de cette cam-

Car il faut partir d'une vérité simple. Ce qui était en cause, c'était l'assaut brutal d'un pays contre un autre, pour annexion. Et du choix d'une réaction contre cela. Dans les années qui précédèrent la Grande Guerre, celles où rayonna la personnalité de Jaurès, les doctrines qui s'affrontèrent pour traiter d'une situation ne s'ordonnèrent pas autour de deux familles d'esprit seulement – pacifistes et bellicistes, – mais bien de trois.

Pour certains, rien ne justifie que les peuples consentent à une guerre. Car dans tout conflit armé, le monde capitaliste étant ce ou'il est, sont au travail des forces d'intérêts privés qui se coalisent au gré de leurs intérêts immédiats. Car jamais les souffrances qui en résultent ne méritent d'être imposées aux classes populaires - à personne. Car le militarisme puise toujours dans ces conflits des justifications et des ressources nouvelles. Certains ajoutant, ouvertement ou non, que ce n'est qu'en refusant d'y entrer que les prolétaires, ceux de nos sociétés avancées comme ceux des pays les plus pauvres et eux-mêmes exploités, peuvent espérer une révolution libératrice dans les modes de pro-duction et la répartition planétaire

« Abolir l'état de nature »

En face, tous ceux qui se veulent réalistes et qui croient qu'il faut toujours choisir entre le camp des prédateurs et celui des victimes, monde, que le choix entre la paix et la guerre sera, de toute éternité, affaire de calcul égoiste sur pertes et profits et qu'enfin toute autre doctrine ne peut être que le fait de naîfs ou d'hypocrites. On trouve un excellent exposé de cela - pour rester dans les années qui précédè-rent immédiatement la première guerre mondiale - dans une conférence peu connue que le jeune capitaine de Gaulle prépara pour la donner à des camarades dans le cours de l'année 1913, sous le titre « Du patriotisme », en un temps où sa pensée était assurément plus sommaire qu'elle ne le fut ensuite. « L'horreur [des pacifistes] pour la guerre, disait-il, n'a évidemment pour motif que la crainte qu'ils éprouvent de voir couler le sang ; crainte qui s'accorde à merveille avec la sympathie naturelle poui ceux qui portent des bombes dans leur poche ou au bout de leurs bras. Certes, la guerre est un mal. je suis le premier à en convenir mais c'est un mal nécessaire. (...) Certes, la guerre traîne après elle aux. Certes, ce serait un grand crime pour un peuple que de la déchaîner sans raison, mais c'en serait un autre que de vouloir la détruire, « car sans elle, disait M. de Moltke, sans elle le monde pourrirait » (2).

C'est entre ces deux familles d'esprit qu'il faut placer Jean Jaurès. Il s'en explique avec un éclat particulier dans ce grand livre-testament qu'est l'Armée nouvelle, publié en 191 l. A la fatalité de l'impossibilité d'un droit des gens efficace, il ne se résignera jamais. « C'est le droit de la force, écrit-il, c'est l'état de nature qui a prévalu jusqu'ici dans les relations entre les peuples. On a souvent cité à faux le mot de Hobbes: « L'homme est un loup pour l'homme; homo homini lupus. » Ce n'est pas aux rapports des individus dans la société civile que Hobbes appliquait sa formule. Au contraire, il constate que, dans chaque société, des garanties mutuelles se sont établies, par l'effet du besoin commun à tous les citoyens d'un même Etat d'échapper à la guerre incessante de tous contre tous.

» Mais c'est dans les relations des peuples que Hobbes retrouve cette survivance de sauvagerie, le règne de l'état de nature, c'est dans la vie internationale que l'homme est resté un loup pour l'homme. » Or, « à mesure que les hommes progressent et s'éclairent (...) la nécessité apparaît d'abolir dans l'ordre internutional l'état de nature, de soumettre les nations, dans leurs rapports réciproques, à des règles de droit sanctionnées par le consentement actif de tous les peuples civilisés » (3).

Plus de vingt ans après la mort de Jaurès, en 1937, de Gaulle évoquait l'Armée nouvelle dans une lettre à Paul Reynaud en disant que son auteur « ne jouait, d'un archet superbe, que d'une seule corde » (4). L'hommage réticent se référait à leur désaccord central qu'une autre citation de la conférence de 1913 met en lumière: « Rejeter la guerre hors du monde, dit le capitaine de Gaulle, n'est qu'une utopie. Les Grecs d'autrefols, vous le savez, lassés d'être constamment tenus de courir aux armes, avaient tenté d'établir un tribunal d'arbitrage appelé le tribunal des [Amphictyonies] (5). Mais de cette assemblée instituée pour maintenir la paix, vous savez aussi qu'il est sorti la guerre. (...) La guerre est une loi de la nature et la nature ne veut pas qu'on porte atteinte à ses lois... »

Telle est exactement la fatalité à laquelle Jaurès ne se résignera jamais. Son réve, ou plutôt, car ce mot peut être dépréciatif, son grand dessein, c'est que l'on parvienne à élever l'emprise du droit à la hauteur des relations entre les peuples. Espérance qu'il expose dans l'Armée nouvelle : « Que le [prolétariat] prépare, qu'il trace par ses délégués, par des juristes pénétrés de son esprit un code de droit international qui prévienne les compétitions funestes et les entreprises violentes de l'impérialisme capitaliste. Qu'il protège tous les peuples, toutes les races, contre ceux qui veulent se tailler, aux dépens de leur indépendance, des privilèges, des monopoles, des concessions exclusives...» Et ceci surtout : « Qu'il élargisse toutes les tentatives d'arbitrage. Qu'il ne cède pas à la tentation médiocre et vulgaire de railler la Cour de La Haye, mais qu'il s'applique au contraire à la fortifier, qu'il réclame pour elle une activité toujours plus haute... » (6).

Par là Jaurès rejoint toute une génération d'hommes politiques et d'intellectuels qui ont mis leur foi dans un tel progrès: à gauche aussi, le Parti radical, entraîné par Léon Bourgeois, prophète et inspirateur de la Société des nations, adopte au congrès de 1913 la motion suivante: « L'ordre ne sera substitué en Europe à l'anarchie que quand les armées nationales seront au service de la justice internationale» (7).

Tout l'effort est de prévenir la guerre, mais Jaurès ne prétead jamais qu'il faille exclure, au service de l'arbitrage supérieur aux Etats, et en dernier recours, de s'appuyer sur la force juste. Le premier de ses disciples, Léon Blum, en témoigne dans un beau texte qui date du Front populaire, le 16 novembre 1936. Dans ce discours prononcé devant des militants socialistes de Soissons, il rappelle ses conversations avec Jaurès et sa haine de la guerre, et son cri : « Chaque fois qu'on peut éviter la guerre, il faut éviter la guerre. La guerre, c'est le mal! La guerre ne peut rien engendrer de noble et de bon!... » Oui, mais Blum ajoute qu'une autre idée était liée, chez Jaurès, à cette condamnation absolue de la guerre : « Guerre jamais, sauf... » « Sauf quand la guerre est impo-



Jean Jaurès en 1913 à un meeting au Pré-Saint-Gervais

sée. Guerre jamais, sauf quand il s'agit de défendre le territoire national. Guerre jamais, sauf quand il s'agit de défendre ce qui équivaut au territoire national, c'est-à-dire l'existence et l'intégrité d'autres sols... » (8).

A ce point, poursuivant le dialo-gue entre l'œuvre de Jaurès et ceux qui tachent aujourd'hui de se faire un drapeau de son héritage, on touche à un argument qui a du poids. Toutes les frontières, on presque, sont nées de la force. L'histoire sanglante du monde est tissée, au long des siècles, de ces rapts et de ces violences. Comment justifier alors l'émergence soudaine, hic et nunc, d'une action armée, alors que tant d'autres jadis et naguère, ont été tolérés par la « communauté internationale » ? (On aurait dit au temps de Jaurès le « concert des nations ». mais s'il est vrai que notre formule est hypocrite, cette hypocrisie même est un assez bon signe...)

L'état de droit peut progresser

Eh bien! Toute l'œuvre de Jaurès offre une ardente réponse à cela. Sa pensée n'est jamais statique et sa doctrine s'organise toujours dans le mouvement, très attentive à ne pas tomber dans le travers où tant de messianismes se sont dévoyés: le vertige du tout ou rien. Dans une controverse magnifique avec Clemenceau, à la Chambre, en juin 1906, accusé de chimérisme, il se fit l'apôtre d'un gradualisme réflèchi: « Il n'y a pas, disait-il, de parti plus pénétré de l'idée d'évolution que le nôtre » (9).

La politique de la France n'est pas infidèle au message de Jaurès quand elle croit qu'elle serait coupable de ne pas aider à saisir, pour un progrès de la civilisation, la chance historique d'une intervention collective inspirée par l'ONU,
quelque regret qu'on éprouve que
celle-ci n'ait pas été possible plus
tôt. Mieux que s'il est un critère
clair pour faire le départ entre une
politique extérieure de droite et
une autre de gauche, c'est la
conviction que la barbarie u'est
pas vouée à être éternelle dans les
rapports hamains et qu'à condition de saisir toutes les occasions
favorables l'état de droit peut progresser. Que les crimes passés contre le droit des peuples ne doivent
pas conduire à se résigner à ceux
d'aujourd'hui. Et qu'enfin, quand
bien même ce progrès devrait être
utopique, ce serait encore la
dignité du combat politique que
de faire comme s'il n'était pas
impossible.

Je sais bien que le plus souvent c'est moins de naïveté que d'hypocrisie que chez les adversaires de notre présence dans le Golfe on taxe la politique française. « Soyez donc plus lucide, réclamet-on, et voyez les gras sous! »

Ne débattons pas de la légiti-

mité du souci, chez les fesponsables, des intérêts énergétiques de la France. Mais il est intéressant de noter que, sur ce chapitre aussi, Jaurès a son mot à dire. Dans le même temps où il donnait à la lutte des classes l'importance centrale que l'on sait comme moteur de l'Histoire, il engageait avec le futur maréchal Foch, toujours dans l'Armée nouvelle, une controverse dont la portée surprendra peut-être, car les deux hommes semblent s'y opposer à fronts renversés. Jaurès reproche au général Foch un excès d'« économisme » dans ses cours de l'Ecole de guerre, de faire sien trop vite le mot d'un général allemand : « La Bourse même a pris une influence telle que, pour la défense de ses intérêts, elle peut mettre les armées

en campagne », et de poser que « les guerres deviennent de plus en plus intéressées et de moins en moins intéressantes ». Sans minimiser certes le rôle de la « lutte économique pour la conquête des marchés » comme facteur belligène, Jaurès nie qu'aucune grande guerre se soit jamais réduite à

Frappant est l'exemple qu'il privilègie : celui de la guerre du Japon contre la Russie, en 1905 : « [Elle] semble, dit-il, avoir été une guerre à base économique. C'est bien pour ne pas se laisser exclure de la Corée et de la Mandchourie, c'est bien pour se réserver l'exploitation des richesses de ces deux régions, c'est pour y trouver à sa population surabondante un emploi, des ressources, des subsistances que le Japon a lutté avec une passion frénétique. Oui, mais il y avait autre chose. Il y avait pour ces Jaunes l'occasion, longtemps attendue, de prouver qu'ils étaient une race forte et un peuple fort, qu'ils pouvaient se mesurer avec les peuples blancs, que leurs progrès n'étaient pas de surface et d'imitation. mais profonds et réels; et dans leur vaillance, dans leur héroïsme, il y avait plus de mysticisme encore que de convoitise... » (10).

Au vrai, l'Irak et Saddam Hussein ne sont pas loin de ce Japon-là. Et, dès lors, remettre à leur place les passions individuelles et collectives, c'est, d'un même mouvement, dans la pensée de Jaurès, valoriser la vertu du droit qui peut seul les canaliser et en combattre les effets les plus délétères. Au jeu des citations dont la résonance est actuelle, c'est le lieu de rappeler ce que, en une autre occurrence, il a dit de ceux qui conduisent aujourd'hui les armées coalisées, c'est-à-dire les Américains. Avec des propos qu'on peut opposer à tous ceux qui ne discernent dans la politique de Washington que le ressort d'un appétit de puissance et une odeur de pétrole.

Jaurès est à la tribune de la Chambre, le 20 décembre 1911: « Nous ne voyons [dans les Américains], s'écrie-t-il, que les hommes des milliards, des affaires, de l'obsession de l'or. On dirait, à certains signes, qu'ils commencent à dépasser cette crise, on dirait à certains signes que les milliardaires avertis, au sommet de leur magnifique fortune, du vide des horizons que ne remplit que le reflet de l'or, cherchent avant de mourir un aliment plus noble à leur pensée et à leur âme. (...) De là ce réveil d'idéalisme qui n'est pas en surface, parce qu'il creuse, par-dessous la période du dollar, la période mercantile, jusqu'aux sources les plus profondes de la vie anglaise et américaine, jusqu'à l'âme de ces puritains qui s'étaient épris de l'enthousiasme des prophètes bibliques et qui avaient rèvé à leur façon d'une société de liberté et de justice » (11). Est-ce donc si

Encore un mot. Investir aujourd'hui le Café du Croissant, c'est
anssi ramener le souvenir vers les
derniers jours de Jaurès. Sa sévérité est avérée à l'égard des chancelleries, et d'abord des Russes et
Autrichiens, taxés par lui de bellicisme, comme le sont aussi ses
efforts désespérés (et critiques)
pour pousser le gouvernement
français à davantage modérer
Moscou et à convaincre Londres
de tenter un ultime arbitrage.
Ensuite? Les témoignages divergent. Selon le récit tardif du

député Pierre Dupuy, il aurait dit à quelques collègues au Palais-Bourbon, deux heures avant sa mort, que, désormais, « en présence de l'échec maintenant définitif de tous ses efforts et de ceux de son parti pour le maintien de la paix, il fallait de toute nécessité éviter de donner à l'ennemi de demain l'impression d'une France désunie et apeurée »; et il aurait donc annoncé que son article du lendemain dans l'Humanité s'intitulerait : « En avant ! » Selon d'autres témoins, il était, en cette soirée du 31 juillet, dominé par ses reproches envers les responsables français, en qui, certes, il ne vit iamais des boutefeux, mais qui n'en auraient pas encore assez fait à ses yeux pour arrêter la machine

L'essentiel est ailleurs, et on peut suivre Jean-Jacques Becker-observant : « Il n'y a pas à ce moment-là une stratégie jaurésienne, une action jaurésienne, il y a celle du parti politique dont Jaurès est le porte-parole, mieux, l'expression vivante. » Or celui-ci l'avait écrit lui-même, au nom des siens, le 18 juillet : « Il n'y a aucune contradiction à faire l'effort maximum pour assurer la paix et, si cette guerre éclate malaré nous, à faire le maximum pour assurer l'indépendance et l'intégrité de la nation » (12).

Il faudrait donc beaucoup d'audace pour affirmer que, si Jaurès avait vécu, il aurait suivi une ligne différente de celle des autres dirigeants de son parti, de Sembat à Jules Guesde, et rompu avec tous. Eux, comme on sait, des lors qu'ils furent convaincus que Paris n'avait pas, loin de la, poussé au conflit et qu'une grève générale en France - unilatérale - serait à la fois inefficace et suicidaire pour la patrie, se résignèrent à l'inévitable, se rallièrent à l'Union sacrée et participerent au gouvernement de guerre.

(1) Cf. l'analyse précise de ces conrants dans Jacques Julliard, Autonomie ouvrière. Etudes sur le syndicalisme d'action directe, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1988, pp. 107-109.

(2) Charles de Gaulle, Lettres, notes et carnets, tome 1, 1905-1918, Paris, Plon, 1980, p. 74.

(3) Je me réfère à la plus récente édition intégrale, celle des Editions sociales,

1977, pp. 328-329.

(4) Charles de Gaulle, op. cit., t. II, 1919-juin 1940, p. 448.

(5) Le texte fourni par l'amiral de Gaulle (op. cit., p. 75) porte curieusement des «Amphitryons». Il est vrai qu'on attend encore une édition scientifique de l'œuvre.
(6) L'Armée nouvelle, op. cit., p. 334.

(7) Cité par Serge Berstein, Ilistoire du Parti radical, L. I, 1919-1926, Paris, Presses de la FNSP, 1980, p. 65. (8) L'Œuvre de Lèon Blum. 1934-1937, Paris, Albin Michel, 1964,

pp. 376-377.

(9) J.O., Débats de la Chambre, 19 juin 1906, p. 213.

(10) l. Armée nouvelle, op. cit., pp. 383-384.

(11) Cité dans Jean Jaurès, Anthologie. prèsentée par Louis Lévy, Paris, Calmann-Lévy, 1983, p. 119.

(12) Cf. Jean-Jacques Becker, 1914, Comment les Français sont entrés dans la guerre, Paris, Presses de la FNSP, 1977, pp. 226-234.

Le méconte

Tandis que les combats se poursuivent dans le sui de l'Irak, où la situation deme-re extramement confuse, les les ponsables américains est maient, vendredi 8 mars, que le président irakien Saddam Hussein est tout autant menace par son entourage que par la rèbe lion des fondamentalistes chates ou des Kurdes.

Les troubles se poursuivaire de dredt dans plusieurs culte d'hat indiqué le porte-partele du d'autilité ment d'État. M. Richard le solon lui, les combats cutte gouvernementales et étaient les plus violent villes de Nadjaf et Kerbain. Bagdad, mais des affrontes de de gouvernement applement sopraire d'autilité du Kurdistan Unit port du gouvernement américaire de gouvernement américaire de gouvernement américaire de gouvernement américaire de gradue les rébelles étaient les sons de unites engagées contre cus

Le président irani à « se soumettre

Le président iranien Al Aktar Hachémi-Rafsandjani est tarivendredi 8 mars, de la discretir et de la réserve qu'il affichait officiellement depuis près à une semaine face au sculevement des chittes d'Irak pour appeller M. Saddam Hussein a na se tarmettre à la volonté de son par ple » qui « ne veut plus de

Intervenant comme invariant prière hebdomadaire à l'actual M. Rafsandjam a dit à 20 mars de tente reroite popularité gir association chitte dans le sait air actual serant la dernière de la companie de la balancia de pouvent de chapitre le plus note de l'actual du Baas.

Le chef de l'Etat trance : l'apare la situation actuel à color de ma volcun prêt à entre : l'apare la situation : ajoutant l'apare la findient de ces dirigiants et l'apare : l'apare des ces dirigiants et l'apare : l'apare des contes de l'apare : l'apare de l'apare : l'apare de devanet le l'apare de diregences : Le president iranien : l'apare :

que les évenements (2) de la actuellement l'Irak etaint l'an ment un mouvement l'appearent a ajouté : « Il est inter vient de la puivse gouverner seur avec quelqu'un dont n'an etaint la région, in le peup de région de l'actuelle pour reconstituté et nous vois autorisée de l'actuelle de l'actuell

a Partager le mailieur du personi irakien veut dire souteur le fait et et me signifie pas une ingerence et a-t-il dit avant d'ajouter de n'est que quelques tours agresse déclenchement que nous acomé appris qu'il s'agissait vraimer, d'un mouvement populaire. L'he partie considérable de l'opposition chitte au régime irakien est basce à Téhéran.

Rencontre avec l'opposition irakienne

₫ Et

rend turie

a o

iRS

7 :12

Balle

2002 2004

4:4:

COGS

Paris Durin

Toutesois, s'il souhaite le aerart de Saddam Hussein – dont l'imart Khomeiny avait fait une priorite lors de la guerre Iran-frak – M. Rafsandjani n'a pas demande l'elimination du parti Haus (uitra-laïe). Il a même souhaite que le différentes tendances de l'opposition irakienne a s'entendent avec le Baas pour reconstruire le payere, soulignant : « Nous attenaure, que

l'Irak. – Sur proposition de son président, M. Georges Vallon (PCF), le conseil général de la Seine-Saint-Denis a décide d'apporter une aide immédiate de six cent mille francs à l'Irak saux forme de trois subventions égales versées à la Croix-Rouge, au Croissant-Rouge et au Secours populaire français. Le principe de cette aide financière avait été arrêté, pendant la guerre du Golfe, par le bureau exécutif de l'assemblée départe-

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

dimanche 18h30

dimanche 18h30

animé par Olivier MAZEROLLE

BEREGOVOY

avec André PASSERON et Érik ISRAELEWICZ (le Monde)
Jeon-Yves HÖLLINGER et Janine PERRIMOND (RTL)

هكذا من الإصل

2 James Johnson

Le mécontentement gagnerait l'entourage du président irakien

Tandis que les combats se poursuivent dans le sud de l'Irak, où la situation demeure extrêmement confuse, les responsables américains estimaient, vendredi 8 mars, que le président irakien Saddam Hussein est tout autant menacé par son entourage que par la rébellion des fondamentalistes chiites ou des Kurdes.

Les troubles se poursuivaient vendredi dans plusieurs villes d'Irak, a indiqué le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. Selon lui, les combats entre forces gouvernementales et dissidents étaient les plus violents autour des villes de Nadjaf et Kerbala, au sud de Bagdad, mais des affrontements étaient également signalés dans le Nord, au Kurdistan. Un responsable du gouvernement américain a souligné que les rebelles étaient légèrement armés et mal organisés, alors que les

puissamment équipées et bien enca-drées. Le même responsable n'a cependant pas voulu tirer de conclu-sions définitives, expliquant que la rébellion se rallumait même dans des zones reprises par l'armée et que les combats n'avaient plus lieu seulement dans les villes, mais dans les campagnes le long des routes. « La situation n'est pas seulement militaire, mais politique», et il est impossible de se baser sur le seul rapport des forces, a-t-il dit.

D'après d'autres responsables, les services de renseignement ont décelé des preuves de mécontentement parmi les chefs militaires et le petit cercle de conseillers de M. Saddam Hussein. Des membres de la garde républicaine et de la direction du parti Baas regrettent apparemment de l'avoir laissé les entraîner dans une guerre désastreuse. Plusieurs analystes prévoient d'ailleurs une montée de ce mécontentement au fur et à mesure que des dizaines de milliers de soldats vaincus et humiliés répandront à travers le pays la nouvelle de l'ampleur de la défaite.

Les rébellions des musulmans chites dans le sud du pays et la reprisé de la lutte des séparatistes kurdes dans le Nord risquent, en revanche, de conduire les dirigeants de Bagdad à resserrer les rangs autour de leur président, a estimé un influent sénateur démocrate. « Les éléments les plus ocuifs contre bai - les Kurdes et les chiites - ont provoqué un choc en retour chez certains responsables», a déclaré M. David Boren (Oklahoma), ésident de la commission sénatoriale du renseignement, « Ils comprennent qu'il y a de rècis dangers de parti-tion et d'effondrement du pays, d'une disparition de son identité nationale, a-t-il poursuivi. Certains d'entre eux n'aiment pas particulièrement Saddam, mais ils s'alarmens des mouvements séparatistes et préférent supporver sa brutalité, parce qu'ils le croient

capable de préserver l'unité du pays.» Le gouvernement américain n'encourage ni la partition du pays, ni la venue au pouvoir d'un mouvement islamiste qui serait étroitement lié à un Iran antiaméricain. « Nous ne intérieures de l'Irak», a rappelé
M. Boucher vendredi, après que le
président iranien Ali Akbar Hachemi
Rafsandjani eut appelé Saddam Hussein à se démettre (voir-ci-dessous).

Du gaz moutarde contre les rebelles?

Selon un membre de l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak (SAIRI), à ce jour plus de 30 000 personnes ont trouvé la mort une semaine en Irak contre le prési-dent Saddam Hussein.

M. Jawad El Maliki, du parti musulman chiîte Al Daawa, a, pour sa part, affirmé à Damas que du gaz moutarde avait été utilisé contre des manifestants à Al Hillah, Al Kifil, dans la ville sainte de Nadjaf et dans certaines parties de Bassorah, selon lui toujours contrôlée à 70 % par les rebelles. Il a ajouté que des hélicop-tères de combat et l'artillerie lourde avaient servi à mater l'agitation dans

jeudi. M. El Maliki n'a toutefois pas révélé l'origine de ses informations, et il n'était dans l'immédiat pas possible de confirmer ses affirmations, ni celles des réfugiés en provenance de

Les principaux courants de l'opposition islamique au régime iralcien ont lancé des appels à la «communauté internationale» pour qu'elle empêche ce régime de poursuivre le « massacre des insurgés , soulignant que la bataille était inégale. Plus de deux cents délégués venus du Proche-Orient et d'Europe, représentant une trentaine de partis ou organisations de toutes tendances, sont attendus à l'hôtel Bristol à Beyrouth du 10 au 12 mars pour tenter de franchir une

nouvelle étape vers l'unité d'action. «Notre unité est la garantie de la fin de la dictature, du renforcement de l'unité de la patrie et de la victoire de l'alternative choisie par notre peuple», affirme le comité d'action commune des forces de l'opposition formé en décembre dernier à Damas. Scion

d'un gouvernement en exil pourrait être évoquée au cours de cette réunion, mais «l'urgence, pour le moment, est de soutenir l'insurrection intérieure ». Toutefois, estiment les observateurs, des divergences risquent d'apparaître rapidement entre des formations disparates, anx objectifs politiques parfois carrément contradictoires. La question fondamentale de la nature du régime qui pourrait remplacer la dictature baassiste n'a pas encore été abordée.

A Bagdad, les autorités irakiennes ont accordé vendredi une semaine de grâce supplémentaire aux déserteurs pour qu'ils regagnent leurs unités. La presse officielle demeure toujours muette sur le mouvement insurrectionnel dans le sud de l'Irak, La radio en revanche, a annoncé vendredi qu'un dirigeant du parti Baas avait rencontré le maire de Bassorah, dont les rebelles avaient précédemment annoncé la mort au cours des

Le président iranien appelle M. Saddam Hussein à « se soumettre à la volonté de son peuple »

Le président iranien Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani est sorti, vendredi 8 mars, de la discrétion et de la réserve qu'il affichait officiellement depuis près d'une semaine face au soulèvement des chiites d'Irak pour appeler-M. Saddam Hussein à «se soumettre à la volonté de son peuple » qui « ne veut plus de lui ».

Intervenant comme imam de la prière hebdomadaire à Tébéran, M. Rassandjaní a dit : « Réprimer cette révolte populaire [l'insucrection chitte dans le sud de l'Irak] serait la dernière erreur du parti Baas e, au pouvoit en Itak. Il a ajouté que ce serait également « le chapitre le plus noir » de l'histoire

du Baas. Le chef de l'Etat iranien a comparé la situation actuelle en Irak à un « volcan prêt à entrer en érup-tion », ajoutant : « La majorité du peuple irakien dit ne plus vouloir de ces dirigeants et voudrait gou-verner désormais elle-même ». Il a souligné que les opposants irakiens de toutes les tendances devaient « laisser de côté leurs. divergences » .

Le président iranien a estimé que les événements qui secouent actuellement l'irak étaient « vraiment un mouvement populaire». Il a ajouté : « Il est impossible que le Baas puisse gouverner seul, surtout avec quelqu'un dont ni le monde, ni la région, ni le peuple irakien ne veulent plus. » « Coopèrez tous ensemble pour reconstruire le pays ruiné et nous vous aiderons à répaa dit M. Rafsandjani a l'adresse des Irakiens, tout en rejetant « les accusations portant sur un quelconque soutien de l'Iran aux oppo-sants trakiens. »

« Partager le malheur du peuple irakien veut dire soutenir le faible el ne signific pas une ingérence ». a-t-il dit avant d'ajouter : « Ce n'est que quelques jours après son déclenchement que nous avons appris qu'il s'agissait vraiment d'un mouvement populaire. » Une partie considérable de l'opposition chiite au régime irakien est basée

Rencontre avec l'opposition irakienne

Toutefois, s'il souhaite le départ de Saddam Hussein – dont l'imam Khomeiny avait fait une priorité lors de la guerre fran-trak – M. Rafsandjani n'a pas demandé l'élimination du parti Baas (ultra-laïc). Il a même souhaité que les différentes tendances de l'opposition irakienne « s'entendent avec le Baas pour reconstruire le pays », soulignant : « Nous attendons que

n La Seipe-Saint-Denis aide l'irak. - Sur proposition de son président, M. Georges Valbon (PCF), le conseil général de la Seine-Saint-Denis a décidé d'apporter une aide immédiate de six cent mille francs à l'Irak sous forme de trois subventions égales versées à la Croix-Rouge, au Croissant-Rouge et au Secours populaire français. Le principe de cette aide financière avait été arrêté, pendant la guerre du Golfe, par le bureau exécutif de l'assemblée départele Baas irakien laisse le peuple faire entendre librement sa voix. »

M. Rafsandjani a par ailleurs prôné une coopération entre tous les pays de la région « pour assurer une paix et une stabilité durables et profitables à tous ». « Nous ne pouvons pas accepter une sécurité à l'américaine, qui assurerait les intérêts américains dans cette région », a-t-il déclaré, soulignant que la présence des forces américaines provoquait « systématiquement un sentiment de méfiance des peuples de la région. »

Pour le président iranien, la guerre a constitué « une expérience constructivani: « Line lecon a été donnée; il faut en profiter pour faire réener dans la region un securité telle que de pareils conslits ne pourrons pas se reproduire. » Et M. Rafsandjani de conclure: « L'islam neu constituer l'axe princinal pour tous les pays islamiques et servir d'arbitre, »

De son côté, le vice-président iranien Hassan Habibi a rencontré vendredi à Damas des responsables chiites et laîcs de la coalition d'opposition irakienne. De source proche de cette opposition, on affirme que l'entrevue « prouve que l'Iran n'a pas l'intention d'installer une république islamique en Irak [et] qu'il respecte la volonte et la liberté du peuple trakien pour choisir un successeur à Saddam ».

De même source, on précise que la rencontre a eu lieu en présence de responsables syriens ainsi que saoudiens. M. Habibi, qui était accompagné du ministre des affaires étrangères Ali Akbar Velayati, s'est d'autre part entretenu avec le président Hafez el Assad ainsi qu'avec le vice-président Abdel Halim Khaddam. -(AFP, AP, Reuter.)



Les quarante journalistes disparus à Bassorah ont été libérés à Bagdad Croix-Rouge (CICR), ainsì que

Les quarante journalistes occidentaux disparus depuis près d'une semaine dans la région de Bassorah étaient attendus samedì 9 mars dans l'après-midi en Jordanie, a-t-on appris au Quai d'Orsay dans la nuit de vendredi à samedi.

Ils ont quitté la capitale irakienne par la route à 7 h 30, heure locale (5 h 30, heure de Paris), après avoir été remis aux représentants du Comité international de la

cains également capturés près de Bassorah. L'ambassadeur de France à Amman devait se rendre à la frontière jordano-irakienne pour accueillir journalistes et pho-

deux prisonniers de guerre améri-

C'est le CICR qui a informé le ouvernement français de cette libération et qui lui a fourni la liste des dix-huit envoyés spéciaux français qui ont été libérés en compagnie de journalistes de nationalité américaine, britannique, italienne, norvégienne, brésilienne, espa-gnole, irlandaise et uruguayenne.

La liste des journalistes et photographes français donnée par le, CICR est la suivante : outre la correspondante du Monde, Françoise tipaux, elle comprend Francois Camé (Libération), François Landon (l'Événement du jeudi), Patrick Bourrat, Bruce Frankel, Patrick Michel et François Doré (TF1), Hervé Brusini, Gilles Trénel, Franck Brisset et Joël Gauthier (A 2), Pascal Richard et Loïc Madeline (la Cinq), Pierre Thébault (RMC), et les photographes Philippe Wojazer (Reuter), Jean-Claude Coutausse (Agence Contact), Eric Bouvet (Agence Odyssey), et Yves Debay (Raids).

Après des jours d'incertitude, de déclarations contradictoires, et de multiples démarches diplomatiques, la décision de Bagdad de libérer les quarante journalistes avait été rendue publique vendredi

(notre dernière édition datée du 9 mars). Selon les Irakiens, ils avaient été « retrouvés » à Bassorah anrès être entrés « illégalement » en Irak, venant du Koweit.

Selon les premiers témoignages recueillis après leur arrivée à Bagdad, ces journalistes, apparemment en bonne santé bien que fatigués, ont été capturés par petits groupes dans la région de Zoubeir, proche de Bassorah, par des soldats fidèles à M. Saddam Hussein.

Dans un premier temps, ils ont été emmenés sur le campus de,... l'université de Bassorah, ville où se sont déroulés de violents combats entre forces loyalistes et insurgés: chiites. Ils y ont etc detenus deux jours avant d'être transférés mardi dans la capitale irakienne. Certains ont affirmé avoir été délestés par les frakiens de leur matériel et de leurs véhicules. Ils ont été traités convenablement, bien que de façon spartiate.

Vendredi soir, la niunart des quelque soixante-quinze journalistes, photographes, cameramen et techniciens étrangers expulsés de Bagdad étalent arrivés, par convoi routier, en Jordanie. Seuls pour le moment un photographe yougos-lave de l'agence AP et un technicien de la télévision britannique sont restés en Irak.

La raison officielle de leur départ, selon le ministère de l'information irakien, était de permettre aux fonctionnaires de ce ministère qui surveillent les activités des correspondants étrangers de faire une pause après des mois de travail intensif, et, par la volonté du gouvernement, d'améliorer les conditions de travail des journalistes. Cette décision intervient néanmoins à un moment où M. Saddam Hussein doit faire face à une

opposition accrue. Au cours des derniers jours, « les Irakiens nous laissaient voir de moins en moins de choses ». a déclaré à son arrivée en Jordanie le journaliste américain Peter Arnett, qui a couvert toute la guerre pour la chaîne de télévision par câble

La tournée du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient

L'OLP examine la proposition de M. Baker de rencontrer une délégation palestinienne

examine l'offre du secrétaire d'Etat américain James Baker de rencontrer une délégation palestinienne des territoires occupés. à l'occasion de sa toumée de dix jours au Proche-Orient et en URSS, entreprise vendredi 7 mars en Arabie saoudite.

M. Baker avait affirmé jeudi à bord de son avion être prêt à ren-contrer des Palestiniens en Israël (le Monde du 9 mars). Les personnalités des territoires occupés ont aussitot affirme qu'une telle rencontre devrait avoir l'aval de l'OLP. Les dirigeants palestiniens ne sont pas de prime abord opposés à une telle rencontre, a-t-on indiqué de source palestinienne à Tunis. Ils voudraient néanmoins connaître avec certitude les intentions des Etats-Unis, qui pourraient envisager une solution basée sur la fin de l'occupation des territoires et l'autodétermination du peuple palestinien, ou bien une simple autonomie.

A Amman cependant, cheikh Abdel Hamid al-Sach, president du Conseil national Palestinien (CNP-Parlement en exil), a estimé que la tournée de M. Baker est une « ruse mi vise à écarter l'OLP du proces-

A Tunis, la direction de l'OLP sus de paix». «Avant d'avancer n'importe quel projet [de paix], il est demande aux Etats-Unis de prendre des mesures pour faire appliquer les résolutions (de l'ONU] concernant les territoires occupés en 1967», a-t-il affirmé dans un entretien publie vendredi par le quotidien jordanien Saout

> Arrivé vendredi en Arabie saoudite, M. Baker, accompagné par le commandant en chef de l'opération «Tempête du désert», le géné-ral Norman Schwarzkopf, a d'abord rencontré le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud al-Fayçal. A l'issue des entretiens qu'il a eus ensuite avec le roi Fahd et son homologue saoudien, des collaborateurs du secrétaire d'Etat ont affirmé que les responsables saoudiens ont compris le « double volet » du pro-gramme américain pour la région et exprimé leur volonté de l'appuyer. On ajoute de même source : u Il s'agit d'un engagement saoudien à participer activement au nouvel élan visant à résoudre le conflit arabo-israélien, et à obtenir en même temps des progrès quant au problème palestinien dans les

territoires occupés par Israel». Avant d'entamer ce périple, M. Baker avait précisé que sa tournée serait axée sur de nouveaux Shamir, a précisé que le gouverne-

arrangements de sécurité dans la région, sur le contrôle des armes et la coopération économique au Proche-Orient, dans le cadre d'un plan pour établir le « nouvel ordre *international* » évoqué par le prési-

Après Ryad, M. Baker devait se rendre à Taël, à l'ouest du royaume, afin de rencontrer l'émir du Koweit, cheikh Jaber Al-Ahmad Al-Sabah, et visiter samedi Koweit-Ville. Le secrétaire d'Etat doit se rendre ensuite au Caire, en Israël, en Turquie et en Union

Concernant la convocation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, le secrétaire d'Etat avait affirmé que Washington appuierait la tenne d'une telle conférence « au moment approprié», en précisant que sa convocation trop tôt serait « contre-produc-

Une conférence de paix « régionale » ?

Vendredi, pour la première fois, un responsable israélien a déclaré qu'une conférence de paix « régionale » pourrait être l'instrument d'un règlement du conflit israéloarabe. M. Yossi Achimeir, chef de cabinet du premier ministre Itzhak ment examinait une proposition de négociations entre Israël et une délégation d'Etats arabes. « C'est une idée qui est actuellement à l'étude à Jérusalem. A mon avis, c'est une bonne proposition (...): vous pouvez appeler ça une confé-rence régionale », a-t-il affirmé à CNN. - (AFP, Reuter, AP.) l'agence Reuter.

M. Achimeir a cependant ajouté qu'il n'était pas question d'y accepter des représentants de l'OLP. Les représentants palestiniens sans affiliation à la centrale de Yasser Arafat, qui seraient élus dans les territoires occupés en vertu du plan Shamir de 1989, pourraient en revanche participer à cette conférence.

M. Yitzhak Shamir a lancé vendredi un appel à la Syrie et à l'Arabie saoudite pour entamer des négociations avec Israël, selon la radio israélienne. Au cours de sa rencontre à Jérusalem avec le secrétaire d'Etat canadien aux affaires extérieures, M. Joe Clark, M. Shamir a appelé la Syrie ct l'Arabic saoudite à « se retrouver avec Israël autour d'une table de négociation ». « Cela créera, a-t-il dit selon la radio, une atmosphère positive chez les Palestiniens, pour la promotion de l'initiative de paix [du gouvernement israélien] ». -(AFP, Reuter, AP.)

Aux Etats-Unis

« Actions de grâce »

Le président George Bush a décidé que les 5, 6 et 7 avril seraiem des « journées nationales d'actions de grâce». La Maison Blanche a souhaité que les cloches retentissent à travers tous les Etats-Unis le 7 avril, à 15 heures locales. pour célébrer « la libération du Kowelt et la fin des hostilités dans le Golfe».

« J'ai demandé aux Américains de se rassembler chez eux ou dans des lieux de culte pour remercier Dieu pour la libération du Koweit, pour bénir la paix et la liberté, pour nos troupes, nos familles et notre nations, a déclaré le président américain. ~ (AP.)

LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

Déportés en Irak il y a deux semaines

Le pénible retour au pays de mille deux cents Koweitiens

enlevés il y a deux semaines et emmenés en irak sont rentrés au Koweit, vendredi 8 mars, après avoir été déposés sans cérémonie à la frontière. Vingt autobus scolaires ont été réquisitionnés pour transporter ces hommes affamés et assoiffés, abandonnés dans le désert en pleine nuit.

Mais les autocars sont arrivés trop tard pour deux cents de ces Koweitiens qui ont dû entamer à l'aube une longue marche vers Koweit-Ville, à 130 kilomètres plus au sud, en protestant contre leur gouvernement qui n'avait rien prévu pour les accueillir. ■ Nous n'étions tout simplement pas prêts », a déclaré M. Walter

Hypocrisies

Ces avions étranges dont on sait,

depuis, qu'ils se sont glissés nui-

tamment dans le ciel de l'Irak pour

balayer, d'entrée de jeu, les centres

de commandement de M. Saddam

Stocker, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui a passé la nuit à faire remplir des formulaires per les rapatriés et à organiser leur transport en autobus. M. Stocker a dit ne pas avoir de nouvelles de huit cents autres Koweitiens emmenés en îrak à la fin de la guerre du Golfe. Les Irakiens avaient annoncé qu'ils renverraient au total deux mille Koweitiens vendredi.

Ali Salan, âgé d'une vingtaine d'années, a déclaré qu'il avait été pris il y a quinze jours alors qu'il allait chez l'un de ses cousins. a-t-il affirmé. Il est resté trois jours en prison au Kowelt avant d'être emmené à Bassorah, dans le sud de l'irak, alors que la ville était encore bombardée par les avions alliés. « Nous étions quatre cents dans une salle, et il fallait se plier pour pouvoir dormir quelques minutes, a-t-il pour-suivi. On ne nous donnait que de l'eau saumâtre et du pain dur

comme la pierre. » Selon Saba Diassem, leur plus grande peur, au tout début de leur captivité, était d'être tués par les bombardements. « Nous espérions que l'on nous repérerait et que nous ne serions pas bombardés, a-t-il raconté. Notre prison était très proche d'une base militaire. s Selon lui, les gardiens n'étaient pas délibérément

jour au profit d'un de ses clients

qui ne peut plus se payer du neuf.

toute assez banale, du commerce des armements classiques, s'est

ouverte, depuis plusieurs années, celle de la proliferation balistique,

nucléaire et chimique. En 1991

une quinzaine de pays sont jugés capables de construire des missiles

balistiques, et la moitié d'entre eux

seraient aptes à acquérir des techniques nucléaires. De même,

une trentaine de pays seraient cen-

C'est dans ce contexte-là que

s'apprécient les propositions des

partisans d'un contrôle accru sur le

commerce international des armes,

dans l'espoir d'éviter en quelque

Plusieurs instances, ou procé-

dures, ont déjà été créées pour

limiter, sinon supprimer, de tels

risques. L'ONU peut décréter des embargos sur les livraisons d'armes

qui, à la condition qu'ils ne soient

pas tournés, aboutissent à mettre

un client en quarantaine. A

Genève, trente-neuf Etats membres

de la Conférence du désarmement

cherchent à établir une convention

qui interdira la réalisation d'armes chimiques, indépendamment de

1984, une vingtaine de pays qui ont consenti à contrôler leurs

exportations en ce domaine.

sorte de nouveaux Irak.

sés disposer d'armes chimiques.

A côté de cette activité, somme

hostiles. « Pour eux. c'était terminé et ils essayaient de se comporter amicalement. >

Des responsables koweitiens ont assuré qu'environ quarante mille de leurs compatriotes avaient disparu pendant les sept mois d'occupation du Kowelt. Selon le ministre kowettien de la défense, Cheikh Naouaf El Ahmed El Sabah, les autorités irakiennes ont déclaré aux forçes alliées détenir plus de 6 500 Koweltiens: 4 531 soldats aen plus de 2 096 personnes arrêtées juste evant que l'Irak se retire du Koweit », a-t-il précisé.

La défense d'un pays et, du même coup, sa capacité indus-trielle à l'assurer en toute indépendance, font partie de ces actes de souveraineté dont un gouvernement accepte mal de partager la responsabilité ou qu'il ne soumet pas à un arbitrage auquel il serait

De ce point de vue, le cas de l'Europe est flagrant : une Europe de l'armement, sauf à se contenter de regroupements ponctuels de certaines usines autour de la production de systèmes d'armes en coopération, n'est envisageable que dans le cadre d'une Europe de la défense qui aurait préalablement trouvé ses propres marques au sein d'instances politico-militaires prévues pour en débattre.

En de telles circonstances, la fabrication de ses armes par un pays et, accessoirement, leurs exportations, traduisent, davantage qu'un simple activité commerciale, la volonté d'autonomie d'un Etat. A contrario, toute amputation de sa liberté - par le biais d'accords internationaux plus ou moins appliqués par les signataires - est vécue comme une atteinte grave à

Aujourd'hui, les des sont jetes. Du cas du surarmement irakien est née une timide prise de conscience. La situation ne peut plus rester en l'état et, désormais, il convient comme l'a suggéré M. Mitterrand en première analyse – que les four-nisseurs se consultent dès lors que des clients avanceraient des besoins importants et manifestement excessifs en armements modernes. Il s'agirait d'échanger des informations à propos de ces demandes, au lieu que le secret de la compétition bénéficie actuellement à la clientèle qui joue les fournisseurs les uns contre les

Une confrérie, un tribunal ou, si l'on préfère, une « internationale » des producteurs d'armes, en somme, composée de gouvernements qui pratiqueraient le refus de vente! Le propos, ambitieux, fait sourire de nombreux indus-

Qui jugerait, disent-ils en subs-tance, du bien-fondé des besoins exprimés par tel ou tel pays pour garantir la sécurité de ses nationaux? En vertu de quels critères? Quelle assurance que des « troisièmes larrons », qui s'affranchiraient de la règle du jeu, ne profite-raient pas de cette politique de la chaise vide pour conquérir des

Les exportations d'armes s'accommodent d'une double hypocri-sie, qui bafoue la morale. Celle qui touche au client, d'abord : un même matériel, qui dure une ving-taine d'années, peut avoir été commandé, à l'époque, par un gouver-nement démocratique, mais continuer de servir, en fin de compte, aux mains d'un pouvoir dictatorial qui lui aura succédé. Celle qui regarde, ensuite, le four-nisseur : la plupart des équipe-ments modernes ont un usage « dual », selon les experts, à savoir qu'ils sont civils autant que militaires, comme les hélicoptères, la technologie balistique propre aux missiles et aux fusées, les pesticides ou autres ingrédients phar-maceutiques qui deviennent des munitions chimiques, la fibre opti-que des transmissions, etc.

Ce n'est pas toujours aisé de faire la part des choses. Ce sera encore moins facile, demain, de trier le bon grain de l'ivraie si faute d'accords globaux de sécurité régionale - le seul contrôle, pourtant nécessaire, des exportations se révélait, comme c'est probable, insuffisant pour tuer dans l'œuf le marché noir de l'armement.

JACQUES ISNARD

DIPLOMATIE

Les réformes institutionnelles de la Communauté

M. Jean-Pierre Cot inquiet pour les pouvoirs du Parlement européen

M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste au Parlement européen, a tenu, jeudi 7 mars, à Bruxelles, une conférence de presse pour « lancer un cri d'alarme » devant la tournure prise, au début de la semaine, par la troisième session ministérielle de la Conférence intergouvernementale sur l'union politique. Selon lui, la majorité des ministres des affaires étrangères des Douze ont tenu, le 4 mars, des propos qui sont de mauvais augure pour le renforcement des pouvoirs du Parlement.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Officiellement, la Commission et le Conseil sont d'accord pour « l'accroissement de la légalité démocratique» des institutions européennes par la modification des attributions des députés de Strasbourg. Elus au suffrage universel direct, ceux-ci n'ont, en dehors des questions budgétaires, qu'un pouvoir restreint, celui de participer à l'élaboration des directives, règlements et décisions communautaires en se prononçant sur les propositions de la Commission, qu'ils peuvent rejeter ou amender dans certaines limites.

« Un système trop peu démocratique »

L'idée nouvelle est d'instituer une procédure de « codécision » entre le Parlement et le Conseil, en même temps que serait introduite une « hiérarchie des normes », c'est-à-dire une différence de processus des prises de décisions selon l'importance de la matière concernée. La loi, au sens entendu dans les Parlements nationaux, serait adoptée par «codécision». Les règlements communautaires et les dispositions administratives d'exécution entreraient en vigueur sans

consultation du Parlement européen, contrairement à ce qui se passe actuellement.

Ainsi serait supprimée la lenteur. par incompétence, distraction ou mauvaise volonté, avec laquelle le Parlement européen exprime certains «avis». Tout en reconnaissant, dans l'absolu, la nécessité d'un Parlement fort et crédible, certains hauts fonctionnaires européens et certains responsables poli-tiques se méfient des députés de Strasbourg, jugés trop enclins à la démagogie, et pas assez au fait de dossiers extrêmement compliqués.

Ce sont des choses qui ne se disent pas publiquement, mais M. Roland Dumas pensait peutêtre à ces réserves quand, dans son intervention à la session ministérielle de lundi, il a refusé de « substituer à un système trop peu démocratique une démocratie brouillonne » et inopérante, mettant en garde contre un « système. où un jeu combiné des minorités au sein du Conseil et au sein du Parlement conduirait soit à des décisions irresponsables, soit à la paralysie».

Selon M. Cot, seules l'Allemagne, la Belgique et l'Italie venlent vraiment du bien au Parlement. Aussi a-t-il envoyé le 6 mars M. Jacques Poos, le ministre luxembourgeois qui préside actuellement le Conseil, une lettre de mise en garde assortie d'une menace: «Je dois insister sur le fait que la demande du Parlement pour un vrai pouvoir de codécision avec le Conseil sur les matières législatives est un sine qua non pour l'approbation par le Parlement européen des résultats des deux conserences intergouvernementales. Comme vous le savez, la ratifica-tion par certains Parlements nationaux dépendra de cette approbation. » Les socialistes européens saisiront l'Assemblée de Strasbourg de cette affaire en avril avec, espère M. Cot, le soutien des autres partis et celui des Parie-

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

ASIE

CAMBODGE

Les perspectives d'un règlement négocié s'éloignent

BANGKOK

de notre correspondant

La perspective d'un règlement négocié du conflit cambodgien s'ef-filoche au fil des semaines et l'on estime ici que le projet de plan de paix des Nations unies, même si personne n'en conteste les grandes lignes, risque de perdre progressivement de son intérêt.

Moscou et Pékin ont, ces derniers jours, annoncé qu'ils conti-nueraient d'armer les factions en présence. Formé en septembre à Djakarta, le CNS – Conseil national suprême du Cambodge, constitué d'un nombre égal de représentants des deux camps - ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois. Rien n'indique, en outre, qu'il puisse le faire rapidement. La France, l'Indonésie et le secrétariat général de l'ONU ont reporté à plus tard l'envoi à Phnom-Penh, prévu pour ce mois-ci, d'une délégation commune chargée de sonder

les autorités locales. Il est vrai que les échanges diplo-matiques sur le Cambodge sont au point mort, à l'image des contacts entre le Vietnam et la Chine, deux des principaux acteurs du drame. Une délégation vietnamienne se serait rendue en Chine en décembre, a indiqué récemment une source officieuse à Hanoī, mais sa réception aurait été plutôt fraîche.

> Chaque camp ione la consolidation

Rentrant de Djakarta, où il s'est entretenu du conflit avec son homologue indonésien, le ministre australien des affaires étrangères, a exprimé, jeudi 7 mars à Canberra, sa « frustration » face à la lenteur

des négociations. Il a ajouté qu'aucune nouvelle initiative n'était en cours, tout en annonçant qu'il se rendrait le 16 mars à Phnom-Penh avant de gagner Hanoï.

De son côté, le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen, a réaffirmé jeudi que son gouvernement entendait organiser des élections en juin 1992 si aucun règlement n'intervenait entre-temps. Son ministre des affaires étrangères, M. Hor Nam Hong, avait déjà fait état de ce projet il y a deux semaines. Il n'y a aucune chance que les trois composantes de la guérilla - Khmers rouges, sihanoukistes, Front national de libération du peuple khmer (FNLPK) de M. Son Sann – acceptent de participer à un scrutin en l'absence d'un règlement et tant que les autorités actuelles de Phnom-Penh demeureront en

Le seul moyen de ramener la paix serait soit un accord entre le Vietnam et la Chine, soit un fort consensus international. Et, de préférence, les deux. On en paraît encore loin et l'évolution de la situation sur le terrain, en cette fin de saison sèche, n'est pas déterminante. Il y a fort peu de combats, les Khmers rouges - la guérilla la plus forte – paraissant consacrer leurs efforts au quadrillage des campagnes les plus reculées. Avec les recettes qu'ils tirent des mines de pierres précieuses sous leur contrôle, les «rouges» ne manquent pas de fonds. Chaque camp joue donc la consolidation, ce qui peut durer encore quelque temps. JEAN-CLAUDE POMONTI

L'HERMÈS Editeur

CONTRATET RELATIONS DU TRAVAIL

Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

Rome

Le gouvernement italien entend gies albanais qui ent débarque sur les R ques, mais le permis de séjour perman accorde qu'aux retugiès pointiques, a s dredi 8 mars le ministre de la mars M. Vito Lattanzio. Pourront égaran est. termes de la loi sur l'immigration. Jet Al nant un contrat de travail, mais : parsit

BRINDISI

de notre envoyà sp(=3)

Sur la route nationale 11balayee par le sirneer, der to more marchent. Où vont-ile Bar, and savent. Ils ont fait 30 knower to a pied dejà, ils vont vers le Navi ; a. poursuite de leur tove d'opposité de liberté. Ils ne sont par paire de le liberté. dizaine mais on les regarde la consales, pas rases, mul vetus et ecolomauvais. Une semaine sans et la san peut-être pius. Dans une heufe --deux, une voiture bleue variete - a leur hauteur. Des policiers et saisront. Ils essaieront d'explique tout va bien désorman, du conte doivent plus avoir peut, de a revent rester, que le pouvernement à décide d'accueillir tous in le said albanais, que, bien sur toul distribu temporaire, mais qu'en italia yous, le temporaire...

Il s'appelle Terenzio, il 2 dei 20 te nez sale et des chausvure- 112 grandes mais presque ucurer son copain Africa, cela fatt magasin Standa de British marches qui montent temps sea m. il n'avait jamais vu ça de 😂 💛 🕟 petit Terenziu. Des gens lattices, pour regarder des morres, bustie qui decouvrent la prosperité en é les

Pas d'agressivité dans d'or, violement de la curiosité cale. aussi. Elle s'appelle Matrica : : :

T 9 /

Comme blessé, il finissant mame par esquisser un mouvement meur devant ce qu'il prit pour de l'ironie méchante et qui pirta : que de la curiosité nature :

C'est que, même s'il a éprouve le besoin de s'en expliquer longerment, à travers de multiples mer. views et dans deux livres (2) 31 coexistence avec le régime communiste albanais et la manière dont il s'en est sépare rester!

Dans le débat sur les rapports entre écrivains et pouvoir en pa-totalitaire, Kadaré à fourni, pendant de longues années, un exemple sans doute unique, celui d'un écrivain dont les œuvres étaien: publiées dans son pays, partici-pant aux structures officielles de pant aux structures otticieres au régime, jouissant même de certains privilèges, tout en se sachant en opposition avec ce régime et sous la haute surveillance de son appearail de cémande. appareil de sécurité. Il se souvient, non sans agace-

ment, comment, les derniers temps, on a voulu rapprecher son personnage de celui d'un autre écrivain de sa génération, Vaciax Havel, alors que leurs demar les sont si dissemblables : Havel était en opposition ouverte avec ic régime tchécoslovaque, ce qui in valut de multiples séjours en prison et l'interdiction de toute son ceuvre; ainsi marginalisé, il était ignoré de son peuple sous la dicta-ture et dut placer l'action politi-que avant la création littéraire.

Comme un béros national (

Radaré, en revanche, soutient que, pour lui, l'action politique passait par la création littératre, qui lui la création littératre. passant par la creation interaire, qui lui permit d'acquérir une immense popularité auprès de ces compatriotes – une situation, certes, plus enviable.

A ceux qui lui reprochent de se s'être battu qu'après la mort d'En-ver Hoxha, le fondateur du communisme albanais, il répond : « Le duel [avec Hoxha] n'a pas eu heu

هكذا من زلإعل

Hussein, rendus soudain sourds, aveugles et muets. Toutes ces images sont encore dans les têtes, comme autant de symboles de la guerre du Golfe où se sont illustrés les «gadgets » de la

haute technologie américaine, ceux-là mêmes à propos desquels les adversaires du Pentagone, notamment au Congrès des États-Unis, ont longtemps médit sous le prétexte qu'ils seraient aussi inefficaces qu'ils étaient onéreux et trop

Aujourd'hui, les Américains font étalage de leur panoplie et les industriels de l'armement, outre-Atlantique, ne se privent pas de faire remarquer que c'est leur technologie qui a anéanti la logistique adverse, démoralisé le combat-tant irakien et qui a, finalement, permis d'économiser les vies de soldats coalisés. Une publicité dont se passeraient bien certains de leurs rivaux et, d'abord, les Français et les Soviétiques dont les matériels, aux mains de leur client irakien, n'ont pas véritablement

Déjà, avant la guerre du Golfe, les Américains exportaient, à eux seuls, plus d'une fois et demie la valeur de ce que leurs principaux concurrents européens - la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Suède, les Pays-Bas et l'Espagne - vendaient chaque année à eux sept réunis.

Le ronleau compresseur américain

Se débattant en plein marasme politique, économique, industriel, voire technologique, l'Union sovié-tique éprouve d'infinies difficultés à exporter des armes, et il se pourrait que, à de rares exceptions près, elle ne soit plus, là aussi, un compétiteur crédible durant un bon

La crainte existe, donc, que le rouleau compresseur des firmes américaines d'armement, à l'exportation, ne s'ébranle dans la foulée de celui des armées américaines engagées dans l'opération « Tempête du désert ». D'autant que ces mêmes sociétés, outre-Atlantique, n'ignorent pas que les commandes du Pentagone subiront de nouvelles coupes claires, les contraignant à accélerer un phénomène - amorcé en 1990 - de fermeture, ou de ventes d'usines et de licenciements, comme c'est le cas, par exemple, dans l'industrie aérospatiale, qui a perdu 55 000 emplois en un an sur ses 1 260 000 au total.

A l'heure actuelle, les Etats-Unis ne font pas mystère de leurs «approches» politico-commer-ciales en Arabie saoudite, en Egypte, en Turquie et dans les Emirats arabes unis, où sont en débat, de leur propre aveu, des achats de chars Abrams M I, d'avions F 15 et F 16 ou de mis-siles Patriot pour un pactole estimé à quelque 33 milliards de dollars.

Pour autant, le Congrès, qui a son mot à dire, n'a pas donné son «feu vert», préoccupé qu'il est de toujours équilibrer ces ventes, parfois assimilées à des dons, avec les affaires que les Américains concluent en Israel.

C'est au moment où les Etats-Unis risquent de s'approprier la part du lion, notamment sur le marché militaire moyen ou procheoriental, voire extreme-oriental, que, ici ou là, s'élèvent des voix, comme le récent appel de M. Francois Mitterrand en faveur de

mesures internationales d'un contrôle draconien sur ce commerce des armes qui porte sur environ 40 milliards de dollars par

Le véritable enjeu, en effet, est moins de savoir si la demande de la clientèle va diminuer ou, au contraire, exploser dans les prochaines années que de décider si on accepte ou non de la satisfaire.

Objectivement, les experts sont divisés sur la prévision à long terme de ce commerce des armes, qui demeure très sensible à des variations extérieures et qui se renouvelle selon des cycles aléatoires, liés à la durée de vie opérationnelle des matériels ou à leur taux d'attrition qui sont deux notions mal maîtrisées.

Des évolutions en sens contraire

Certains escomptent que - les prix des matériels augmentant, les budgets de la défense diminuant, les marchés ayant été saturés par des acquisitions antérieures dites de précaution, les revenus des clients stagnant et de nouveaux fournisseurs apparaissant - les échanges ne reprennent pas avant le milieu de l'actuelle décennie sur le même rythme que précédemment, à l'exception, peut-être, du Sud-Est asiatique et du Pacifique.

Mais d'autres s'attendent, aussi, à des évolutions radicalement en clients dans le monde, la course à la quantité des équipements se ralentit, la course à la qualité serait plutôt relancée par la guerre du Golfe, avec, précisément, ces armes de haute technologie qui font appel à l'informatique, à l'électronique et à de nouveaux

Il va, d'autre part, exister une grande braderie internationale, avec les matériels en solde - ce que, par dérision, on nomme la quincaillerie, - des négociations sur le désarmement en Europe, qui vont envahir le marché des surplus ou de seconde main. Il y aura, enfin, tout le secteur en expansion dit du « retrofit », qui concerne les équipements anciens qu'un industriel rajeunit ou met au goût du

Des verrous défaillants

De même, le traité de non-prolifération nucléaire de 1968 et, depuis, des déclarations en 1977, puis en 1990, ont dressé un certain nombre de barrières contre l'u militaire de l'énergie nucléaire, Enfin, sept pays – la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Ita-lie, le Japon, le Canada et les Etats-Unis – ont instauré en 1987 une réglementation, connue sous le sigle MTCR (missile technology control regime), qui veut restreindre les exportations de technologie

balistique à des tiers. Pourquoi tous ces verrous restent-ils néanmoins défaillants? Cela tient, sans doute, à l'activité même de l'industrie de l'armem qui, si elle arrive loin derrière les résultats obtenus par l'automobile. la pétrochimie ou l'agroalimentaire en termes de chiffres d'affaires et d'emplois, relève néanmoins de la conception que se fait un Etat de

Durant les trois dernières années

35 milliards de francs de livraisons d'armes françaises à l'étranger

Selon des estimations de l'Agence américaine pour le contrôle des armements, les dépenses militaires mondiales représentent quelque 1 000 milliards de dollars, dont environ 20 % (soit 200 milliards de dollars) sont des dépenses pour l'équipement. Sur ces 200 milliards de dollars, seulement 15 % font l'objet de marchés internationaux. Le reste se réalise à l'intérieur des Etats, pour leurs propres armées et par leur propre industrie. Dans les 15 % du commerce international, solt entre 35 et 40 milliards de dollars par an, la France détient à peu près 10 %, devant la Grande-Bretagne.

Les Etats-Unis et l'Union soviétique, à elles deux, ont une part égale à 70 % de ces échanges mondiaux à l'exporta-

Selon la délégation aux relations internationales de la Délé-

livraisons d'armes françaises à pour les matériels aéronautiques, moins d'un tiers pour les matériels terrestres, et 5 % à 10 % pour les matériels navals.

Par zones géographiques, ces maintenant, de la moitié pour le 25 % à 30 % pour les pays d'Europe et d'Amérique du entre l'Extrême-Orient, l'Afrique et l'Amérique latine.

gation générale pour l'armement (DGA), qui dépend du ministère de la défense, les l'étranger ont atteint, par an, durant les trois dernières années, entre 34 et 38 milliards de francs qui se répartissent grosso modo en 50 % à 55 %

exportations ont été, jusqu'à Proche et Moyen-Orient, de Nord, et le reste se répartit

L'industrie française de l'armement occupe directement quatre-vingt mille salariés à temps plein.

par Claude ORLIAC

Tél. (1) 46 34 07 70

L'essentiel sur

Rome n'accordera le permis de séjour permanent qu'aux réfugiés politiques albanais

Le gouvernement italien entend accueillir les réfu- les réfugiés de ces demiers jours ne remplissent pas des services de patrouille et de contrôle le long des seraient toujours massés à Durrês, port du sud giés albanais qui ont débarqué sur les côtes adriatiques, mais le permis de séjour permanent ne sera accordé qu'aux réfugiés politiques, a déclaré vendredi 8 mars le ministre de la protection civile, M. Vito Lattanzio. Pourront également rester, aux termes de la loi sur l'immigration, les Albanais détenant un contrat de travail, mais il paraît évident que

rapatrier à bord de navires de l'ONU et de la Croix- Belgrade, les gardes-frontière auraient ouvert le feu Rouge. Le gouvernement a par ailleurs demandé à la contre ce nouveau groupe de candidats à l'émigra-M. Lattanzio a également ennoncé un renforcement l'attente d'un hypothétique bateau pour l'Italie,

cette condition. Quant à ceux qui n'ont pas encore côtes italiennes. Jeudi soir, une centaine d'Albanais du pays que les autorités avaient placé sous contrôle débarqué, le ministre a suggéré l'hypothèse de les ont tenté d'entrer en Yougoslavie et, selon Radio-militaire. Une demi-douzaine de soldats albanais armés ont d'autre part gagné clandestinement la Grèce vendredi, rejoignant ainsi les quelque deux magistrature de placer sous séquestre les bateaux tion. Si Radio-Tirana estimait la situation « calme » cent cinquante militaires qui ont déjà déserté qui ont transporté les réfugiés à travers l'Adriatique. dans le pays, plusieurs milliers d'Albanais, dans et fui leurs pays au cours des trois demiers mois. -

Les va-nu-pieds de Brindisi

de notre envoyé spécial

Sur la route nationale 379, balayée par le sirocco, des hommes marchent. Où vont-ils? Eux seuls le savent. Ils ont fait 30 kilomètres à pied déjà, ils vont vers le Nord, à la poursuite de leur rêve d'opulence et de liberté. Ils ne sont pas plus d'une dizaine mais on les regarde. Ils sont sales, pas rasés, mal vetus et sentent mauvais. Une semaine sans se laver, peut-être plus. Dans une heure ou deux, une voiture bleue s'arrêtera à leur hauteur. Des policiers en surgiront. Ils essaieront d'expliquer que tout va bien désormais, qu'ils ne doivent plus avoir peur, qu'il peuvent rester, que le gouvernement a décidé d'accueillir tous les réfugiés albanais, que, bien sûr, tout cela est

vous, le temporaire... Il s'appelle Terenziu, il a dix ans, le nez sale et des chaussures trop grandes mais presque neuves. Avec son copain Afrim, cela fait un quart d'heure qu'il fait des tours de manège sur l'escalator du grand magasin Standa de Brindisi. Des marches qui montent tontes seules, il n'avair jamais vu ça de sa vit, le petit Terenzin. Des gens s'arrêtent pour regarder ces mômes, hilares, qui découvrent la prospérité au quo-

ment de la curiosité chez les pas-sants, et peut-être un peu de pitié aussi. Elle s'appelle Matilda, elle a temps en temps, l'un d'entre eux

seize ans, une mèche rebelle et un beau regard plein de défi. Quinze ou vingt compagnons d'infortune sont autour d'elle et poussent des soupirs d'émerveillement. Matilda accélère le mouvement, appuie tous ses doigts en même temps sur l'écran et regarde l'image changer, les pages tourner. L'indicateur électronique des chemins de fer, à la gare de Brindisi, est une machine fabuleuse disme d'Alice au pavs des merveilles. Quand un voyageur en quête de renseignements s'en approche, tout le monde s'écarte et reluque par-dessus son épaule, pour répéter aussitôt après la formule magique qui anime

> Tout est bon, frais, exotique...

Les gens du cru observent le manège, puis s'en vont vaquer à leurs occupations, un vague sourire de fierté et de contentement au coin des lèvres. C'est bon, quand même, d'appartenir à la cinquième puissance économique du monde...

li est 12 heures à l'horloge de la place du Dôme à Brindisi. Les marchands de priments de la région vont-bientôt-empiler-leurs cageots dans les camions. Les groupes de éfugies vont et vienment entre les

l'autre qui acquiesce gravement. On n'entend pas ce qu'il dit, on ne comprendrait pas, mais on imagine: « T'as vu tous ces fruits? Ce truc verdâtre et couvert de duvel, à ton avis, c'est quoi?» Le marchand explique, ils se regardent, répètent le nom, feignent tout à coup de com-prendre. «Ki-wi, c'est un ki-wi, quoi!». L'homme en offre un, le fruit passe de main en main, on sort un coutean, on l'ouvre, on le goûte. « Les petits grains noirs, là, ça se mange aussi?» Oui, tout est bon, frais et exotique dans le monde

15 heures dans le centre-ville. Deax on trois mille Albanais ont forcé les barrages et se sont répandus dans la cité. Ils vont et viennent, restent ébahis durant de longs moments face aux vitrines les plus unales : un marchand de pipes, une échoppe de coutellerie, un magasin

> **Vieilles** fripes

Tout à coup, une rumeur. Les huit Petites Sœurs de la Charité ont décidé d'odvir leur maison et l'on peut y prendre des douches. Des douches? Dix, vingt, cent, deux cents, trois cents Albanais se ruent années 60 ou en costume dépareillé, bientôt dans la place. Les Petites Sœurs sont débordées. Impossible de

reux dépourvus d'hygiène depuis une semaine, quelquefois des années. Bientôt, c'est l'émeute. La police arrive, charge brutalement et finit par ramener le calme et un semblant de discipline. Une Sœur supporter, le dénuement des autres...

17 heures sur la jetée. Un homme masqué de blanc, avec un drôle d'appareil sur le dos, actionne un levier tout en dirigeant une sorte de tuyau qu'il balance en cadence d'un trottoir à l'autre. On dirait un vigne ron qui sulfate ses ceps. Il sulfate, oui, mais dans la bonbonne, il y a du désinfectant. Les médecins l'ont dit: ils craignent des épidémies. 10 à 15 % des réfugiés souffrent de gale, la maladie de la saleté et de la misère. Des centaines de cas de dénutrition avancée ont été observés, et aussi quelques hépatites B. Une équipe municipale a été chargée de ramasser toutes les savates éculées et les tas de haillons abandonnés, ici et là sur les trottoirs, par tous ceux qui ont pu se changer. A en juger par les amoncellements de vieilles fripes que les fonctionnaires désignés sont en train de brûler, ils sont nombreux. Les commercants ont été invités par leurs syndicats à offrir leurs invendus, les particuliers à vider leurs armoires. L'appel a été en pantaion à pattes d'éléphant des

tous ceux qui claudiquent dans des

chaussures neuves trop petites ou

23 heures à l'entrée des docks. Un gigantesque embouteillage bloque l'accès aux quais. Plusieurs dizaines d'autobus municipaux, d'autocars de iuxe et de Pullman à touristes ont été réquisitionnés pour transporter

Les femmes et les enfants d'abord

Policiers et carabiniers, masqués de gaze et gantes de caoutchouc comme des chirurgiens, tentent d'opérer un tri rapide parmi les deux mille ou trois mille person qui piétinent encore ici depuis des heures. «Les femmes et les enfants d'abord », ordonne un gradé. Mais la foule est trop compacte. Chacun veut être le premier à monter dans

L'ordre est bientôt abandonné. « Via! via! Forza! forza!»: les ommes masqués tentent d'accélérer le mouvement. Les voyageurs courent vers les véhicules, serrent comme un trésor l'inévitable sac plastique que tous trimbalent avec eux et qui contient les premiers effets de leur nouvelle vie.

3 heures, samedi matin. La ronde infernale des autocars est terminée. Les quinze mille ou seize mille vanu-pieds qui ont tout risque pour

emmenés dans des entrepôts vides dans les écoles. Les trente établissements scolaires de Brindisi ont été réquisitionnés par le préfet. Les ensants et les lycéens sont en vacances jusqu'à nouvel ordre. Un peu plus loin dans la région et jusque là-haut, aux portes de Rome, les autorités préparent les camps qui vont accueillir tous ces gens. Tout sera prêt dans quelques jours, peutêtre une semaine. En attendant, il faut nettoyer les quais jonchés d'immondices, d'excréments dégageant une insupportable puanteur. Un cloaque. Les «bateaux de l'espoir» sont vides, amarrés, saisis sur ordre de la magistrature italienne. Leurs armateurs turcs, grecs ou chypriotes, qui faisaient la navette dans l'Adriatique, devront payer de lourdes

A la lueur d'un lampadaire, Petrit et trois copains gloussent comme des idiots en tournant les pages d'un magazine pornographique trouvé Dieu sait où! A deux pas, une vingtaine d'élégantes Italiennes sortent d'un dîner entre dames dans un restaurant chic. Le 8 mars 1991, l'Occident l'était la Journée internationale des femmes. Au même moment, des Albanais ordinaires pénétraient comme par effraction dans le ving-

amendes pour les récupérer.

PATRICE CLAUDE

L'énigme Kadaré

Comme blessé, il finissait même par esquisser un mouvement d'humeur devant ce qu'il prit pour de l'ironie méchante et qui n'était que de la curiosité naturelle.

C'est que, même s'il a éprouvé le besoin de s'en expliquer longue-ment, à travers de multiples inter-views et dans deux livres (2), sa muniste albanais et la manière dont il s'en est séparé restent

Dans le débat sur les rapports entre écrivains et pouvoir en pays totalitaire, Kadaré a fourni, pen-dant de longues années, un exem-ple sans doute unique, celui d'un écrivain dont les œuvres étaient publices dans son pays, partici-pant aux structures officielles du régime, jouissant même de cer-tains privilèges, tout en se sachant en opposition avec ce régime et sous la haute surveillance de son appareil de sécurité.

Il se souvient, non sans agace-ment, comment, les derniers temps, on a voulu rapprocher son personnage de celui d'un autre écrivain de sa génération, Vaclav Havei, alors que leurs démarches sont si dissemblables : Havel était en opposition ouverte avec le régime tchécoslovaque, ce qui lui valut de multiples séjours en prison et l'interdiction de toute son œuvre; ainsi marginalisé, il était ignoré de son peuple sous la dictature et dut placer l'action politique avant la création littéraire.

Comme un héros national

Kadaré, en revauche, soutient que, pour lui, l'action politique passait par la création littéraire, qui lui permit d'acquerir une immense popularité auprès de ses compatriotes - une situation, certes, plus enviable.

A ceux qui lui reprochent de ne s'être battu qu'après la mort d'En-ver Hoxha, le fondateur du communisme albanais, il répond : «Le duel [avec Hoxha] n'a pas eu lieu littérature et dictature. Le fait même que l'écrivain crée de la littérature, c'est que, déjà, il a gagné le duel. » « Libèrer les mois, dit encore Kadaré, c'est un grand travail, ce n'est pas si facile... »

Pourtant, il avoue qu'il était « hanté par l'image de Havel parce que, même du vivant d'Enver Hoxha, qui était un petit Staline et un petit Lénine local, lorsque les journalistes écrivaient que nous étions les deux Albanais les plus célèbres, c'était une horreur, comme une condamnation à mort. » Doit-on, pour autant, considérer que, après ces explications, tout est clair sur les rapports de Kadaré avec Hoxha? Hoxha n'émerge-t-il pas du Grand Hiver, le roman qui raconte admirablement la rupture soviéto-albanaise, comme un héros national que sa ténacité face au géant soviétique rend somme toute assez sympathique, même si l'on perçoit en arrière-plan toute la perversité du système totalitaire? C'est d'ailleurs Hoxba lui-même qui autorisa finalement la parution de ce livre; d'où, explique Kadaré, le a mystère de la protection » dont l'auteur bénéficia ensuite : « Tout en étant ma bouée de sauvetage, le Grand Hiver était aussi ma malédiction », écrit-il, retombant dans la torturante contradiction qui veut que, pour pouvoir lutter par l'écriture, il fallait être agréé par le

On peut aussi se demander quelle était récliement la marge de manœuvre de Kadaré dans le degré de collaboration avec le régime. Il fut membre du Parti communiste, député de 1970 à 1982, membre de la direction de l'Union des écrivains, vice-président du Front démocratique, organisation «de masse» dont la présidente était la veuve d'Enver Hoxha. Peu après la mort de Hoxha, le Monde reçut et publia, le 26 avril 1985, une lettre d'Ismail Kadaré s'élevant contre les articles publiés dans ce journal sur le leader albanais : « !! est indigne d'offenser un peuple à des moments de deuil et de douleur, écrivait Kadaré [...]. Le nom d'En-ver Hoxho est indéfectiblement lié aux fondements, à l'histoire et à l'édification de la nouvelle Albanie. Voilà ce qui détermine les dimen-

sions de sa sigure et, conséquemment, l'ampleur du deuil. » Cette lettre était-elle spontanée, ou écrite sous la pression? Kadaré n'en a jamais parlé.

Lorsque, dans une interview publiée en 1986, le Monde lui demanda pourquoi il n'était plus député, il eut cette éloquente réponse : « Parce qu'on ne m'a plus proposé de l'être. » A France-Culture jeudi, il a expliqué qu'il était député a dans une période où cela n'avait aucune importance ».

> **Absurdités** du système

De même, lorsque nous lui avons demandé pourquoi il était vice-président du Front démocratique, il a déclaré : « Je ne sais pas, - Mais vous aviez accepté? -Personne ne m'a demandé [mon

avis]. Ce n'était pas quelque chose de sérieux. » C'était tout de même suffisamment sérieux pour qu'il relate, dans Printemps albanais, une altercation qu'il eut avec M™ Hoxha lors d'une réunion de la présidence du Front, en

Ambiguîté encore lorsqu'il décrit le mûrissement de sa décision de partir, l'an dernier. Par l'a absence », dit-il, il voulait forcer le changement, après avoir compris qu'il ne pouvait plus y contribuer sur place : d'une certaine manière, l'opération a réussi. En même temps, on sent bien, dans la minutieuse description du Printemps albanais, que ce système lui était devenu proprement insupportable, comme l'absurdité de la Mercedes offerte au haut dignitaire que l'on vient de limoger, ou comme l'envoi à Strasbourg, à une conférence sur les droits de l'homme, du haut magistrat qui avait mis tant d'innocents en prison.

Ces absurdités avaient pourtant toujours existé, mais soudain, alors que le système s'effondrait dans les pays voisins, elles devenaient trop criantes. « Aujourd'hui, il apparaît que les limites [du monde communiste] sont dépassables, déclarait-il au Monde le 26 octobre dernier. Mais en Albanie, je ne peux pas les dépasser. Alors je pars. Disons que la désillusion a été plus insupportable que l'oppression. » Car lui aussi avait cru au président Ramiz Alia et à la capacité du système à se

réformer. Kadaré n'est pas un héros. Il ne cherche pas à passer pour tei - et d'ailleurs, pouvait-on l'être en Albanie? Plus de cinq mois après son arrivée en France, le grand écrivain albanais apparaît surtout comme un homme tourmenté. celui-là même qui, au moment de quitter son pays, comparait l'exil à la mort, puis à la prison.

SYLVIE KAUFFMANN (2) Outre Printemps albanais: Ismail Kadaré, Entretiens avec Eric Faye, éd. José Costi,

Douloureux « printemps »

Le ∢printemps > d'Ismail Kaderé a commencé le 4 février 1990, per une très longue entrevue avec le president Ramiz Alia, qu'il connaissait bien pour avoir au souvent affaire à lui pendant les vingt années durant lesquelles M. Alia avait été responsable de la propagande au comité central ; il le respectait, d'ailleurs. Kadaré expose au numéro un albanais sa vision d'une transition démocratique et les changements qui lui paraissent indispensables. En le raccompagnant, Ramiz Alia a cette phrase : « Tout se fera. »

Le 21 mars suivant, Kadaré donne une interview à un journal elbanais, la Voix de la jeunesse, qui non seulement est publiés mais fait grand bruit. L'écrivain n'hésite pas à dire qu'elle « provoqua un embrasement général»; il est vrai qu'il y sort de sa réserve pour évoquer la démocratie, les droits de l'homme, les libertés. Dáia, en avra, surgissent les premiers nuanes. Kadaré appelle cette période le « temps des emais : c'est le moment où les hésitations se font jour, où le pou-voir tente de satisfaire les conservateurs en même temps que les réformateurs. Pourtant, certaines mesures de libéralisation sont adoptées, allant dans le sens de ce qu'avait demandé Kadaré. La Sigurimi, la redoutable police politique albanaise, elle, ne détèle pas.

Le 3 mai, convaincu ∉que le danger d'un retour en errière se faisait de plus en plus menaçant», Kadaré écrit une longue lettre à Ramiz Alia. « Vous avez ouvert de nouveaux horizons au pauple albanais», ne les leissez pas s'assombrir, lui dit-il en l'assurant du « sou-

Illusions perdnes

Persuadé d'avoir joué un rôle décisif dans cette timide ouverture, Kadaré s'interroge sur sa propre place dans la suite des événements . « Havel me torture ». écrit-il. Le 21 mai, il reçoit la réponse de Ramiz Alia : le style docrnatique de cette lettre, l'inlasdouche froide. C'est fini. Kadaré n'a plus d'espoir et prend la décision de partir, dès que l'occasion s'en présentera.

Juin est pour lui le mois de la peur. Le pouvoir prend pour cible un « groupe d'intellectuels », dont font partie l'écrivain et quelques personnalités que l'on retrouvera, six mois plus tard, à la tête de l'opposition naissante et du Parti démocratique. Le 2 juillet éclate la crise des ambassades; Ismaïl Kadaré feit état dans son livre d'un terrible massacre, ce jour-là, perpétré par les forces de l'ordre devant les représentations occidentales. Il est suivi d'un autre massacre, qu'il décrit en détail dans son demier livre, dans la ville de Kavaja. La répression est allée trop loin, certains «durs» du régime sont limogés. « Trop tard », écrit Kadaré. « Ramiz Alia avait perdu l'occasion de rentrer dans l'Histoire ». Kadaré, lui, a perdu rces illusions que j'avais soutenues de toute mon âme. Qu'avec sable répétition des mots « Parti» mon autorité d'écrivain célèbre

j'avais rendues plausibles. Le remords était inesquivable. » Le 27 septembre, il s'envole pour

Kadaré ne participera pas aux élections du 31 mars, même s'il soutient ouvertement le Parti démocratique, et ne retourners dans son pays que lorsque ce sera une démocratie . Les Albanais le réclament? «Ca ne fait rien, dit-il, ils ont mes livres, ça suffit. «L'important, poursuit-il, n'est pas de gagner ou non les élections, l'important c'est de continuer. » || donne encore au régime « un an, un an et demi ». Quant à Ramiz Alia, pour lequel il fut plein de bienveillance, il le juge aujourd'hui « hésitant, faible, influençable, très mal entouré». De cet épisode du e printemps albanais», dont on connaissait neu de choses en Occident, du comportement de Ramiz Alia tel que le décrit Kadaré. émerge en bien des points un parallèle frappant, comme en miniature, avec une autre tentative de réforme du socialisme : celle de Mikhail Gorbatchev.

Le référendum du 17 mars reste entouré d'ambiguïtés

La publication, samedi 9 mars, par la presse soviétique du nouveau projet de traité de l'Union (le Monde du 7 mars) donne un atout à M. Mikhaīl Gorbatchev à une semaine du réferendum qu'il entend organiser sur le maintien de l'URSS. Il en avait bien besoin, tant paraissent fragiles les accords qu'il a pu arracher aux dirigeants de huit grandes Républiques soviétiques, à la fois pour approuver « en principe » le nouveau texte et pour s'engager à mener sur leur territoire le référendum du Kremlin. Mais sa préparation se fait dans un tel désordre et tant d'incertitudes planent sur son déroulement, que certains députés soviétiques ont déjà demandé le report du scrutin. MOSCOU

de notre envoyée spéciale

M. Gorbatchev, qui s'est aligné, voici trois mois, sur les forces les plus hostiles à l'octroi d'une souveraineté réelle aux Républiques, a manisestement sait subir des entorses à son credo officiel pour obtenir ce projet de traité, paraphé pour l'instant par les seuls adjoints des trois Républiques slaves et des cinq Républiques d'Asie centrale. L'une de ces entorses est que le mot a socialiste » n'apparaît nulle part dans le texte du projet de traité. M. Gorbatchev a été interpellé dès jeudi sur ce point par un député conservateur indigné de cette « disparition»; alors que le Congrès des députés s'était prononcé en décembre, après le Parti communiste, en faveur du maintien d'une « Union socialiste». Le numéro un soviétique a répondu que « le choix socialiste du pays est déjà inscrit dans de dans la formulation de la question posée au référendum du 17 mars sur le « maintien de l'URSS ». « Il n'est donc pas nècessaire de le répéter partout », a-t-il ajouté, quelque peu embarrassé. Mais à cette concession s'ajoute celle qui consiste à accepter l'éventualité de conditions spécifi-

ESPAGNE

M. Felipe Gonzalez

va remanier

son gouvernement

de notre correspondant

aura lieu dans les prochains jours

en Espagne. La porte-parole du gouvernement, Mer Rosa Conde,

l'a officiellement confirmé, ven-

dredi 8 mars, mettant ainsi un

point d'orgue à une interminable

Un remaniement ministériel

taines Républiques. M. Gorbatchev avait évoqué cette possibilité dès le printemps dernier, mais le texte du premier projet, élaboré au Kremlin en novembre, n'en faisait plus mention. Jeudi, devant le Soviet suprême, M. Gorbatchev a parlé à nouveau de la «situation spécifique» des Républiques baltes.

Mais il est vrai qu'en échange, ce nouveau projet de traité reprend les

grandes lignes de celles du premier en ce qui concerne les partages de compétences, dont «le centre» conserve l'essentiel. Et qu'il place une belle épine dans le pied de M. Boris Eltsine, avec la question de la représentation des anciennes Républiques « autonomes » qui se sont proclamées à l'automne dernier overaines ». Le projet leur donne le droit d'être représentées en tant que telles dans les futures instances de l'Union et pas seulement au sein de la République fédérale dont ils dépendaient jusque-là. Or il s'agit avant tout de dix-neuf Républiques situées en Russie (celles des Tatars, Bachkirs, Iakoutes, etc.) qui sont toujours contrôlées par les commuselon l'agence Interfax, que la Russie ne signera pas l'accord si cette disposition était maintenue. Les autres Républiques devraient soutenir sur ce point M. Eltsine, aucune n'étant exempte de minorités qui pourraient ainsi se soustraire à leur

«Oni à l'Union, non au chaos!»

La publication du projet de traité, alors que ce point n'est pas réglé et doit encore être débattu, comme l'ensemble du projet, par les diffé-rents Parlements républicains, montre à quel point M. Gorbatchev tenait à le faire avant son référendum sur l'Union, le premier qu'il se soit décidé à organiser. Ses opposants - démocrates, eltsiniens ou nationalistes des Républiques avaient beau jeu de souligner, pour Soviétiques doivent se prononcer sur une Union dont ils ignorent le ambiguité d'un scrutin, qui risque non seulement d'être agité, mais aussi de se retourner finalement contre son promoteur. En effet, six Républiques périphériques refusem de l'organiser. Leurs habitants de souche représentent cependant moins de 5 % de la population de l'URSS. Mais la Russie et l'Ukraine, qui en représentent plus de la moi-tié, tout en acceptant le référendum de l'Union, organisent en même temps les leurs, avec d'autres questions, dont le succès probable jettera de l'ombre sur celui de M. Gorbatchev. Même le Kazakhstan, fidèle du Kremlin jusqu'à une période toute récente, a l'intention de poser à ses habitants une question différente, bien que proche, de celle imposée par «le centre».

Cette situation, « qui risque de rendre impossible le calcul des résultats, doit être résolue par le Soviet suprême et le comité de contrôle constitutionnel », a déclaré, jeudi, le président soviétique. La veille, des députés avaient réclamé le report du scrutin, arguant du désordre qui préside à sa préparation et des menaces qui péseraient sur les directeurs des usines, situées par exemple en Moldavie et en Littranie, qui voudraient organiser le scrutin dans leurs établissements, comme les y engage Moscou. Et comme s'il voulait prendre les devants, le procureur général de l'URSS a rappelé qu'en vertu de la loi adoptée en décembre sur les référendums, leurs résultats peuvent être annulés si des fraudes importantes sont constatées, ce qui entraîne aiors un report d'un an de

la consultation... Toutefois, la campagne en faveur du « oui » est toujours activement menée par la télévision et la presse thème « oui à l'union, non au chaos ». Et M. Gorbatchev, qui s'est personnellement impliqué dans la campagne, a affirmé jeudi qu'aucun des neuf dirigeants de République présents la veille à Moscou à un onseil de la fédération (les «huit» plus l'Azerbaïdjan, qui vient de décider qu'il organisera le référendum de l'Union) « n'ont avancé d'objections sur la tenue du référendum, sa date ou la question posée ». SOPHIE SHIHAB

BRUXELLES de notre correspondant

période de spéculations et de manœuvres politiques. A l'occasion des législatives anti-cipées du 30 octobre 1989, le chef du gouvernement avait invoqué la nécessité de disposer d'un cabinet rénové et renforcé, mieux à même d'affronter les rudes défis du marché unique européen pointant à l'horizon. Mais, au lendemain du scrutin, M. Gonzalez décida... de reconduire purement et simplement son gouvernement. L'attribution de physieurs sièges avait fait

> femmes et de leur descendance. » A défaut de descendance masculine, le roi peut nommer un successeur avec l'assentiment des Chambres.

Depuis, un autre obstacle avait surgi, ct de taille : le scandale impliquant le vice-président du dont le frère s'était apparemment enrichi de manière fulgurante à l'ombre du pouvoir. Au fur et à mesure que l'«affaire» s'aggravait, le remaniement se compliquait pour M. Gonzalez. Après s'être obstinément accroché à son poste durant un an, M. Guerra allait vier dernier. La guerre du Golfe devait ensuite retarder ce remanie-

en effet l'objet de recours devant

les tribunaux et il n'était pas sur de disposer d'une majorité absolue

L'enjeu est considérable car tout porte à croire que M. Gonzalez, après trois législatures successives, ne présentera plus sa candidature aux prochaines législatives. La composition du nouveau gouvernement apportera donc de précieuses indications non seulement sur le rapport de forces au sein du parti. mais aussi sur la personne appelée à le diriger dans un avenir assez

THIERRY MALINIAK

BELGIQUE : projet de réforme constitutionnelle

Une femme pourra monter sur le trône

Comme en Grande-Bretagne, au Danemark ou aux Pays-Bas, une femme pourrait régner un jour en Belgique. M. Wilfried Martens, premier ministre, a présenté vendredi 6 mars au gouvernement un projet de réforme constitutionnelle allant

Calquée sur la loi salique francaise, l'article 60 de la Constitution belge stipule: « Les pouvoirs constitutionnels du roi sont héréditaires dans la descendance directe, naturelle et légitime de SM Léopold-Georges-Chrétien-Frédéric de Saxe-Cobourg (Léopold Ia, premier roi des Belges en 1831), de mâle en mâle, par ordre de primogéniture et à l'exclusion perpétuelle des

Procédure de révision complexe

S'il est approuvé – à la majorité des deux tiers par le Parlement ~ ce projet ne devrait pas avoir de conséquences à court et moyen terme. Il se peut que le roi Baudouin, âgé de soixante ans, monté sur le trône en 1951, manifeste un jour l'intention de renoncer à sa charge. Son frère, le prince Albert, né en 1934, devrait normalement lui succéder. Mais l'idée est assez répandue à Bruxelles que le mari de la belle Paola, qui se consacre surtout à la promotion commerciale du royaume, a moins d'avenir dynastique que son fils ainé Philippe, né en 1960. La réforme constitutionnelle ne pourrait donc profiter qu'à une fille du prince Philippe, pour le moment célibataire, à moins que des circonstances tragiques ne mettent sur le devant de la scène la princesse Astrid, deuxième fille du prince

Pourquoi cette réforme décidée « en harmonie avec le roi », selon M. Martens? La Belgique trouverait genante pour son image internationale cette exclusion des femmes, si présentes dans les autres royaumes européens.

La procédure de révision de la Constitution est complexe. Le pouvoir législatif a le droit de déclarer qu'il y a lieu de modifier tel ou tel article de la Loi fondamentale. Après cette déclaration, les deux Chambres sont dissoutes et c'est au nouveau Parlement de voter la réforme si une majorité se dégage. L'article 60 figurant dans une liste adoptée par une précédente législature, les Chambres actuelles peuvent suivre le premier ministre avant l'expiration du mandat des députés, en janvier 1992.

En revanche, il faudra attendre la prochaine législature pour la révision de l'article 69 (« Le roi sanctionne et promulgue les lois ») que le gouvernement vient d'ajouter à la liste des textes à modifier un jour. Le sujet est beaucoup plus délicat que l'ouverture de la fonction royale aux femmes. On l'avait constaté en avril 1990, quand le roi, invoquant « un grave problème de conscience», avait refusé sa signature à une loi sur l'avortement. Une crise de régime avait été évitée grâce à une « impossibllité de régner » de quelques jours, mais, devant le malaise des socialistes, M. Marteus avait promis de proposer « une solution structurelle » à ce genre de problème. En pratique, pour éviter une dissolution, les députés devraient demander la révision de l'article 69 quelques jours avant l'échéance normale de leur mandat, et l'on passerait aux choses sérieuses au début de l'année prochaine.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

AMÉRIQUES

SALVADOR : élections de transition vers la paix

La gauche espère devenir la troisième force parlementaire

Un peu plus de deux millions d'électeurs salvadoriens votent, dimanche 10 mars, pour le renouvellement de l'Assemblée législative et des deux cent soixante-deux conseils municipaux du pays. Malgré la poursuite des opérations militaires dans les zones traditionnellement dominées par la guérilla, celle-ci a décidé de maintenir la trêve qu'elle avait annoncée pour la période du 9 au 11 mars.

> SAN-SALVADOR de notre correspondant

en Amérique centrale

« Pour la première fois deouis 1972, aucun secteur social ne conteste la légitimité du processus électoral », déclare avec une satisfaction évidente, à propos des élections législatives et municipales du 10 mars, le plus charismatique des dirigeants de la gauche salvadorienne, Ruben Zamora, secrétaire général du Mouvement populaire social-chrétien (MPSC). « L'enjeu est donc exceptionnel, et ce scrutin va constituer une étape importante pour la démocratisation. Contraire ment à toutes les élections précédentes, qui s'inscrivaient dans le projet contre-insurrectionnel de l'armée, celles-ci ont un caractère plus politique que militaire, et l'armée s'est abstenue de faire campagne contre nous comme elle l'avait fait accusant d'être des terroristes.»

Bien que les sondages les plus favorables lui accordent moins de 10 % des intentions de vote, la gauche devrait faire son entrée à l'Assemblée législative où le parti au pouvoir, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, droite), pourrait conserver la majorité absolue. « Notre objectif, affirme Ruben Zamora, est de devenir la troisième force politique, derrière l'ARENA et la démocratie chré-tienne.» Du fait de son alliance politique avec la guérilla au sein du Front démocratique révolution-naire, la gauche n'avait pas participé aux élections législatives de 1988.

L'année suivante, les trois partis de la gauche non communiste Convergence démocratique pour présenter un candidat unique à l'élection présidentielle. Guillermo Ungo, qui est décédé la semaine

4 % des suffrages exprimés mais les conditions avaient été particulièrement difficiles pour cette pre-mière incursion sur le terrain électoral. La gauche avait dû faire face à l'hostilité de l'armée et de la droite mais aussi au boycottage des guérilleros du Front Farabundo-Marti pour la libération nationale La situation est tout à fait diffé-

rente aujourd'hui à la suite des progrès enregistrés dans la négocia-tion entre le gouvernement et la guérilla, engagée depuis près d'un an sous les auspices des Nations unies. « Tout le monde reconnaît désormais que les deux parties sont condamnées à trouver une solution négociée au conflit, soutient l'écrivain David Escobar, membre de la commission gouvernementale de négociation. Nous avons avancé sur plusieurs points, en particulier sur les droits de l'homme et la réforme des forces armées, y compris sur le principe de l'épuration qui sera inè-vitable quand on aura établi la vérité sur les crimes les plus aberrants. La société a besoin de connaître la vérité historique – plus que la vérité judiciaire – sur les crimes commis des deux côtés, qu'il s'agisse de l'assassinat de Mgr Romero, de celui des jésuites ou des exécutions perpétrées par la

David Escobar ajoute : « Il faut passer de l'affrontement militaire à la lutte politique. La guérilla a compris qu'elle devait désormais conquérir un espace dans le cadre du pluralisme politique, comme cela est en train de se faire en Colombie où, il est vrai, à la différence du Salvador, les organisations rebelles n'ont jamais été sur le point de prendre le pouvoir. »

La « tombe des rouges »

Même s'il reste décidé à maintenir sa pression militaire et à reconzones d'influence investies par l'ar-mée ces dernières semaines, le FMLN est en train de modifier radicalement sa position sur le processus électoral qu'il qualifiait jusqu'alors de «manœuvre contre-insurrectionnelle». Alors que le principal dirigeant de la guérilla, le commandant Joaquin Villalobos, affirmait encore le 23 février que « les élections favorisaient la guerre», le FMLN annonçait quelques jours plus tard une trêve de

dernière, avait obtenu moins de trois jours à la demande de la gauche et de la démocratie chrétienne. « Nous avons quelque chose à gagner avec ces élections, affir-ment les rebelles dans un communiqué, car les forces démocratiques vont conquerir de nouveaux espaces et réduire ainsi le pouvoir de L'ARENA. »

Le commandant Villalobos, qui ne vit plus dans les montagnes du Salvador depuis environ deux ans et se déplace entre plusieurs pays d'Amérique latine avec les quatre autres dirigeants de la guérilla, s'est répandu en déclarations au cours des derniers jours en faveur de la « démocratie pluraliste ». Simultanément, la radio des insurgés rapporte que la guérilla orga-nise des meetings dans certains vil-lages pour dénoncer la « campagne de terreur menée contre l'opposition par le parti au pouvoir et l'armée afin de dissuader les Salvadoriens

Les observateurs de l'Organisation des Etats américains, qui font désormais partie du paysage électo-ral de l'Amérique centrale, ren-voient dos à dos l'armée et la guérilla dans un rapport consacré aux élections. Après avoir félicité toutes les forces politiques pour leur « volonté unanime de collaborer à l'organisation d'un scrutin démocratique», l'OEA constate que les « actes de violence et d'intimidation contredisent cette intention et pourraient avoir des effets négatifs sur le processus électoral ».

L'OEA dénonce les « menaces de mort » de la guérilla à l'égard de certains candidats de la droite dans les zones rurales ainsi que l'assassinat, sans doute commandité par la droite, d'un membre de l'UDN qui se présentait à un poste de conseiller municipal dans la banlieue de la capitale. Elle regrette également la « violence verbale » utilisée par tous les partis qui ont recours à une propagande très agressive.

Comme lors des campagnes prégueur de journée son hymne pro-mettant que le Salvador serait « la tombe des rouges », tandis que les démocrates-chrétiens publiaient des caricatures où les candidats de l'ARENA portaient la croix nazie. Comment s'étonner dans ces conditions que, selon un sondage réalisé en janvier par l'Université catholique, 74 % des Salvadoriens continuent d'avoir peur d'exprimer publiquement leur préférence poli-

BERTRAND DE LA GRANGE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Levée de l'état d'urgence dans le bantoustan du Bophutatswana

JOHANNESBURG

de notre correspondant Le président du Bophutatswana, M. Lucas Mangope, a levé l'état d'urgence en vigueur depuis mars 1990 dans ce bantoustan «indé-pendant». Il a annoncé que la loi sur la sécurité intérieure allait être amendée afin de permettre aux partis politiques de se « déclarer officiellement », ce qui leur garantirait une « complète liberté politi-

« Nos opposants ont réclamé de la place sur la scène politique, nous leur en donnons. Qu'ils n'interprè tent pas ça comme la permission de basouer nos lois. Nous sommes déterminés à ce que la démocratie prévale », a tenu à préciser M. Mangope. A la différence des trois autres bantoustans « indépendants» (Transkeï, Ciskeï et Venda) qui sont tentés par un retour dans le giron sud-africain, le Bophutatswana a rejeté tout appel à une « réincorporation ». Fermement soutenu par Pretoria, le chef de cet «Etat» a indiqué que « ces change-ments » sont les « premiers » d'un plan qui permettra au gouvernement de « conserver l'initiative et de rester maître du destin du Bophutatswana » au moment où des réformes fondamentales sont en train de « bouleverser le sous-

M. Mangope a révélé que son gouvernement avait eu récemment de « fructueux entretiens » avec plusieurs organisations politiques dont le Congrès national africain (ANC) et le parti Inkatha à domi-nante zouloue. Il a souligné que le

« dialogue engagé » serait « entre-tenu ». L'ANC a réagi favorablement à ces mesures, précisant qu'il s'agissait là de « demandes fondamentales formulées de longue

La Commission sud-africaine des droits de l'homme a accueilli avec scepticisme les déclarations de M. Mangope. « Il s'agil d'un premier pas ». A son avis, « deux autres pas » doivent être faits qui aboutiraient à « l'abrogation des lois sur la sécurité intérieure » et « le démantèlement de la structure de cette parodie d'Etat » pour per-

mettre aux habitants de la région de participer à « la marche vers une Afrique du Sud unie et démocrati-

Acquise en décembre 1977, l'«indépendance» du Bophutats-wana, éclaté en sept parcelles différentes, très éloignées les unes des autres, n'a jamais été reconnue par la communaire internationale. Les autorités de Pretoria continuent de considérer ces quatre bantoustans noirs comme des pays «indépendants» où elles ne se privent pas d'intervenir quand bon leur semble.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

TUNISIE

Bedos, Boujenah et Smain censurés

de notre correspondant Est-ce le fait de tourner la

guerre et le racisme en dérision pour mieux les condemner, ou de montrer un juif, un Arabe et un pied-noir fraternellement unis dans l'humour? Quoi qu'il en soit, la retransmission, vendredi 8 mars, sur Antenna 2, du spectacle que Michel Boujenah, Smain et Guy Bedos avaient donné à l'Olympia à l'initiative de deux associations antiracistes a été interrompue au bout de quelques minutes sur

Ce n'est pas la première fois que les responsables de la télévision censurent la retransmission des programmes de la chaîne française sans un mot d'explication ou d'excuses, laissant les télespectateurs sur leur fairn. Mais, dans le cas présent, cette initiative, pour le moins maladroite, ne sert pas l'image d'une Tunisie ouverte et tolérante à laquelle les dirigeants du pays assurent pourtant tenir.

Le dernier cr

1,32

Les obsèques de Michel d'Ornano, décédé accidentellement à Saint-Cloud (Hauts-de-Seina) vendredi 8 mars, auront liac mardi 12 mars à Deauville, ville dont son épouse est maire. De nombreux hommages ont été rendus à l'ancien ministre et bras droit de M. Giscard d'Estaing, venant de droite comme de gauche. MM. Mitterrand et Rocard ont souligné la a fidérité à ses engagements e et mas s l'« ouverture d'esprit » du député (UDF-PR) du Calvados. Pour M. Giscard d'Estaing, dort Michel d'Ornano était l'ami la plus proche et le serviteur la plus dévoué, il s'agit d'une « perte irréparable ».

a Une perte irréparable, e (c. 25). les premiers mots de M. Valer, Concard d'Estaing, apprenant la mopa-tion brutale de Michel d'Ornans N'aimant guere, pourtant, afficher ses sentiments, l'ancien pre de l'al la Republique signe date. du samedi 9 mars un article crisicvant, « Your near parlient processes chait l'appareil, se response, 22 - 2 voic. Cette disparition est will epreuve pour M. Giscard of there. Parce que Michel d'Ornario startout simplement, son amilier acdent et le loyal complice de 🔊 🖘 🙃 des mauvais jours, le seu qui per vait lui parler d'égal à égal. M from cois Mitterrand avait trades cots Mitterrand avait Or ters Dayan, M. Giscard d'Estache assistant d'Ornano. A cette differenze met que, pour avoir teujours, par fee de rament, préféré la passion de la

المستوجعة

. . .

or or the

77.75

T. 27. 24.

44 mg

1. 1.

en en en en

€ :25væ:

11.74

COLVE

1-7-16-24

1. 2.43

None

3-3-

1.6.1

tre geg

THE SEC

. R: 4x €

Richert.

ಚಾರ್ಚೇ ಡ

deviens atene s CONTRACT

- --

9 ----

dal, mais un féodal que com qu'un fiet n'a d'utilité ses sert avant de s'en server. È si es Deauville, simplement paice and Nove de sa famille, Michel d'Ornaisavait su devenir, tres ... Phomme de la Basse-Nathamara et pas simplement le music de la plage des Parisiens, Salci naguet, de la la la Calvados avait été aussi quiettei. que que complète. Au densit ... 👵 carrière politique, le departere : il était solidement tenu en les gaullistes, contre laugue allait développer une stronge d'encerclement digne de les

ancêtres marechaux de France L'institution regionale er l'er n'est encore qu'embryennaire. mais la place était à prendre. Blenavant les autres, Michel d'Ornaite comprend que la région est une carte à jouer. Dans le même temps qu'il conquiert la région. Michel d'Omano se dote de solides points d'appui dans son departement d'élection : dans sa circonacrip-

M[®] Ameline devient député du Calvados

Mac Nicole Ameline (UDF-PR: suppléante de Michel d'Ornano dans la quatrième circonscription du Calvados depuis les dernieres élections législatives de juin 1988. devient député.

[Née le 4 juillet 1952, 4 Saint-Vaast-en-Auge (Calvados), diplomee d'études superieures de droit public. chargée de mission au cabinet de Michel d'Ornano, de 1978 à 1985. alors qu'il était ministre de l'ensiron nement et du cadre de vie, Mª Ameline a ensuite occupé les fonctions de secrétaire générale de la mairie de Honfleur (Calvados) jusqu'en 1987. Responsable de la communication na conseil général du Calvados de 1987 à 1991, elle est, depuis le début de vette année, secrétaire générale du district de Deauville.

 M. Rocard: « il n'est pas possible de traiter les problèmes internes de manière quantitative . . -M. Michel Rocard a affirme, vendredi 8 mars, après la reunion d'un comité interministériel consacre aux droits des femmes, que « le retirme de la croissance de l'économic mondiale ne permet pas de tranter de manière quantitative » les problèmes internes, «Ce n'est pas en distribuant plus que nous le courriens, en menacant notre monnate, que rous réglerons les inquietudes » des francais, qui sont d'ailleurs a exsentiellement qualitatives », a ajouté le pre-

هكذ (من الإمل

Le dernier croyant du giscardisme

nano, décédé accidentellement à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) vendredi 8 mars, auront lieu mardi 12 mars à Deauville, ville dont son épouse est maire. De nombreux hommages ont été rendus à l'ancien ministre et bras droit de M. Giscard d'Estaing, venant de droite comme de gauche. MM. Mitterrand et Rocard ont souligné la « fidélité à ses engagements» et Sans en relete a lui. Il claim l'homme des missions secrètes (UDF-PR) du Calvados. Pour M. Giscard d'Estaing, dont Michel d'Ornano était l'ami le plus proche et le serviteur le

plus dévoué, il s'agit d'une

« perte irréparable ».

« Une perte irréparable, » Ce sont les premiers mots de M. Valéry Giscard d'Estaing, apprenant la disparition brutaie de Michel d'Ornano. N'aimant guère, pourtant, afficher ses sentiments, l'ancien président de la République signe dans le Figaro du samedi 9 mars un article émouvant. « Nous nous parlions presque chaque soir au téléphone. Il décrochait l'appareil, je reconnaissais sa voix. » Cette disparition est une épreuve pour M. Giscard d'Estaing. Parce que Michel d'Ornano était, tout simplement, son ami, le confident et le loyal complice des bons et des mauvais jours, le seul qui pouvait lui parler d'égal à égal. M. Fran-çois Mitterrand avait Georges Dayan. M. Giscard d'Estaing avait d'Ornano. A cette différence près que, pour avoir toujours, par tempérament, préféré la passion de la hié-

Monsieur le comte était un féo-

dal, mais un feodal qui savait

qu'un fief n'a d'utilité que si ou le

sert ayant de s'en servir. Elu de

Deauville, simplement parce que c'était un des lieux de villégiature

de sa famille, Michel d'Ornano

avait su devenir, très vite.

l'homme de la Basse-Normandie,

et pas simplement le maire de la

plage des Parisiens. Sa conquête du Calvados avait été aussi systémati-que que complète. Au début de sa

carrière politique, le département

était solidement tenu en main par

les gaullistes, contre lesquels il

Les obsèques de Michel d'Or- ranchie au culte de l'amitié, M. Giscard d'Estaing va connaître, doréna-vant, une grande solitude.

Souffrance humaine, touchante, déchu, Michel d'Ornano était le der-nier « baron » du giscardisme. Il était le seul à pouvoir parler et agir au nom de M. Giscard d'Estaing sans en référer à lui. Il était l'espoir d'une grande « ouverture ». Il ne le criait pas sur les toits de la République, mais ses amitiés à gauche étaient nombreuses, comme en font foi les télégrammes de condoléances dépassant l'affliction officielle. Gaston Defferre, Charles Hernu; M. Claude Estier, son copain de collège; MM. Pierre Joxe, Pierre Berégovoy étaient de ses amis. En souvenir d'un négoce de parfum prospère en Algérie, les d'Ornano connaissaient aussi, très bien, la famille Attali. Ces liens ont beaucoup servi ces dernières années

Un croisé de l'union

Michel d'Ornano était, aussi, l'homme des missions difficiles. Entre 1981 et 1986, il s'était transformé, pour le salut de l'opposition, en croisé de l'union. Il ne pardonnait pas à M. Chirac et au RPR leurs pratiques à la tête de l'Etat, qui contrevenaient à sa déontologie politique. Ministre de l'industrie en 1974, il avait observé de près les agissements de M. Chirac avec l'Irak et il en éprouvait, ces derniers

Un féodal dans son fief

que la mairie revienne, en juin

1970, à un de ses amis, M. Jean-

Marie Girault. Encerclé, « mité », le fruit RPR est mûr pour tomber

en mars 1979. En arrachant alors la présidence du conseil général du

Calvados à un fidèle de M. Jacques

Chirac, Michel d'Ornano se venge

de la déroute que les chiraquiens

Ses sujets bas-normands

n'avaient pas à se plaindre de leur suzerain. Son autorité à Paris lui

permettait de les doter généreuse-

de Caen d'une passerelle de car-

ferries, pour sauver la Société

métallurgique de Normandie et la

Saviem, les deux grosses industries de la région, il a su faire front com-

mun avec M. Louis Mexandeau,

lui ont fait subir à Paris.

d'Ornano emporte avec lui beau-coup de secrets d'Etat... Mais, parce que c'était utile pour M. Giscard d'Estaing, il avait travaillé sans relâche à cette union et au retour sur le devant de la scène de son ami. Au sein de la « commission Gaudin » des investitures électorales, c'est lui

qui arbitrait et tranchait. Quand, en 1986, M. Giscard d'Estaing veut se saisir de la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, c'est encore lui, dans l'ombre, qui s'entre-met. L'ancien président choisit-il ensuite l'Europe? Il n'y est pas pour rien. Sous son gant de velours pou-vait se cacher une main de fer. Les léotardiens, dont il n'aimait pas l'inconstance, en ont fait les frais. Evincé en 1987 de la commission électorale du PR, Michel d'Ornano dégustera, deux ans plus tard, le plat de sa revanche en barrant la route de M. Léotard pour la présidence du groupe UDF de l'Assemblée natio-

En septembre 1988, ne négligeant rien, il se fait nommer vice-président du groupe Hersant afin de consolider dans la presse écrite un point d'appui pour M. Giscard d'Es-taing. Il croyait au miracte. Il imaginait, déjà, le retour extraordinaire de son ami à l'Elysée. Combien de parlementaires, ces temps derniers, se sont-ils entendu promettre par lui quelque grand ministère? Combien de gouvernements avait-il secrètement formés? « Nous partagions la même foi, écrit M. Giscard d'Estaing. Nous ne savions pas si nos idées redeviendraient un jour utiles pour la France, mais nous pensions qu'il fallait en préserver la flamme et la chance. » Cette flamme sera, à présent, encore plus difficile à proté-

droite pure et dure, ce sévère pro-

cureur de la gauche nationale,

savait, localement, travailler avec

ceux qui, a priori, n'étaient pas de

ses amis. Les patrons qui ont dû,

geants cégétistes et cédétistes en

De son plus proche collabora-

teur, M. René Garrec, Michel

d'Ornano a fait un président du

conseil régional et un député. D'un

autre de ses sidèles, M. Francis

Saint-Ellier, il a fait un éin à l'As-

semblée nationale, et espérait le

voir, un jour, accéder à la mairie

de Caen. Mais s'il avait ainsi com-

mencé, à doter certains de ses

hommes, il n'avait pas véritable-

ment préparé sa succession, car ses

nombreuses activités parisiennes

ne l'empêchaient pas de tenir

encore fermement en main «son»

Calvados et «sa» Basse-Norman-

THIERRY BRÉHIER

savent quelque chose.

DANIEL CARTON

La bataille de Paris

Le 12 novembre 1976, le ministre de l'industrie et de la recherche du gouvernement Barre est reçu en audience à l'Elysée par le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing. A sa sortie, sur les marches du palais, Michel d'Ornano annonce aux journalistes : € J'ai été pressenti pour conduire les listes de la majorité présidentielle aux élections municipales de Paris. » Celles-ci sont prévues, en effet, pour mars 1977 et, pour la première fois, elles doteront la capitale d'un statut de droit commun, avec notam-

ment un maire étu. Il s'agit alors, pour M. Giscard d'Estaing, de s'assurer de la mairie de Paris comme d'une base en vue d'obtenir une majorité dans tout le pays lors des élections législatives de mars 1978, qui, déjà, s'annoncent dif-ficiles. M. Jacques Chirac demeure silencieux. Le député de la Corrèze, qui a donné avec fracas à M. Giscard d'Estaing sa démission de premier ministre au

mois d'août, n'ignore pas que le chef de l'Etat souhaite obtenir une majorité municipale, puis parlementaire, qui lui dévouée. Il prépare la transfor-mation de l'UDR en RPR, prévue pour le 5 décembre et destinée à pourvoir les « néo-gaullistes » d'un instrument de reconquête du pouvoir, mais il ne veut pas donner prise au moindre reproche de diviser la majorité.

Les critiques envers Michel d'Omano viennent donc de responsables parisiens de l'UDR. tandis que le ministre de l'industrie, fort du soutien du président de la République et du chef du gouvernement, se considère comme le représentant unique de la majorité présidentielle. Il désigne ses candidats dans les divers arrondissements, et. le 13 janvier, M. Chirac forme, à son tour, des listes du RPR dans tous les arrondissements. Le 19, l'ancien premier ministre provoque la surprise en annonçant qu'il conduira les listes du RPR dans la capitale. La rupture est

consommée au sein de la majo rité présidentielle, dont Miche d'Omano continue de se récla-

Le député de la Corrèze menant une campagne particuliè rement active et d'une tonalité très politique, Michel d'Ornano s'efforce d'apparaître comme un gestionnaire ayant des projets précis sur des problèmes concrets et techniques. Au premier tour, le 13 mars, les listes du RPR distancent celles des discardiens dans onze secteurs sur dix-huit. S'il rencontre enfin M. Chirac pour envisager les conditions du deuxième tour, Michel d'Ornano n'est plus en mesure d'imposer ses exigences. Le 20 mars, le ministre de l'Industrie est lui-même éliminé, et ses listes résistent moins bien à la poussée de la gauche que celles du RPR. M. Chirac devient maire de Paris, tandis que son concurrent cesse, après quinze ans de mandat. d'être maire de Deauville.

ANDRÉ PASSERON

LIVRES POLITIQUES

L'histoire mais la question d'Orient continue de se poser dans

territoriaux.

avec Israel est central et que les idéologies politiques et les ambitions des Etats et des masses arabes n'en sont que les instruments, et non pas des finalités en soi. S'il place ses espoirs dans des accords régionaux de désarmement et de sécurité, il en mesure aussitôt le caractère utopique, alors que l'émigration des juifs soviétiques renverse, au moins provisoirement, l'équilibre démographique dans l'ancienne Palestine mandataire et accroît la dépendence d'Israel envers les ressources hydrauliques des territoires occupés.

Le Royaume impossible relevait, lui aussi, de l'utopie : c'était celui que la France, depuis l'expédition d'Egypte, voulait instaurer, d'abord dans ce pays, puis en Algérie, enfin au Proche-Orient, velléité qu'elle n'a pas cessé de renier, partagée qu'elle a été entra l'exportation révolutionnaire de l'idée nationale, sa conception universaliste de la civilisation et ses intérêts coloniaux, ces derniers pesant finalement le plus dans la balance. Il est arrivé à la France d'encourager l'arabité, comme ce fut le cas avec l'Egypte de Muhammad Ali (Méhémet-Ali), « avant de la combattre tout en étant plus ou moins forcée d'en accepter l'existence », note Henry Laurens,

Peut-être convient-il de ne pas s'en tenir qu'à l'histoire, à la fois si riche et si décevante, nour aborder la question d'Orient, ainsi que le suggère Yves Besson, spécialiste, lui aussi, du Proche-Orient, ancien diplomate suisse? Ne serait-ce que parce que l'histoire n'est pas vécue de la même façon que nous par les Arabes. D'où vient, en effet, que ces derniers, héritiers d'une grande civilisation, aient à ce point achoppé à la modernité occidentale et que les analyses sociopolitiques classiques

andré Laurens manière satisfaisante de cet

échec?

et la mémoire côte à côte

traits dominants, selon l'auteur l'importance de la question palestinienne qui, dès 1929, fait sortir l'Egypte de son isolement politique régional ; la fracture que constitue la création d'Israël ; la fragilité des constructions politico-administratives plaquées par l'Occident et les désillusions provoquées par les modèles dans lesquels les peuples de la région ont cru trouver une issue (l'égalité juridique, le nationalisme, le socialisme) avant d'arriver à l'islamisme ; la contradiction entre la revendication unitaire arabe et la préservation des nationalismes

L'auteur estime que le conflit

en retraçant la chronique de ces rendez-vous pris et manqués.

L'auteur pense qu'il n'a pas été assez tenu compte des références identitaires dont l'influence s'exerce dans le champ politique et social du Proche-Orient. Sa démonstration vaut la peine d'être suivie de près car elle permet de cemer ce qui, sans doute, nous sépare le plus des Arabes dans leur manière d'être et de penser. Il y a eu un âge d'or de l'Islam conquérant et de la domination ottomane, « un âge de l'enchantement » pendant lequel - c'est-à-dire pendant des siècles - plusieurs communautés ont vécu dans une harmonie relative, un ordre politique et social fortement enraciné et fondé sur trois empreintes identitaires : la religion, l'arabité Incamée dans la langue – celle de Dieu – et *« une* historique qui est, à mon sens, l'élément civilisateur principal », indique Yves Besson. Dans ce système, issu du double apport musulman et byzantin, héritier des plus vieilles civilisations de cette partie du monde, s'est constitué « un impressionnant entiment de continuité dans une durée perçue de façon spécifique ». Une durée « qui ne distinque pas radicalement le passé et le présent, la mémoire et l'histoire, cette dernière et la cosmo-

logie. » Le choc avec la modernité, sa rationalité, ses concepts, s'est établi en continuité conflictuelle. Les apports imposés, les emprunts acceptés n'ont pas remplacé les références aux identités anciennes qui ne cessent pas d'encadrer les conditions de l'action et de la pensée. Au contraire, ces identités en sont réactivées dans des mobilisations e que nous qualifions, dit l'auteur, de fondamentalistes, d'intégristes ou de néo-patriarcales pour mieux les catégoriser et las penser comme archaismes par rapport au temps historique ». Au risque de passer à côté de la réalité « pour n'accoucher que de tautologies autosatisfaisantes en ne rassurant

au'elles-mêmes ». C'est pour accéder à une meilleure compréhension de cette réalité rétive, pour améliorer les capacités de gestion, de prévention et favoriser d'éventuels règiements politiques, qu'Yves Besson recommande l'étude des signes et des processus de la mobilisation identitaire. Una approche qui apparaîtra sophistiquée, intellectuelle, ou dont on dira qu'elle exige du temps et des experts. Indéniablement, elle souffre de la comparaison avec la rationalité, toujours renouvelée, des balles et des bombes. ► Le Grand Jeu, d'Henry Lau-

rens, Armand Colin. 447 pages, 180 F. Le Royaume impossible,

d'Henry Laurens, Armand Colin, 210 pages, 98 F. ldentités et conflits au Proche-Orient, d'Yves Besson,

L'Harmattan, 190 pages,

la réponse plus claire : ils restent

A guerre du Golfe est finie des termes qui, pour avoir évolué dans le temps, n'en rendent pas toujours aussi complexes quand ils ne sont pas mysterieux ou, tout simplement, inavoués. Non, rien n'assure que la solution surgira plus facilement dans le cadre du nouvel ordre mondiel issu, dit-on, de l'entente entre l'Est et l'Ouest, à moins que ce ne soit de l'effacement - provisoire, durable? - de l'URSSI Le propre des questions difficiles est d'en soulever d'autres, qui noient la réponse recherchée dans une multitude d'évaluations incer-

: A défaut de prédire l'avenir, on peut se reporter au passé. C'est l'avantage des maux qui durent, ls ont une histoire. A travers el et en faisant la part des facteurs conjoncturels, il est possible de voir ce qui n'a pas marché et pourquoi : les échecs ne sont pas par eux-mêmes aussi édifiants que le prétendent de bons esprits volontaristes, mais leur rappel et leur analyse permettent de faire le tri entre l'essentiel et le subelterne, la permanence et l'épisode. Pour ne pas remonter jusqu'à l'Antiquité (bien que...), notons que la question d'Orient a commencé à se poser avec la confrontation de l'Europe et de l'Empire ottoman ; elle n'a pas été réglée après la première guerre mondiale, malgré la recomposition de la région, et pas davantage à l'issue de la seconde grande explication sanclante des nations avancées. comme on ne disait pas encore à l'époque ; la décolorisation ne l'a pas résolue non plus, et a, d'une certaine façon, compliqué les choses en révélant que la participation des pays du cru, devenus indépendants, à ce grand ieu de piste n'agissait pas comme une panacée.

Le Grand Jeu, c'est le titre que retient Henry Laurens pour caractériser le tableau qu'il présente sous un autre intitulé : Orient arabe et rivalités internationales depuis 1945. Ce spécialiste de l'Islam contemporain se réfère au grand jeu, c'est-à-dire à «l'art de la manipulation», auquel se livraient les agents britanniques tout au long de la route des indes. Le même auteur a publié récemment un autre ouvrage sur la politique de la France face au monde arabe, le Royaume impossible, qui complète le précédent, s'agissant des interventions proprement françaises dans cette région du monde. Deux livres précieux si l'on prétend s'interroger sérieusement sur la suite de la guerra du Golfe, non que l'histoire réponde à tout - car il faudrait aussi s'entendre avec la culture arabe sur les notions de durée et d'action historique. comme on le verra - mais parce qu'elle permet de faire l'économie des erreurs déjà recensées.

Le premier de ces ouvrages plonge dans les détails de la mosalque arabe et en dégage les i n'aient pas rendu compte de i 110 F.

allait développer une stratégie ment. L'installation à Caen du d'encerclement digne de ses Ganil (Grand accelerateur national à iona lourds), qui a renforcé la vigueur scientifique de la capitale ancêtres maréchaux de France. L'institution régionale, en 1967, régionale, doit beaucoup à son pas-sage au ministère de l'industrie et n'est encore qu'embryonnaire, de la recherche. Pour doter le port

mais la place était à prendre. Bien avant les autres, Michel d'Ornano comprend que la région est une carte à jouer. Dans le même temps qu'il conquiert la région, Michel d'Ornano se dote de solides points d'appui dans son département d'élection : dans sa circonscrip-

M[™] Ameline devient député du Calvados

Mn Nicole Ameline (UDF-PR), suppléante de Michel d'Ornano dans la quatrième circonscription du Calvados depuis les dernières élections législatives de juin 1988, devient député.

INce le 4 juillet 1952, à Saint-Vaast-en-Auge (Calvados), diplômée d'études supérieures de droit public, chargée de mission au cabinet de Michel d'Ornano, de 1978 à 1980, alors qu'il était ministre de l'environnement et du cadre de vie, Mª Ameline a ensuite occupe les fonctions de secrétaire générale de la mairie de Honfleur (Calvados) jusqu'en 1987. Responsable de la communication au conseil général du Calvados de 1987 à 1991, elle est, depuis le début de cette année, secrétaire générale du district de Deauville.]

o M. Rocard: «il n'est pas possible de traiter les problèmes internes de manière quantitative» . -M. Michel Rocard a affirmé, vendredi 8 mars, après la réunion d'un comité interministériel consacré aux droits des femmes, que « le rythme de la croissance de l'économie mondiale ne permet pas de traiter de manière quantitative» les problèmes internes. « Ce n'est pas en distribuant plus que nous le pourrions, en menaçant notre monnaie, que nous règlerons les inquietudes, des Français, qui sont d'ailleurs « essentiellement qualitatives », a ajouté le premier ministre.

De l'industrie au cadre de vie

tion, d'abord, mais aussi à Caen... socialiste. Car cet homme de la même, où il fait le nécessaire pour droite pure et dure, ce sévère pro-

Ministre de l'industrie de 1974 à 1977, Michel d'Ornano avait géré la nouvelle donne née du premier choc pétrolier, avec l'idée d'aider les entreprises à acquérir taille et compétitivité indispensables pour accéder aux marchés mondiaux : prêt de 1 milliard de francs à Citroën pour faciliter sa fusion avec Pengeot, monopole donné à Framatome pour la construction des réacteurs nucléaires, à Alsthom-Atlantique pour celle des turbo-alternateurs.

Interventionniste (Michelin vendra Berliet à la Régie Renault pour constituer un ensemble « poids lourds ») et libéral (il refuse au CEA la possibilité d'acquérir plus de 30 % du capital de Framatome), il s'attache à conduire le redéploie ment industriel, sans y connaître tout le succès attendu, et met en place une indispensable politique 'économies d'énergie.

Son passage au ministère de la culture (1977-1978) est trop bref pour qu'il y exerce une influence durable. Il détient, en revanche, le record de durée comme ministre de l'environnement : plus de qua-tre ans de mars 1977 à mai 1981 (ce secteur ayant été rattaché à la culture pendant un an).

Ayant la tutelle de l'équipement de 1978 à 1981, il va insuiller un nouvel état d'esprit chez les ingénieurs et aménageurs : le souci du cadre de vie. Les directions départementales de l'équipement (DDE) deviennent alors le véritable bras armé de l'environnement, ce qui représente une petite révolution

dans l'administration de l'époque. Grâce à la durée de son administration et à son poids politique au sein du gouvernement, Michel d'Ornano va faire appliquer les lois lancées par ses prédécesseurs. La loi de protection de la nature de 1976, notamment, entre en vigueur sous son règne. Il aura été le seul ministre à oser affronter personnellement et sur le terrain les chasseurs du Médoc, qui tirent illégale-

ment la tourterelle au printemps. Cela ne le réconcilie pas avec les écologistes, qui lui reprochent d'avoir oleinement assumé, comme ministre de l'industrie en 1974, le programme électronucléaire.

Soucieux de mieux gérer l'espace, il donne un coup de frein aux grands aménagements du type de la tour Italie à Paris, ainsi qu'au « mitage » du territoire rural envahi de petites maisons dispersées. La loi sur l'urbanisme toilettera les textes existants, celle sur l'architecture n'atteindra pas ses objectifs d'amélioration de qualité et de meilleur fonctionnement de la profession

Il n'aura pas réussi à endiguer la marée pavillonnaire alors montante (deux logements sur trois étaient des maisons individuelles) et, gérant la baisse des mises en chantier de logements neufs - le qualitatif devant remplacer le quantitatif -, il a présidé au désengagement de l'Etat de ce secteur budgetivore.

Josée Doyère

– N'est-ce pas en lle-de-

- C'est en lle-de-France qu'on a

imposé aux quatre-vingt-neuf com-munes de l'agglomération tilloise

une communauté urbaine, et, dans

l'agglomération de Dunkerque -

ville dont ie suis le maire. - s'est

constituée la première commu-

nauté urbaine volontaire de France. Si ceux des élus francilieus

qui crient aujourd'hui si fort

avaient voulu organiser la solida-rité, ils avaient la possibilité de le

loi, quelles sont, parmi les trente mesures décidées par le

séminaire interministériel

de décembre dernier, celles qui vont se concrétiser blentôt?

de l'emploi auprès des offices

d'HLM, la mise en place dans les quartiers en difficulté de missions

locales, la nomination d'un interio-

cuteur unique par département pour les services de justice, l'ou-

verture de maisons de justice dans

les secteurs difficiles, tout cela est parti. Le renforcement des zones

d'éducation prioritaire, l'améliora-

tion de la situation des fonction-

naires nommés dans les quartiers à

problèmes sont à l'étude. On ne

changera pas la société qui a créé

la discrimination urbaine si on

n'est pas prêt à toucher aux situa-tions établies.

« Une montagne d'incrédulité

et de difficultés »

visites dans les banlieues de

l'île-de-France, de Lyon et de l'agglomération lilloise. Qu'at-

tendez-vous de telles tournées?

ment les problèmes sont vécus par

les acteurs locaux, repérer ce qui

marche et ce qui bloque. Un exem-ple : pourquoi le versement d'une

aide financière qui a été accordée

prend-il autant de temps et néces-

site-t-il autant de nanerasses? Il

n'y a pas de véritable politique

urbaine sans déconcentration. Le

rôle des préfets est essentiel. Com-

ment décider la rénovation d'un

grand ensemble quand les copro-

priétaires ne viennent pas aux réu-

nions? Comment une commune

peut-elle maîtriser les attributions

de logements socianx quand il y a dix organismes HLM différents sur

son territoire? La seule issue, c'est

» Plus il existe de micro-pro-

d'aller vite. Nous n'avons que deux

ou trois ans nour renverser les ten-

dances. En continuant au rythme

actuel, avec nos procédures et nos

conforts, il nous faudrait dix ans.

Or, les gens qui agissent sur le ter-rain depuis longtemps sont à la

veille de la désespérance. Ils sont

convaincus que cela peut changer, mais ils se heurtent à une mon-

tagne d'incrédulité et de difficul-

- Quels gestes allez-vous faire pour rendre courage à ces

militants et faire comprendre votre action au public?

à monter des coups politiques ou

médiatiques. Outre la présentation

au Parlement des deux lois dont

nous parlions, plusieurs initiatives seront prises. Par exemple sur le

statut des fonctionnaires qui seront

volontaires pour travailler dans les quartiers difficiles. Nous allons

ouvrir, dans les banlieues d'Ile-de-

France du Nord, de la région lyon-

naise et de Marseille, quatre cen-

tres où les agents de l'État se for-meront aux problèmes des secteurs

» Dans l'année qui vient, je sou-

haite lancer dans chaque région un grand débat sur l'avenir des villes.

En trois ans, il nous faudra prou-

ver que même les quartiers consi-

dérés à tort comme perdus peuvent s'en sortir. Ce coup de fodet

convainera les plus sceptiques et

montrera la voie à tous les

Propos recueillis par

MARC AMBROISE-RENDU

- Mon action ne peut se résumer

blèmes, plus est grande la néces

le partenariat.

- Je veux voir sur le terrain com-

Vous avez multiplié les

- La nomination de spécialistes

Outre ces deux projets de

faire depuis des années.

« En trois ans, il faudra prouver que même les quartiers considérés à tort comme perdus peuvent s'en sortir », nous déclare le ministre de la ville

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Michel Delebarre, nommé ministre de la ville le 17 décembre demier, fait le point de son action auprès des grandes administrations chargées de la vie urbaine et de ses projets pour les quartiers en difficulté. « En trois ans, il faudra prouver, dit-il, que même les quartiers considérés à tort comme perdus peuvent s'en

« Vous avez quitté le ministère de l'équipement pour deve-nir ministre de la ville, avec une vaste mission mais sans administration centrale, service ni budget propre. Qu'est-ce qui vous a poussé à faire une opération aussi risquée?

- Il y a deux enjeux essentiels pour la fin de ce siècle : par l'édu-cation, ouvrir l'accès à l'égalité des chances; puis créer les éléments d'une civilisation urbaine. Bientôt quatre Français sur cinq seront des urbains. Par goût du risque, j'ai sollicité l'honneur de relever le second de ces deux défis.

– Pourquoi un ministre d'Etat, et pas un ministère de la ville?

- Parce qu'il y a beaucoup d'initiatives dans ce domaine, y com-pris de la part de l'Etat. Une quin-zaine de ministères sont concernés. Mon décret d'attribution met à ma disposition trente et une délégations, services et directions différents. Ma mission consiste à impulser, secouer, coordonner, développer des actions qui se mènent déjà sur le terrain.

> Une « spirale d'exclusion »

- Est-elle celle d'un pompier volant qui doit apaiser les conflits agitant les quatre cents quartiers difficiles ou celle d'un théoricien chargé de concevoir une politique de la ville?

- Ma tâche prioritaire est de sortir de leur situation les quatre cents quartiers en grande difficulté. On nous jugera d'abord là-dessus. Mais comment y arriver sans, en même temps, traiter les phénomènes de fond qui en sont la cause et risquent de reproduire les mêmes scénarios ailleurs? Ce ne sont pas les villes qui génèrent l'exclusion : c'est notre société, encore trop inégalitaire, qui produit de reflet de la société que nous voulons. Nous sommes, avec les élus locaux de toutes couleurs politiques, coresponsables de ce qui arri-

 M. Georges Frêche, maire de Montpellier, estime que le Parti socialiste n'a pas de vraie réflexion sur la ville, la décentra-lisation et l'aménagement du territoire. D'autre part, l'opposition se montre pauvre en propo-sitions nouvelles. Ne vous sentez-vous pas un peu seui?

- Peut-être n'a-t-on pas théorisé sur la ville, mais, si on voulait illustrer le sujet par dix noms d'ac-teurs locaux ayant fait évoluer la ville au cours de ces vingt dernières années, on trouverait Dubedout, Bonnemaison, Pesce, Gein-

La Journée internationale des

femmes, cette année en France,

aura surtout été une succession

de réceptions entrecoupées...

d'un comité interministériel. Mais

même celui-ci aura laissé les

Il avait été demandé aux minis-

tres de se surpasser pour l'occa-

sion et de voir, chacun dans son

secteur, ce qu'il pouvait faire

pour donner un coup de pouce à

l'égalité des femmes et des

hommes. Le résultat a finale-

Le premier ministre, M. Michel

Rocard, et Mª Michèle André,

secrétaire d'Etat aux droits des

femmes se sont contentés de

réaffirmer la volonté du gouver-

nement de faire en sorte que

tous les groupes de population

aient la possiblité d'utiliser effi-

cacement une méthode de

contraception remboursée ou

gratuite (étude sur les pilules non

remboursées). Il est prévu que le

ministère de la solidarité, celui

de la santé et le secrétariat

femmes sur leur faim.

ment été bien maigre.

dre et Frèche, pour ne citer que des socialistes. Des élus d'autres for-mations politiques ont également réfléchi et tenté d'agir. Il existe donc une pratique. Les agences d'urbanisme, elles aussi, travaillent sur l'évolution du système urbain.

» Qu'il faille combler certaines lacunes, conforter le niveau des études urbaines, confronter nos idées avec celles de l'étranger, c'est probable. A ma demande, Roland Castro est désormais sur ce cré-neau-là. Dans les prochains mois, j'organiserai, région par région, des débats sur l'avenir de la ville, et je vous garantis que nous aurons des centaines de participants passion-

~ L'opposition estime qu'après dix ans de pouvoir socia-liste la vie urbaine, loin de Hiorer, s'est aggravée. Que répondez-vous?

Les quartiers dégradés sont le fruit de trente ans d'une évolution économique, sociale et urbanisti-que qui a créé la spirale d'exclusion. Chacun y a sa part. Mais c'est depuis 1981 que, à l'inspiration d'Hubert Dubedout, les gouverne-ments animés par la gauche ont sairi le problème et gréé la procésaisi le problème et créé la procédure dite de développement social des quartiers. De 1986 à 1988, l'équipe de M. Chirac ne l'a pas remise en cause, mais elle ne l'a pas dynamisée.

Aujourd'hui, la volonté de réforme est claire. On a déjà voté une loi pour le logement des plus démunis, et nous préparons deux autres textes, l'un organisant la solidarité financière entre les collectivités locales au bénéfice des communes ayant des quartiers dif-ficiles, l'autre luttant contre la ségrégation et organisant une cer-taine mixité sociale. Deux réformes de fond qui constituent une vraie révolution.

- Délégation interministérielle à la ville, Banlieues 89, Conseil national des villes, comptez-vous mettre de l'ordre dans le foisonnement des institutions existantes et renforcer leurs

Des hommes d'expérience réfléchissent au sein du Conseil national des villes, que je consulte chaque mois. Je vais accroître leur nombre, autour de Gilbert Bonnemaison et André Diligent, les vice-présidents, et augmenter la représentativité de cet organisme, qui restera un interlocuteur privilégié. La Délégation interministérielle à la ville, animée par Yves Dauge et quarante militants de la cau urbaine, continuera son travail auprès de moi.

» Quand le président de la République m'a nommé, il m'a fait remarquer que le nombre de mes collaborateurs allait passer de 120 000 à... 40 fonctionnaires. Je lui ai répondu que les vrais militants de la ville sont aussi, sur le terrain, des dizaines de milliers : élus, fonctionnaires locaux ou nationaux, responsables d'associa-tions, animateurs, curés, patrons d'HLM, que sais-je encore?

» La pire des choses serait d'étatiser cette dynamique. Mais les moyens de l'appareil d'Etat doivent mieux s'articuler avec l'action de ces partenaires. Dans treize départements où le problème des quartiers est massif, on vient de

La célébration du 8 mars

Une journée comme les autres pour les femmes

d'Etat aux droits des femmes

fassent des campagnes d'infor-

mation ciblées sur la contracep-

Par ailleurs, un débat public et

un sondage devraient être orga-

nisés par Ma Michèle André sur

la transmission du nom aux

enfants. Avant cela, une cam-

pagne d'information sera lancée

pour rappeler aux femmes

qu'elles peuvent (contrairement

à ce que beaucoup pensent)

décider, au moment du mariage,

de continuer à porter leur nom

plutôt que celui de leur époux.

De même, il sera rappelé que

depuis décembre 1985, il est

possible d'adjoindre au nom de

l'enfant le nom du parent qui ne le lui a pas déjà transmis. Ce

droit n'étant cependant qu'un

droit d'usage, le nouveau nom

ainsi formé n'est pas transmissi-

Comment interpréter le man-

que d'enthousiasme gouverne-

mental pour cette Journée de la

femme? Officiellement, c'est à



nommer un sous-préfet, qui sera un médiateur incessant pour faire avancer les choses. Mais ce nouvel intervenant

ne va-t-il pas brouiller encore plus les cartes? - Pas du tout. Les sous-préfets

aux villes ne seront pas, auprès des préfets, des tuteurs, mais des partenaires à plein temps, attentifs à toutes les initiatives, débloquant les dossiers, trouvant les deux sous qui manquent parfois pour concré-tiser une idée.

> « Je suis têtu comme un Flamand»

– Par quel miracle allez-vous réussir à faire travailler ensemble les trente-deux comités, délégations et directions qui dépendent d'autres ministres, mais sur lesquels vous avez autorité?

- La confiance du président de la République et l'appui déterminé du premier ministre sont indispen-sables. J'ai fait le tour de mes collègues ministres concernés par la tégues ministres concernes par la ville : ils reconnaissent tous que la politique de la ville est prioritaire et se déclarent déterminés à faire bouger les choses. Chargé de la coordination, je 'n'admettrai pas qu'il y ait des blocages. l'ai déjà longuement pratiqué le travail interministériel et, vous savez, je suis têtu comme un Flamand, 'act, de les positivement achemé. c'est-à-dire positivement acharné.

- Vos deux projets de loi touchent au pouvoir que la décen-tralisation a donné aux collecti-vités locales : leurs finances et leur liberté de faire construire. N'allez-vous pas provoquer, chez les maires, une levée de boucliers rendant l'affaire politiquement difficile?

 Dans une grande agglomération, le coup par coup, l'addition des politiques engendrent de telles disparités qu'on ne peut pas créer un ensemble urbain de qualité. Et cela qu'il y ait ou non décentralisa-tion. Devant de tels dysfonctionnements, le rôle de l'Etat est de garantir la solidarité. Les communes ayant des moyens verront une partie de l'évolution de leur dotation globale de fonctionnement servir à aider les communes

ayant les plus grandes difficultés. » Dans les agglomérations de plus de 350 000 habitants, les élus seront obligés d'élaborer un plan local de l'habitat répartissant

cause de l'incertitude planant

autour de la guerre du Golfe que

la préparation s'est faite molle-

ment dans les ministères. D'au-

tres interprétations peuvent être

retenues, comme les difficultés

budgétaires qui empêchent de

prendre à bras-le-corps les pro-

blèmes. Les mauvais esprits ne

s'empêcheront pas de penser

que la cause des femmes n'est

peut-être pas non plus la préoc-

cupation première de la plupart

En s'institutionnalisant, le

8 mars a perdu de sa substance.

Cette date, qui rappelle l'affron-

tement des auvrières du textile

contre la police de New-York en

1857 pour faire reconnaître leurs

droits, devrait toujours être l'oc-

casion pour les femmes d'expri-

mer leurs aspirations. Pour cela,

il faudrait que les mouvements

féminins et féministes veuillent

se mobiliser et se réapproprier

cette journée. En ont-ils vraiment

CHRISTIANE CHOMBEAU

des ministres...

la possibilité?

Procréer en prison

« Une sortie sans escorte de ce dernier, ajoutait-il, ne peut être envisagée. » Suite logique de ce dossier, l'avocat prenait alors contact avec le professeur Jacques Lansac, responsable du centre de procréation médicalement assistée du CHR Bretonneau de Tours, par ailleurs président de la Fédération nationale des CECOS (centre d'études et de conservation du sperme humain) et dont l'unité était, en l'espèce, reconnue comme «territorialement compétente» (1).

Certaines incompréhensions Certaines incompréhensions administratives, voire certains dysfonctionnements locaux, devaient faire qu'entre-temps le cas allait être exposé à la commission d'application des peines, en précisant que la mise en œuvre de cette technique nécessitait un transfert temporaire de l'intéressé vers Touss a le juge d'annilication des Tours. « Le juge d'application des peines, indique-t-on aujourd'hui de peines, indique-t-on aujoura nui de source médicale, devait, par all-leurs, estimer qu'il était totalement illogique de permettre une éventuelle procréation à ce détenu, sous prêtexie que sa femme présentait une pathologie de la fécondité, alors même que les détenus n'ayant pas ce type de problèmes sont dans l'impossibilité d'envisager d'avoir un enfant pendant leur détention.

N'était-ce pas de la part du juge d'application des peines, attaché à la maison centrale de Saint-Maur, aller trop loin? Cette logique, que partagent pleinement de très nom-breux médecins spécialisés dans les techniques de procréation médica-lement assistée, ne semble pas être celle du ministère de la justice. tant au niveau de la direction de l'administration pénitentiaire que du cabinet du garde des sceaux.

> Anx médecins de juger

«La position du ministère sur ce sujet n'est pas véritablement nouvelle, explique M. Jean-Pierre Din-tilhac, directeur de cabinet du ministre de la justice. Elle remonte en fait à 1987 et quelques demandes de détenus ont, depuis. déjà été acceptées. » Il semble tou-tefois que, dans aucun de ces cas, une grossesse ait pu être obtenue. M. Dintilhac explique, dans les mêmes termes que M. Jean-Claude Karsenty, directeur de l'administration pénitentiaire, que c'est aux médecins de juger si, en la matière, un projet parental existe et si ce projet et sa réalisation peuvent participer ou non à l'équilibre du

Il souligne également que l'aval de la chancellerie en la matière ne concerne pas seulement les détenus dont les épouses souffrent d'une

forme de stérilité, mais englobent. bien l'ensemble des personnes détenues, des lors qu'il y a projet d'enfant, y compris lorsque le couple n'est pas stérile. Se refusant à voir dans ce nouveau droit à la procréation sous les verrous une réponse économique aseptisée et. somme toute, confortable aux problèmes quasi insolubles posés par l'exercice d'une sexualité équilibrée en milieu carcéral, les autorités judiciaires estiment que le droit à la procréation ne peut ici être rapproché d'un droit à la sexualité des détenus.

Ces affirmations ne pourront manquer de susciter de nombreuses et vives réactions, dans la mesure notamment où elles heurtent de manière frontale la position définie - entre autres - par les praticiens de la Fédération nationale des CECOS. Ces derniers estiment, en effet, que l'usage des techniques de procréation médicalement assistée (fécondation in vitro, insémination artificielle, etc.) doit impérativement rester inscrit dans le champ de la thérapeutique. Or, il est clair ici que l'éloignement imposé entre le détenu et sa femme ou sa compagne ne peut, en aucune façon, être tenu pour une maladie.

Ces médecins ajoutent que le projet vise ici à faire naître un enfant qui sera, de fait, privé de la présence de son père durant une période plus ou moins longue, ce qui ne peut nullement concourir à l'équilibre psychologique de ce dernier. Que répondra-t-on, par ailleurs, aux femmes détenues, fécondes ou non, qui souhaiteront, projet parental ou pas, être insémi-nées pour devenir mères en pri-

«Si l'on estime que les détenus ont le droit à la procréation, qu'on le fasse savoir. Et si la société se prononce favorablement, qu'on autorise ces détenus à avoir des relations sexuelles avec les partenaires de leur choix, explique le professeur Lansac. Dans l'attente, est hors de question que l'on puisse imaginer faire d'une pratique médicale une réponse à des pro-blèmes de société que l'on n'ose pas clairement aborder y

- JEAN-YVES NAU . étant déclare incomo.

(1) En pratique, selon la technique de PMA retenne (fécondation in vitro, insé-mination artificielle etc.) le détenu pourrait soit donner quelques millifitres de sperme conservé ensuite par congélation, soit être autorisé sous escorte à se rendre dans un centre spécialisé dans le cadre, par exemple, d'une hospitalisation de jour.

ENVIRONNEMENT

Radioactivité anormale dans un village de Belgique Le ministère belge de l'environ-Cette décision a été prise au len-

nement a annoncé, vendredi 8 mars, que le village de Saint-Jozef-Olen, à 30 kilomètres d'Anvers, alizit être passé au peigne fin pour inventorier les traces de radioactivité anormale décelées par le Centre d'études sur l'énergie nucléaire. Dans certains bâtiments du village, qui compte 2 000 habitants, les taux de radiation atteignent des niveaux vingt fois supérieurs à la normale.

demain d'une conférence de presse du parti écologiste AGALEV branche flamande des Verts -, où le député Joe Geysels a affirmé que 55 000 tonnes de déchets radioactifs avaient été stockés à Saint-Jozef-Olen par une usine de radium aujourd'hui démantelée. L'usine incriminée, filiale de la Société générale de Belgique, avait produit du radium entre 1920 et la fin des années 60. - (Reuter.)

EN BREF

□ Mgr Camillo Ruisi, nouveau président de la conférence épiscopale italienne. – Mgr Camillo Ruini, nommé vicaire du pape pour la ville de Rome le 17 janvier demier en remplacement du cardiual Ugo Poletti, a été également désigné par Jean-Paul II, jeudi 7 mars, président de la conférence épiscopale italienne. Agé de soixante ans, originaire de la pro-vince de Modène, Mgr Ruini, futur cardinal, va diriger l'un des plus gros épiscopats du monde, avec environ trois cents membres.

 Lancement d'un satellite de télécommunications internationales Inmarsat. – Une fusée américaine Delta-II a été lancée de Cap Canaveral (Floride), vendredi 8 mars, pour placer en orbite un satellite de télécommunications. Deuxième d'une nouvelle série de quatre satellites devant être placés en orbite pour le compte de l'Organisation internationale maritime des satellites, Inmarsat-2, d'une valeur de, 80 millions de dollars (plus de 400 millions de francs) participera au réseau de télécommunications spatiales Inmarsat destiné à fournir des services de téléphone mobile aux navires, avions et véhicules du monde entier.

Une fusée américaine Titan-IV a également été lancée de la base

aérienne de Vandenberg (Californie), ce même vendredi, pour placer sur orbite polaire un satellite

militaire. - (Reuter. AFP.)

O La navette Atlantis prête pour un laucement. - En dépit de deux fissures de l'épaisseur d'un cheveu, découvertes sur les charnières des trappes par lesquelles passent des conduites d'oxygène et d'hydrogène liquides, la navette spatiale américaine Atlantis a été déclarée bonne pour le service. Ses fissures sont beaucoup plus petites que celles découvertes sur Discovery et de Columbia clouées au sol en attendant d'être réparées. Atlantis devrait donc décoller le 5 avril et mettre en orbite un resellier d'ab mettre en orbite un satellite d'observation astronomique, le Gamma Ray Observatory d'une valeur de 550 millions de dollars.

 Sept skieurs tués en Suisse par une avalanche. - Une colonne de douze skieurs qui se dirigeait vers l'hospice du Grand-Saint-Bernard, dans les Alpes valaisannes, en Suisse, a été emportée, vendredi 8 mars, par une avalanche. Cinq d'entre eux, légèrement blessés, ont pu se dégager, mais les sept autres ont été retrouvés morts par les équipes de secouristes et leurs chiens. On ignore encore l'identité des victimes. - (AFP.)

JUSTICE

Le proces de l'ex-

OCH C

4.30

12. 32

.....

11.73

Une condamnation pe

Huit ans après les faits, la cour d'assises de Paris a inflega vendredi 8 mars une peine de cinq ans de réclusion criminale à une Malienne de quarante. huit ans, M- Aramata Keita. pour avoir, en 1982 et 1983, excisé les six filles d'un couple malien, M. Sory Coulibaly, cantonnier, et son épouse, Sémité, condamnés de leur côté à cinq ans de prison avec sursis assortis de deux ans de mise è l'épreuve.

« On na condamno pas pass des rusons extérieures à un procas, aussi bonnes scientiones s Certe phrase do Mt Honn Gerpha. gnon, prononcée lors de sa pieldoine, résume à elle seun les débats et le sons du voisset L'excision, ou ablation du critique et parfois dus petites levres ces filles, est un rite africam indeterdable, et l'avocat le réalisment. Mais, s'adressant aux publis. A lancé : «Il faut quand mémer viels demander de comprendre il a rappelé ces trois partirius débats consacrés à una étube approfonde de contre africain cas pèse d'une manière conscions sur certainus populations, notamment ches les Sonders de

Moins quo celui des aucasés. la cour a fait en offet le crocer, de l'excision. Aussi les avacats arts ils tenté de arecudier a procés a selon la formule ಈ ಟ್ ಪ್ರೀನ್ ೧ನಾವಾ Inchauspó , a On la parió de 1991 sauf dos accusos o ha anti- anrappelé qu'à la date des faits 🤌 situation jundique de l'errore n'était pas claire a Cotto officeest contemporareo de la marca verte de ces problemes gnait M• Inchauspé en éveluett le long cheminement 😘 🚉 🐪 qui a abouti devant le tra correctionnel en 1986 a seu époque cù le parquet geart encore sur l'appart : des poursuites Le P.E. : cour d'assises à été name Musicette indécision à fait due » l'avocation Comment peut in exiger que ces gens-ia. alent eu une conscience 🐃 🧺 🦠 que des magistrats à Comme so

Si l'athlète canadien n

i grani Adhra

77.33

20121

46.012

2-11

Copylic Copylic Copylic

ies te

ಫಟ ಭನ

233777

ara de

70

SÉVILLE

de notre envoyé speciai Certains silences en disent long. Fr. présentant les finalistes du 50 metres. vendredi 8 mars en début de source. le speaker officiel des champinanar. du monde en salle d'athietresse n'ajouta rien a l'enoncé du nom de concurrent qui occupait le deuxierne couloir et qui portait pour la première fois depuis 1988 le maillot canadien. En espagnol, puis en anglais et en français, il ne lut pas prononce d'au-

tres mots que ceux-et: «Con!».
numéro deux: Ben Johnson.
Canada. « Contrairement à d'autres Canada. Contrairement à d'autres concurtents, le Britannique Linford Christie, désigné comme a champion d'Europe 1990 », ou le Cubain Andres contraire d'Europe 1990 », ou le Cubain Andres contraire d'Europe 1990 », ou le Cubain Andres de l'action Simon, salué en tant que e champion du monde 1989», Ben Johnson n'a plus de passé. Il semble cependant avoir retrouvé un avenir,

La dernière fois qu'on l'avait vu en chair et en os, c'était dans une boas-culade monstre, à Séoul, un apres-midi de septembre. Trois jours apresmidi de septembre. Trois jours apres avoir sidéré le monde entier en cou-rant le 100 mètres le plus rapide de tous les temps, lors de la finale olym-pique, il fuyait la capitale sud-co-réenne comme un chanteur de rock s'échappe d'un concert. Une analyse d'urine avait suffi à le précipiter du sommet de la eloire au cramble de sommet de la gloire au comble de l'ignominie : sa vitesse était sinon celle du diable du moins celle du biologiste, il était dopé aux stéroïdes. Il bégayait son innocence mais il était accablé par son sobriquet.

Le scandale était énorme. Ce n'était pas un obscur haltérophile bulgare qui était «tombé», mais le champion symbole des Jeux olympiques. Le ministre des sports canadien décida de suspendre Ben Johnson à vie. Le gouvernement d'Ottawa fit ouvrir une enquête par un juge fèdéral. Quelque cent vingt personnes furent ainst ame-nées à témoigner. Les déclarations de

ه کذار من زیامل

settle i 2776/32 J'un s

Une condamnation pour l'exemple

cour d'assises de Paris a infligé vendredi 8 mars une peine de cinq ans de réclusion criminelle à une Malienne de quarantehuit ans, M- Aramata Keita, pour avoir, en 1982 et 1983, excisé les six filles d'un couple malien, M. Sory Coulibaly, cantonnier, et son épouse, Sémité, condamnés de leur côté à cinq ans de prison avec sursis assortis de deux ans de mise à l'épreuve.

«On ne condamne pas pour des raisons extérieures à un pro-cès, aussi bonnes soient-elles. » Cette phrase de Me Henri Gerpha-gnon, prononcée lors de sa plai-doirie, résume à elle seule les débats et le sens du verdict. L'excision, ou ablation du clitoris et parfois des petites lèvres des filles, est un rite africain indéfendable, et l'avocat le réaffirmait. Mais, s'adressant aux juges, il e lancé : ell faut quand même vous demander de comprendre... » Et il a rappelé ces trois journées de débats consacrés à une étude approfondie de ce rite africain qui se d'une manière considérable sur certaines populations, notamment chez les Soninkés du

Moins que celui des accusés, la cour a fait en effet le proces de l'excision. Aussi les avocats ontils tenté de « recadrer le procès ». selon la formule de Mr Dominique Inchauspé : « On a parlé de tout sauf des accusés, » ils ont donc rappelé qu'à la date des faits la situation juridique de l'excision n'était pas claire. « Cette affaire est contemporaine de la décou-verte de ces problèmes », souli-gnait M• inchauspé en évoquant le long cheminement du dossie qui a abouti devant le tribunal correctionnel en 1986, à une époque où le parquet s'interro-geait encore sur l'opportunité des poursuites. Le tribunal s'étant déclaré incompétent, la cour d'assises a été saisle. Mais cette indécision a fait dire à l'avocat : « Comment peut-on exiger que ces gens-là, illettrés, aient eu une conscience meilleure que des magistrats ? Comment

Huit ans après les faits, la peut-on leur reprocher de ne pas-aux d'assises de Paris a infligé endredi 8 mars une peine de tion? Nous-mêmes on ne le savait pas. »

> Mais le réquisitoire de l'avocat général, M= Dominique Comma-ret, était construit sur d'autres bases. En demandant trois ans de prison avec sursis contre les époux Coulibaly et une peine qui ne soit pas inférieure à cinq ans de réclusion criminelle contre Mª Keita, ie magistrat avait notamment déclaré : «L'excision est inacceptable. Absoudre de telles pratiques aujourd'hui, c'est condamner de nombreux enfants qui vivent sur notre soi et leur refuser le protection de la loi. » L'avocat général avait ensuite balayé d'un geste les arguments des scientifiques qui avaient évoqué les pressions de la coutume : « Vous n'êtes pas des athnologues, vous n'êtes pas des anthropologues, vous êtes des juges. \$...

Fatalisme

M- Keita appartenait à une caste d'anciens esclaves dont les membres sont souvent chargés de faire les excisions. C'est tout ce que l'on sait d'elle et son mutisme fataliste n'a certainement pas favorisé une compréhension de son rôle. Mais l'avocat général n'en retient que l'aspect lucratif qui serait plus important que le pagne et le savon exigés par la coutume. ple qui compte aux yeux du magistrat, qui ne s'en cache pas lorsqu'elle martèle : «Il faut que sache, des ce soir, dans tous les foyers africains que l'excision est devenue un gagne-pain à haut risque pénail »

Ce propos a choqué M- Mamadou Sawadogo, qui en a déduit : ell faut condamner, tout simple-ment ! Pour montrer que nous sommes prêts à tout pour combattre l'excision, nous sommes prêts à juger hativement des gens qui ne sont pas des délinquants. » Et M. inchauspé a injuste».

MAURICE PEYROT

Devant la cour d'assises de l'Allier

Le directeur d'une boucherie industrielle jugé pour l'agression d'un syndicaliste

M. Christian Chambon, l'ancien directeur général de la bou-cherie industrielle vichyssoise Sobovidé, a comparu pendant trois jours devant la cour d'assises de l'Allier. Il est accusé d'avoir commandité l'agression du délégué syndical CGT de l'entreprise, M. Patrick Boudet. grièvement blessé alors qu'il s'apprêtait à dénoncer un trafic de viande. L'auteur de l'agression, M. Francis Drozak, et l'intermédiaire présumé, M. René Bour, étalent également jugés. Le verdict devait être rendu samedi 9 mars.

MOULINS de notre correspondant

M. Christian Chambon, l'ancien directeur de la Sobovidé, une bou-cherie industrielle de Vichy (Allier), nie être le commanditaire de l'agression de M. Patrick Bou-det, un délégué syndical CGT. Pour leur part, MM. Francis Dro-zak, auteur des coups, et René Bour, intermédiaire présumé, reconnaissent sans difficulté les faits qui, outre la circulation d'importantes sommes d'argent et des rapports sociaux tendus, ont mis en lumière un trafic de vente dont la victime était l'Ofival, l'organisme chargé notamment de la régulation des marchés et de la mmercialisation de la viande.

« Bour ment ». Depuis l'ouverture du procès, mercredi 6 mars devant la cour d'assises de l'Allier, M. Christian Chambon, quarante-sept ans, n'a pas modifié ses dépo-sitions. Il n'a jamais sollicité M. Bour, trente-neuf ans, un recruteur de tâcherons pour le compte d'une société en relation régulière avec la Sobovidé. Ce dernier, de son côté, maintient ses déposi-tions : « Au cours de l'été 1987, Chambon m'a demandé de casser-les pattes à Boudet parce qu'il était gêné par ses activités syndicales.»

A la veille de créer sa propre entreprise, M. Bour, soucieux de plaire au directeur, aurait accepté le contrat, moyennant une somme de 50 000 F versée en deux temps. Et, le 24 mars 1988, au petit matin, M. Drozak, un tâcheron de vingt-cinq ans, attendait Patrick

coups de serpette à la tête. « Pas pour l'argent, explique-t-il, mais pour la promesse d'un emploi sta-ble. » L'ancien boucher-désosseur est atteint aujourd'hui d'une incapacité partielle permanente, et il est victime de fréquentes pertes de mémoire. Il n'est pas question pour lui de reprendre un emploi.

A l'audience, les débats ont sans cesse porté sur le climat social tendu à l'extrême au sein de la Sobovidé. Des témoins sont venus parler de menaces et de pressions qui, pour la victime, commencent en 1978 avec la création de la section syndicale CGT, selon l'avocat de la partie civile, M. Charles Lederman. En 1986, un inspecteur du travail assista même à une altercation - une « véritable provo-cation », dit-il, de la part de M. Chambon - entre le directeur et le délégué syndical lors d'une réunion convoquée « pour tenter d'améliorer le dialogue social au

Morceaux avariés

Depuis quelques mois, la situa-tion s'était un peu plus détériorée. Pneus crevés, courrier détourné : le syndicaliste parvenait difficilement à assumer ses nouvelles fonctions d'administrateur au sein de l'Ofival, organisme qui était également un important client de la Sobovidé. L'entreprise vichyssoise réali-sait en effet 20 % de son chiffre d'affaires avec l'Ofival, et se livrait à un trafic régulier en changeant les carcasses de viande de qualité par des parties inférieures, voire

M. Boudet, comme d'autres employés, avait découvert la malversation et son nouveau mandat au sein de l'Ofival lui permettait de bénéficier d'éléments supplé-mentaires d'appréciation. M. Chambon, tout comme le PDG de l'entreprise, M. Christian Labreville, ont reconnu sans diffi-culté ce trafic. Ils se sont efforcés de viande, ont-ils affirmé, ne serait sein de la profession ».

JEAN-YVES VIF

• Le Mondo ~ Dimanche 10 undi 11 mars 1991 9

COMMUNICATION

En transformant le statut de son groupe

Le PDG du Midi libre bloque la stratégie de conquête de M. Hersant

M. Robert Hersant s'intéresse au M. Robert Hersant's interesse au groupe montpelliérain le Midi libre, cinquième groupe de presse régionale, qui publie les quotidiens le Midi libre (185 000 exemplaires), l'Indépendant de Perpignan (65 000 exemplaires) et le journal de Rodez, Centre-Presse (25 000 exemplaires). Au fil des ans, le patron du Figaro a acquis indirectement un peu plus de 30 % du capital du groupe. Mais son offensive se heurte à la résistance du PDG du Midi libre, M. Mau-

Ce dernier mêne une bataille judiciaire qui a conduit le tribunal de Montpellier à prononcer l'an dernier la mise sous séquestre de 22 % des actions que détient M. Hersant (le Monde du 27 juillet 1990). La possession de ce « paquet » d'actions est en contra-diction formelle avec les statuts du groupe de presse montpelliérain, qui, pour protéger son indépen-dance, interdit à un actionnaire de détenir plus de 15 % du capital. Le 16 avril, le tribunal de commerce de Montpellier, qui s'est récem-ment déclaré compétent pour tran-cher le litige, décidera donc si M. Hersant doit rétrocéder une partie de ses actions. Mais le patron du Figuro a indiqué qu'il ferait appel de cette mise sous séquestre. L'affaire, si elle venait devant le tribunal de commerce de Paris, comme le souhaite M. Hersant, se compliquerait alors d'un

conflit de compétence entre les deux tribunaux.

En plus du terrain judiciaire, M. Bujon s'est porté sur le terrain juridique. Il vient de faire adopter par l'assemblée générale de toutes les personnes physiques du Midi libre une transformation des statuts de son groupe, qui de société anonyme devient société en com-mandite par actions. Ceci permet de dissocier le contrôle du capital et l'exercice de la direction du groupe et empêche des action-naires de prendre la direction, sauf faute grave de cette dernière. aute grave de cette dernière.

« L'assemblée générale des actionnaires a aussi permis au président
Bujon de disposer d'une majorité
large », assure-t-on à la direction

Cette parade constitue un revers pour M. Hersant dans sa conquête du Midi libre. Débarrassé de la Cinq, il projette toujours d'étendre Cinq, il projette toujours d'étendre son empire de presse régionale, comme en témoigne la récente prise de participation de 24 % dans l'Est Républicain de Nancy (le Monde du 23 janvier). Pour M. Bujon, l'intrusion du patron du Figaro dans son fief languedocien est indésirable. Elle troublerait sa succession, ainsi que la paix qu'ont récemment scellée le groupe le Provençal (Hachette) et le Midi libre par le biais de la disparition en décembre dernier de l'édition de décembre dernier de l'édition de Nîmes-Matin, lancée à Montpellier par le groupe marseillais.

L'évolution du câble aux Etats-Unis

Time-Warner lance des réseaux interactifs à 150 canaux

Le grand groupe américain Time-Warner vient d'annoncer son intention de lancer des réseaux câblés à 150 canaux, utilisant la fibre optique pour diffuser de la télévision et des services interac-tifs: télé-achat, services bancaires, téléinformatique, télécopie, etc. Ces canaux spécialisés auront toutefois besoin d'autorisations spé-ciales de la Commission fédérale illustrent en effet la volonté des câblo-distributeurs américains de diversifier leurs réseaux dans le secteur des télécommunications. jusqu'à présent jalousement gardé par les opérateurs de téléphone.

Quarante des 150 canaux seront consacrés à des services de films payables à la séance (pay per view) et les nouveaux réseaux seront capables de diffuser dix films diffé-rents toutes les quinze minutes. Le premier réseau à 150 canaux de Time-Warner sera inauguré avant la fin de l'année dans le quartier du Queens, à New-York. M. Steve Ross, président du groupe, entend consacrer 400 millions de dollars pour créer, d'ici à deux ans, d'autres réseaux de ce type aux Etats-Unis mais il veut aussi exporter son système en Europe avec des partenaires locaux.

Time-Warner est le second exploitant de réseaux câblés aux Etats-Unis, derrière TCI. Il gère quelque 6 500 000 abonnés dans trente-six Etats. Les responsables du groupe espèrent que les nou-veaux services rapporteront quelque 1 000 francs supplémentaires par an et par abonné et contribue-ront à doubler les quelque 9 milliards de francs de revenus que Time-Warner tire du câble, chaque

M. Ross a précisé aussi que son groupe s'employait activement à réduire ses 55 milliards de

Le groupe Ferruzi vend son quotidien Italia Oggi

Le groupe industriel italien Ferruzi vient de vendre la totalité du capital de Finedit 2 000, la société éditrice du quotidien économique Italia Oggi, à l'un des deux fondateurs du journal, M. Francesco Zuzic. Ce dernier l'avait créé en 1986. Ferruzi souhaite désormais concentrer ses investissements sur Télé-Monte Carlo-Italie, dont il a acheté récemment 40 % (le Monde daté 14 et 15 octobre 1990) et sur son quotidien généraliste Il Messagero. On indique au sein du groupe Ferruzi que cette cession est due à la difficulté de positionner *Italia*Oggi, vendu à 65 000 exemplaires, face à Il Sole-24 Ore, premier journal économique de la péninsule qui dépend de la Confindustria, le patronat italien, et qui vend à :280 000 exemplaires.

francs de dette. Une dette alourdie en grande partie par la fusion de 1989 entre Time et Warner. Des négociations sont en cours, en Europe comme au Japon, pour amener des groupes de communication à prendre des parts minoritaires dans les filiales de Time-Warner avant l'été.

Avec un nouveau produit expérimenté par des chercheurs américains

LA SCIENCE LES RIDES

NEW-YORK - «Une pommade contenant du rétinal a été appliquée pendant 30 jours sur 26 personnes, agées de 45 à 60 ans, sur une moitié du visage. A la fin du traitement, nous significative des rides, tant en profondeur qu'en nombre, par rapport à la partie du visage non traitée.» Cette extraordinaire révéla-

tion vient du professeur Letizia. Elle met en évidence les résultats des tests effectués avec une commade contenant une nonvelle molécule de rétinol destinée à faire oublier les signes du tempe. Le professeur Letizia, de

l'Institut de recherche AMA de New York, a précisé que cette étude de la nouvelle permade lui avait été confiée par une multinationale en produits cosmétiques pour pharmacles, et que cette pommade avait pour base le rétinol auquel a été alliée une chaîne protéique par le biais d'un réacteur biologique à faible consommation d'énergie.

De New York, siège de la société qui a lancé ces recherches (Korff), la nouvelle s'est répercutée en Europe et notamment en France.

La pommade cosmétique est disponible en phurmucie, en deux formules: Anti-Age Returd pour une action visible en quelques mois et Anti-Age Super pour une action énergique, selon les conseils du pharmacien. Pour les personnes de 55 cus et plus existe un produit spécifique.

SPORTS

Ben Johnson le repenti

Si l'athlète canadien n'a pas réussi son « retour » à Séville, sa valeur commerciale n'en diminue pas pour autant

SÉVILLE

de notre envoyé spécial

Certains silences en disent long. En présentant les finalistes du 60 mètres, vendredi 8 mars en début de soirée, le speaker officiel des championnats du monde en salle d'athlétisme n'ajouta rien à l'énoncé du nom du concurrent qui occupait le deuxième couloir et qui portait pour la première fois depuis 1988 le maillot canadien. fois depuis 1988 le mantor canaden.
En espagnol, puis en anglais et en français, il ne fut pas prononcé d'autres mots que ceux-ci: « Couloir numéro deux: Ben Johnson, Canada. » Contrairement à d'autres concurrents, le Britannique Linford Christie, désigné comme « champion d'Europe 1990 », ou le Cubain Andres Simon, salué en tant que «champion du monde 1989», Ben Johnson n'a plus de passé. Il semble cependant avoir retrouvé un avenir.

La dernière fois qu'on l'avait vu en chair et en os, c'était dans une bous-culade monstre, à Séoul, un aprèsmidi de septembre. Trois jours après avoir sidéré le monde entier en couavoir sidere le monde ender en cou-rant le 100 mètres le plus rapide de tous les temps, lors de la finale olym-pique, il fluyait la capitale sud-co-réenne comme un chanteur de rock s'échappe d'un concert. Une analyse d'urine avait suffi à le précipiter du sommet de la gloire au comble de l'ignominie : sa vitesse était sinon celle du diable du moins celle du biologiste, il était dopé aux stéroïdes. Il bégayait son innocence mais il était accablé par son sobriquet.

Le scandale était énorme. Ce n'était pas un obscur haltérophile bulgare pas un ouscur naueropane ouigare qui était «tombé», mais le champion symbole des Jeux olympiques. Le ministre des sports canadien décida de suspendre Ben Johnson à vie. Le gouvernement d'Ottawa fit ouvrir une enquête par un juge fédéral. Quelque cent vingt personnes furent ainsi ame-nées à térnoigner. Les déclarations de

l'entraîneur et du médecin de Ben Johnson finent accablantes. On apprit en détail les quantités énormes de substances interdites que le sprinter absorba ou s'injecta méthodiquement pour devenir cette sorte de boulet humain.

Lorsqu'il fit sa déposition, Ben Johnson ne chercha pas à nier. En avouant, il parvint à regagner la symavouant, il parvint a regagner la sym-pathie du public. Après tout, gamin débarqué misérable de la Jamaïque, il avait été le jonet d'un entourage cupide qui avait facilement abusé de sa naïveté. Il était donc plus à plain-dre qu'à condamner. D'ailleurs, il regrettait et il s'engageait à aller dans les écoles prévenir les enfants des les écoles prevenir les emants des dangers du dopage. Comment s'acharner contre ce Ben Johnson-là qu'on décrivait vivant reclus dans une pièce au sous-sol de la maison maternelle? Le gouvernement cana-dien n'en eut pas le cœur, ni la fédé-nation d'athlétisme. Au bout des deux ans de suspension réglementaire, il regagna ainsi le droit de courir sous les couleurs nationales. Le damné était absous.

> Ovation dans le stade

Dans l'affaire, Ben Johnson perdit simplement les records qu'il avait éta-blis en étant dopé. On dit aussi que l'aventure lui lit perdre quelque 15 millions de dollars. Il ne fut pas rainé pour autant. Ce fut moins en raison d'un besoin d'argent que pour une question de place dans son garage qu'il fut amené ces derniers mois à se séparer d'une Possène. Il possède tou-jours une Ferrari Testarossa, une Cor-vette et deux Honda. Et il n'a pas renoncé aux services d'un manager, d'un agent, d'un avocat, d'un masseur et d'un entraîneur, ceini-ci se conten-tant d'un salaire mensuel de 3 500 valeur sportive et commerciale au moins aussi importante que celle qu'il pouvait avoir avant la découverte de son dopage. Peut-il revenir au niveau des records qu'il avait établis sous l'emprise des anabolisants? Peut-il battre son rival de toujours Carl Lewis et les vedettes nouvelles du sprint comme Leroy Burell?

Explicites ou implicites, ces questions ont fait du «retour» de Ben Johnson un événement. Il y avait dixsept mille personnes et plus de trois cents journalistes à Hamilton, dans la banlieue de Toronto, pour assister à sa première prestation depuis 1988, le 11 janvier. Il y eut une ovation à l'appel sec de son nom dans le stade de Séville. Plus tard, la nouvelle cham-pionne du monde soviétique du 60 mètres, Irina Sergeyeva, dut interrompre sa conférence de presse pour his permettre d'expliquer le pourquoi et le comment de sa quatrième place.

Un tel intérêt n'est-il pas hors de proportion avec les capacités nou-velles du personnage? Le Ben John-son qu'on a revu en Espagne n'est pas très différent de celui qui avait du s'échapper de Corée-du-Sud. Le regard est toujours injecté de sang, fuyant, ou arrogant. Le propos reste saccadé, décousu et parcimonieux. La silhouette est identique, puissante, noueuse. La bouffissure provoquée par les traitement hormonaux s'est estompée. Quand il prend place dans les blocs de départ, on ne voit pas plus la différence : les veux se portent vers la ligne d'arrivée quand ceux des autres fixent le sol; les mains sont appuyées aux extrémités du couloir; le dos est parallèle au sol. Et au coup de pistolet il bondit toujours en se

projetant avec les deux pieds. Ce n'est qu'à partir de ce moment qu'on peut sentir la différence entre les deux Ben: l'ancien réagissait avec une promptitude qui frôlait à chaque fois le faux départ, retombait déjà presque complètement relevé et, pieds

dollars. Repenti, Ben Johnson a une · à la hauteur des épaules, entamait l'accélération; le nouveau est moins vif. l'amplitude de son mouvement initial est inférieure, à la réception il lui saut ainsi plus de temps pour se redresser et accélérer. Lors de la première série éliminatoire, vendredi, il a même failli chuter sur ses troisième et quatrième foulées. A l'arrivée, le résultat n'est plus non plus le même : Ben Johnson n'est plus en tête.

> Pourtant, vendredi, le nouveau champion du monde du 60 mètres, a rendu hommage à l'ancien recordman de la distance. Pour l'Américain André Cason - qui a remporté l'épreuve devant le Britannique Linford Christie et le Nigérian Chidi Imoh, - se classer quatrième après trois mois d'entraînement, au sortir des épreuves qu'il a connues, témoigne du réel talent de Ben Johnson, qui devrait être un concurrent sérieux lors des championnats du monde en plein air à Tokyo. A suivre

> > ALAIN GIRAUDO

Les résultats

ATHLÉTISME

60 m dames ; 1. I. Serguelva (URS), 7 s 02; 2. M. Ottey (Jam.), 7 s 08; 3. L. Allen (Cub.), 7 s 12. Aucune Française n'était onnée dans cette discipline.

54; 2. L. Christie (GB), 6 s 55; 3. C. Imoh (Nig.) 6 s 80. Aucun Français n'était sélec-tionné dans cetta discipline.

Poids messiours: 1. W. Guenthoer (Sui.), 21,17 m; 2. K. Bodenmueller (Aut.), 20,42 m; 3. R. Backes (E-U), 20,06 m. Augun Français n'était sélectionné dans cette disci-

ARTS

Un fresquiste en 1908

A égale distance des primitifs toscans, de Gauguin et de Matisse la redécouverte d'un peintre oublié René Piot

RENÉ PIOT au Musée d'Orsay

L'évenement majeur du Salon d'automne 1908, aux yeux des contemporains, ne fut ni un tableau ni une sculpture mais la Chambre funéraire de René Piot. Dans les sous-sols du Grand Palais qu'il avait fait aménager pour l'occasion, par ans mal connu du public entendait démontrer que l'art de la fresque pouvait renaître, après quatre siècles de suprématie de la peinture à l'huile. Il figurait les péchés capitaux et le repos éternel au moyen d'allé-gories, féminines pour la plupart. groupées dans des paysages piqués de fleurettes et ornés de pampres. Des nymphes drapées d'étoffes chamarrées, des sylphides à la peau noire ou rouge, des canéphores et des joueurs de pipeau peuplent les champs élyséens. Ces ombres heureuses dansent, s'étreignent amoueusement et se nourrissent de fruits

Inspiration et iconographie relè-vent du néo-classicisme dans sa tendance la plus idyllique, celle du Luxe, calme et volupté et de la Joie de vivre, de Matisse. Tel est en effet l'un des intérèts majeurs de Piot – et par conséquent de l'exposition fort bien faite qui le tire de l'oubli : il poussa à son paroxysme l'idéal d'églogue symboliste qui animait quelques-uns de ses contemporains les plus fameux, Matisse donc, que Piot connut dans l'atelier de Gustave Moreau aux Beaux-Arts, le Derain de l'Age d'or et les écrivain héritiers du Prélude à l'après-midi

Une Arcadie de rêve

Qui rapporta que Degas déclarait à propos de Piot : «Si j'étais plus jeune, je m'empresserais de me met-tre sous sa coupe»? Valéry. Qui visita Piot à l'été 1908 dans sa cave du Grand Palais? Gide et Schlumberger. Qui commanda à Piot une fresque pour sa villa d'Auteuil, fresque intitulée le Parfum des nymphes et garnie elle aussi de baigneuses folâtres? Gide encore. Ressusciter Piot, c'est rappeler quelle force eut alors ce mouvement poétique et pic-tural à la fois, à mi-chemin entre renouveau païen et élégance maliarméenne. Il a. comme on dit. ma vicilli, peut-être parce que l'esthétique qui le fondait ignorait trop resolument son temps et que la première décennie du vingtième siècle était peu propice à la recréation d'une Arcadie de rêve.

Cet idéal de pureté intemporelle se doublait évidemment du désir de faire une peinture naïve et innocente – une peinture primitive naturellement. Homme constant. Piot s'en fut en stalie en 1904 et copia Andrea Bonaiuti afin de se pénétre des enseignements techniques des primitifs. Les Toscans, les Pisans et es Siennois lui donnérent l'habitude des visages aux yeux en amande, des chevelures ondulées et des bras ronds, dont il fit un fort usage pour mande de Gide. Il suffit pour le vérifier d'examiner lesdites copies et les études au crayon et à la gouache exécutées pour les décors monumentaux. A l'enseignement des giottes-ques, il associa celui de Paul Gaucar il fut un fresquiste très habile les Tahitiennes porteuses de mangues et de bananes. Rien d'incohérent dans cette combinaison: Gauguin s'était réclamé de Puvis de Chavannes, lequel se réclamait des

Dans cet exercice rétrospectif, Piot s'aventura jusqu'à accepter une commande de Bernard Berenson, historien illustre des primitifs alors au sommet de sa réputation. Pour sa villa de Settignano, Piot mit en chantier en 1910 les Travaux de la murales. Elle finit en désastre : Berenson fut si peu séduit par l'œuvre qu'il fit recouvrir les fresques par une tenture. Il les jugeait trop vives de couleurs et trop infidèles nation, prononcée par l'un de ceux auxquels Piot tenait sans doute le



René Piot : Etude de tête pour « În pace »

plus à plaire, bouleversa le peintre à tel point qu'il abandonna technique

Il se consacra par la suite au théâtre, concevant décors et costumes pour l'Opéra. Par un reste de primitivisme, il travaillait de préférence sur des œuvres exotiques ou teintées d'antiquité, un drame lyrique chinois, Un jardin sur l'Oronte, de Franc-Nohain d'après Barrès (singulier accouplement...) et l'Elektra de Strauss. Les études qui

gnent encore en faveur de l'habileté de leur auteur, moins en faveur de ses dons d'invention. Il n'empêche : jusque dans ses malheurs, Piot est intéressant. On ne saurait trouver meilleur représentant du primitivisme post-gauguinien ni révélateur plus explicite des mythes esthétiques de son époque.

PHILIPPE DAGEN ► Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, 75007 Paris; tél.: 40-49-48-14. Jusqu'au 27 mai. **ARCHITECTURE**

Tristes mammelles, fiers ascenseurs

L'IFA continue d'explorer les courants contemporains mais les habille des oripeaux les plus éculés de l'avant-garde

OTI OYOT FRANÇOIS DESLAUGIERS FRANK HAMMOUTENE à l'Institut français d'architecture

L'Institut français d'architecture, c'est malgré des moyens financiers dérisoires, un centre de recherche, où auront pu se développer quelques études hors des contraintes de son administration de tutelle. C'est aussi un centre dont la riche documentation est accessible au public, rue de Tournon, et qui, en collaboration avec les Archives de France, vient de se doter d'un nouvel outil, sans nul doute performant, les Archives d'architecture du vingtième siècle. Ces archives, situées rue de Tolbiac, dans un bâtiment réhabilité par Reichen En revanche, c'est aux «ama-

teurs» d'architecture, et non pas au public des seuls professionnels, que les expositions, pensait-on, étaient normalement destinées. Sans remonter dans l'histoire, les trois expositions que présente simultanément l'IFA, tout en témoignant d'une constance courageuse dans l'explora-tion des courants contemporains, laissent penser que ces manifesta-tions sont désormais destinées à une élite éclairée, et même surexposé nourrie aux mammelles absconses des galeries des années 70. Mais tandis que cette rhétorique bavarde jonglait avec des mots, et d'autant plus de mots que l'image était plus vide, l'IFA utilise des images et des sons sur des concepts aussi inaccessibles qu'il se peut au commun des mor-

On a toutefois changé de déc nie: le look des expositions de l'IFA se rapproche de celui des galeries des années 80, planquées dans les lofts, et qui faisaient d'ailleurs ce qu'elles

images, de telles formules visuelles : grignotant les murs, effondrant les significations, inversant les sans, operant les uns, surprenant les autres, explorant en somme toutes les dimensions possibles des arts plastinifications, inversant les sens, épa-

Pourquoi appliquer aujourd'hui ces recettes à l'architecture, déjà fort bien pourvue pourtant avec ses trois dimensions et sa naturelle difficulté d'expression? Pourquoi habiller ces d'expression? Pourquoi nable ces trois expositions des oripeaux les plus éculés de l'avant-garde? Pour masquer, pent-être, l'état de dénue-ment scandaleux dans lequel est maintenu l'institut, comme si l'on voulait l'étouffer. Sans doute aussi pour qu'il soit bien compris qu'on est sur le territoire d'une élite qui tient à ses prérogatives. Dont nous ne sommes donc pas.

La filière «Zorglub»

De cette manière de faire, trois chitectes font les frais, trois personnalités fortes et, chacune dans son contexte au moins, singulièrement productives. Et tant pis pour eux si, tions savantes, ils se sont mis, pour faire plaisir à leurs geòliers, à parler la même langue ésotérique.

Le premier est Toyo Ito, un Japo-nais d'une cinquantaine d'années, dont il semble qu'il faille retenir quelque chose comme ça : frappé par la fragilité des choses de son archipel sensible à l'éphémère, au désordre, aux transpagners et aux opacités des aux transparences et aux opacités des nippones, Toyo Ito n'en est pas moins resté sensible aux cabrioles des architectes des avant-gardes occi-dentales. C'est très lumineux, très technique. A travers sa demière proposition pour la Maison de la culture

tendance très en vogue dans les concours chics, et qui se caractérise par une architecture de bulles, de pédoncules, d'ailes et de protubérances, de la lignée des coléoptères.

Le second est François Deslaugiers. Il est à vrai dire un peu mieux servi par une présentation un peu de bric et de broc, mais qui laisse percevoir une franche figure du hig du bricolage à la française. Contre vents et marées, il est resté fidèle à cette veine, où les Anglais sont passés maîtres, et qui se révèle avoir perduré chez nous, bien après le Centre Pompidou. Les ascenseurs de l'Arche de la Défense, dont il est l'expert dessinateur, vous ont ici un air de familiarité propre à vous envoyer au

C'est à un autre familier de l'Arche, puiqu'il y aménagea le toit pour le Sommet des chefs d'Etat; en 1989, qu'est consacré la troisième exposition. Frank Hammoutène est, lui, présenté dans ses propres meubles, mais sans que cet effet de mobilier donne la moindre clef de compréhension de ce jeune maître d'œuvre, dont la production est à énlucher dans de lourds empilages de calques. Si l'on ne connaissait par ailleurs sa capacité d'invention, sa stature d'architecte à la fois auda-cieux et raffiné, on serait tenté, à en croire cet étrange effort de présentation, de le prendre pour un décorateur de boîtes semi-branchées, voire pour un circur de pompes et de cir-constances plus royales que républi-

FRÉDÉRIC EDELMANN ➤ IFA, 6, rue de Tournon, jus-qu'au 12 mai. Les Editions du Moniteur consecrent une monoraphie à Toyo Ito, due à Sophie Roulet et Sophie Soulié (168 p., LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT

SAMEDI Acres 30 la thélin de besieveré à somme la Mossager (1937), eta Resond Poulence 15 n. Arènes sandon Poulence 15 n. Arènes sandons correction to Messager (1937), de Revenuer Reciente (5 n. Arbnes samerat Reciente (1912), de Fred Marie, 179 (1912) e Arbnes de Camile Zaior (1932) e Arbnes de Ernesi B. Schudelek.

DIMANCHE
Accres 20 le thaire de bouserant à
fourir Tosantan (1935), de Janques
fourir 15 h le Same de Zorro 1920;
de Foid Middle 17 h le Coursers ;
1953 y a still d'Ames Rockgeur

PALAIS DE TOKYO |47-04-24-24|

a fourte du soles (1951), d'Acteur Morava, les fedificients (1951), et à Still de Mairo Bologero, 18 à les confecents (1954, v.o.; de figurants

DIMANCHE Hammagh & Alberto Morava is Co-card (1960 is a set for the Vinces) as Soc. 16 no. at Contara (1986 is no.). We give a set for the care of us.

GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37 25)

SAMEDI Control du têni. 1 indien mas alaminis. Controls (1390), d'Andrasi Razzoni. Techana kacam la terra inta suc el Salo. de James Carney-motowe Acres Ex menter Anka Schmid, 16 h 35 Women who smile (1990), de leases Woman and vinils (1990), the issues Hoss. A la recherche du leur de mainte sant (1990) que Bons (1990) de Bons O Rouse 17 h Pine and Section 1990, do Santara Chubody Steeling out (1990) de Chris Knoben 20 h Chemi du Mai - Justa, Renaktise &: 2000 (1990) du Stefan Jan - 4 1 755 m 33 3. . . . 1199Gr. d ban Rad flas Hadam Falek : Dela de Claris Hiert. My Macando (19.41), 78 Dan West 1 7 h Additions for the sables (1995) on Spine Barass or Frie

de Sharen Laura, Kelum and the Pherios. (1990), de Brian, McKenzie, 17.5 de Tem Zubrycki, 20 h., Cortma du ques Fontaine Houla-Ko et le file de el et dit vent (1990), de al Artauc G. Dalgos, P. Moun, 14 n., Cn. the. Waves of the Adnatic (1990), the Brain McKonno, 17 h : An Lahemio Brical & mois lunaire (1990) de Jecques Falck, les Demiers Martares (1990). 🛳 Noumann, Frederick Brenner 20 h. Cméma du réel : len Chemans de traverso (1990) d'Alain Tasmis. Voyages ac pays de la pouge (1960), de S. Abdallah, M. Lazzorata, R. Partura, 14 h. Re diament una fore à Berin-Est (1990), de Cathin Levy, Colporteude son état (1990), de Perine Bausair. 17 h. Vivre caché (1990), de Perine Geav. Darshan (1990), de Shephare Voyage & travers l'informed (1990), de Robert Albait, 20 A Cinéma du réel : Octovio (1990), ca Camillo de Casablanca et Patrick Bios sier. Chromque de l'illa du rei bosteen (1990), de Jérôma Bouyer les Jardins du Luxembourg (1990) 🐠 Joelle van Effenterro, Benazir Charte

- 234

A0437

leg sage

A1:53

A Section

Party

£ Ex

57.97

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS 2. grande galerte orte Saint-Eustach Forum des Halle (40-26-34-30)

(1990), d'Omar Amiralay, 17 h 10

SAMED! Les Folles Années -1920 1940 Vers la guerre : Actualités Gaumons Munich 1938 -la faiblesse des bons (1967) de Marcel Ophuls, 14 h 30 14 Vie artistique : Actualités allemendes 1938 (1938), Peter (bbetson (1935; de Henry Hathaway, 16 h 30 ; l'Avantgarde : Jean Renoir : Encyclopédie du cinéma français : Jean Renoir (1978) de Claude-Jean Philippe, Nana (1925) da-Jean Renoir, 18 h 30 , les Années olles : Actuafollie's de Danone (1957), l'Odyssee de Charles Lindbergh (1957) de Billy Wilder, 20 h 30.

DIMANCHE Les Folies Années -1920-1940 Vers la guerre : Actualités Gaumont. Munich 1938 -la malice des machants (1967) de Marcel Ophule, 14 h 30 : hs Années 30 Marcel Carné : Encyclopedie du cinéma français . Mercel Carco (1979) de Claude-Jean Philippe, Hûtmi du Nord (1935) de Marcel Carne, 16 h 30 ; la Crise : los Cambridiagns (1988) d'Henri de Turenne, Dans les rues (1933) de Victor Trivas, 18 h 30 . . les Années folles : la Futeur de vivre des années vingt (1963) de Jeon-Marie Drot, Quartet (1981) de James Ivory.

MUSIQUES

Une grande voix d'Asie

Hâji Bâbâ Huseynov, Soviétique d'Azerbaïdian

MUSIQUE D'AZERBAÏDJAN à la Maison

Tout commence en douceur par un long bercement incantatoire modulé dans les graves. Puis la voix prend son envol au fond de la gorge sous forme de vibratos effilés, de secousses de glotte en cascade, changeant de registre sans ménagement. L'exercice de chant traditionnel azéri prend alors les allures d'une épreuve où musiciens et muquam, thème modal qui sert de base à l'improvisation et dont l'usage s'est rénandu de l'Iran à l'Inde, jouent au chat et à la souris. Le maître doit savoir vaincre le cadre des figures imposées pour se livrer enfin à l'inspiration.

Hāji Bābā Huseynov a appris à gagner en douceur, sans démonstration excessive. Crâne chauve. petite moustache blanche bien taillée, ce Soviétique de Bakou, est, à soixante-douze ans, dans la fraîcheur de l'âge. D'où une sérénité poétique perceptible des son entrée en scène. Voilà donc livré à nos méditations un pur produit de cet Orient caucasien - lointaines ascendances perses, langue dérivée du turc, religion chiite et économie socialiste, - premier chapitre d'une trilogie consarée aux « Grandes Voix d'Asie » par la Maison des cultures du monde.

Chaque soir, le programme de Huseynov change de forme . Vendredi 8 mars, le bonhomme, tout sourire, avait dédié son premier concert parisien aux femmes, journée internationale oblige. Il ouvrait le récital avec un mugam enlevé, le mugam rast, avec à la clé une petite heure d'improvisation heureuse, menée à bout grâce à la grande complicité du trio. Musiciens subtils, Aqasalim Abdulaev au luth (*tår*) et Nazim Asadulaev à la vièle (kemanche), ont su rendre

ments naturellement discrets. Fins. précis, ils entremêlaient les tempos, la voix, les cordes, selon l'husentiment et insuffle le rythme, en francant du bout des doigts un' tambour rond, tendu à l'extrême, darf. Cascade délicate de joies, de tristesses effleurées, de drames instantanés et de malice retrouvée. Pour faire bonne mesure, après l'entr'acte, Huseynov avait opté pour le mugam shur, plus grave. plus dramatique, plus dense, question de rappeler la dureté des temps, passés, presents et à venir.

Huseynov enseigne le chant traditionnel azéri à l'Académie de musique de Bakou, capitale de la République d'Azerbaïdian, Les enregistrements où il figure sont rares. Il a pourtant composé plus de trois cents ghazal - forme poétique calquée sur le modèle persan en azéri. Grace à ses compositions et à ses recherches. Huseynov a preservé, enrichi le répertoire traditionnel. Il l'a transmis à des élèves dont certains. Alem Kassimov, Agakhan Abdullaev, ont atteint une notoriété internationale. Il ne fut ni inquiété ni encouragé dans sa tâche.

Ces mélopées, même si elles favorisaient le maintien d'une identité nationale, ne visaient en effet aux veux de Moscou qu'à chanter l'amour, la sagesse, les fruits de la terre, sans toucher à la politique ou à la religion. Jusqu'aux années 80, de Staline à Brejnev, on les regarda disparaître en les y aidant parfois un peu Aujourd'hui, le vent a tourné. La relève d'Huseynov est assurée.

VÉRONIQUE MORTAIGNE Musique savante d'Azerbaïdjan, du 8 au 16 mars, sulvi de Chant populaire et savant du Tadjikistan du 19 au 24 mars, à 20 h 30. 101 bd, Raspail, 75006. Tél.: 45-44-72-30.

Un bluesman français

PAUL PERSONNE à l'Olympia

Il y a plus d'un an (le Monde du 13 janvier 1990), Paul Personne prenait la route. Après avoir enreristré *la Chance*, bel album blues qui louchait un peu vers le rock FM, le bluesman entamait sa tournée par trois concerts au Batacian. Le guitariste, chanteur et auteur raconte la naissance du emune qui l'a accompagné tout au iong de l'année : « Je venais de quitter Phonogram [i] enregistre: maintenant pour Bird], j'avais du temps. J'allais souvent dans les cafés où l'on jouait, je faisals le bæuf, je prenais les téléphones des

Dès le Bataclan, ce groupe d'inconnus avait trouvé sa cohésion. 'aui s'est renforcée au long d'une tournée paresseuse, seulement une quarantaine de concerts. « Je me suis débrouillé pour éviter les jours où l'on n'a pas envie de jouer.» L'itinéraire comprenait un passage par le Québec : « J'ai trouvé une correspondance, la meme double identité, une culture françophone américaine. >

Quelques festivals sont prévus au printemps et en été, mais Paul Personne et son groupe donneront une grande fête de fin de route à l'Olympia. Pour le souvenir, un album en public a été enregistré (la Chance. live): « C'est un vrai album live. Je n'ai rien réenregistré à part deux ou trois chœurs. Je n'ai pas touché aux guitares, même si certaines notes n'étaient pas très heureuses. » Parce qu'avant d'être virtuose, élégant ou inventif (qualités dont Paul Personne n'est d'ailleurs pas dépourvu), un bluesman - à Chicago ou à Paris - se doit d'abord d'être honnête.

THOMAS SOTINEL ➤ Le 11 mars à 20 heures à l'Olympia, 28, bd des Capu-cines, Paris-9-.

Maurice RAVEL

Polygram et le procès des « Boréades »

Annès la parution dans le Monde Boréades?» article titré « Les éditions Stil gagnent en appel le procès des Boréades» et faisant état d'un arrêt de la quatrième chambre de la cour d'appel relatif à un droit posthume sur l'ultime opéra de Rameau, Polygram a tenu à porter à la connaissance des lecteurs du Monde ce que la multinationale qualifie d'a erreurs » dans l'interprétation de cet arrêt.

mercialisation du disque des Boréades par Polygram constituait une contrefaçon, ordonné en conséquence la remise des disques à A. Villain pour destruction et la confiscalion des recettes et condamné d'ores et déjà Polygram à payer à titre d'à-valoir à A. Villain 464 533,15 F, dont 225 000 F

» A. Villain demandait à la cour » La cour considère en effet que

qui lui étaient dus dès qu'il en a justifié, - n'a commis aucune faute en ne mentionnant pas les droits de A. Villain qui lui étaient alors incon-

néerlandaise, les droits de A. Villain sur le phonogramme.

» La cour, en revanche, a considéré que Polygram a commis une faute en mentionnant les droits de A. Villain lors du retirage des disques non sur les disques eux-mêmes mais sur leur pochette. C'est là la seule faute que la cour d'appel met à la charge de Polygram » Dans ces conditions, peut-on

dire justement que « les éditions Stil gagnent en appel le procès des

CORRESPONDANCE

M. Villain sur l'œuvre posthume de Rameau les Boréades dans la mesure où ce droit n'a jamais été contesté par personne.

« La plus grave erreur concerne le titre de l'article qui indique faus-sement « Les Editions Stil gagnent en appel le procès des Boréades» alors qu'en réalité les éditions Stil 'ant perdu pour l'essentiel en appel le procès des Boréades.

» Le tribunal de grande instance avait en effet jugé, le 26 janvier 1989, que la fabrication et la com-

qu'elle consirme ce jugement. » La cour d'appel de Paris a réformé le jugement du tribunal de grande instance de Paris du 26 jan-

Polygram: - ne s'est rendue coupable d'aucun acte de contrefaçon,

– a versé à A. Villain les droits

nus lors du premier tirage du pho- n'a pas commis de négligence fautive en ne mentionnant pas, sur fautive en ne mentionnant pas, sur la foi des renseignements donnés par la STEMRA, société d'auteurs

» En outre, il est inexact de dire que la cour d'appel de Paris a

FINAL COLOR

» Il est également inexact d'écrire que « Polygram a continué d'éditer les extraits des Boréades sans les mentions légales » alors que Polygram a bien fait figurer lesdites mentions légales mais sur la pochette des disques et non sur les disques eux-mêmes.

» L'article du Monde signale en conclusion que M. Villain est condamné à reverser une partie des dommages-intérêts fixés en première instance. Quel paradoxe pour quelqu'un qui selon le titre de l'articie aurait gagné en appel le procès des Boréades !»

[Polygram demandait à la cour d'ap-

- qu'Alaia Villain, membre de la SACEM, n'avait pas qualité pour assila base du contrat BIEM/IFP1; qu'il était mal fondé en toutes ses

qu'il devait restituer les 225 000 francs auxqueis le tribunal avait né les sociétés du groupe Paly-Subsidiairement : qu'Alain Villain

n'avait subi qu'un préjudice très limité. Que dit la cour dans son arrêt du 22 novembre 1990? qu'Alain Villain est recevable à

agir en justice contre une société pho-nographique qui est contractante des nographique qui est contracti sociétés d'auteurs en Europe; - que le contrat BIEM est un

trat que les sociétés d'auteurs rédigent dans l'intérêt de leurs membres et qu'Alain Villain est bien fondé à sontenir que ce contrat a été mai exécuté - que l'absence de mention du nom de l'éditeur sur les étiquettes des dis-

ques est une faute, car « cette mention témoigne du rôle actif de l'éditeur dans la divulgation d'ane œuvre qui saus hi serait demeurée inaccessible au

- toutefois, en raison des faits de la ause, et de la part de responsabilité des société d'auteurs, la cour réduit le montant des dommages et intérêts à 100 000 francs su bésélice d'Alain Vil-

COLETTE Mise en scène de Patrice CAURIER et Moshe LEISER هكذا من الإعلى

14º (43-20-12-00).

MIMA (7-.): Reflet Médicis Logos:
salle Louis-Jouvet, 5· (43-54-42-34);
Studio des Ursulines, 5· (43-2819-09); Républic Cinémas, 11· (48-0551-33); Studio 28, 18· (48-05-36-07).

51-33); Studio 28, 18; (46-06-36-07); MISERY (*) (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Danton, 6- (42-25-10-30); Gaumont, Ambasade, 8- (43-59-19-08); UGC Burritz, 8- (45-62-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94); UGC Opéra, 9- (45-94-94-94); UGC Opéra, 9- (45-94-94-94); UGC Opéra, 9- (45-94-94-94); UGC Opéra, 9- (45-94-94-94); UGC

MR AND MRS BRIDGE (A., v.o.)

Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08).

LE MYSTÈRE VON BULOW (A.

v.o.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; les Trois Balzac, 8 (45-61-

10-60).
MYSTIC PIZZA (A., v.o.): Pathé
Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82):
v.f.: Pathé Français, 9* (47-70-33-88).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A.,
v.o.): Studio Galande, 5* (43-54-72-71): Grand Pavois, 15* (45-54-88-85)

NIKITA (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1

NIKITA (Fr.): Gaumont Les Halles, 1-(40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2-(47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6- (42-22-72-80); Gaumont Ambas-sade, 8- (43-59-19-08); Fauvetta, 13-(43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14-(43-27-82-37); Gaumont Convention,

ON PEUT TOWOURS RÉVER (Fr.)

ON PEUT TOUJOURS REVER (Fr.):
Forum Orient Express, 1 (42-3342-26): Rex. 2 (42-36-83-93): Pathé
Marignan-Concords, 8 (43-59-92-82):
Pathé Français, 9 (47-70-33-88): Fauvette, 13 (43-31-58-86): Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06): Pathé
Clichy, 18 (45-22-46-01): Le Gamhette 20: 148-38-10-961.

20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-

01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Geumont Alásia, 14- (43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-89-52); Geumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); Pathá Wapler, 18- (45-22-46-01); Le Gambetta, 20- (46-36-

10-95).
OUTREMER (Fr.): Forum Orient
Express, 1• (42-33-42-26).
LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Pathé
Hautefeuille, 6• (46-33-79-38); George
V, 8• (45-62-41-46); Geumont Paresses 14-443-35-30-40).

LA PETITE SIRÈNE (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; Den-

fert, 14- (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

(45-74-95-40) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) ; Studio 28, 18- (46-06-

36-07); v.f. : Miramar, 14- (43-20-QUAND HARRY RENCONTRE

SALLY (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5-(43-54-42-34) ; Seint-Lambert, 15- (45-

Hollywood Boulevard, 9 (47-70-

SARABA, ADIEU MA TERRE

JAUNE (Por., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-

TILAI (burkinabé, v.o.) : Images d'aileurs, 5 (45-87-18-09).
TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) :

Ciné Beaubourg, 3: (42-7 1-52-36); Le Berry Zèbre, 11: (43-57-51-55).

46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-

UN FLIC A LA MATERNELLE (A.,

v.o.): Forum Orient Express, 1: (42-33-42-26); George V, 8: (45-82-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82); v.f.: Rex, 2: (42-36-83-93);

UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31)

UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59)

Fainvette Bis, 13 (43-31-60-74); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC

Convention, 15- (45-74-93-40) : Pathé

Clichy. 18 (45-22-46-01); Le Gam-

UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.) :

URANUS (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) : George V. 8 (45-62-41-46) : Fauvette, 13 (43-

31-56-86) ; Les Montparnos, 14- (43-

LA VILLE LOUVRE (Fr.) : Epée de

is-36-10-96).

Lucemaire, 6- (45-44-57-34).

nasse, 14 (43-35-30-40).

15- (48-28-42-27).

14- (43-20-12-06).

-

. . .

15 mg

. بدويته

美森 4

100

Vac.

22. -

ज्या व

.....

4 . **3** سنا چه مخبخه

No.

第二ツ

#10 #1

L 33.

....

.4<u>€</u> .7.€

eri: Seri:

SAMEDI Années 30 : le théâtre de bo Annees 30 : le meaure de bouleveru a l'écran : le Messager (1937), de Raymond Rouleau. 15 h : Arènes sanglames (1922), de Fred Niblo, 17 h ; les Chassas du Comte Zeroff (1932, v.o. s.t.f.), de Ernest B. Schodsak, 19 h 15; Toro , v.f.), de Carlos Velo,

DIMANCHE

Années 30 : la théâtre de boulevard à l'écran : Tovaritch (1935), de Jacques Deval, 15 h; le Signe de Zorro (1920), de Fred Niblo, 17 h; la Cucaracha (1958, v.o. s.t.f.), d'Ismael Rodriguez, 19 h ; Viva Zapsta (1952, v.o. s.t.f.), de Elia Kazan, 21 h.

PALAIS DE TOKYO SAMEDI

Hommage à Alberto Moravie : C'est la faute au soleil (1951), d'Alberto Moravia, les Indifférents (1989, v.o. s.t.f.), de Mauro Bolognini, 18 h ; les Indifférents (1964, v.o.), de Francesco Maselli, 20 h.

DIMANCHE Hommage à Alberto Moravis : la Clociara (1960, v.o. s.t.f.), de Vittorio de Sica, 18 h ; la Ciociara (1988, v.o.), de Dino Risi, 20 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI

Cinéma du réel : l'Infini des chemins lointains (1990), d'Andrzej Rozycki, Techqua Ikachi, la terre -ma vie (1990), de James Danauyumptewa, Agnès Barmentler, Anka Schmid, 14 h 30 ; The Women who smile (1990), de Joanna Head, A la recharche du lieu de ma nais-Head, A is recherche ou rieu de his head-sance (1990), de Boris Lehman, 17 h 30: Appel de l'ârme (1990), de Bekdchan Aitkoulouev, Sunless Days (1990), de Shu Kel, 20 h 30; Cinéma (1990), de Shu Kei, 20 h 30; Cinéma du réel: Samba to Slow Fox (1990), de Maria Stratford, Australia Daze (1990), de Pat Fiske, 14 h; My Survival as an Aboriginal (1990), d'Essie Coffey, Couldn't be Fairer (1990), de Dennis O'Rourke, 17 h; Pins and Needles (1990), de Barbara Chobocky, Stepping out (1990), de Chris Noonan, 20 h; Cinéma du réel: Jovna, Renskôtare Ar 2000 (1990), de Stefan Jarl, A 1-700 m de l'avenir (1990), d'Ulta Boje Rasmussen, 14 h; Hidden Faces (1990), de Claire Hunt, My Macondo (1990), de Den Weldon, 17 h; Adail, les filles des sables (1990), de Sylvie Banuts et Peter Heller, book -Fernme (1990), de Wilma Kiener et Dieter Matzka, 20 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Dans la splendeur de ce bonheur (1990), de Johann Feindt, Helga Reidemeister, 14 h 30 : les 7 Siméons (1990), de Herz Frank, 17 h 30 : Egaro Mile (1990), 20 h ; Cinéma du réel : For Love or Miney Cinéma du réel : For Love or Money (1990), de Megan McMurchy et Jeni Thornly, 14 h ; Making Biscuit (1990), de Sharon Laura, Kelvin and his Friends (1990), de Brian McKenzie, 17 h ; Women of the Iron Frontier (1990), de Lilias Fraser, Lord of the Bush (1990), de Tom Zubrycki, 20 h ; Cinéma du réel : Par les cheveux de bataile, d'Huréel : Par les cheveux de bataile, d'Hugues Fontaine, Houla-Ko et le fils du soleil et du vent (1990), de J. Artaud, G. Delbos, P. Mollo, 14 h ; On the Waves of the Adrietic (1990), de Brian McKenzie, 17 h ; Ait Lahcene, Briour du G. Delbos, P. Mollo, 14 n.; of the Waves of the Adriatic (1990), de Brian McKenzle, 17 h.; Ait Lahcene, 9-jour du 9-mois lunaire (1990), de Jacques Falck, les Derniers Marranes (1990), de Stan Neumann, Frederick Brenner, 20 h.; Cinéma du réel: les Chemins de traversa (1990), d'Alain Tasma; Voyages au pays de la peuge (1990), de S. Abdallah, M. Lazzarato, R. Ventura, 14 h.; 8s étaient une fois à Berlintest (1990), de Carbie Levy, Colporteur de son état (1990), de Permine Bauduin, 17 h.; Vivre caché (1990), de Patrick Geay, Darshan (1990), de Stéphane Diss, Voyage à travers l'infirmité (1990), de Robert Albert, 20 h.; (1990), de Robert Albert, 20 h.; (1990), de Gasablanca et Patrick Bloscaille de Casablanca et Patrick Bloscaille de Luxembourg (1990), de Joélle van Effenterre, Benazir Bhutto (1990), d'Omar Amiralay. 17 h 30; (1990), d'Omar Amiralay, 17 h 30

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Les Foiles Années -1920-1940 : Vers la guerre : Actualités Gaumont, Munich 1938 -la faiblesse des bons (1967) de Marcel Ophuls, 14 h 30 ; la Vie artistique : Actualités ellemand 1938 (1938), Peter ibbetson (1935) de Henry Hethaway, 16 h 30 ; l'Aventgarda : Jean Renoir : Encyclopédie du cinéme français : Jean Renoir (1978) de Claude-Jean Philippe, Nana (1925) de Jean Renoir, 18 h 30 ; les Années folles : Actuafollie's de Danone (1987), l'Odyssée de Charles Lindbergh (1957) de Billy Wilder, 20 h 30.

Les Foiles Années -1920-1940 : Vers la guerre : Actuelités Gaumont, Munich 1938 -la malice des méchants DIMANCHE (1987) de Marcel Ophuls, 14 h 30 ; les Années 30 : Marcel Carné : Encyclopédie du cinéma français : Marcel Camé (1979) de Claude-Jean Philippa, Hôrel du Nord (1935) de Marcel Carné, 16 h 30 ; la Crise : les Cambriolages (1988) d'Henri de Turenne, Dans les rues (1933) de Victor Trives, 18 h 30 ; les Années folles : la Fureur de vivre des amées vingt (1963) de Jean-Marie Drot, Quartet (1981) de James Ivory, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (**) (A., v.o.) Cinoches, 6• (46-33-10-82); Grand Pavois, 15• (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). ALICE (A., v.o.) : Giné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) : Action Rive Gauche, 5-(43-29-44-40) : UGC Danton, 8- (42-

(43-29-44-40); UGC Danton, 6- [42-25-10-30); UGC Rotonde, 6- [45-74-94-94]; La Pagode, 7- [47-05-12-15]; UGC Champs-Elysées, 8- [45-62-20-40]; UGC Opéra, 9- [45-74-95-40]; 14 Juillet Bastille, 11- [43-57-90-81]; Escurial, 13- [47-07-28-04); Mistral, 14- [45-39-52-43]; 14 Juillet Basugranelle, 15- [45-75-79-79]; UGC Maillot, 17- [40-68-00-16]; v.f.: Pathé Impérial, 2- [47-42-72-52]; Saint-Lazare-Pasquier, 8- [43-87-35-43]; Les Nation, 12- [43-43-04-67]; UGC Gobelins, 13- [45-61-94-95]; Pathé Montparnasse, 14- [43-20-12-05]; UGC Convention, 15- [45-74-93-40]; Pathé Clichy, 18- [45-22-48-01].

Convention, 15- (45-74-93-40); Pathe Clichy, 18- (45-24-46-01).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.); Gaumont Las Halles, 1- (40-26-12-12); 14- Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.); Lucernaire, 8- (45-44-57-34).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4. (42-78-47-86).; Saint-Lambert, 15. (45-32-

Odéon, 6- (43-26-19-68).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) :

LE GHAND SIMULATEUR (BRIL., v.o.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); George V, 8- (45-62-41-46); Sept Parnessiens, 14- (43-20-32-20); v.f.: Pathé Français, 9- (47-70-33-88).

LES FILMS NOUVEAUX

TELS PÈRES TELLE FILLE. Film américain d'Emile Ardolino, v.o.: Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); UGC Danton, 6- (42-25-10-30); George V. 8- (45-62-4-46); UGC HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER. (**) Film américain de John McNaughton, v.o. ; Racine RAGAZZI. Film français de Mama MAKSAZZI. Film français de Mama Keita : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8- (45-62-41-46) : Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20) ; Pethé Clichy. 18- (45-22-46-01) ROSENCRANTZ & GUILDENS-TERN SONT MORTS. Film américein de Tom Stoppard, v.o.: Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); George V, 8- (45-62-41-46); Sept

LE CERCLE DES POÈTES DISPA RUS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (48-33-10-82) ; George V. 8 (45-62-41-46). LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.): Gaumont Ambassade, 8- (43-59-

Parnessiens, 14 (43-20-32-20).

19-08).

CINÉMA PARADISO (Fr.-it., v.o.):

Ciné Beaubourg. 3° (42-71-52-36);

Grand Pavois, 15° (45-54-46-85).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.):

Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); UGC
Odéon, 6° (42-25-10-30); UGC
Tdomphe 8° (42-74-02-50); Ogco-Odéon, 6ª (42-25-10-30); Para-Triomphe, 8º (45-74-93-50); Para-mount Opéra, 9º (47-42-58-31); UGC Lyon Bastille, 12º (43-43-01-59); UGC Gobellns, 13º (45-61-94-95); Mistrel, 14 (45-39-52-43) ; Sept Pamessiens, 14 (43-20-32-20) ; Le Gembetta, 20-

(46-26-10-96). DANCIN' THRU THE DARK (A., DANCIN' THRU THE DARK (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34); Pathé Marignan-Concorda, 8- (43-59-92-82); La Bastille, 11- (43-07-48-60); Escurial, 13- (47-07-28-04); Sept Pérnassians, 14- (43-20-23-20). Sept Parnassians, 14 (43-20-32-20).

DANSE AVEC LES LOUPS (A.

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33): Bretagne, 6- (42-22-57-97); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30): Gaumont Ainbessade, 8- (43-59-19-08); UGC Normandie, 8- (45-63-16-16); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); v.f.: Rex-(le Grand Rex), 2- (42-38-83-93); Fauvette, 13- (43-31-56-86); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01); Le Gambetta, 20- (48-36-10-96).

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Cinoches, 6 (46-33-10-82); Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33).

Cinémas. 11º (48-05-51-33).

LA DISCRÈTE (Fr.): Gaumont Les Halles. 1º (40-26-12-12): Gaumont Opéra. 2º (47-42-60-33): Pathé Hausefeulle. 8º (46-33-79-38): Gaumont Ambassade. 8º (43-59-19-08): La Bastille. 11º (43-07-48-50): Gaumont Parnasse. 14º (43-35-30-40): Gaumont Alésia, 14º (43-27-84-50).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.):

Alesia, 14 (43-27-84-90).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.):

Cinoches, 6 (46-33-10-82).

DOC'S KINGDOM (Fr.-Por., v.o.):

L'Entrepôt, 14 (45-43-41-83).

L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63).
L'EVELL (A., v.o.): Forum Horizon, 1(45-08-57-57); Pathé Impérial, 2- (4742-72-52); 14 Juillet Odéon, 6- (4355-59-83); Pathé Hautefeuille, 6- (4833-79-38); UGC Rotonde, 6- (45-7494-94); Pathé Marignan-Concorde, 8(43-59-92-82); UGC Normandie, 6-83-93); Paramount Opera, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Pauvette, 13 (43-31-56-86); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montpernasse, 14 (43-20-12-05); Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94); Le

Gambetta, 20-(46-36-10-96). L'EXPÉRIENCE INTERDITE (*) (A. v.o.): UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50): v.f.: Bretagne, 6- (42-22-57-97): Paremount Opéra, 9- (47-42-

56-31).
FENETRE SUR PACIFIQUE (A. v.o.): UGC Rotondo, 6: (45-74-94-94): UGC Blarriz, 8: (45-82-20-40): v.f.: UGC Opera, 9- (45-74-95-40).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.): Utopia Champolion, 5- (43-26-

LA FRACTURE DU MYOCARDE LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.): Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36): 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83): 14 Juillet Parnasse, 6- (43-25-58-00); George V, 8- (45-62-41-46): 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81): Geumont Alésia, 14- (43-27-84-50): Bienventie Montparnasse, 15- (45-44-25-02); Geumont Convention, 15- (48-28-42-27).

GÉNIAL, MES PARENTS DIVOR-CENT (Fr.): George V. 8: (45-62-41-46): Pathé Français, 9: (47-70-33-88); Les Montparnos, 14: (43-27-52-37): Pathé Wepler II, 18: (45-22-47-94).

GHOST (A., v.o.): UGC Triomphe, 8-(45-74-93-50); v.f.: UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94).

Studio des Ursulines, 5. (43-26-19-09) ; Gaumont Alésia, 14. (43-27-LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). LE GRAND SIMULATEUR (Brit.,

47-86); Saint-Lambert. 15- [45-32-91-88].
BOUGE PAS, MEURS, RESSUS-CITE (Sov., v.o.): Utopia Chempoliion, 5- (43-26-84-65).
LE BRASIER [Fr.]: Cinoches, 6- [46-33-10-82]; Les Montparnos, 14- [43-27-52-37].
LA CASA DE BERNARDA ALBA (Esp., v.o.): Latina, 4- (42-78-47-88].

Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montpamesse, 6 (45-74-94-94); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Les Nation, 12 (43-43-04-67); Fauvatte Bis, 13- (43-31-60-74); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) : UGC Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18. (45-22-

94-95); Gaumont Alésia; 14- (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15-(45-75-79-79); Bienvende Montpar-nasse, 15- (45-44-25-02); UGC Mail-lot, 17- (40-68-00-16); v.f.: UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94); Saint-lazare | Montparnasse, 6° (45-74-84-94); | Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43); Paramount Opére, 9° (47-42-56-31); Les Nation, 12° (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epes de Bois, 5- (43-37-57-47).

01-59) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18- (45-HENRY & JUNE (") (Fr., v.o.) : 22-47-94}.

Cinoches, 6: (46-33-10-82). (48-24-88-88) ; Sept Parnassiens, 14-

(48-24-88-88) : Sept Pernassieris, 14(43-20-32-20), HIGHLANDER, LE RETOUR (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (45-63-18-16) : v.f. : Rex. 2 (42-36-93-93) :

18-16); v.f.: Rex, 2• (42-36-83-93); UGC Montparesse, 6• (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95). L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.); Rex, 2• (42-36-83-93); UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95); Miramar, 14• (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15• 20-89-52); Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18-(45-22-47-94). HOT SPOT (*) (A., v.o.); Ciné Beau-

bourg. 3- (42-71-52-36) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) : UGC Triompha, 8-(45-74-93-50) L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-

10-82) J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fin., v.o.): Les Trois Loxembourg, 6- (46-33-97-77); Républic Cinémas, 11- (48-06-61-27)

05-51-33).

JU DOU (Chin., v.o.) : Les Trois
Luxembourg, 6- (46-33-97-77).

KORCZAK (Pol.-All.-Fr., v.o.) : 05-51-33). Cinoches, 6: (46-33-10-82). LES LIAISONS DANGEREUSES (A.,

v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Grand Psvois, 15- (45-54-46-85). MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.o.): George V, 8- (45-62-41-46); v.f.: Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.) : George V. 8: (45-62-41-46).
MILLER'S CROSSING (7) (A., v.o.):
Forum Horizon, 1: (45-08-57-57);
Pathé Hautefeuille, 6: (46-33-79-38):

THÉATRES Pathé Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82); Sept Parnassiens, 14: (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79); v.f.; Pathé Français, 9: (47-70-33-88); Pathé Montparnasse, 14: (42-20-12-08)

BMC. Saint-Denis. Théâtre

MEDEE. Elancourt. Le Pollen (30-

LA MEDUSE APPROIVOISEE. La Grenier (43-80-68-01) (mer., jeu.,

fin (42-96-29-35) (sam., dim.) 23 h 30 (6)

NO PROBLEM. Movie's (42-74-14-22) (dim.) 20 h 30 (5).
FALSTAFF. Vanves. Théâtre le Vanves (46-45-46-47) jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 15 h (7).
MADAME ANGOT. Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15) (dim. soir, kn.) ; dim. 15 h (7).
MUSIC HALL, MUSIC HALL Les Etiles (45-42-74-30) (dim., km., mar., mer.) ; jeu., ven., sam.

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). On n'en meurt pes : 19 h 15. AMANDIERS DE PARIS (43-68-12-17). Temps de chien : 20 h 30, dim. 15 h 30.

17 h 30 et 21 h, dkm. 15 h 30.
ARCANE (43-38-19-70). Satie rie jaune: 20 h 30, dim. 17 h.
ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). La Fille de Rimbaud: 16 h et 20 h 30, dim. 16 h.
ATALANTE (46-06-11-90). Sextuor banquet: 20 h 30, dim. 17 h.
ATELIER (46-06-49-24). Le Maître de go: 21 h, dim. 15 h 30 (à bureaux fermés).

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3. QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercices de style: 18 h 30, dim. 16 h. Les Nouvelles Confessions: 19 h. Le Long Retour Pièces de la mer: 20 h 30. Lo To Folo ou les Fèlés d'arnour: 22 h. BERRY (43-57-51-55). Brouillons de vie: 20 h 30, dim. 17 h. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). La Facture: 17 h 30 et

60-24). La Factura : 17 h 30 at 20 h 45, dim. 15 h 30. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). 19* (43-32-3 - 1-04). PRETTY WOMAN (A., v.o.): UGC Danton, 6* (42-25-10-30); UGC Biar-ritz, 8* (45-62-20-40); UGC Opéra, 9*

CARTOUCHERIE EPEE UE BOIS (48-08-39-74). Le Marchand de Venise: 20 h 30, dim. 16 h. CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Salle II. La Nuit du père: 21 h, dim. 16 h 30.

Nuit du père : 21 h, dim. 16 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Iphigénie à Aulis en alternance : 15 h 30, jeu., ven. 19 h 30. lohigénie, Agamemnon, les Choéphores (alternance) : 15 h 30 et 19 h 30, dim. 13 h. Agamemnon en alternance : 19 h 30, dim. 13 h. Dim. Agamemnon-Choéphores : 13 h. CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). La Peau et les Os : 20 h 30, dim. 16 h. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-(43-54-42-34); SBIR-LBIRGE; 15 (43-32-91-68). REZ-DE-CHAUSSÉE (Sov., v.o.): Lucameire, 6: (45-44-57-34). SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.): Epée de Bois, 5: (43-37-57-47); Studio Galande, 5: (43-54-72-71); Lucamaire, 6- (45-44-57-34). LE SANG DES HÉROS (A., v.f.) :

78-44-45). Le fond de l'air effraie : 21 h, dim. 15 h 30. CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). La Nuit verticale : 21 h, dim. (damière) NATALE (Jap., v.o.): Utopia Champolion, 5- (43-26-84-65).
SOUVENIRS DE LA MAISON

SITAIRE (45-83-38-69). Grande salle. Adonis: 20 h 30. La Galerie. L'incon-nue de Calais: 20 h 30. La Resserre. Jacques le fataliste et son maître: 26-48-18).

TAXI BLUES (Fr.-Sov., v.o.): 14 Juliet Parnasse, 6- (43-26-58-00).

THELONIOUS MONK (A., v.o.): Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-08): Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33).

43-41). Maison de poupée : 20 h 30, dim. 15 h 30. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Drôle de goûter! : 19 h et 21 h 30, dim.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES

Berry Zabre, 11 (43-57-51-55).

LE TRIOMPHE DE BABAR
(Fr.-Can.): Club Gaumont (Publicis Matignon), 3 (43-59-31-97); George V, 8
(45-62-41-46); Fauvette, 13 (43-3156-86); Gaumont Alésia, 14 (43-2784-50); Les Montpamos, 14 (43-2752-37); Gaumont Convertion, 15 (4828-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-2246-01); Le Gambette, 20 (46-36-22-22). La Comédie de l'amour

PARIS EN VISITES

«L'Opéra, chef-d'œuvre de Charles Garnier», 13 h 15, hall d'entrée (E. Romann). «La peinture italienne au Louvre, de Giotto au Caravage», 14 h 30, entrée porte Jaujard (P.-Y. Jaslet). «L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux de Hausamann», 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autre-fois).

fois).

«Les appartements royaux du Louvre », 14 h 30, portail église Saint-Germain-l'Auxernois.

«Les peintres de Montparnasse », 14 h 30, Closerie des litas, 171, boulevard du Montparnasse (Paris historique).

ct. Institut Pasteur. Souvenirs personnels du savant et travaux de l'Institut », 14 h 30, 25, rue du Docteur-Roux (t. Hauller).

«L'église Saint-Sulpice et sa crypte», 14 h 30 (lampe de poche), en bas des marches (S. Rojon-Kern).

« Hôtels et jardins du Marals. Place das Vosges», 14 h 30, sortie métro Seint-Paul (Résurrection du passé).

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Gérard-Philips (42-43-17-17) (dim. soir, km.) 20 h 30; dim. 17 h (6).

BROUILLONS DE VIE. Berry (43-57-51-55) (dim. soir, kun.) 20 h 30 ;

dim. 17 h (6).

DECONNAGE IMMEDIAT, Grand Théâtre d'Edgar (43-20-90-09) (dint., lun.) 20 h 15 : sam. 18 h (6). LE MANOIR DE DIVINE. Meison de la poésie (42-36-27-53) (dim. soir, km.) 20 h 30 ; dim. 16 h (6).

62-82-81) mer., jeu., van., sam. 20 h 45 ; dim. 15 h 30 (6). ven.) : sam. 22 h (6). LES NEGROPOLITAINS. Au bec

NO PROBLEM. Movie's (42-74-

mer.) ; jeu., ven., sam.

20 h 30 (7). HUMAINS, ENCORE UN EFFORT POUR ETRE AMOU-

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). En conduisant miss Daisy : 17 h 30 et 21 h, dkm. 15 h 30.

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3.

Ce soir, c'est gratuit : 20 h 30. Les Femmes des gens : 22 h. CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-

CING DIAMANTS (45-80-51-31). Oncie Vania: 20 h 30, dim. 17 h 30. CITÉ INTERNATIONALE UNIVER-

20 h 30. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-

(47-23-37-21). Chevallier-Laspales : 21 h. dim. 15 h 30. COMÉDIE ITALIENNE (43-21-

REUX. Dix-Huit Théâtre (42-26-

47-47) (dim. soir, lun.) ; van., sam., mar. 20 h 30 ; dim. 18 h (8). LA PEAU ET LES OS. Cartouche ries Théâtre de l'Aquarium (43-74-99-61) (dim. soir, lun.) 20 h 30; dim. 16 h (8).

VENUS ET ADONIS. Epinay-sul Seine. Maison du Théâtre et de la Danse (48-26-45-00) mer., jeu., ven. 21 h (8).
FRANÇOIS VILLON OU LA BAL-LADE D'UN MAUVAIS GARÇON.
Théâtre de Nesle (46-34-61-04)

(dim.) 19 h (11). UN CORPS EN TROP. Théâtre de

UN CORPS EN TROP, Theatre de Nesle (46-34-61-04) 20 h 30 (11). L'AMOUR MEDECIN. Vincemes. International Visual Théêtre (43-65-63-63) (dim., lun.) 20 h 30; sam. 16 n (12). LES FRUITS D'OR. Paris-Villette (42-02-02-68) (dim. soir, km.) 21 h; dim. 16 h 30 (12).

GEORGES DANDIN. Guichet

GEORGES DANDIN. Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim., lun.) 22 h 15 (12). LA NOCE CHEZ LES PETITS-BOURGEOIS. Théâtre de la Main-d'Or-Belle-de-Mai (48-05-67-89) (dim act lun.) 20 h 20 - dim. 15 h (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h

ONCLE VANIA. Théâtre Paris-Plaine (40-43-01-82) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 17 h (12). PHEDRE. Athénée-Louis-Jouvet (47-42-67-27) (dim., km.) mer., jeu., ven., sam. 20 h 30; mar. 19 h (12).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Le Barbier de Séville ou la Précaution inutile : 20 h 30.Dim. La Folle Journée ou le Mariage de Figaro : 14 h. CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGUSE SAINT-EUSTACHE) (42-21-09-48). Le

Genèse, d'après la Bible : 15 h et 20 h 30, mer., jeu. 18 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Bon weekend Monsieur Bennett : 21 h, dim.

15 h 30. DECHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Cing pas dans la tendresse : 21 h, dim. 17 h. DEUX ANES (46-08-10-26). L'Hu-mour en coin : 21 h, dim. 15 h 30. DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47).

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47).
Humains, encore un effort pour être amoureux!: 20 h 30, dim. 16 h.
EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres: 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de feire: 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Même heure l'année prochaine: 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.
ELDORADO (42-49-80-27). La bella de Cadix: 14 h 30. dim. 14 h. de Cadix: 14 h 30, dim. 14 h. ESPACE ACTEUR (42-82-35-00).

Description d'un combat : 20 h 30, dim. 16 h. ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Jeu de l'amour et du hasard : 18 h 45, dim. 18 h. La Mouette : 20 h 45, dim. 20 h. Baudelaire : 22 h 30, dim.

16 h 45. ESSAION DE PARIS (42-7) La Flamme au foyer : 15 h. Salle I. L'Hi-rondelle : 20 h 30, dim. 16 h. Salle II. Le Tourment de Dieu : 20 h 30, dim 16 h.Dim. Détail d'un coucher de soleil

FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (40-78-87-91). Zistoir Rosette: 20 h 30. FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves: 15 h 30 et 20 h 45, dim.

15 h 30.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Coiffure pour dames: 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.
GARE DE LA MER (48-87-66-37). A Kind of Alaska and Victoria Station: 20 h 30.
GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-00-00). Pérsonage immédiat: 18 h

20-90-09). Déconnage immédiat : 18 h et 20 h 15. San Antono : 22 h. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Un p'tit vélo dans la tête : 19 h. Bouz'Loui' Tête de mouton : 20 h 30. La Farce du roi Force :

HALLE SAINT-PIERRE (42-58-22 h 15. HALLE SAIN I-FIERRE (12-20-20)
74-12). Les Origines de l'homme :
15 h. dim.. mar. 15 h.
HOTEL LUTETIA (SALON TRIANON) (47-70-32-83). Conversation sur l'infinité des passions : 20 h 45, dim.

16 h. HUCHETTE (43-26-38-99). La Can-tatrice cheuve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Les Nuits de Terayams : 21 h 30. L'ESPACE (42-45-13-20). Sans titre, les Muses mutines : 21 h.

LUNDI 11 MARS

«L'Institut Pasteur. Souvenirs per-

«De Chopin à Bizet : les plus célè-

bres musiciens du Père-Lachaise », 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménlimontant (V. de Langlade). «L'Opéra Garnier», 15 heures, en haut des marches, à gauche (Tou-risme culturei).

CONFÉRENCES

23, quai de Conti, 14 h 45 : « Le progrès économique, contribution insuffisante à l'épuration des mœurs », par J. Plassard (Académie

des sciences morales et politiques). Verrières-le-Buisson, salle des fêtes ele Colombier», 14 h 15 : Comment travaille un historien », par A. Conte (Les lundis de Verrières). Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 18 h 30 : « Designers français au Japon » (Les lundis du

Luc ni suite page 14 | mière fois à la Révolution, puis à La loi du 28 novembre 1990 (1), code des communes.

27-52-37)

betta, 20 (

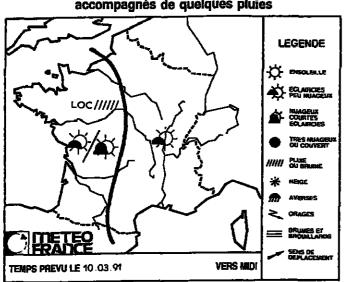
10-96).

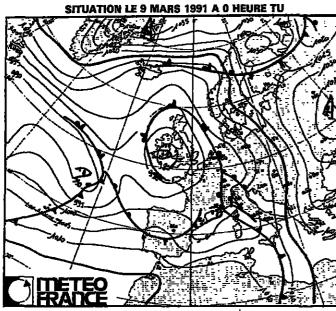
Bois, 5- (43-37-57-47).

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 10 mars Nuages plus nombreux sur la moitié Ouest accompagnés de quelques pluies



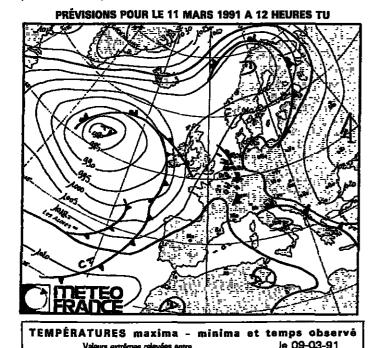


Evolution du temps à moyenne échéance.

Lundi et mardi, un passage pluvieux devrait affecter la plupart de nos régions. Les températures, quoique en légère baisse, resteront très douces.

Lundi 11 mars : pluies sur l'Ouest. - La matinée sera assez nuageuse dans l'ensemble. On conservera même quelques bancs de brume ou brouillard localement, en particulier dans le Sud-Ouest. En cours de matinée, les puages se feront de plus en plus nombreux sur le quart nord-ouest de notre pays, où ils donneront des pluies en milieu de journés.

L'après-midi, on pourra profiter de quelques éclaircies sur la moitié est. tandis que la couverture nuageuse s'épaissira progressivement sur toutes les régions de la moitié quest, occasionnant çà et là quelques précipitations. Les pluies ainsi que le vent se renforceront en soirée sur la Bretragne. Les températures minimales seront comprises entre 2 degrés et 6 degrés du Centre au Centre-Est, entre 6 decrés et 9 degrés près de la Méditerranée et entre 4 degrés et 8 degrés ailleurs. Les températures maximales évolueront généralement entre 11 degrés et



16 degrés.

	Vaceurs extramas raevees entre 1991 à 18 heures TU et le 09-03-91 à 6 heures TU				
FRANCE AJACCIO 19 12 P BLARRITZ 15 10 N BORDEAUX 18 10 N BOURGES 14 9 D BREST 10 9 P CAEN 13 8 N CHERBOURG 12 9 C CLERBOURG 12 9 C CLERBOURG 12 9 C CLERBOURG 12 8 B LILLE 13 8 N LINGGES 13 7 A LYON 12 8 B MARSEILLE 14 10 P NANCY 14 3 C NAMTES 14 9 C NAMTES 14 10 P PAU 17 8 N	TOULOUSE 14 10 0 TOURS 15 9 D FORNTEA-PITRE ÉTRANGER ALGER 14 14 D AMSTERDAM 12 11 C ATHÈRISS 18 12 B BANGKOK 35 23 N BARCELONG 13 11 D BELGRADE 6 6 C BERLIN 10 6 N BRUKSLES 11 11 N COPENHAGUE 6 2 N DAKAR 20 13 D DELHI 26 15 D DJEZBA 31 15 T CENEVE 14 9 C BONGKONG 25 21 D STANBUL 8 4 D	LOS ANGELES 22 10 D LUXEMBOURG 12 9 C MADRID 11 8 B MARRAKECH 16 11 D MEXICO 33 13 B			
PERPIGNAN 16 12 N RENNES 14 10 N STETIENNE 13 7 B STRASBOURG 13 7 D	JÉRIISALEM 13 8 P 1E CAIRE 22 12 D LISBONNE 15 12 A LONDRES 14 14 N	TUNIS	١		
A B C cid convert	D N Ciel orage	P T * pluie tempète peige			

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ » Ne pas manquer ; ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 9 mars

TF 1 20.55 Variétés : Sébastien c'est fou l 22.45 Magazine : Ushuaïa. 23.50 Magazine : Formule sport. 0.40 Au trot. 0.45 Journal et Météo

A 2 20.50 Soirée spéciale : La seizième nuit des césars. 23.10 Journal et Météo. 23.35 Série : Médecins de nuit.

0.30 Flash d'informations. FR 3 De 20.00 à 0.00 La SEPT

0.00 Série : Lola et quelques autres. 0.30 Magazine : L'heure du golf. **CANAL PLUS**

20.30 Téléfilm: Le dernier mensonge. 22.00 Les Nuls... l'émission. 22.50 Flash d'informations.

Vidéo gag.

Invité : Javier Perez

et Tapis vert.

Çiné dimanche.

0.45 Musique : Soirée Mozart

L'odyssée sous-marine

0.20 Journal et Météo.

13.35 Dimanche Martin (et à 15.50). 15.00 Série : Mac Gyver.

16.40 Série : Euroflics.

de l'équipe Cousteau. 18,25 Flash d'informations.

18.30 Magazine : Stade 2.

19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo.

Musiques au cœur. 23.30 Journal et Météo.

13.30 Magazine : Musicales.

Sports 3 dimanche. 18.30 Dessin animé : Babar.

14.30 Expression directe.

23.55 Série : Le saint.

FR 3

14.50 Magazine :

19.00 Le 19-20

généraux. 22.15 Magazine :

17.35 Documentaire :

18.50 Loto sportif.

0.15 Au trot.

23.00 Cinéma : Lady Beware. ■■.

0.45 Cinéma : Colors. ■

2.40 Cinéma : La chasse aux plaisirs.

LA 5

20.45 Téléfilm : Comment réussir son divorce. 22.50 Téléfilm : Poursuite sans pitié. 0.20 Journal de minuit. 1.00 Il me faut 1 million.

M 6 20.35 Téléfilm : Dallas, quand tout a commencé. 23.00 Téléfilm : Calibre 38. 0.15 Six minutes d'informations. 0.20 Musique: Rapline. 0.50 Musique: Boulevard des clips. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT 21.00 ➤ Soirée spéciale Manu Dibango. 22.05 Scir 3. 22.20 Soirée spéciale

Dimanche 10 mars

LA 5

13.20 Série : Hooker. 14.15 Série : Rick Hunter, 15.00 Série: Arnold et Willy. inspecteur choc. 15.30 Les courses en direct d'Auteuil. Agence tous risques. 16.05 Divertissement :

15.50 Dessin animé : 16.30 Disney parade 17.55 Magazine : Téléfoot. 19.05 Magazine : 7 sur 7.

18.10 Série : de Cuellar. 20.00 Journal, Météo 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.50 Cinéma : Tootsie. Bu 22.45 Magazine :

20.40 Journal des courses. 20.45 Divertissement : Coluche, Le Luron, est-ce bien raisonnable 22.50 Cinéma : Le pacha. 🛭

0.00 Journal de minuit.

13.55 Série :

14.20 Téléfilm : Jayne Mansfield. 16.45 Série : Roseanne.

18.30 Série : 20.50 Série : Renseignements Les routes du paradis.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Magazine : Sport 6.

de femme. 22.15 M6 express. 22.20 Capital. 22.35 Cinéma:

La femme pervertie. 0.10 Six minutes de l'information 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Soirée spéciale : d'informations.

Tino Rossi.
'22.00 Magazine : Le divan. 22.20 Journal et Météo. 22.40 Cînéma : La chasse à l'homme (Man hunt). 💶

0.20 Musique: Carnet de notes.

CANAL PLUS 14.00 Série: Nick Mancuso,

les dossiers secrets du FBI. 14.45 Sport : Rugby. 16.40 Dessin animé : Les Simpson. 17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.).

18.00 Cinéma : Les aventures de Chatran. En clair jusqu'à 20.40

19.15 Flash d'informations. 19.25 Dessins animés :

Ça cartoon. 20.30 Dis Jérôme... ? Magazine : L'équipe du dimanche. 20.40 Cinéma :

La Baule-les-Pins. 🗆 22.10 Flash d'informations. '22.15 Magazine :

L'équipe du dimanche 1.00 Cinéma Erreur de jeunesse. 💵

13.20 Série: Wonder woman.

Denis la malice. 16.00 Série : Lou Grant. 16.50 Dessin animé : Denis la Malice.

17.05 Série : Bergerac. La toi de Los Angeles.

20.00 Journal.

21.45 Magazine : Le club F 1.

LA 6

13.25 Série :

La famille Ramdam. 15.55 Série : L'ami des bêtes.

17.10 Série : L'aventurier. 17.40 Série : L'homme de fer.

19.25 Magazine : Culture pub.

20.35 Téléfilm : Un sacré bout

0.15 Magazine : Sport 6.

0.25 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

15.30 Documentaire :

Voyage en Amérique sur un cheval emprunté 16.30 Téléfilm : L'homme idéal pour une mission délicate.

18.10 Documentaire: Il ne suffit pas aue Dieu soit avec les pauvres. 19.25 Images.

19.35 Documentaire : Allegro Barbaro. 20.00 Ici bat la vie.

20.30 Cinéma: La mer cruelle. 💵 22.10 Court-métrage :

La transe. 22.30 ▶ Cinéma : Reporters.

Du kındi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une ámission de GILBERT DENOYAN

avec ANNICK COJEAN et la collaboration du « Monde :

CARNET DU Monde

- Les membres de l'Association

Paléorient ont la tristesse de faire part du décès de

Jean PIVETEAU,

(Le Monde du 9 mars.)

- Seint-Denis-sur-Sarthon (Orne).

Le docteur et M= Michel Puech

M= C. Saint-Martin, M. et M= Bernard Saint-Martin

ont la douleur de faire part du décès de

M. Algie SAINT-MARTIN.

ncien élève de l'École polytechnique chevalier de la Légion d'honneur

survenu dans sa soixante-cinquième année, le 4 mars 1991.

Manifestations du souvenir

A l'occasion du deuxième anniver-saire de sa disparition, des amis fidèles

Raissa FLEISER

envisagent de se réunir autour de sa tombe au cimetière parisien de

Bagneux (113 division, 5 section, nº 2), le jeudi 14 mars 1991, à 17

CARNET DU MONDE

40-65-29-94 on 40-65-29-96

Tarif: la ligne H.T.

Les fignes en capitales grasses sont facturées sur la base de

deux lignes. Les lignes en blanc

imum 10 lignes.

ires et facturées.

Le Courtillerot, 61420 Saint-Denis-sur-Sarthon.

et leurs enfants, M= Pierre Pinsolle, M. et M= Jacques Caunegre

et leurs enfants, 7 M. et M= Jean Pinsolle

et leurs enfants, Les familles par

et leurs enfants, M. et M. François Delaplace

leurs enfants, M. et M= Michel Duval

et leurs cafants, M. et M= Pascal Fiocre

et leur fils. M. Laurent Saint-Martin,

leur président,

à Paris, le 7 mars 1991.

Me Alain Saint-Martin,

- M= Camille Autrusson, son épouse, André et Marie-José Autrus Bruno et Marie-Claude Autrusson Dupuis, Bertrand Autrusson

Ses arrière-petits-enfants, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Camille AUTRUSSON, survenu le jeudi 7 mars 1991, dans sa

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 11 mars, à 13 h 45, en l'église Saint-Nicolas de Nantes.

M. Henri Ruck et Mnée Nadia Brenner, Le docteur Albert Brenner et Ma, née Michèle Sapin, Et toute la famille,

M. Joseph BRENNER.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-mité familiale, le mardi 26 février 1991, au cimetière de Lille-Sud (Nord).

117, rue du Molinel, 59800 Lille.

font part du décès de

- M≈ Luna Cohen, son épouse, Daniel Cohen, Harry Cohen, Elisabeth Coher

ses cafants, Les familles Cohen, Be tar, Dahan, Sibony, ont la douleur de faire part du décès de

M. Haron COHEN,

survenu le 1e mars 1991, dans sa soixante-dixième année, à El Jadida (Maroc).

Les obseques auront lieu le lundi 11 mars, à 14 heures, au cimetière de

Ni fleurs ni couronnes.

28, rue de Naples, 31500 Toulouse.

- Les familles Dehoux, Taillebot, Deswartes, Grafmeyer, ont la douleur de faire part du décès de

Sezance DEHOUX-TAILLEBOT,

survenu dans sa soixante-cinquième année, le 5 mars 1991.

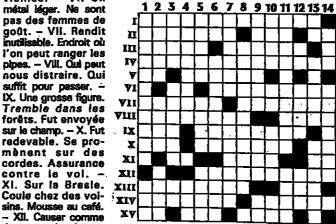
Les funérailles ont en lieu dans l'inti-mité, le 7 mars, à Retournac (Haute-Loire).

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 5473

HORIZONTALEMENT

?. Quand on y entre, on évite évidemment de se montrer. – il. Ce qui était laissé par l'étranger qui passait. Un défenseur des lois sociales. Crobt. – ill. Parfois montée. Peut faire marcher la machine. Partie de la Suisse. – IV. Qui ne bougera pas. ~ V. Souvent sur la planche. Peut attirer des vieilles. - Vi. Un métal léger. Ne sont



 XII. Causer comme dans une chembre. -XIII. On l'a dans le nez quand on fume. Au cœur d'un bâtard. -XIV. Descendus dans la fosse. Qui n'a donc pas prévenu. - XV. Note. Apparus. Tout le monde les voit

quand elles sont en face. VERTICALEMENT

 Des gens qui ont envie de se coucher. Pleine quand on ne voit plus les côtes. - 2. Etre comme un ver. Dans les Landes. Un morpion, à Lyon. – 3. Une vallée qui forme un estuaire. Grande finesse. Coutumes. - 4. Parties de ballons. Sur un chamter naval. - 5. La grande ceinture. Mit en miettes. Pas vif. -6. Pronom. Donner des faveurs. Il en faut plusieurs pour faire un gros lot. - 7. Qui frappe fort. Travaillent pour la collectivité. - 8. N'a pas la tête carrée. - 9. Prouve qu'on n'est pas de bonne foi. Dans le Cher. Conjonation. - 10. Quand elles crèvent, il y a beaucoup de précipitation, Pronom. Une question, Langue ancienne. - 11. Qu'on ne rencontre pas souvent. Pas indifférents.

12. Dieu. Refuser de se charger. De pie, pour l'observateur. – 13. Lie. Un homme qui savait se servir d'une échelle. Evoque le bon papa. - 14. Relave souvent les e épaules ». Comme l'ail quand on voit rouge. - 15. Sont consecrés aux bonnes œuvres. Exprimèrent leur satisfaction.

Solution du problème nº 5472 Horizontalement

I. Pacemaker. - II. Obésité. III. DDT. Alpes. - IV. Io. Email. - V. Umar. If. - VI. Menus. Ota. -VII. Nidifier. - VIII. Milan. -IX. Anet. Igné. - X. Serein. Ou. -XI. Asséner.

Verticalement

1. Podium. Vase. - 2. Abdomen. Né. - 3. Cet. Animera. - 4. Es. Erudites. - 5. Miam. Sil. Is. - 6. Atlas. Faine, - 7. Képi. Oing. - 8. Elite.

GUY BROUTY

Les piège

Le passage collectifs

M. Michael Record & Philips Manager, to our our it devoit retailer & Manager and the Paris the control of Emphys attended for the Control of t into according par in a comprehensive formation of the la forestation of HRAL que printed in the factorial and the constitution of the constitutio the property can will be the state of the state of the second of the sec The second secon

comment of the life Le mare de Bladror, une missionale à la tunispile est en elfet, sent se serven communique est en estes, ment se motore, le comp de l'article 4: le la lie de le districte 4: le la lie de le limite de l'article 4: l'enflormation, mis de la liberte. Car dans toute a limite de la liberte de la mettre en place la curte à voier-cons ---- maren de parement des rest Mes manufactus, un formulaire be toughter fin in entation , une a demande amme fer & à the second in place a since a service of the second of the

W. Liegary Park serial provides in security. de notati più evidente a une peste de six nes a tres ans de prisen et d'atte infanciare amende puisque la ville de Megale. . . Par rigne !" marte far martie a de la comprime por and to erect to lichtet the gar is an are enteren, une carte à membre des perses de naver planteurs services matte pers sieter the then platfecters was deade has he was richte de cette wife dans une traffordes de estern apparete il y a moone de free une finale de este symbole de la complexade de passage. Le comunes à l'èse interraligia

La · provocation · de Vitrolles

Cate abivaces - qui tera e le tele 🎉 mee à part, la «Carte blaveire » se missessit es la bon exemple d'une true co find tente et la monetique municipale à l'acceptant control des 20 tilleatherent . 5 35 1 4 approprie centre de culture el de commence. an or MalaPyrences, all systems of himerror of the controlling part carrier of the first lear e a distance par l'internitive la surrelevance. En janvier 1984, le trepresphilib lance la lettarre since e, une carre à trese surnominative et rechargeable qui dames mille à la patiment d'abord, part à la passar l'access ances de l'operation il 200 cartes amalian er last, deux pource de contrbieur surges

m: 1, la ville decide d'étenden m' velleme & d'autres services. Rese Barberge, directour in somewhole & des au ministère de l'éc frunces, so felicitait le 34 avril 1989 à Bis practice la collaboration grave as vista et set ierones on Cette augustence enda de Padades to la session des femile publics in une actionaand the wester describing this make if, quel que sou le mode de parement, la reglementation est frey filtacle, see regession fur e collectivité locale qui armena fur fencs recucilly directement à un gusche) see

Divor

(a)** 32

2000

177.44

TO PERSON

30K P

M So

CHIEFE !

CT 24

10015

. 😾

(COM

THE P

CONTRACT.

独城

wit,

Cu

Cuctua

ichang iras s

Une commune d dans son association a o prélété da l

BARBAISE (Ardennes) de notre envoyée spéciale.

ARBAISE l'autonomiste a enfin obtenu gain de caute auprès du préfet des Ardennes : après plusteurs années de doléances, cette commune de 115 ames a été autorisée à se séparer de Raillicourt, village de 230 habitants, distant de 1,5 km. Louis telations etaient entrées dans une telle periode de turbulences que le representant de l'Etat, las d'arbitres les conflits, s'est résolu à a enger barhaise en commune distincte», 🌡 l'heure même où il est censé promouvoir les tentatives de « regroupement», de « partenariat », et autres formules d' « intercommunalité ».

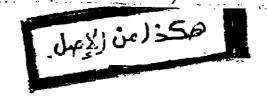
LIRE ÉGALEMENT

Les élus et l'information scientifique

Un sondage SOFRES pour le Monde Cité des sciences de La Villene-

E Les ruraux partent en campagne n L'élu, l'architecte et la vide m Les Musiciens chantent victoire in Centi-. accès pour les bibliothécares.

Pages 15 et 16



Les pièges de la monétique municipale

Le passage à la carte à mémoire pour le paiement des services collectifs urbains crée souvent des problèmes inattendus

'actualité internationale a retenu M. Michel Rocard à l'hôtel Matignon le jour où il devait remettre à M. Jacques Puig, maire (MRG) de Blagnac (Haute-Garonne), le Trophée international de la carte décerné par le Cornité international de de l'informatique et de la horsentique des la carte decerne par le Comité interministériel de l'informatique et de la bireautique dans l'administration (CIBA), que préside le chef du gouvernement. Un contretemps opportun peut-être, car c'est un élu en infraction à la loi qui a été récompensé par un représentant du premier ministre.

Le maire de Blagnac, une municipalité à la pointe de l'innovation en matière de monétique municipale, est en effet, sans le savoir, sous le coup de l'article 41 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux lichiers et aux libertés. Car dans toute la procédure soigneusement respectée par la ville cédure, soigneusement respectée par la ville pour mettre en place la carte à mémoire comme moyen de paiement des services municipaux, un formulaire ne respecte pas la réglementation : une «demande simplifiée» a été adressée à la place d'une «demande d'avis» à la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés).

M. Jacques Puig serait passible, si sa bonne foi n'était pas évidente, d'une peine de six mois à trois ans de prison et d'une importante amende puisque la ville de Blagnac n'a pas obtenu l'« avis favorable » de la commission avant de créer le fichier qui gère la « Carte blanche », une carte à mémoire qui permet de payer plusieurs services municipaux. Cette révélation n'affectera sans doute pas le dyna-misme de cette ville dans une technique de gestion apparue il y a moins de trois ans, mais elle est le symbole de la complexité du passage unes à l'ère informatique.

La « provocation » de Vitrolles

Cette «bavure» - qui sera vite rectifiée - mise à part, la «Carte blanche» de Blagnac est un bon exemple d'une mise en place réus-sie de la monétique municipale. En juin 1988, cette ville de 18 000habitants mettait à la disposition des 20 000adhérents d'Odyssud, important centre de culture et de communication en Midi-Pyrénées, un système de paie-ment et de réservation par came bancaire, uti-lisable à distance par l'intermédiaire du téléphone. En janvier 1989, la municipalité lance la «Carte glace», une carte à puce non le succès de l'opération (1 200 cartes vendues en 1989, deux postes de contrôleur suppri-més), la ville décide d'étendre le système à d'autres services.

René Barberye, directeur la comptabilité publique au ministère de l'économie et des finances, se félicitait le 24 avril 1989 à Blagnac de la collaboration entre la ville et ses services : « Cette expérience évite le transfert de la gestion des fonds publics à des associations ou à des sociétés d'économie mixte.» Car, quel que soit le mode de paiement, la réglementation est très stricte. Le régisseur d'une collectivité locale qui encaisse des fonds, recueillis directement à un guichet ou



les remettre à un comptable public.

Le regard des spécialistes de la rue de Bercy n'est pas aussi tendre avec la «carte ville» de Vitrolles. Cette municipalité des Bouches-du-Rhône semble s'être ingéniée à adopter les direction de la comptabilité publique. La méthode utilisée pour transfèrer du ticket traditionnel à la carte magnétique le paiement des 12 000 repas dans les 35 écoles de cette ville-champignon de la banlieue de Marseille est certes un modèle du genre. L'extension de la carte aux centres de loisirs, crèches, haltesgarderies, centres de loisirs, transports scolaires, école de musique, tennis, piscines, spec-tacles communaux, témoigne d'une véritable dynamique. Mais la municipalité de Vitrolles a choisi le «post-paiement» - une facture précise est adressée chaque mois aux familles alors que le « prépaiement » était précédemment utilisé avec les tickets traditionnels. Ce changement enfreint une des recommanda-tions de la note méthodologique diffusée dans le réseau des comptables du Trésor : « L'introduction de la carte de paiement ne doit pas bouleverser les règles habituelles de gestion des

Une rentabilité discutable

Quant au système de collecte des fonds, c'est peu dire qu'il prend certaines libertés avec l'esprit de la loi. N'ayant pas de perception sur la commune, le conseil municipal de Vitrolles a créé le Comité de gestion des services (CGS). Cette association rassemble les chèques sur un compte bancaire avant de les

déposer au Trésor. On n'est pas très loin de la gestion de fait. Les « sbires de M. Bèrégovoy », comme les appelle M. Jean-Louis Larchevêque, adjoint au maire délégué aux finances, qui sont « descendus » à Vitrolles à la demande des élus, leur ont cependant fait remarquer qu'il s'agissait d'une « entorse » aux règles de la comptabilité publique.

M. Jean-Louis Larchevêque affirme que

M. Jean-Louis Larcheveque affirme que l'application de la carte à un seul service ne sera jamais rentable : « Même si nous avons supprimé 22 postes de travail – la ville de Vitrolles emploie 1 000 personnes – en intro-duisant la carte dans les écoles, cela n'aurait pas été suffisant pour justifier un investisse-ment de 2,8 millions de francs. C'est pourquoi nous voulons aller plus loin et étendre le système à tous les commerces de la ville.»

Une commune comme Chilly-Mazarin (Essonne) n'a pratiquement réalisé aucune économie en se contentant, pour l'instant, de transférer le paiement des repas scolaires sur transferer le paiement des repas scotaires sur une carte magnétique. Un investissement de 600 000 francs qui ne sert qu'à la gestion quotidienne et statistique des 1 200 repas servis chaque jour. Marc Sauteron, responsable de l'enseignement et de la jeunesse au sein de la municipalité, estime cependant que l'investissement trouve sa justification dans l'amélioration du service public et la poulation au tion du service public : « La population est fière de cette innovation qui bui évite de se ren-dre à la mairie trop souvent.»

Pour répondre aux besoins supposés des villes, certaines entreprises n'hésitent pas à mettre sur le marché des systèmes innovants qui peuvent poser de nombreux problèmes. La société Mutacard, qui équipe déjà quelques villes, présentait il y a quelques jours un nouveau système de paiement qu'elle baptise «Unicité». Il autorise l'accès à l'ensemble des services collectifs urbains publics (équipe-ments culturels et sportifs, activités périsco-laires, stationnement, etc.) par l'intermédiaire d'une carte unique. Dans l'hypothèse où cette carte serait émise par la ville, ne se poseraient que les problèmes (impayés, trésorerie, etc.) liés au post-paiement.

Mais Mutacard envisage d'utiliser les cartes bancaires traditionnelles. Hors celles-ci sont la propriété des établissements financiers qui en contrôlent le domaine d'utilisation. D'autre part, en raison de leur modicité, les sommes à encaisser seraient accumulées sur un microserveur avant d'être transférées à partir d'un cer-tain seuil à un centre de traitement bancaire, la commission étant à la charge des communes. Comment ces dernières récupéreront elles leur argent en cas de difficulté, alors qu'au-delà d'un délai de quatre jours une transaction n'est plus garantie par un établisse-

Difficultés réglementaires, rentabilité problématique, problèmes juridiques, on com-prend pourquoi certaines villes hésitent tant à passer à la monétique. Metz ne l'utilise tou jours pas alors que le principe en est voté depuis plus de deux ans. Et la carte qui sera utilisée dans les parcmetres parisiens ne sera sans doute pas plus sophistiquée qu'une carte téléphonique.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Trop peu de femmes élues

A journée internationale des femmes, qui a été célébrée le 8 mars, a le mérite de rappe-ler que si les femmes ont dû attendre jusqu'en 1944 pour obtenir le droit de vote, elles n'ont malheureusement pas trouvé depuis la place qu'elles méritent dans les instances

Curieusement d'ailleurs, alors que leur place dans la vie économique est de moins en moins contestée, leur présence semble aller en diminuant dans les institutions. Elles ne sont olus que 5,7 % (33 sur 577 députés) au sein de l'Assemblée nationale, alors qu'elles représentaient 6,9 % des élus du Palais-Bourbon en 1945. I n'y a aujourd'hui que 10 femmes sur 319 sénateurs.

Au niveau local, les femmes sont relativement nombreuses dans les conseils régionaux (8,5 %), élus à la proportionnelle. Les partis s'efforcent ai effet d'assurer un minimum de représentation aux femmes sur leurs listes : 20 % chez les socialistes par exemple. Neuf fernmes sont maires de villes de plus de 30 000 habitants mais moins de 2 000 partici pent à des conseils municipaux. « Elles ont pourtant la quasi-certitude d'être élues », estime cependant Janine Bardou, maire de Chanac et président (UDF-PR) du conseil général de

Une seule présidente de conseil général

Seule femme à occuper cette fonction, Janine Bardou milite pour que les femmes s'engagent plus dans la vie publique. « C'est dans les instances locales comme dans les organi sations professionnelles que les femmes peuvent faire adopter les mesures qui amélioreront leur sort. » Malgré les limites imposées par les lois de décenque le conseil général qu'elle préside a adopté un certain nombre de mesures qui ont permis d'améliorer la situation des femmes dans le département : l'organisation des trans-ports scolaires en zone rurale par exemple.

Mais la charge de travail des élus reste très lourde, et Janine Bardou reconnaît qu'il sera tou-jours difficile pour une femme de concilier vie privée et vie

Divorce à Lilliput

Une commune des Ardennes, s'estimant lésée dans son association de dix-sept ans avec un village voisin, a préféré se retrouver démunie mais libre

BARBAISE (Ardennes) de notre envoyée spéciale

ARBAISE l'autonomiste a enfin obtenu gain de cause auprès du préfet des Ardennes: après plusieurs années de doléances, cette commune de 115 âmes a été autorisée à se séparer de Raillicourt, village de 230 habitants, distant de 1,5 km. Leurs relations étaient entrées dans une telle période de turbulences que le représentant de l'Etat, las d'arbitrer les conflits, s'est résolu à « ériger Barbaise en commune distincte», à

l'heure même où il est censé pro-

mouvoir les tentatives de « regroupe-

ment», de «partenariat», et autres

formules d' «intercommunalité».

LIRE ÉGALEMENT Les élus et l'information scientifique

Un sondage SOFRES pour le Monde-Cité des sciences de La Villette-

u Les ruraux partent en campagne W L'élu, l'architecte et la ville w Les musiciens chantent victoire at Dernisuccès pour les bibliothécaires.

A Barbaise, on pousse un soupir de soulagement. Les citoyens ont, le 3 février, élu leur maire, en la per-sonne de M. Michel Bonquet, auto-nomiste convaincu. Ce premier magistrat, la trentaine effervescente, moustache fournie et anorak multicolore, est agent commercial à la SNCF. A Barbaise depuis six ans, M. Bouquet est encore «un gars de la ville», aux yeux des agriculteurs enracinés depuis des générations dans la vallée de la Vence. «Il n'aurait jamais obsenu la mairie si Michel Combin the de la lista en s'était distant Gamby, tête de liste, ne s'était désisté en sa faveur», lancent ses détrac-

M. Michel Gamby, sexagénaire, éleveur de vaches à lait, n'était guère volontaire pour gérer au quotidien la municipalité; il a préféré jouer les éminences grises. Dans la cuisine du jeune maire, cet homme massif revêtu d'un bieu de travail indéchirable et de bottes s'assied au bout de la table, lunettes d'écaille sur le nez, pour présider, de façon informelle, à l'élaboration du budget municipal. Entre deux calculs, il raconte «l'histoire d'eau » des communes enne-

C'est pour obtenir un réseau d'adduction que Barbaise et Raillicourt se sont associées, en 1974. En échange, l'Etat leur versait 80 % des frais nécessaires à cet équipement, en plus des 50 % de «subventions Marcellin» prévues sur cinq ans. « Mais aussitot après avoir dit oui, Barbaise

a compris qu'elle avait vendu son âme. » Chaque commune ayant une représentation proportionnelle au nombre de ses habitants, Barbaise n'en comptait que quatre, et Railli-

Barbaise perd peu à peu le contrôle de son budget et de ses affaires. La place du village ellemême est vendue, malgré l'opposition de ses habitants, à des promocharme. Les conseillers de Raillicourt vont jusqu'à élire eux-mêmes le maire délégué de Barbaise qu'ils choisissent en leur sein. Au conseil municipal, les dépenses ne sont pas ventilées selon la règle de trois, mais en fonction des projets que la majorité veut financer. Les travaux de voirie se font donc essentiellement à Raillicourt, et Barbaise devient le dindon de la farce.

La plupart des injustices dont se plaint Barbaise, et que la préfecture a d'ailleurs constatées, ont été perpé-trées pendant les mandats de M. Raymond Vincent (divers droite), venu aux affaires municipales de Raillicourt en 1947. Ce marchand de bestiaux ne semble pas bouleversé outre mesure par le sort de la minorité barbaisienne : « Les plus gros mangent les petits, c'est la loi de la politique! D'ailleurs, nous aurions du faire une fusion philot qu'une association, nous aurions entendu moins de protestations.»

> RAFAĔLE RIVAIS Lire la suite page 14 mière fois à la Révolution, puis à

Communes fantômes

Depuis deux siècles, Suzan, Sein et Molène

étaient dépourvues de ressources fiscales, et donc sans dotations de l'Etat. La loi du 28 novembre 1990 a mis fin à cette curiosité

ROIS collectivités locales ne disposent, contrairement au droit de la décentralisation, d'aucune ressource fiscale: aucune taxe foncière, pas de taxe d'habitation et encore moins de taxe professionnelle. Privées d'impôts locaux, elles sont dans l'impossibilité de fournir aux ministères concernés intérieur et budget - les données (potentiel fiscal, effort fiscal) qui permettraient le calcul de leurs dotations : la DGF (dotation globale de fonctionnement) et le FNCTP (Fonds national de compensation de la taxe professionnelle). A coups de subventions, elles entretienment tant bien que mal leur petit territoire communal et limitent leurs investissements

au strict minimum. Pour ces trois communes - les îles de Sein et de Molène (Finistère) et la commune de Suzan (Ariège), - la situation est ressentie comme une injustice. Pourtant, à l'origine, pour au moins deux d'entre elles - Sein et Molène, l'exonération relève d'un privilège, accordé par Louis XIV. « Vouloir imposer Sein ou Molène. déjà accablées de tous les impôts de la nature, ce serait vouloir imposes la mer, les tempêtes et les rochers », expliquait le Roi-Soleil dans une lettre. Confirmé une prenouveau en 1800 et en 1914, le sans remettre en cause la situation privilège produit encore aujour-d'hui ses effets.

La petite commune (24 habitants) de Suzan, dans l'Ariège, se retrouve, en 1818, dans une situation comparable. A la suite d'une erreur administrative, au moment de l'élaboration des cadastres, Suzan, une commune enclavée dans celle de La Bastide-de-Sérou. se trouve géographiquement confondue à cette dernière. Les fonctionnaires ont négligé de déli-miter son territoire : une centaine d'hectares, quelques fermes, une cinquantaine d'habitants.

Cuistne municipale

Depuis lors, Suzan n'existe plus en tant qu'unité administrative : elle n'a plus ni territoire, ni chemins, ni bâtiments communaux. Elle a perdu toute autonomie financière : les impôts fonciers prélevés sur son territoire bénéfi-

cient à la commune de La Bastide. Pourtant, Suzan continue d'exister : à défaut de mairie, les vingt électeurs des quatre fermes qui subsistent, se retrouvent régulièrement à l'heure des votes a dans la cuisine du maire». C'est d'ailleurs dans cette même cuisine que se tiennent les réunions du conseil municipal (9 conseillers). La loi du 28 novembre 1990 (1),

héritée du passé, supprime l'essentiel de ses inconvénients. Désormais, les trois communes « défiscalisées » pourront percevoir une partie des dotations de l'Etat : chaque année, la loi leur attribuera une part de DGF et une autre de FNCTP.

Potentiel et effort fiscal étant incalculables, ces dotations seront forfaitaires. La DGF de ces communes sera égale au « double de l'attribution moyenne par habitant de l'ensemble des communes relevant de la même strate démographique ». Soit 298 francs par habitant pour l'île de Sein (610 habitants), et 360 francs pour Molène (415 habitants) et Suzan (24 habitants). La part de FNCTP qui leur sera attribuée sera du a double de l'attribution moyenne nationale», c'est-à-dire 418 francs par habitant.

Du bonus pour ces collectivités dont le budget annuel (subventions, produits de l'exploitation et produits domaniaux compris) ne dépassait guère, jusque-là, le salaire mensuel d'un cadre pari-

BETTINA GILLET

(1) Loi a 90-1167 du 28 novembre 1990, relative à la fonction publique territoriale et modifiant certains articles du

Oul dit que les Français sont d'horribles égoïstes? Un sondage, « Les Français et l'action sociale », réalisé par l'institut de sondage CSA, pour l'hebdomadaire spécialisé la Gazette des communes, ainsi que pour l'assemblée des présints de conseils généraux, m (la Gazette du 4 mars) que si on augmentait de 200 francs les impôts locaux, les Français souhaiteraient que cet argent aille en pre-mier aux plus défavorisés (34 %). 30 % d'autres personnes sondées aimeraient plutôt que l'on consacre les fonds à l'amélioration des locaux et du matériel scolaires. Lorsqu'on soumet une liste de domaines d'actions sociales, les Français estiment à 50 % que l'enfance maltraitée devrait être priori-

Ce qui surprend cependant, c'est la profonde méconnaissance des Français sur « qui finance l'action sociale ». 73 % avouent l'ignorer et ceux qui se prononcent se trompent quasiment tous sur la part dévolue par le département à ce secteur. «Si les Français prenaient conscience que plus de la moitié de leurs impôts départementaux sont consacrés à l'action sociale; s'ils avaient que les assistantes sociales, le RMI, les maisons de retraite. l'alde médicale, l'action en faveur des handicapés, etc. sont financés et gérés par leurs élus départementaux, ils regarderaient peut-être de plus près ce qui se décide à l'hôtel du département», commente l'heb-

AUVERGNE

Une école d'emballage au Puy-en-Velay

Pour combler le déficit en cadres intermédiaires dans l'emballage, un secteur qui réalise un chiffre d'affaires de 80 milliards de trancs à travers 3 000 entreprises et 120 000 salariés, une école de packaging va ouvrir en octobre prochain au Puy-en-Velay.

L'investissement prévu dépasse 7 millions de francs : le district du Puy-en-Velay se chargera du bâtiment; l'Etat, par l'intermédiaire de la DATAR, participera à l'équipement pour l'million de francs; la région, la chambre de commerce et le département donneront 500 000 francs chacun. La chambre de commerce, la ville du Puy et le conseil général assureront en grande partie le fonctionne-

Le recrutement se fera à bac+2, à partir de DUT ou de BTS à caractère industriel. La durée des études sera d'un an. L'enseigne ment sera composé de cours théoriques et de stages en entreprise. Les promotions seront de quinze à vingt élèves. La reconnaissance du diplôme de sortie (bac + 3) est actuellement en négociation avec l'université de Clermont-Ferrand, dont dépend la Haute-Loire.

BRETAGNE

Un nouvel hôpital pour Brest

Brest aura un nouvel hôpital en 1995. Les travaux viennent de démarrer. Le nouvel établissement soulagera l'actuel hôpital Morvan, surchargé, qui abrite 1 100 lits pour une capacité théorique de 572 lits. Une situation qui a obligé la direction à se livrer à une véritable chasse au mêtre carré inutilisé, afin de pouvoir faire face au développement des services, comme en témoigne l'aménagement d'un blockhaus datant de l'Occupation.

Le nouvel hôpital coûtera 450 millions de francs, dont 40 % du financement à la charge de l'Etat. Le projet n'est pas nou-veau : les terrains sont achetés depuis 1977, mais, après avoir évolué favorablement jusqu'en 1985, le dossier est resté en souffrance de 1986 à 1988. Las d'attendre, médecins et associations de patients avaient alors adressé au gouvernement une pétition avec

Brest disposera d'un hôpital pilote, comprenant des innovations techniques dans le domaine de l'imagerie médicale et des transports intérieurs : médecine d'ur-gence, spécialités chirurgicales, réanimation, cardiologie, en tout 590 lits seront regroupés. L'actuel hôpital Morvan ne comptera plus que 640 lits et sera modernisé.

DÉBAT

Communes défavorisées ? Oui! Mais lesquelles?

par Jean-Claude Bonnet

EPUIS plusieurs années, démonstrations et chiffres éloquents à l'appui, tous ceux des élus locaux qui se sont fait un devoir de pro-mouvoir les chances et de défendre les intérêts des communes rurales en ce qu'elles ont encore de structurellement défavorisé, avaient commencé à marquer des points. Bien sûr, si l'heure n'avait pas encore sonné pour que nos communes rurales soient financièrement en mesure d'épouser leur siècle, du moins la voie était-elle tracée pour que, au nom d'une certaine équité, les mécanismes de péréquation en place jouent plus intensément et que d'autres voient éventuellement le jour.

Las! Voilà que si le concept de solidarité occupe à nouveau le devant de la scène, des circonstances particulières vont sans doute conduire à ce que cette soli-darité s'effectue prioritairement au bénéfice de quelques centaines de communes relativement peuplées. Provisoirement occultée par le problème qui vient de

surgir de certaines cités urbaines se trouvant à la périphérie de nos grandes mégapoles et par celui de la péréquation intercommunale en lie-de-France, il ne faudrait pas que se trouve interrompue la « longue marche» entreprise par les maires ruraux, animés qu'ils sont du souci légitime de mettre progressivement un terme à des distorsions de plus en plus mal vécues en cette dernière décennie du vingtième siècle.

A cet égard la proposition faite par la commission des communes rurales de l'Association des maires de France et visant à ramener en quatre ans de 2,5 à 1,5 le coefficient pondérateur de la dotation de base de la dotation globale de fonctionnement (DGF) constitue, il convient de le rappeler, une voie nouvelle de progrès à laquelle les pouvoirs publics se doivent de réserver un écho positif. L'avenir de l'espace rural français en

▶ Jean-Claude Bonnet est président du CICOR (Centre d'information des communes rurales).

«Brest 92»: le rendez-vous de la marine à voile

de notre correspondant

O N les appelle « vieilles coques », ou « vieux gréements». Ce sont tous de vieux bateaux qui navigueient à une épo-que où les marins du bord n'embarquaient pas pour faire de la plaisances. La mer, c'était avant tout un rude labeur. Ces embarca-tions constituent un fabuleux héri-tage, au même titre que les monu-

Mais il n'en reste plus beaucoup. les vieilles coques sont mortes peu à peu sur les plages, livrées au sel et au vent, sans plus personne pour se soucier de leurs habiles constructeurs : des charpentiers qui montaient carcasses et mātures sans plans, presque au

Ce patrimoine en péril, c'est la raison d'être de la revue le Chassa-marée, de laquelle est parti en France, au début des années 80, un mouvement de sauvetage de ces bateaux, dont des dizaines ont été restaurés ou qu'il a failu tout bonnement reconstruire, faute de

ne plus en posséder de spéci-mens, même moribonds. C'est une veste fête en l'hon-

neur de la marine traditionnelle à voile que ce même Chasse-marée avait organisée en août 1988 à Douarnenez, port d'attache de la revue. On était venu de toute l'Eu-rope voir évoluer ces bateaux, petites embarcations cotières ou anciens grands coursiers des

11

•

mers. L'équipe de « Douardenez 88 » L'équipe de « Douardenez 88 » met maintenant le cap sur « Brest 92 », avec l'appui de la ville de Brest et de la marine nationale, ainsi que de divers sponsors. Mille deux cents bateaux et huit mille marins de vingt pays railieront Brest. On attend un million de visiteurs. Une belle fêre et une grosse opération médiatique pour le Finistère et tout spécialement pour la ville de Brest, qui doit construire une ancienne goélette du dix-neuvième siècle; elle s'appellera la Recouvrance, du nom de ce quar-Recouvrance, du nom de ce quartier qui domine l'arsenal, où s'activaient autrefois calfats, tonneliers ou autres scieurs de long.

BLOC-NOTES

AGENDA

□ Formation territoriale. - La prochaine réunion du groupe de travail sur la formation et le recrutement des fonctionnaires territoriaux aura lieu le 21 mars. Elle devait se tenir le 5 février (le Monde daté 27-28 janvier), mais elle a été repoussée en raison des événements survenus dans le Golfe et des nouvelles attributions confiées à M. Philippe Marchand.

□ Innovation culturelle et développement local. – L'initiative culturelle est, de plus en plus, un agent actif du développement économique des régions. C'est en partant de cette constatation que se déroulera, les jeudi 11 et vendredi 12 avril prochain, à l'Hôtel de région du Limousin, un colloque national sur le thème de « L'innovation culturelle et le développement local ». Principaux intervenants : Mr Hélène Mathieu, directrice du développement et de la formation au ministère de la culture ; MM. Pierre Moulinier, du département des études et de la prospective au même ministère, l'Observatoire des politiques culturelles et auteur d'un rapport ministériel sur le même thèn Monde du 23 décembre 1990). Renseignements et inscriptions Henseignements et neaupuse
M— Laurence Rossignol, chargée
de mission au Conseil régional du
Limousin, 27, boulevard de la
Corderia, 87031 Limoges Cedex.

□ Culture et communes. - La Fédération nationale des communes pour la culture (FNCC) fête le trentième anniversaire de sa fondation les 22 et 23 mars, à Saint-Etienne. Un certain nombre d'élus feront le point sur les politiques culturelles des diverses collectivités et dresseront un bilan de la décentralisation. Un grand nombre d'artistes comme Roger Planchon, Dominique Bagouet ou Marcel Landowski sont également

La FNCC a été créée en 1960 par Vlichel Durafour, qui était alors maire adjoint à la culture de Saint-Etjenne, Elle est aujourd'hui présidée par un socialiste, Roger Tropéano, délégué à la culture du PS et ancien maire, adjoint à la culture de Châtenay-Malabris.

CONTACTS

 Bourses d'exploration de Clermont-Ferrand. – Comme chaque année depuis 1989, la ville de Clermont-Ferrand organise la sélection de projets d'étudients des grandes écoles d'ingénieurs, de commerce et de gestion, et de troisième cycle des universités. !! s'agit de répondre par la photo, la vidéo ou une plaquette, à la question « Quelle politique sportive pour quelle cité? ». Cinq bourses d'un montant de 15 000 francs doivent permettre aux étudiants sélectionnés de se rendre dans la ville étrangère de leur choix pour préparer un récompensé par un grand prix de 25 000 francs.

 Service de communication mairie de Clermont-Ferrand. 10, rue Philippe-Marcombes. 63000 Clermont-Ferrand. □ Art contemporain dans le métro de Toulouse. - MT Développement, la société concessionnaire du métro de Toulouse, a dégagé un budget de dix millions de francs pour introduire l'art contemporain dans les quinze stations de la première ligne Mirail-Jolimont qui entrera en service en juillet 1993. Pierre Richard, président du directoire du Crédit local de France et président de MT Développement, choisira en octobre prochain, avec un jury composé de professionnels de l'art, d'élus et de responsables du projet, les œuvres qui personnaliseront les stations.

MT Développement, M™ Violette Auclair, 56, boulevard de l'Embouchure, BP 2870, 31086 Toulouse Cedex.

NOMINATION

 Albert Fitte, nouveau secrétaire général à Dijon. -M. Fitte remplace Michel Janot qui avait occupé ces fonctions pendant plus de onze ans. (Né le 29 mars 1943, Albert Fitte est docteur ès lettres et diplômé de Sciences Po. Il est titulaire d'un DES traphie économique et spécia liste des transports maritimes. Directeur général des services administratife

et financiers de la mairie de Royan en 1978, il devient deux ans plus tard secrétaire général adjoint de la mairie de Vesoul. De 1983 à 1990, Albert Fitte était secrétaire général de la mai-rie de Chalon-sur-Saòne.]

Publications

n Médiasid. - La Documentation française vient de publier l'édition 1991 du répertoire de la presse « Médiasid » mis à jour par le service d'information et de diffusion du premier ministre. Il consacre une large place à la presse écrite régionale et donne la liste des journaux spécialisés dans le secteur des collectivités locales.

Documentation française, 35 pages, 120 francs.

□ Code électoral. ~ Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de scrutins importants prévus au calendrier de 1991 qu'il n'est pas nécessai pour les élus de préparer les prochaines échéances. Leur préparation, leur déroulement et leur financement sont réglementés par un certain nombre de lois, décrets. nstructions générales et textes complémentaires qui sont présentés dans cette publication (50 francs) de la direction des journaux officiels.

Direction des journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15.

□ Guide budgétaire communal, départemental et régional 1991. – La DGCL publie un guide des informations nécessaires à élaboration des budgets des communes, des départements et des régions. Ce guide propose une analyse et un commentaire des principales dispositions législatives et réglementaires concernant les finances locales (rénovation des lycées, financement des collèges, ratios utiles, nomenclatures budgétaires, cadre juridique de l'emprunt...).

➤ Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris, 65 francs.

Divorce à Lilliput

Suite de la page 13

M. Vincent ne brille pas non plus par la diplomatie lorsqu'il explique tout de go que « les habitants de Barbaise sont des paysans arrières ». Pourtant, c'est bien, semble-t-il, la même peur paysanne qui nourrit son animosité : celle de perdre la terre. Dans les années 80, les habitants de Barbaise ont refusé le remembrement que leur proposait M. Vincent, de peur d'être gru-gés par ce maire qu'ils trouvaient

despotione. En retour, M. Vincent ne leur à jamais pardonné d'avoir laissé l'entretien de leurs chemins vicinaux à la charge de la com-

Si Barbaise savoure aujourd'hui sa victoire, elle sait, tout comme Raillicourt, que la séparation ne sera pas une affaire. Il faudra en effet doubler les équipements municipaux (photocopicuse, machine à écrire, tondeuse à gazon, etc.), alors même qu'en plein hiver les deux municipalités

sont trop pauvres pour faire déneiger leurs routes communales.

Le tandem Bouquet-Gamby s'efforce de donner tort à la préfecture, qui a prévu un budget déficitaire de 58 000 francs pour l'exercice 1991. Barbaise veut montrer qu'elle se débrouille parfaitement sans Raillicourt, et mettra un point d'honneur à ne pas augmenter les impôts locaux. Du moins, pas tout de suite.

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/ÉCONOMIE/INSEE

La santé économique des régions

Le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une Ces variables sont les suiventes : représentation synthétique de quelques aspects de la situation économique des régions françaises depuis 1986. Quatre variables ont été retenues et - valeur ajoutée par habitant (pondération + 0,83); combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. Le poids affecté à chacune d'elles résulte d'une analyse en composantes principales effectuée sur l'ensemble des régions (à l'exception de l'Île-de-France et de la Corse que leurs caractéristique de l'acception de correction de l'Ile-de-France et de la Corse que leurs caractéristique de l'ele-de-france et de la Corse que leurs caractéristique de la corte de l'ele-de-france et de la Corse que leurs caractéristique de la corte de la

Le niveau zéro de l'indicateur synthétique correspond par construction à la moyenne des régions de province (voir le Monde des 9-10 décembre 1990). **PROVENCE-ALPES**

salaire moyen (pondération + 0,14) ;

taux de chômage (pondération - 0,19);

taux de création d'entreprise (pondération

RHONE-ALPES COTE D'AZUR 2•

1986 1987 1988 1989* La chilire punté en dessous du graphique donne la classement de la région suivent l'indicent proposé (lie-de-France et Corse auchors) PROVENCE-ALPES RHONE-ALPES COTE D'AZUR

RHONE-ALPES: 20

Parmi les régions de pro-vince, Rhône-Aipes vince. Rhône-Aipes cumule les places d'hon-neur pour les différents indicateurs présentés: deuxième pour les salaires, troisième pour la valeur ajoutée par habi-tant, avant-dernière (c'est-à-dire très bien placée l) pour le chômage. Il en résulte un indicateur en résulte un indicateur synthétique très positif qui place cette région en seconde position derrière l'Alsace. Avec cette dernière et la Haute-Normandie, Rhône-Alpes devance nettement toutes les autres régions de province. Plusieurs facteurs se conjunient nour expli-

vince. Pristatrs factaus se conjuguent pour expli-quer une valeur ajoutée par habitant supérieure de 12 % à la moyenne natio-nale (hors lle-de-France): la part de la population occupant effectivement un emploi est importante (le taux de chômage est inférieur de 2 points à la moyenne et les taux d'activité eaut festal : la particular de la continue de tivité sont forts); la pro-ductivité du travail (valeur ajoutée par habitant) est sievée; la région est très l'agriculture, activité à valeur ajoutée modérée n'y a qu'un faible poids. Une croissance de l'emploi de près de 5 % entre 1986 et 1989 a permis la coexistence d'une diminu-tion du chômage avec un solde migratoire positif.

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR : 6º

> La région Provence-Alpes-Côte d'Azur pré-sente une situation contrastée. Elle est leader des régions de province des régions de province pour le niveau moyen des salaires et les créations d'entreprises, mais le d'entreprises, mais le chômage y est très élevé, ce qui traduit surtout une forte mobilité sur le marché du travail dans cette région où le tertiaire représente plus de 70 % des emplois. Le fort aux de chômage assencié à ux de chômage assencié à ux de chômage associé à un faible taux d'activité joue défavorablement sur la valeur ajoutée par habi-tant. Celle-ci ne dépasse que de 3 % la moyenne nationale (hors lle-de-France) alors que la productivité du travail la dépasse de 7 %. Malgré una vigoureuse croiss de l'emploi entre 1986 et 1989 (près de 6 % contre moins de 3 % au niveau national) la balsse du chômage a été comparachômage a été compare-ble à celle de l'ensemble des autres régions de pro-vince (- 0,9 point contre - 1,1 point). Entre les recensements de 1982 et 1990 le nombre de per-sonnes qui se sont instal-lées en Provence-Alpes-Côte d'Azur est supérieur de plus de supérieur de plus de 200 000 au nombre de

celles qui l'ont quittée.

per laur terriconale, les projets de - 10 tatati dei fonetionnaires terrife-June 24 paut de la tilière culturelle west. ~~**** in tit i prourés face a une pre-, . . . **. . .**

Les protesseurs contestenent un texte que remettait en chuie leux nomera d'heures de travau, iet cenamions du recrutement. Que resoluti a la haisse lour salaire d'emosaces - même si la gride de - 2014. Se -3:3:re eur affrait un plus en fin de garrière - et qui restait étrangement meet sur la durée de frum congell figurités par la direction de la masique, la coordination et les violents viennent d'obtens satisfaction our un grand nombre de :

Première victoire : le ministère de la culture exercera le contrête. evolusif du contenu et des modaletés d'accès au CA (certificat d'aptitude a l'enseignement), au DE 2r dance et de musique (dipione - a. a... d'État) et au diplome universitaire de musicien intervenant, indispensacies pour occuper les fonctions de directeur, de professeur, d'assistant spécialisé, d'assistant d'enseignements artistiques. Les non-professionnels sont done

exclus de ces emplois. de travail sont maintenus à leur niveau antérieur. Les directeurs devront assurer 39 heures hebdomadaires, les professeurs 16 heures, les assistants 20 heures. D'autre part, par la voix de Michel Schneider, directeur de la musique, l'Etat reconnaît le bienfondé du cumul des postes de professeur et de musicien ou d'acteur actif, à l'image de ce qui se pratique actuellement dans le corps medical, où l'on n'imaginerait pas un instant que les agrégés soient obligés de choisir entre l'exercice

Le Mende

LES FUTURS DE Fondation Europe et Soci

VENTE EN LIBRAII

ه کذامن (الإعلى

Des sénaleurs ap.

BORGEAUX All the second days admitted and the analysis of the control of the A TANK Continue of the same 700 A The state of the state of the state of

The state of the s All Park the state of the second the state of the s the state of the s Total State of the to the delication of the the second of the second secon and the state of the contract of the state o

that is made to be special Enterer distribution of the state of the state of of the control of the state of the state Cabination of American State and Cabination of American State and Cabination of Cabina general contraction de nom organism total die diegenfunglichen fichten. the conduction is quelques expe-The second of the contract and the second of the second of

> Les musicien un grogne s'artération exterend cutons 1959 pm

. .

3: 3: 22

TANKE.

业: 今

18 A

- -

1

(4) € ★4

14.724

ತ ಚಿನಾಗಿ

بد بندج

lainer d

from Porch

f. Ge

ر. چو' ويور

17 70 7

4 .55

1000

製いする

زج ماليدو

110

Per.

2

des per

uts Ed

THE S

grafeu

mees a

ひたま カ

2 2 5 4

TAX TO

(E

cerme

2:f:m

ag:cec

1000:1

evele.

2,622.5

PPROUVÉS. 21 febrier, & ane large · interes. majorité par le Caprell ~~ 4 apprieur de la fanction

niere reduction qui avais faif. Canaming contre cite tor Manail

Seconde victoire : les horaires de la médecine, la recherche et

HEURES LOCALES

Les ruraux partent en campagne

Des sénateurs appellent à une « croisade » pour l'avenir de l'espace rural français

BORDEAUX

de notre envoyé spécial A grand-messe de la ruralité, organisée à grand renfort de publicité, à Bordeaux les 28 février et le mars (le Monde du 5 mars), n'avait qu'un but : éveiller aux problèmes du

(le Monde du 5 mars), n'avait qu'un but : éveiller aux problèmes du monde rural une opinion publique accablée depuis des mois par les malheurs de la ville et de ses banlieues. Présentés au cours de cette Convention nationale pour l'avenir de l'espace rural français, les travaux d'une mission sénatoriale conduite par M. Jean François-Poncet, sénateur (UDF) du Lot-et-Garonne, ont M. Jean François-Poncet, sénateur (UDF) du Lot-et-Garonne, ont confirmé la fragilité du tissu rural. Près du quart du territoire français est aujourd'hui atteint par la désertification (moins de 20 habitants au kilomètre carrè), et le déclin guette déjà un autre dixième du pays.

Campagnes moribondes ou en sursis, malaise paysan, sentiment d'abandon : au cours de leur enquête. les sénateurs ont rencontré de nom-breux motifs de désespérance. Mais ils se sont accrochés à quelques expériences positives, en France comme à l'étranger, pour « sonner la mobilisation générale » et « appeler à une croi-

sade qui ne doit pas s'arrêter». Pour eux, « la véritable modernité de demain, c'est l'espace rural, au moins autant, sinon plus, que la ville». Cette conviction, à laquelle est parvenu le groupe d'études, a servi de socle aux débats de la convention, unanimement persuadée que l'essentiel du mal français provient de l'hypertrophie galopante de l'Île-de-France, qualifiée de «cancer parisien», et de l'« obsession urbaine» dont seraient victimes le pays et ses dirigeants.

Privilèges fiscaux

Ayant répété comme un slogan qu'il ne saurait y avoir de monde rural sans une agriculture dynami-que, les apôtres de la nuraliné recon-naissent que l'agriculture ne sauvera naissent que l'agriculture ne sauvera pas à elle seule l'espace rural, « Dès à présent, il y a infiniment plus d'actifs non agricoles en milleu rural que d'agriculteurs », devait soulinger M. François-Poncet. Pour encourager la diversification des activités économiques dans les campagnes, il réclame que les privilèges fiscaux mis en place dans les zones de reconversion industrielle scient étendus aux zones rurales menacées de désertifi-cation. « La solidarité nationale doit



jouer en leur faveur, a confirmé Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions. Chaque parcelle de notre espace rural recele un potentiel valorisable.»

ه کورس الاصل

Pour maintenir et moderniser les rour maintenir et moderniser les services publics, les restructurations ne devraient plus être décidées minis-tère par ministère sur l'unique base de la rentabiliné, mais, estime la mis-sion sénatoriale, au niveau d'un nou-veau ministère d'Etat, chargé de l'aménagement du territoire et du

Des primes pour les fonctionnaires ruraux

Les sénateurs souhaitent la polyvalence de certains services, comme la Poste, et que «les fonctionnaires servant en milieu rural soient financière ment récompensés «.

Sans aborder la révision de la politique agricole commune qui, selon l'aveu de Jacques Delors, président de un moment très mal choisi r, les participants au colloque de Bordeaux ont passé en revue le catalogue habituel des moyens de valoriser l'espace non tation, l'ago-industrie, la qualité et la pluri-activité. Une loi-cadre, réclamée par les amis de M. François-Poncet, comme par le socialiste Rene Sou-chon, père de la «loi montagne», pourrait faciliter la mise en œuvre de ces idées. Encore faut-il faire la différence entre les zones rurales péri-urbaines, dynamiques mais menacces par la speculation foncière et la pollution; le «rural classique», à faibles revenus et sous-emploi caché, dont l'agriculture ne saurait être l'unique facteur de développement : le « rural profond » enfin, désertifié, dépeuplé, sans aucune possibilité d'autodéveloppement. Les aides gouvernementales et communautaires doivent tenir compte de la variété de ce paysage.

En cinq ans, la CEE consacre 250 milliards de francs aux régions en retard de développement (38 % du territoire européen, 21 % de la population), et 13 milliards aux autres régions. Cette dotation devrait être « notablement augmentée pour les unnées 1993-1997, a promis M. Delors. Si toutefois vous et nous avons démontré que nous avons bien utilisé ces ressources et que s'amorce uveau du milieu rural».

JEAN-JACQUES BOZONNET

La filière culturelle de la fonction publique territoriale

Les musiciens chantent victoire

La gragne s'atténue dans les conservatoires municipaux, les revendications des professeurs ayant été prises en compte par le nouveau statut

PPROUVÉS, 21 février, à une large majorité par le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, les projets de statuts des fonctionnaires territoriaux de la filière culturelle sont en nets progrès face à une première rédaction qui avait fait l'unanimité contre elle (le Monde

des 15, 20 et 21 janvier). Les professeurs contestaient un texte qui remettait en cause leur nombre d'heures de travail, conditions du recrutement, qui révisait à la baisse feur salaire d'embauche - même si la grille de salaires leur offrait un plus en fin de carrière - et qui restait étrangement muet sur la durée de leurs congés. Épaulés par la direction de la musique, la coordination et les syndicats viennent d'obtenir satisfaction sur un grand nombre de

Première victoire : le ministère de la culture exercera le contrôle exclusif du contenu et des modalites d'accès au CA (certificat d'aptitude à l'enseignement), au DE de danse et de musique (diplôme d'État) et au diplôme universitaire de musicien intervenant, indispensables pour occuper les fonctions de directeur, de professeur, d'assistant spécialisé, d'assistant d'enseignements artistiques. Les non-professionnels sont donc exclus de ces emplois.

Seconde victoire : les horaires de travail sont maintenus à leur niveau antérieur. Les directeurs devront assurer 39 heures hebdomadaires, les professeurs 16 heures, les assistants 20 heures. D'autre part, par la voix de Michel Schneider, directeur de la musique, l'Etat reconnaît le bienfondé du cumul des postes de prosesseur et de musicien ou d'acteur actif, à l'image de ce qui se pratique actuellement dans le corps médical, où l'on n'imaginerait pas un instant que les agrégés soient obligés de choisir entre l'exercice de la médecine, la recherche et

l'enseignement, une activité nourrissant l'autre. Troisième victoire : le salaire, encore que sur ce sujet précis on peut considérer que les revendications sont permanentes dans tous les corps de métier. Directeurs : la grille de salaires actuelle est maintenue pour l'embauche, tandis qu'elle est améliorée de deux façons en fin de carrière, par l'augmentation de l'indice du dernier échelon et par la création d'un échelon excepsont créés, celui de professeur d'enseignement de classe normale, celui de professeur hors classe. La grille de salaire actuelle est maintenue pour les premiers, alors que les professeurs hors classe bénéficieront d'une amélioration de leur fin de carrière. Assistants spécialisés: leur grille comprend deux échelons, ce qui équivaut là aussi à une amélioration. Assistants d'enseignements artistiques : la grille qui leur est applicable est celle actuellement en vigueur pour

La question des congés scolaires

les adjoints d'enseignements artis-

tiques. Elle sera revue à la hausse

au cours des étés 1991 et 1992.

Reste le problème des congés scolaires, lies non pas à l'activité des professeurs, mais à la scolarité des élèves. Le statut reste donc muet sur ce chapitre, alors que les professeurs souhaiteraient que des dispositions précises soient imprimées noir sur blanc. Cette position n'est guère défendable, car elle bloquerait toute possibilité de

réaménagement des études. Ces dispositions vont en outre permettre de dresser une carte précise des écoles municipales agréées et de recenser le nombre des professeurs appointés. Ce qui va poser en grandeur réelle le coût induit par le nouveau statut et va révéler l'ampieur d'un autre problème lié à celui de tous les professeurs en poste avant l'appari-tion du CA et du DE, de ceux qui ont emigré de pays où ce diplôme

n'existe pas mais dont on connaît pertinemment le haut niveau de formation, ou de ceux qui enseignent des disciplines non répettoriées par les deux examens d'aptitude à l'enseignement. La direction de la musique n'a pas sonhaité encadrer de façon volontariste l'enseignement artistique, comme cela a été fait pour la danse en raison des dommages physiques que pouvaient entraîner un enseignement incompétent. La filière privée reste donc libre de fixer ses tariis, la cuirce ce i gnement et des congés. Reste à statuer sur le sort spécifique des professeurs des deux Conservatoires nationaux supérieurs, à publier les décrets d'application de la loi sur les enseignements artistiques votée en 1988, sans parler de l'enseignement donné dans la branche universitaire, qu'il faudrait redéfinir.

ALAIN LOMPECH

Demi-succès pour les bibliothécaires

E ministère de la culture est fier des efforts qu'il a fournis, dans le domaine de la lecture publique. C'est vrai, les bibliothèques se sont multipliées sur tout le territoire, avec un équipement de qualité : bâtiments modernes, diversité des fonds proposés, intégration des nouveaux supports. Mais alors que le sort des conservateurs a été largement revalorisé, le sort des bibliothécaires, dont la formation et les tâches sont devenues plus complexes, ne s'est pas amélioré. Sans doute parce qu'ils dépendent du ministère de l'éducation nationale. Quant à ceux qui devaient pasvités territoriales - le personnel des bibliothèques municipales par exemple - ils redoutaient le statut de la filière culturelle concoctée par le ministère de l'Intérieur, qu'ils jugaient « inacceptable ».

« Il s'agit d'un empilage de dix-sept grades en sept cadres d'emploi, expliquent les repré-sentants de la médiathèque Louis-Aragon de Fontenaysous-Bois. La nouvelle hiérarinapplicable aux collectivités locales. La qualification du per sonnel en place est méconnue. La promotion interne est pratiquement refusée alors que l'intégration d'enseignants sans formation spécifique est encouragée. »

Les manifestations et les pétitions se sont multipliées pour dénoncer un projet dont la clarté n'est pas la première qualité. Finalement, les textes ont été votés le 20 février dernier. Si, après les contacts entre les organisations syndicales ou professionnelles et les pouvoirs publics, l'architecture générale de la nouvelle filière n'a guèr évolué - trop lourde hiérarchisation, en particulier - des amendements ont été acceptés. Les plus significatifs améliorent l'intégration de certaines catégories de personnels (les sous-bibliothécaires) qui bénéficieront d'une nouvelle grille indiciaire intermédiaire. Enfin la possibilité de détachement d'enseignants non formés a été abandonnée.

EMMANUEL DE ROUX

L'élu, l'architecte et la ville

Le maire de Strasbourg face à ses urbanistes : aui modèle le visage de la cité?

STRASBOURG de notre correspondant

UEL est le maire qui ne s'est pas rêvé bâtisseur? Laisser son nom, ou au moins sa signature, à un quartier nouveau de sa ville, à une place, à un bâtiment de prestige, est une tentation très répandue. La décentralisation a-telle réellement modifié les données au point de permettre une vraie politique d'architecture et d'urbanisme dans les grandes villes? L'école d'architecture de Strasbourg et le journal le Moniteur se sont récemment posé la question. Ils ont confronté le maire de la ville, Catherine Trautmann (PS), à trois des architectes qui interviennent dans sa cité: Claude Vasconi, qui a signé l'hôtel du département, Adrien Fainsilber, qui prépare le futur musée d'art moderne de Strasbourg, et Guy Clapot, qui vient de remporter le concours lancé pour réaménager la place Kléber, l'une des plus prestigieuses de la ville

Tous le reconnaissent : le rapport entre le maître d'ouvrage - la collectivité qui passe commande et l'équipe qui conçoit le projet est déterminant, e Je cite partout en référence le conseil général du Bas-Rhin, explique Claude Vasconi. Il a été un très bon maître d'ouvrage, le programme n'a jamais été remis en cause et il a été bouclé en trois ans. » Même quand l'ossature du bătiment et le béton à nu ont commencé à inquiéter riverains et élus, la détermination du département

n'a pas fléchi. C'est moins facile quand les partenaires sont nom-breux: Catherine Trautmann a connu ainsi les avatars du projet de bâtiment des droits de l'homme, dont la ville assure la maîtrise d'ouvrage déléguée pour le Conseil de l'Europe. La première mouture préparée par l'architecte en chef de la ville, remaniée à l'excès par les experts européens, a dû finalement être écartée, pour que soit choisi par concours le projet de Richard Rogers. Tout le monde y a perdu du temps et sans doute

pas mai d'argent. à idées

L'argent joue son rôle aussi quand un projet ne se fait qu'avec le concours de l'Etat. L'ambitieux musée d'art moderne que la ville souhaite dans le quartier des anciens abattoirs ne devrait ainsi voir le jour qu'en 1995. Le nouvel hémicycle du Parlement européen, qui loue actuellement celui du Conseil de l'Europe, ne pourra pas être mis en chantier avant 1992.

Strasbourg utilise beaucoup les architectes comme boîtes à idées pour élaborer son projet urbain. Un concours international mobilise ainsi plusieurs équipes pour réfléchir à la liaison entre la capi-tale alsacienne et la ville allemande voisine de Kehl, Les opérations d'accompagnement du tramway strasbourgeois, dont les premières rames circuleront en 1994, ont été l'occasion de concours pour aménager la place Kléber et le parvis de la gare SNCF. « Est-ce qu'on ne

masque pas ainsi l'absence de réflexion préalable et de cahier des charges?» s'interroge Guy Clapot. « Nous n'avons pas la science infuse, répond Catherine Trautmann, mais nous posons chaque fois la regle du jeu et n'évitons jamais les questions.»

La ville dispose d'ailleurs de ses propres services d'architecture et d'une agence d'urbanisme : c'est là aussi que se prépare la politique d'aménagement du territoire urbain avant les décisions des élus. «L'urbanisme est un acte de violence dans la ville, reconnaît Catherine Trautmann, mais le risque est partagé, entre la collectivité et les équipes partenaires qui travaillent avec elle. Sans dépossèder l'architecte de son travail, il faut permettre au plus grand nombre de comprendre la démarche d'urbanisme et le mode d'emploi de la ville.»

Faut-il pour autant « redessiner la ville contemporaine», comme le propose Claude Vasconi? « Peu de villes ont une stratégie sur vingt ou trente ans, et pourtant il faudrait trouver des ossatures qui résistent ensuite à tout et intègrent bâtiments et infrastructures, sinon on mangera l'espace bêtement». dit-il. Plus modestement, Catherine Trautmann se propose de u rayauder le tissu social pour éviter les exclusions », de « ne pas casser la diversité traditionnelle qui fait la culture urbaine » et « d'aider les habitants à mieux vivre dans leur

JACQUES FORTIER | et en cassette.

REPÈRES

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Un parc à loups en Lozère

Dans le cadre d'un accord passé avec la Fondation Bardot, le parc du Gévaudan, situé près de Marvejols (Lozere), vient d'accueillir quatre vingt loups de Mongolie provenant de la Hongrie. « Le maire de Buda-pest et les autorités hongroises, a expliqué Brigitte Bardot, nous one aides à sauver ces animaux qui auraient du être abattus; leur fourrure était destinée à la confection de

En Lozère, ces loups, âgés de sep à huit mois et pesant une quaran taine de kilos, ont d'abord été placés dans un enclos de 32 000 mètres carrés mais, d'ici quatre à cinq mois, ils disposeront d'un parc s'étendant sur une vingtaine d'hec-tares. Selon Gérard Ménatory, res-ponsable zootechnique, le nouveau parc, « qui n'a pas d'équivalent dans le monde », aura une vocation scientifique. Des Américains et des Japonais sont prets à venir étudier sur place le comportement des loups « Nous mettrons en place des camé ras afin d'observer ces animaux quand ils se nourrissent, mais égale-ment lors des phases de reproduction

La Fondation a décidé d'apporter une aide financière de 600 000 francs. De leur côté, le département de la Lozère et la région Languedoc-Roussillon ont accepté d'aider financièrement cette

LIMOUSIN

Limoges prend du galon

Siège de la circonscription militaire de défense Centre-Ouest, l'une des neuf circonscriptions militaires pré vues par le plan Armées 2 000, Limoges englobera, à partir de 1991, les anciennes 13º (Tours), 42º (Poitiers) et 43º (Limoges) divisions militaires territoriales. Située au centre de la zone de défense atlantique, elle aura autorité sur des ins-tallations militaires importantes, comme la base de transmission des sous-marins nucléaires de Rosnay (indre), les centres d'armement de Bourges (Cher) et de Tulle (Cor-rèze), l'école des transmissions de Montargis (Loiret), l'école du matériel de Bourges, l'école du train de Tours, etc.

C'est la fin définitive d'une tradi-

tion ancienne, dont est né, au début du siècle, le mot limoger : l'envoi dans cette ville, loin de tout théâtre éventuel d'opérations, des officiers dont les capacités militaires n'étaient pas convaincantes. Mais, plus que la mort d'un symbole, ce qui intéresse Limoges, ce sont les retombées économiques de cette implantation: quatre ans de travaux pour des réalisations immobilières nouvelles (4 500 m² de bureaux), qui accueilleront 450 nouveaux militaires et fonctionnaires civils de la défense, 150 millions de francs de soldes et de salaires seront injectés chaque année dans l'économie régio-

PROVENCE - ALPES -COTE D'AZUR

Les Hautes-Alpes jouent la carte de l'authentique

Peu de Français, paraît-il, connaissent le département des Hautes-Alpes et encore moins sa localisation géographique. Pour combattre cette tendance, le comité départe-mental du tourisme vient de créer le Club de l'authentique. Officielle-ment fondé le 2 janvier par les comédiens Sergio Castellito, Daniel Ceccaldi, Gérard Jugnot, Thierry Lhermitte, Christophe Malavoy et Marie-France Pisier, il rassemble des «amoureux» de ce département. Ces amateurs de grands espaces veulent partager leur pas-sion pour une région méconnue, « Je ne savais pas qu'il existait encore des petits villages à 1 500 mètres d'altitude où on va chercher son lait tous les matins à la ferme», raconte par exemple Christophe Malavoy.

La première action des membres du Club va consister à rassembler. en faisant appel aux élus, aux syndicats d'initiative, aux offices de tourisme et même aux curés de campagne, les contes des Hautes-Alpes, patrimoine culturel du département, qui se transmettent de façon orale depuis toujours. Gérard Jugnot demande également à toutes les personnes originaires des Hautes-Alpes émigrées dans une autre région qui connaissent quelques-uns de ces contes de prendre contact avec la Maison des Hautes-Alpes, 4, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Les meilleurs contes seront édités en album

LES FUTURS DE L'EUROPE Fondation Europe et Société VENTE EN LIBRAIRIE

HEURES LOCALES

Un sondage Cité des sciences et de l'industrie - CNRS - le Monde sur l'information des élus

Les « décideurs » politiques revendiquent leur responsabilité face aux experts scientifiques

La Uite des sciences et de l'industrie organise les 13 et 14 mars un colloque sur le thème « Science, pouvoir, citoven», en collaboration avec le Monde, pour le cinquième anniversaire de La Villette. Nous avons souhaité à cette occasion interroger les parlementaires et les élus locaux sur leurs attitudes à l'égard des problèmes scientifigues et techniques qu'ils rencontrent ou qu'ils côtoient. Première conclusion du sondage demandé à la SOFRES: les « décideurs » politiques se sentent concernés.

	Beaucoup	Assez	Un peu	Pas du tout	Sans réponse
- Les problèmes économiques français	85	12	3	0	Ö
- L'environnement	80	18	2	0	0
- Les problèmes sociaux	77	20	. 3	0	, O.
- La santé	51	41	8	0	0
- La politique extérieure	58	32	8	1	0
- Les problèmes scientifiques	29	46	23	2	0
		rada	on her	du toet	Tépons
pas du tout :	Beaucoue	Asser	Un peu	Pas	Sans
		-	on her	du toed	TÉDONSE
l an arabibman de l'ami					
Les problèmes de l'eau	85	13	2 4	du tout. C C	0
- Le problème des déchets			2	0	•
Le problème des déchets	85	13	2	0	0
Le problème des déchets	85 76	13 20	2 4	0	0
Le problème des déchets	85 76 55	13 20 33	2 4 12	0	0
Le problème des déchets Les problèmes d'environnement à l'échelle de la planète (par exemple la couche d'ozone ou le changement des climats) La sûreté des intallations nucléaires La politique de la recherche	85 76 55 54	13 20 33 29	2 4 12 14	0 0	0
Le problème des déchets Les problèmes d'environnement à l'échelle de la planète (par exemple la couche d'ozone ou le changement des climats) La sûreté des intallations nucléaires La politique de la recherche	85 76 55 54 48	13 20 33 29 37	2 4 12 14 14	0 0	0 0 0 1
Le problème des déchets Les problèmes d'environnement à l'échelle de la planète (par exemple la couche d'ozone ou le changement des climats) La sûreté des intalkations nucléaires La politique de la recherche Les nouvelles découvertes de la recherche L'évaluation des risques industriels	85 76 55 54 48 47	13 20 33 29 37 39	2 4 12 14 14	0 0	0 0 0 1 0
Le problème des déchets Les problèmes d'environnement à l'échelle de la planète (par exemple la couche d'ozone ou le changement des climats) La sûreté des intalkations nucléaires La politique de la recherche Les nouvelles découvertes de la recherche L'évaluation des risques industriels Le sida	85 76 55 54 48 47 47 42	13 20 33 29 37 39 36	2 4 12 14 14 13	0 0 0 3 0 1	0 0 0 1 0
Le problème des déchets Les problèmes d'environnement à l'échelle de la planète (par exemple la couche d'ozone ou le changement des climats) La sûreté des intalkations nucléaires La politique de la recherche Les nouvelles découvertes de la recherche L'évaluation des risques industriels Le sida L'exploitation des ressources de la mer	85 76 55 54 48 47 47 47 42 42	13 20 33 29 37 39 36 34	2 4 12 14 14 13 16 20	0 0 0 3 0 1 1	0 0 0 1 0 0 0
Le problème des déchets	85 76 55 54 48 47 47 42 42 33	13 20 33 29 37 39 36 34 34 48	2 4 12 14 14 13 16 20 20	0 0 0 3 0 1 1 4 3	0 0 0 1 0 0 0
Les problèmes d'environnement à l'échelle de la planète (par exemple la couche d'ozone ou le changement des climats) La sûreté des intallations nucléaires La politique de la recherche Les nouvelles découvertes de la recherche L'évaluation des risques industriels Le sida L'exploitation des ressources de la mer	85 76 55 54 48 47 47 47 42 42	13 20 33 29 37 39 36 34 34	2 4 12 14 14 13 16 20 20	0 0 0 3 0 1 1 4 3	0 0 0 1 0 0

Les principaux centres d'intérêt

	Etre mieux in	formé				
	our chacune de ces affirmations, êtes-vous tout à fait d'acco	rd, plutôt	d'accord,	plutôt pas	d'accord o	u pas du
-	out d'accord :	Tout à fait d'accord	Plutôt ď accord	Plands pas d'accord	Pas du tout d'accord	Sans réponse
-	Il m'arrive de plus en plus souvent d'avoir à répondre à des problèmes scientifiques et techniques	12	42	38	8	0
-	Cuand il s'agit de problèmes scientifiques et techniques, il est difficile de trouver la personne qui peut vous donner des informations claires	29	43	21	5	2
	On ne fait pas suffisamment d'effort pour rendre l'informa- tion scientifique compréhensible pour les gens qui en ont besoin	43	33	17	4	3
	De plus en plus de débats de société nécessiteraient d'avoir des connaissances scientifiques et techniques	50	41	6	. 2	1
	En général, lorsqu'un problème scientifique est bien expliqué la plupart des gens peuvent le comprendre	43	38	15	2	2
_	Dans le domaine scientifique ou technique, quand on demande l'opinion de plusieurs experts, leurs avis sont si différents qu'il est difficile de se faire une opinion	28	41	23	5	3

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société

Société civile

Les rédacteurs du Monde ».

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du *Monde*

Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, girant.

Le Monde

avec la collaboration de Christiane Chombeau

Jean-Marc Gilly (Mende).

Georges Chatain (Limoges

Gabriel Simon (Brest)

et Jean-Pierre Foron

(Le Puy).

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, NOE FALGOIERE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25 élécopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEOVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 49-60-30-10 Télex: 261.311 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration Commission paritaire des journau et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037 Renseignements sur les microfilms et Iridex du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beure-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avion
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
lan	1 400 F	2 086 F	2.960 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre réglement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO Jacques Lesourne, président Françoise Huguet, directeur général

76L: (1)45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 296 136 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Le Monde sez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

	DU	KEE CHOIS	E	
	3 mois 📮	6 mois 🛚	lan 🗆	
Nom :		Pı	rénom :	
Adresse : _			rénom :	
		Code p	ostal :	
Localité : _		<u></u>	. Pays :	
Veullez a	voir l'obligeance d'éc	rire lous les noms propi	es en capitales d'imprimi	ene
<u> </u>				

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS Tél.: 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07 Siège social : Institut britannique de Paris Le Grand Prix de L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE récomparise chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu. une œuvre littéraire inédile. Toutes les œuvres sélectionnées Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable

Les manuscrits sont à adresser à L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde Comité de direction : ·

iscouse Lesourne, gérant firecteur de la publication Bruno Freppat directeur de la rédaction Jacquez Guiu directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Daniel Vernet (directaur

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jeogues Fauvet (1969-1982)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15. RUE FALGIJÈRE
75601 PARIS CEDEX 16
Td.: (1) 40-68-25-25
Télécopieur: 40-68-25-25
ADMINISTRATION:
1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Td.: (1) 40-68-25-25
Télécopieur: 49-80-30-10

MAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

17. rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél.: (1) 47 80 11 08

tifiques et technologiques qui commence seulement à sortir de l'ombre - que les représentants des citoyens sont désarmés lorsque se posent à eux des problèmes techniques de grande ampleur (la sécheresse de 1990 on le stockage des déchets radioactifs...) et qu'ils ont peu de prise sur la manière dont sont scientifiquement fondés les projets qui leur sont soumis. Loin de démissionner face à l'importance et à la difficulté de la tâche, les élus revendiquent leur part de responsabilité dans les grandes déci-

E développement des sciences

et des techniques bouleverse

tous les modes de pensée et

culier ceux des hommes politiques en

charge de l'avenir collectif. Mais, aujourd'hui encore, force est de

constater - malgré la création d'un

Office parlementaire des choix scien-

sions, comme le montre le e (1) que la Cité des sciences et de l'industrie, en association avec le Centre national de la recherche scientifique et le Monde, vient de faire réaliser pour son cinquième anniversaire par la SOFRES, sur le thème de l'a information scientifique et technique des élus». A la question « Pensez-vous que les

décisions prises ces dernières années dans le domaine scientifique et technique le sont plus par des experts interrogées estiment en majorité (55%) que les premiers occupent le terrain aux dépens des élus (35%). Mais lorsqu'on leur demande s'il fant « plutôt laisser les scientifiques ou les hommes politiques décider», 60% se déclarent en faveur de décisions prises par les hommes politiques, 27% par les scientifiques. Le sentimais les élus ne démissionnent pas pour autant. Et c'est plutôt rassurant.

L'enquête montre pourtant faut-il s'en étonner? - que l'intérêt des élus pour les questions scientifiques (29%) vient assez loin derrière les problèmes économiques (beau-coup d'intérêt: 85%), l'environnement (80%), les problèmes sociaux (77%), la politique extérieure (58%) et la santé (51%).

même s'il est clair que « ce sont le niveau d'études et la profession qui déterminent des différences d'intérêt pour les problèmes scientifiques», estime Daniel Boy, chercheur an CNRS et à la Fondation nationale des sciences politiques, qui a préparé et analysé ce sondage: « Ceux qui ont sulvi un cursus universitaire et en particulier des études supérieures scienti-

quant davantage les collectivités locales dans la gestion de leur avenir: En revanche, le sida (42%), la conquête spatiale (20%) et la technologie militaire (19% seulement en pleine guerre du Golfe) retiennent moins l'intérêt des élus. «Remarquans, souligne Daniel Boy, que ce constat est assez proche de ce que l'on observe dans le public en général. Comme on pouvait s'y attendre, la préoccupation locale est plus forte chez les maires (38%) que chez les

1)

Qu'ils aient à traiter de sujets d'in-térêt local ou national, les élus ressentent le besoin d'une meilleure information pour se prononcer, besoin renforcé par le sentiment qu'ils ont (91 %) que « de plus en plus de débats de société nécessiteraient d'avoir des connaissances scientifiques et techniques ». Loin de buter sur la difficulté des problèmes qu'il leur faut apprehender, ils n'eprouvent mui découragement et invitent leurs interlocuteurs à une meilleure pédagogie. Dans ce domaine, leur confiance va en priorité à l'écrit, contrairement au grand public qui se tourne vers la télévision: revues spécialisées (29 %); quotidieas (27 %); magazines (17 %); livres de vulgarisation (13 %); la télévision n'obtient que 8% des automasses

parlementaires (9%).

Rendre l'information compréhensible

que 8% des réponses.

Pour les quatre sous-groupes d'élus présents dans l'échantillon, l'habitude est de s'adresser en priorité aux services de «l'institution d'appartenance»: les parlementaires auprès des services de l'Assemblée nationale et du Sénat (31 %), les conseillers régionaux auprès du conseil régional (31 %), les conseillers généraux dans le département (32%), les maires on maires adjoints enfin à l'hôtel de ville (26%). « Plus on s'éloigne du à se disperser. Ainsi, les élus locaux, faute sans doute de trouver l'information « sur place », font appel à de multiples sources, organismes de recherche, voire relations person-

Mais cette quête de l'information n'est guère aisée: 61 % des personnes dans le domaine scientifique et technique que dans d'autres domaines. Selon elles, deux raisons majeures expliquent cette situation: la difficulté de trouver la personne qui peut fournir des informations claires (72%) et le peu d'efforts faits pour rendre l'information scientifique compréhensible (76%). Maleré cela, une large majorité des élus s'ac-

Qui doit décider?

En ce qui concerne les choix scientifiques qui ont des conséquences sociales importantes, pensez-vous qu'il faut... - plutôt laisser les scientifiques décider de ce qu'il faut faire... ou que c'est plutôt aux hommes politiques de prendre les 60 %

Si vous pensez aux décisions prises dans le domaine scientifique et technique ces dernières années, avez-vous l'impression que le plus

 ce sont les élus qui ont fait les choix importants . 35 % - ou bien, au contraire, que les choix ont été faits par des **55 %** 10 %

fiques, de même que certaines professions de nature scientifique (en particulier les médecins) », se déclarent plus intéressés par ces sujets.

Les conséquences de la décentralisation

De manière plus fine, on constate que les élus, lorsqu'ils s'intéressent aux questions scientifiques, le font plus parce qu'il s'agit de problèmes de société (57%) que parce qu'il s'agit de répondre à un besoin spécifique de leurs administrés (22%). Les hommes politiques ne se doivent-ils pas de réagir et de se prononcer sur les grands enjeux de demain.

Mais, lorsqu'on les interroge plus précisément sur leurs préoccupa-tions, celles qui touchent à la gestion locale (eau, déchets, environnement, nucléaire) arrivent en tête. Plus nouveau: 48 % se sentent « beaucoup » concernés par les problèmes relatifs à la politique de la recherche et aux nouvelles découvertes (47 %). Sans doute faut-il y voir une conséquence des lois de décentralisation, implicorde à penser qu'il n'y a pas d'obstacle absolu à la compréhension des enjeux scientifiques et techniques et que, lorsqu'un problème est bien expliqué, la plupart des gens peuvent le comprendre (81 %).

A la condition toutefois, soulignent-ils, que la multiplication des experts ne vienne pas tout compliquer (69%). C'est la raison pour laquelle, pour les aider dans leurs choix, le plus grand nombre d'entre eux se déclarent en faveur d'une information synthétique (feuilles mensuelles résumant les principales informations scientifiques, 89%) ou pour un système plus ponctuel (note d'information quand se pose un pro-blème d'actualité, 94%).

YVES AGNÈS et JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Sondage effertué par la SOFRES entre le 12 et le 25 février 1991 auprès d'un échantillon national de 316 étus (97 partementaires, 111 conseillers régionaux, 98 conseillers généraux, 210 maires et maires adjoints de villes de plus de 10 000 habitants).

BILLET Retrouvailles amères à l'OPEP

Alors que la bruit des canons de is guerre du Golfe a 3 partie gasse, la réunion des troite para de l'OPEP (Organisation des pays exportations the pometal & Genève à partir de lune 11 mars ravat, à l'évidence, uno importance politique capitale. Voir assis à la même table des représentants des Sacridiens. des Irakiens, des Koweiter, i et des iranians, rivaux aréductibles dinier et d'avant-hier, pour discuter du prix de en qui constitue four principale force economique, n'est pas un évenement de routine, hi det ressentiments - malitialis diplomatiques, voire roliginum peseront de tout leur poids dat & les conversations fergeogères.

La configuration géopolitique র্যা cartel, au-delà du Proche Ce + 11 smoto sensu, n'est d'alloute pas simple : l'Algérie - doit % ministre du pétrole. M. Sadas Boussena, est le président en exercice de l'OPEP - plaudit bons une politique ferme et indépendante, en dépit du nouvel équilibre des forans dans la region du Golla. Alger et rejoint donc pas l'analyze pres modérée de l'Arabia sacuration celle-ci étant plus que (2013 5 à l'ecoute des souhaits amendans Le Venezuela niest cas plus disposé que Rivad à mecontenter le président Bush. Une nouvello flambon dos ana risquerait évidemment de compromettre tout offer: ರ್ಡ reprise de la croissance et la viéconomie américaine - et deu acchomies occidentales en general - passablement

revanche, l'horizon sembre plus clair. La production peruelle depetrole resto toujours plus acondante que los bescurs, es les capacités disponibles. encore confortables. Avec l'arrivée des beaux jours, la demande va stagner. Pendant les heures les plus tragiques on la querre, les marchés de Londres et de New-York nicht cédé à aucune panique, es, vendredi 8 mars, le Brent ne cotait que 18.5 dollars le pari. soit un niveau très inférieur 39 prix (21 doilars) que. fin juillet 1990, Bagdad et Teheran avaient imposé à leurs partenaires réticents. notamment l'Arabie sacudite. Cheikh Yamani, Lancien mensater du pétrole du royaume, est même allé jusqu'à prédire un possible effondrement du paix de l'or noir : 12 dollars ...

Au chapitre économique: eff

Comme dans les négociations agricoles européennes, en définitive, le casse-tôte de l'OPEP est un jeu à trois faces : ies plafonds de production, les prix minimums de référence et les quotas. Les négociations de l'OPEP seront à nouveau aussi délicates que celles de

FRANÇOIS GROSRICHARD

Alors qu'Air France abandonne ses res

UTA gèle les salaires d

La compagnie UTA, membre da groupe Air France, annonce le ge! C ma des salaires de ses 7 900 salarrés en 1991, ainsi que la suppression du Inter droit au report des congès. Ces mesures économiseraient plus de 60 millions de francs. Elles completent le plan d'économies mis en place au mois de janvier et qui prévoyait le gel des embauches et des titularisations, l'arrêt des investissements publicitaires et promotionnels, ainsi que la réduction du programme des vois de 10 % environ. Ce premier train de mesures pourrait permettre d'alléger les dépenses de plus de 100 millions de francs. Ce dispositif est destine à faire face à une chute de traffe, due aux événements du Goife que l'on évalue à 20 % - el à la perte de 240 millions de francs de recettes pour le premier trimestre

Après l'abandon par Air France de ses mesures de chômage partiel

ه کذامن (الإعمل)

J. 1

NI.

Old Park

4->

ECONOMIE

Retrouvailles amères à l'OPEP

Alors que le bruit des canons de la guerre du Golfe a à peine cessé, la réunion des treize pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) à Genève à partir de lundi 11 mars revêt, à l'évidence, une importance politique capitale. Voir assis à la même table des représentants des Saoudiens. des Irakiens, des Kowertiens et des Iraniens, rivaux irréductibles d'hier et d'avant-hier, pour discuter du prix de ce qui constitue leur principale force économique, n'est pas un événement de routine, et les ressentiments - militaires, diplomatiques, voire religieux pèseront de tout leur poids dans les conversations financières.

....

WK.

La configuration géopolitique du cartel, au-delà du Proche-Orient stricto sensu, n'est d'ailleurs pas simple : l'Algérie - dont le ministre du pétrole, M. Sadek Boussena, est le président en exercice de l'OPEP - plaide pour une politique ferme et indépendante, en dépit du nouvel équilibre des forces dans la région du Golfe. Alger ne rejoint donc pas l'analyse plus modérée de l'Arabie saoudite. celle-ci étant plus que jamais à l'écoute des souhaits américains. Le Venezuela n'est pas plus disposé que Ryad à mécontenter le président Bush. Une nouvelle flambée des prix risquarait évidemment de compromettre tout effort de reprise de la croissance d'une économie américaine - et des économies occidentales en général - passablement essoufflée

revanche. l'horizon semble plus clair. La production actuelle de pétrole reste toujours plus abondante que les besoins, et les capacités disponibles, encore confortables. Avec l'arrivée des beaux jours, la demande va stagner. Pendant les heures les plus tragiques de la guerre, les marchés de Londres et de New-York n'ont cédé à aucune panique, et, vendredi 8 mars, le Brent ne cotait que 18,5 dollars le baril, soit un niveau très inférieur au prix (21 dollars) que, fin juillet 1990, Bagdad et Téhéran avaient imposé à leurs partenaires réticents. notamment l'Arabie saoudite. Cheikh Yamani, l'ancien ministre du pétrole du royaume, est même allé jusqu'à prédire un possible effondrement du prix de l'or noir : 12 dollars...

Au chapitre économique, en

Comme dans les négociations agricoles européennes, en définitive, le casse-tête de l'OPEP est un jeu à trois faces les plafonds de production, les prix minimums de référence et les quotas. Les négociations de l'OPEP seront à nouveau aussi délicates que celles de

FRANÇOIS GROSRICHARD

Un entretien avec M. Louis Mermaz

« Il est temps de traiter l'agriculteur comme un entrepreneur » nous déclare le ministre de l'agriculture

Après une semaine de grande affluence, le Salon de l'agriculture s'achève dimanche 10 mars à Paris. M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture et de la forêt, doit être reçu, merdi 12 mars, par le premier ministre pour évoquer les problèmes de la profession, notamment les négociations européennes sur les prix agricoles. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, M. Mermaz fait le bilan de ses premiers mois rue de Varenne.

« Quel premier bilan dressezvous de votre action depuis votre arrivée au ministère de l'agriculture le 2 octobre?

 - J'ai dû parer au plus pressé à la suite de la crise de l'été. J'ai assuré le suivi des plans Nallet, obtenu pour les éleveurs l'abaissement de l'impôt fon-cier non bâti - soit 300 millions de francs d'exonération, - l'étalem voire l'annulation de créances en matière de cotisations sociales, la légère amélioration des prêts bonifiés. Nous avons débloqué des aides pour les éleveurs, réduit le prix des céréales destinées à l'alimentation du bétail dans certains départements, préparé un programme d'aide au revenu agri-cole en négociation avec le ministère de l'économie pour atténuer en 1991, et dans les années suivantes, les grandes difficultés de l'élevage. Il s'est agi de mesures à caractère conjoncturel pour tenter d'éteindre les incendies. Je crois à une mesure d'avenir : la détaxe sur les bio-carburants nour lutter contre les risques de friche. Il y a là de grandes perpectives pour la culture du colza et du tournesol

- Comment avez-vous été accueilli par le monde agricole? - Avec un certain étonnement, car après cinq années de présidence de Assemblée nationale, puis de présidence de mon groupe parlementaire, on ne s'attendait pas à me voir appelé à cette fonction. Mais dans une

le premier ministre, c'est moi qui ai souhaité l'occuper. Au long de ma vie publique, et comme élu depuis vingt ans du département de l'Isère, j'ai une expérience du monde rural. Je voulais participer à une meilleure compré-hension entre l'agriculture et le reste de la population. C'est une vaste

 En cinq mois, vous avez été confronté à l'échec des négocia-tions du GATT, aux propositions restrictives de réforme de le politi-que agricole commune, è la réuri-fication de l'Allamagne et à la crisa du Golfe. Quel a été l'impact de ces divers événements sur l'agriculture française?

 Les négociations du GATT ont fourni une occasion de rapproche ment entre les paysans et les pouvoirs publics. L'Etat a pris conscience que le problème dépassait la seule question du revenu des agriculteurs et tou-chait l'équilibre de notre balance commerciale (avec 52 milliards de francs d'excédents agricoles), un nom-bre considérable d'emplois, dans l'agriculture et aussi l'agroalimentaire, première branche d'activité indus-trielle en France avec un chiffre d'affaires de 625 milliards de francs.

Quant aux propositions de la sion, elles sont très rudes. Le president Jacques Delors, qui veut assurer une saine transition, s'y est opposé. Les seuls à les soutenir sont Britanniques. Des pays aussi libreéchangistes que les Pays-Bas et le Danemark font de substantielles réserves. L'ensemble des autres ministres de l'agriculture se sont déclarés inquiets. On n'a pas pris en compte le coût de la réunification allemande. Si on veut maintenir à leur niveau les prix de la campagne précédente, il faudrait dépenser 880 millions d'écus (soit 6,16 milliards de francs). Le coût de la réunification allemande est estimé à 1,315 milliard d'écus (9,2 milliards de francs).

» L'effort à consentir ne sera pas à ce niveau, car on a terminé l'exercice 1990 avec des réserves. Mais les agri-

blèmes s'accumuler : la fermeture des marchés du Proche-Orient, la réduc-tion des débouchés vers l'URSS, l'arrivée dans la CEE d'un cheptel important dans de mauvaises conditions sanitaires; 800 000 têtes de bétail ont été importées d'Europe cen-

trale. Les Français ont obtenu de la Commission, le 4 mars, la possibilité de déclenchement d'une clause de sauvegarde à l'encontre des importations de viande bovine en provenance de cette zone. Il était temps. Dès la fin d'octobre, nous avions décidé des contrôles très stricts. Entre novembre et décembre, les entrées de bêtes sur pied ont diminué des deux tiers à la frontière du Nord-Est. Il y a aujourd'hui des circuits commerciaux à réactiver. Nous sommes nrêts à faire un effort pour soutenir nos exportateurs, avec l'office des viandes.

 Vos prises de position dans les négociations semblent converger avec les options de la FNSEA, le syndicat majoritaire...

- La France a besoin de ses exportations agricoles, donc de ses grandes productions qui, certes, sont soute-nues. Dans tous les pays industriels, les productions sont aidées, car le taux de rentabilité de l'argent dans l'agriculture est plus faible que dans d'autres secteurs, comme la banque, les services ou l'immobilier. Cela ne vent nas dire que je ne me soucie pas aussi des petits et moyens exploitants.

» Il est temps de traiter l'agricul-teur comme un entrepreneur. On n'a jamais proposé de réduire la force des grandes entreprises industrielles pour aider les PME. Il faut accomplir cette révolution culturelle. La preuve que l'Etat ne l'a pas faine, c'est la publicareagnee la pastante, cest a publica-tion annuelle des revenus globaux de l'agriculture, qui ne veut rien dire et empêche l'opinion de comprendre les difficultés des exploitants. Tant qu'on n'aura pas changé ces modes de pen-sée, on n'aura rien réglé.

Que pensez-vous du projet d'aides directes au revenu défendu par M. Delors?

- C'est un bon projet. Le monde paysan s'en approche avec une éfiance normale. Il ne faut pas que la Communauté retire ce qu'elle a donné pendant vingt-cinq ans en matière de soutien sans le remplacer par des aides à l'exploitant, à l'individualité. Or c'est ce qui risque de se passer dans l'actuelle négociation. On ne peut affaiblir l'agriculture performante dont nous avons tant besoin et provoquer l'augmentation du nombre

- L'agriculture française a usé et épuisé de nombreux modèles. Quelles perspectives s'ouvrent à

Il serait temps d'avoir un plan d'avenir pour l'agriculture française, qui englobe la compétitivité, l'occupa-tion de l'espace, l'entretien des pay-sages, la pluriactivité, le tourisme rural, qui représente un quart du tourisme national, la part des agriculteurs qui s'y consacrent n'étant que de 2 %. Cela suppose deux conditions préalables: une concertation entre le monde agricole et le monde rural elle est en cours - et la mise en œuvre de moyens financiers. Je suis sur ce terrain d'une prudence paysanne.

» Tout plan coûtera de l'argent, à

tion budgétaire. Ce serait se moquer des agriculteurs que de leur offrir un magnifique plan s'il n'était pas une meilleure mobilisation des pouvoirs publics, du gouvernement et de chercheurs, comme Bertrand Hervieu, estiment que le vote paysan influence 17 % du corps électoral. Dans une démocratie où les résultats sont à la marge, chacun a intérêt à s'en sou-

 L'agriculture est-elle vraiment en mesure de trouver un second souffle dans la société d'aujour-

- De nombreuses mesures contribuent à rémunérer la fonction de conservateur du paysage de l'agricul-teur. Il s'agit de l'indemnité spéciale montagne, de la prime ovine ou de l'article 19 du règlement européen encourageant les pratiques culturales préservant l'environnement. Dans les régions de grande culture, plusieurs centaines de milliers d'hectares de betteraves ou de céréales pourraient être consacrés à fournir de l'éthanol. Ce sont des productions économes pour la nature, fertilisantes pour les sols, qui correspondent à une vérita teurs ont rempli pendant des siècles la tâche d'entretien de la nature. La dureté des lois du marché les a gênés possibilités de double fonction. Dans le massif de la Sainte-Victoire, près d'Aix-en-Provence, les agriculteurs trouveraient normal d'être exploitants et sapeurs-forestiers. Cette vocation est plus facile à développer dans les zones défavorisées, qui représentent 45 % du territoire. Mais tous les agriculteurs, y compris dans ces régions, souhaitent d'abord produire - comme ils disent - pour nourrir les bommes, C'est en continuant d'assumer ce rôle qu'ils auront l'impression de s'accom-

Critiquant les positions de ses confrères

M. Calvet (PSA) appelle M. Mitterrand à intervenir sur les entrées d'automobiles japonaises en Europe

A l'occasion des essais, au Lavandou, de la nouvelle Citroën ZX, M. Jacques Calvet, président de Peugeot SA, a violemment critiqué les positions adoptées par les autres constructeurs automobiles européens à propos de la pénétration japonaise dans la CEE. Il souhaite que les hommes politiques, et notamment le président de la République, se préoccupent de ce pro-

> TOULON de notre envoyé spécial

Démissionnera-t-il le 1ª janvier 1993? Désabusé, M. Jacques Calvet, patron de Peugeot SA, en brandit la menace . «Si les Euro-péens, dit-il, conduisent une mau-vaise négociation avec les Japonais

(voir nos dernières éditions datées

9 mars), on voit que le groupe Air France (Air France, UTA, Air

Inter) compte, désormais, essen-tiellement sur le blocage des rému-

nérations et une flexibilité accrue

du travail pour retrouver un équili-

sur l'entrée des voitures nippones dans le Grand Marché de 1993, ce sera un échec grave sur une question vitale pour mon groupe. Je devrais en tirer les conséquences. » En s'exprimant au Lavandou (Var) à l'occasion des essais de la nouvelle Citroën ZX, M. Calvet a dénoncé les positions arrêtées par l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) au début de cette semaine sur ce sujet (le Monde du 9 mars).

« Il y aura de considérables licenciements »

L'ACEA, qui regroupe tous les péens, à l'exception du seul Peugeot SA qui a refusé de s'y joindre, a arrêté une politique dont on connaît les points principaux. La pénétration des voitures japonaises doit être contrôlée pendant un délai de six ans à partir de 1993. Leur entrée doit être limitée pour monter progressivement d'une part de marché de Il %, atteinte en 1990, à 15 % en 1999. Cette position doit être transmise à la Com-. mission européenne pour qu'ensuite les Douze négocient avec Tokyo et tranchent.

Mauvaise méthode, dit le patron de PSA: en donnant son objectif, a on se prépare à une négociation difficile avec les Japonais en abattant nos cartes sur la table ». Eux se ront des chiffres des Européens pour demander plus.

M. Calvet rappelle qu'il demande, notamment, un délai non pas de six ans mais de dix et « une ouverture réciproque du marché nip-pon». Le libéralisme, système auquel il adhère, est « la concurrence loyale dans un contexte économique équilibre ». Or les Japonais travaillent 2 200 heures par an et les Européens entre 1 600 et 1 700 . « L'écart des conditions de travail (...) devrait conduire les hommes politiques à réfléchir et à se dire qu'il y aura de considérables licenciements en Europe. » M. Calvet juge toute cette affaire « incroyable » : « Nous faisons l'Europe et c'est nous qui sommes demandeurs vis-à-vis des Japonais. S'il vous plaît, Monsieur le bourreau, attendez encore un peu.. Non! Il faut aller leur demander ce qu'ils apportent à la construction européenne et non pas s'excuser.»

M. Calvet souhaite rencontrer M. Mitterrand pour lui expliquer les enjeux du débat en cours. Il en appelle aux hommes d'Etat, estimant que la décision est « politique ». «L'automobile représente 10 % du PNB européen. On touche au cœur des intérêts économiques de nos pays.»

A propos de la ZX, M. Calvet s'est félicité que Citroën possède désormais quatre voitures (AX, ZX, BX et XM) pour lutter à armes égales avec la concurrence. :Il donne à la marque aux chevrons un objectif de 14 % du marché français pour 1991 et de 16 % pour 1992. En matière sociale, compte tenu des incertitudes du marché automobile d'après-guerre, PSA vient de proposer une augmentation de salaire de 1 % au le avril et un rendez-vous avec les syndicats vers juin : « Nous verrons alors pour la suite ». Ce 1 % s'ajoute à 1,6 % d'augmentations individuelles pour l'année.

Après l'annonce de l'alourdissement de la fiscalité en Allemagne

Bonn adopte d'importantes mesures d'aide aux Länder de l'Est

Le gouvernement du chancelier Kohl a décidé, vendredi 8 mars, d'accorder une aide supplémentaire aux nouveaux Laen-Orientations «inconcevables». der de 24 milliards de marks (82 milliards de francs) pour les deux années à venir. 11 s'agit pour le gouvernement « de favoriser les investissements et la création d'emploi » dans l'ex-RDA, qui est actuellement frappée par une récession économique et une montée du nombre des sans-emploi.

BONN

de notre correspondant

« C'est le plus gigantesque programme de relance de l'histoire de la République fédérale», estiment les associations patronales, alors que le président de la fédération des syndicats allemands, M. Hans-Werner Meyer, voit dans les mesures adoptées « des éléments réalistes permettant de combattre le chômage dans les nouveaux Laender ». Cela n'empêche pas l'opposition, par la voix du vice-président du SPD, M. Wolfgang Thierse, de juger ce programme « mesquin et sous-dimensionné ».

Les mesures d'aide à l'Est visent à favoriser les investissements urgents des collectivités locales, dans le domaine du logement, de la protection de l'environnement, des infrastructures indispensables pour que des investisseurs privés soit eux-mêmes incités à s'implanter dans l'ex-RDA. Sont également prévues des aides à la reconversion des salariés privés de leur emploi par la restructuration de l'appareil productif est-allemand.

Une aide directe de 400 millions de marks est également envisagée pour soutenir l'activité des chantiers navals durement frappés par la baisse des commandes de leurs clients traditionnels, les pays de l'ex-bloc oriental. Le rapport économique annuel du gouvernement, adopté lors de la même réunion du conseil des ministres, prévoit pour la sin de l'année un taux de chômage à l'Est qui pourrait ÉRIC LE BOUCHER | atteindre 20 % de la population

active, alors que le niveau de l'emploi continue de s'améliorer à l'Ouest (le Monde du 8 mars). Le financement des mesures devrait être assuré par les augmentations d'impôts décidées par le gouvernement il y a deux semaines, qui constituent, selon le ministre des finances, M. Theo Waigel (CSU),

tion des impôts directs et indirecis ». Il a d'autre part indiqué que l'endettement public resterait limité à 70 milliards de marks pour l'année 1991, pour un budget d'un montant total de 412 milliards. Le ministre de l'économie. M. Jürgen Möllemann (FDP), a de son côté assuré que l'augmentation de 7,5 % de l'impôt sur le revenu

a un mélange équilibré d'augmenta

Restitution des biens

Ce programme, annoncé avec tambours et trompettes par un chancelier Kohl soumis au feu croisé des critiques venant de l'Est comme de l'Ouest va-t-il déclencher le grand mouvement d'investissement à l'Est qui se fait toujours attendre? Il faudrait pour cela que soit tranchée une querelle qui met aux prises M. Möllemann au ministre de la justice, M. Klaus Kinkel, membre lui aussi du parti libéral. Aux termes du traité d'unification entre la RFA et la RDA, les propriétaires de biens nationalisés par l'ancien régime communiste peuvent demander la restitution de ces biens.

Cela fait peser une incertitude sur le statut de la propriété acquise par les investisseurs occidentaux dans le cadre de la privatisation, réalisée sous la houlette de la Treu-handandanstalt. M. Möllemann demande que priorité soit donnée à l'indemnisation sur la restitution de ces biens au nom de « l'intérêt supérieur de la communauté ». M. Kinkel, en revanche, estime que la restitution doit rester la règle, sauf à se mettre en contradiction avec l'article 14 de la Loi fondamentale, qui définit le droit à la propriété en République fédé-

LUC ROSENZWEIG

Alors qu'Air France abandonne ses mesures de chômage partiel UTA gèle les salaires de son personnel

La compagnie UTA, membre du groupe Air France, annonce le gel des salaires de ses 7 900 salarids en 1991, ainsi que la suppression du droit au report des congés. Ces mesures économiseraient plus de 60 millions de francs. Elles complètent le plan d'économies mis en place au mois de janvier et qui prévoyait le gel des embauches et des titularisations, l'arrêt des investissements publicitaires et promotionnels, ainsi que la réduction du programme des vols de 10 % environ. Ce premier train de mesures pourrait permettre d'ailèger les dépenses de plus de 100 millions de francs. Ce dispositif est destiné à faire sace à une chute de trafic, due aux événements du Golfe que l'on évalue à 20 % - et à la perte de 240 millions de francs de recettes pour le premier trimestre

Après l'abandon par Air France de ses mesures de chômage partiel bre financier et commercial fortement compromis. Le réseau TGV & le développement

Session de formation les

13 & 14 Mars 91 à Paris

avec intervenants de haut niveau de la SNCF, de la DATAR, du Ministère de l'Equipement de "témoins" acteurs de terrain

Projet de schéma directeur Enjeux nationaux et européens pour l'aménagement du territoire Impact et valorisation économique du TGV

Renseignements à l'Institut des Managers du Développement Local **25** 40.25.39.02

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 4 AU 8 MARS

PARIS

Presque sans faute

 La Bourse de Paris INDICE CAC 40 a du coffre. Noп contente d'avoir boucié sa huitième semaine de hausse, un quasi record (neuf semaines entre

les mois de septembre et novembre 1988), elle a effectué ces derniers jours un parcours presque sans faute. Las I Quelques méchantes prises de bénéfices de dernière minute vinrent légèrement ternir à la veille du week-end un bilan au demeurant superbe.

Tout avait commencé et bien failli finir sur un air de fête. Lundi, de légères brumes, tombées de façon un peu inquiétante en fin de matinée, devalent rapidement se dissiper et la journée se terminait sur un score positif de 1,14 %. Le marché récidivait le lendemain et, au terme d'une nouvelle ascension, s'élevait encore de 1.92 %. Jamais deux sans trois. Mercredi, le démarrage fut foudroyant (+1,92 %) et l'allure, soutenue ensuite par les valeurs françaises, presque infernale. A mi-parcours, la hausse atteignit 2,65 % .

Trop vite et trop fort sans doute : sur des ventes bénéficiaires massives ordonnées des Etats-Unis, la Bourse fut contrainte de rebrousser chemin. A 16 h 59, son avance était réduite à 0,78 %, mais, sur un ultime effort, repassait à 1,13 % au tout dernier moment. Comme prévu, de nouvelles prises de bénéfices se produisirent jeudi matin. Cependent, après avoir pesé sur les cours (-0,65 %),

8-3-91

180.50

387

596 176

l°-3-91

105.20 +

94,30 53,20 1,82

8-3-91

253

146 814

8-3-91

402

3 550 18,30

632 227

2 614

4 120

8-3-91 Diff.

419,20

Bâtiment, travaux publics

Diff.

18

21

+ 142 + 37 + 20

+ 72

+ 40 + 18

Diff.

11 26,90 11,20 7,40 0,90 0,01

Diff.

5 20

29 0,90 5

4,50

Diff.

- 5,5 + 161 - 3 + 89 + 10 - 0,70

41 30 135

19 37 438

- 12,30 + 33 + 10 + 5,70

1691 + 50 530 + 53,90 772 + 48 456 + 36 700 + 47 346,20 + 47

30 8.50

Banques, assurances

Cetelem

Chargeurs ..

Hénin (La)....

Société générale

Suez (C* fia.)..

Auxil d'entr.

amob. Phénix .

Filatures, textiles

Matériel électrique

Lafarge-Coppé

Gal Lafayette

Nouvelles Galerie

CSEE (ex-Signaux). Générale des caux...

Lyon, des eaux .

Sextant-Avionistic

GTM.

UCB

Locafrance 502 Locindus 753 AXA (Cie du Midi) 1 153

Mines, caoutchouc

elles furent progressivement bien absorbées et, maigré les quelques ratés enregistrés dans l'après-midi, la séance s'achevait à nouveau sur une note assez ferme (+0,60 %) .

Apparemment en pleine forme, le marché reprenait son ascendès vendredi matin (+0,61 %) et en début d'aprèsmidi sa progression dépassait 1 %. Mais « quelques mains trop chargées », selon l'expression consacrée, jugèrent bon de s'al-léger dans la soirée. Si bien que la séance s'acheva sur 0,20 % d'effritement. Le pire a quand même été évité et d'une semaine à l'autre l'indice CAC 40 a encore monté de 4,6 %. Quant à la hausse, amorcée depuis le 16 janvier dernier, date du déclenchement des hostilités dans le Golfe persique, elle frôle maintenant 25.4 % .

Monter quatre jours d'affilée avent de glisser le cinquième en fin de parcours sans véritables dégâts reste une joire performance, surtout après sept semaines de marche forcée vers de nouveaux sommets. Pour le moins, malgré un certain doute, l'exercice témoigne d'une assez grande confiance dans l'avenir. Le phénomène n'est pas spécifique à la place française. Depuis quelque temps, et plus encore après l'annonce du cessez-le-feu dans le Golfe, tous les marchés financiers iquent, c'est leur vocation, une reprise de l'expansion

L'exemple donné par Wall Street, prêt, dans quelques jours ou dans quelques semaines, à franchir pour la première fois de

8-3-91 Diff.

+ 18

+ 51 + 10 + 42

+ 35

+ 63 + 19 + 58 + 58 + 45

+ 6,80 + 11,40

Diff.

12 54

+ 66 7,80

17,10

MATIF

Mars 91

105.50

105.50

105,62

Cours du vendredi au ieudi

9 327 599 | 11 605 224 140 487 | 224 439

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

(base 1 000, 31 décembre 1987)

3 415 985

118.4

6-3-91

4-3-91

5-3-91

2 619 488

460,20 + 55,10 340,50 + 25,50

8-3-91 Diff.

567 1 501

4 035

19-2-8

127,50

341 + 690 + 775 + 436 + 724 + 296,30 +

896 + 440,10 +

Nombre de contrats: 108 050.

2 784 311

11 420 650

701 675

<u>Métallurgie</u>

Dassault-Aviation.

Produits chimiques

De Dietnch...

Imp. Chemical Norsk Hydro...

Pétroles

Petrofina Royal Duich.

COURS

bas ..

Complant

Total .

R. et obl.

Francaises

Étrangères

Général

Peugeot .. SAGEM...

l'histoire le grand coi des 3 000 points à l'indice Dow Jones, est déjà excitant en soi. Mais la stimulation a été aussi multiforme. C'est de bonne politique. Les services de la Maison Blanche et le président George Bush luimême n'ont pas cessé de répéter le message : l'arrêt de la guerre va restaurer la confiance et inciter les ménages à consom mer davantage.

De nouvelles incitations à l'achat d'actions

De ce côté de l'eau, le centre d'observation économique de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris a pris le relais, en prédisant que le phénomène prendrait d'autant plus d'importance en France que le revenu disponible continuera d'augmenter à bonne cadence, grâce aux gains de pouvoir d'achat obtenus par la désinflation. La Fédération des travaux publics a pour sa part rajouté à l'optimisme ambient en notant que la reconstruction du Koweit pourrait valoir aux entreprises françaises choisies de regagner quelques unes des parts de marché perdues ces dix dernières années au Proche-

Naturellement, les rabat-joie n'ont pas manqué de tirer la sonnette d'alarme. Le premier, M. Alan Greenspan, président de la Banque centrale américaine, a déclaré que, si « une incertitude aênante était levée », il ne s'attendait pas à un retour rapide de la confiance. Le très français INSEE a franchement jeté le trouble en prédisant pour le premier

8-3-91 Diff;

696 200

675 377 191

200 |-51,95 |+

236,50 +

549 + 342,90 +

151 + 9,50 530 + 15 442,10 + 32,10 863 + 53 300 + 26 715 + 37

1 439

+ 26 + 30 + 195 - 30 + 32 + 128 + 44,

4,70 58 0,55

52 18,40

Valeurs diverses

Club Méditer.

Groupe Cité

L'Oreal.

Saulnes Châtillon...

Suf. Gold M.

ÉCHÉANCES

Juin 91

106,40

106,22

106,22

5 176 102

293 174

8-3-91

106

Mines d'or, diamants

semestre un taux de croissance (+1,5 % en rythme annuel) très inférieur à celui prédit par le gouvernement. Pis : les grandes firmes de courtage des Etats-Unis ont, elles, agité le spectre de l'argent cher, conséquence inévitable des nombreux appels en capitaux pour remettre en état le Koweit et l'Irak.

Pas d'accord, se sont excla-

més en chœur M. François Perigot, le patron des patrons français – qui ne voit aucune raison pour que la reprise ne soit pas au rendez-vous, mais suggère quand même au gouvernement de faire quelque chose - et M. John K. Galbraith, le célèbre économiste américain qui réfute toute idée de hausse des taux et de baisse des capacités d'investissement induites par les énormes besoins d'argent. Plus nuancé sur les taux courts réels. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, croit néanmoins fermement à une baisse du lover de l'argent.

Prisonnière d'un certain doute, la Bourse lui doit une fière chandelle. Son optimisme sur les taux et sa quasi-promesse faite jeudi 7 mars (à l'occasion d'un colloque organisé par le CNPF à Paris sur l'information des sociétés cotées) de réduire l'impôt sur les bénéfices distribués et de relancer les placements d'actions auprès des ménages, à condition que les entreprises fassent un petit effort, ont empêché le marché de franchement piquer du nez. Le record des neuf semaines consécutives de hausse sera-t-il

Alimentation

Casino G., Perra ...

Euromarché ...

Occid. (Gle) ...

Promodès... Saint-Louis.

Compt. Entrep. Olipar_____

Avenir HLM.

Plastic Omnica Printemps (Au).

Oliper...... Pern.-Ricard

bientôt égalé? ANDRÉ DESSOT

734

2555 833 3572

2 134 1 449 1 443

Valents

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES

4

8-3-91 Diff.

- 26 + 5 + 44 + 142

720

+ 15

\$

482 370 280

309,20 + 36,20 1 184 + 21 2 134 + 16 1 449 + 113

NEW-YORK

A portée des 3 000

Wall Street est aussi têtue que George Bush. Le président américain s'était juré d'avoir la peau de Saddam Hussein, il y est (presque) parvenu. L'indice Dow Jones

s'était fixé le palier des 3 000 à brève échéance, il est en passe d'avoir réussi son pari. Le 8 mars, le New York Stock Exchange a terminé la séance à la cote 2 955,20, à portée de main du record de 2 999,75 atteint à la mijuillet, en léger retrait sur la veille, vraisemblablement sous l'effet de la hausse du taux de chômage annoncée durant la séance.

En une semaine, le Dow Jones a encore mis plus de 45 points à son actif, soit un gain de 1,6 % et nombre de familiers du « Big Board» escomptent une nouvelle hausse la semaine prochaine. La décision de la Réserve fédérale de jouer les Fonds fédéraux à la baisse est considérée comme un signe de confiance dans les capacités de reprise de l'économie sans retour d'inflation. Pour l'instant, Wall Street veut absolument écarter de sa vue toute information ou indicateur économique qui irait à l'encontre du sentiment dominant : la reprise économique est pour bientôt et les consommateurs en seront à l'origine.

Mais, pour l'heure, la demande n'a pas encore frémi. Le secteur de

la distribution et des grands magasins est le plus surveillé car c'est de la que devrait parvenir le premier signal. Las, les statistiques à fin février ne traduisent aucun changement. Les ventes de collections de printemps n'ont pas vraiment décollé et la plupart des magasins avouent un chiffre d'affaires pratiquement inchangé pour l'instant, quand il n'est pas en léger retrait sur l'année précédente. Il faudra attendre fin mars pour être fixé mais les estimations ne sont pas très encourageantes. SERGE MARTI

Indices du 8 mars : Dow Jones, 2 955,20 contre 2 909,90

•

4

2	· · · •	
	Cours le mars	Cours 8 mars
Alcoa	65 3/4 33 3/8	67 1/7 33
Chase Man. Bank Du Pout de Nemours	49 1/4 14 3/4 38 3/4	49 1/7 15 38
Exsumen Kodak Exsument Kodak Ford	43 3/4 55 3/4 33 1/4	45 5/8 55 3/8 33 7/8
General Electric General Motors	68 7/8 39 1/2 21 1/8	66 5/3 39 5/3 24 1/3
Goodyear	131 1/8 57 1/8	131 56 7/8
Mobil Oil Pfizer Schlumberger	63 184 7/8 63 1/8	64 1/2 107 1/2 64 1/4
Texaco	-64 1/8 148 1/2 19 1/8	64 5/8 144 1/2 20 1/8
USX	30 3/8 27 1/4	30 3/4 29 1/8 58 3/8
		2030

TOKYO

Raffermissement

25 881 yens pour clôturer 26 607 yens, le Nikkei, l'indice de Tokyo, a été constamment orienté vers le haut. Seul accident de

parcours, mardi : la publication d'un rapport de la Banque du Japon concluant que l'économie japonaise se portait bien a fait l'effet d'une douche froide, moins de vigueur dans l'activité économique ayant paru souhaitable. Ce qui aurait obligé la banque centrale à desserrer les cordons du credit pour relancer la croissance. Mais. comme Wall Street s'est montré robuste, cela a suffi pour contrebalancer l'impact négatif qu'a sur les marchés la sermeté du gouverneur de la Banque du Japon, M. Yasushi Mieno.

Vendredi, Tokyo s'est débarrassé avec aisance d'une incertitude technique : les contrats sur indice à échéance de mars arrivaient en effet à dénouement. Cette opération n'a pas nui à la cote qui, bien que suspendue à l'annonce des chiffres du chômage aux Etats-Unis, a progressé de 209,56 yens.

comme on le pense depuis un certain temps, les « étrangers » sont bien le moteur de la reprise du Kabuto-cho. Jugeant les actions japonaises sous-évaluées, ils sont paradoxalement beaucoup plus « haussiers » que les Japonais. En février, les « étrangers », en premier lieu les Américains, ont battu tous les records en étant acheteurs nets nour 1 081 milliards de vens d'actions japonaises. De leurs côtés, les grands japonais (institutionnels, banques, fonds de pensions...) battaient également tous les records en étant vendeurs nets

également tombée vendredi :

Indices du 8 mars : Nikkei, 26 607,52 (c. 25 881,57); Topix, 1 967,11 (c. 1 931,66).

BRUNO BIROLLI

	Cours I* mars	Cours 8 mars
kai ridgestone	755 1 120 1 520 2 550 1 400 1 790 820 6 700 1 840	880 1 140 1 600 2 640 1 550 1 880 820 6 900 1 920

	Cours i" mars	Cours 8 mars
Sowater	5,52 3,32 4,87 3,87 10,47 9,72 14,50 10,35 8 4,72 7,12 2,23	5,87 3,42 4,98 3,86 12,89 9,95 14,50 10,75 8,82 4,83 7,38 2,30

	Cours I mars	Cours 8 mars
G, SF	206 224, 10 254 256 661,50 234,50 575,50 277 606,60 355	214,80 246,40 273 267,50 658 251,10 575 295,50 637,30 391

Regain de fave Depuis la fin de la guerre de

MARCHÉ INTERNATION

Golfe, l'attention del grand, grand naires de fonds est de nice ca plus retenue par les placement en un lars. Tant en Europe qu' an apres. nombreux son! ceux qui cherche. se procurer des titres de questilibelles dans une monaule dor" fermeté leur promet de recier d'importants gains de change n'est dans ces conditions aus acres nant que l'eure-emprant de 100 ma lions de dollars lance le 6 mars perse la Banque europeenne d'assette ment figure au nombre des prese tions les plus en vue de la empire passée. Toutefois, on ne la carepeut-être pas accorde autant allities portance si sa direction and size confice à une des grandes curs - ques qui, traditionnerferert. domine ce compartiment La tine ché, une maison amética es poexemple.

Or, l'affaire était places was a

conduite du Crédit in contre de chablessement, en tant que che che tile, s'est surtout fait connaîter 276 les compartiments de l'ecu et du franc français. Mais, comme tomid'autres banques européritais. n'a, ces dernières années, quen en l'occasion de diriger d'emprissis esdollars, à l'exception de transactions mences pour son propre comple its une société de son groupy. ... : 4 44 l'euromarche une sonte de 170. ... 🗢 tion à laquelle n'échappent au la la poignée d'établissements de cass premier plan. S'y opposit to devenu d'autant plus difficule les methodes utilisées actualisme pour garantir le placement de neuveaux titres auprès des investigante conduisent à limiter le mombile de participants dans un syndica, d. prise ferme. Co sont finalement toursum to

mêmes hanques qui participent à la meme type d'emission, action and une précieuse expérience un aix tosont pas prefes à partager l'aux eu. sont trop longtenips, excess it a perde ne plus être partacteurer? l'écoute du marché, et leurs marches de se voir attribuer des mangers : maprofitables as penvent qualities.

Pour une banque ambanca e la ne cent pas être relegues a des seen de second plan, il est essentie, de reagir à temps. C'est ce qu'ant pag-

MATIÈRES PREMIÈRES

Le blé et

N 228

22222

-27.5

Le man Poliser. 2

ACEAN A

accueilla:

ALZHONE QU and F. A

1990. 199 CACÉGEALS.

ministration; l'int et je

-1-

Les cours des matieres promière agricoles se sont raffermis pendent la semaine écoulée, dans la perspective d'une reprise des échanges : les pays du Proche-Orient, qui devrait cependant pas se civicreli 😅 de mamere significative avant plasieurs mois. Les marches ent avant tout anticipé des transactions futures, sur le ble, le mais, l'orge se le sucre en particulier.

La nouvelle fermeté des prix da grain tient aussi à l'épuirement per les Etats-Unis de leur enveloppe de subventions aux exportations. Jendimars, l'Union soviétique à acheré 350 000 tonnes de blé à Washing.

PRODUITS	COURS DU 8-3
Culvre h. g. (Londes)	1 309 (+ 1)
Trois moss	Livres/tonne
Aleminium (Londos)	I 562 (- 8)
Trois mors	Dollars/tenne
Nickel (Loudres)	8 600 (inch.)
Tross moss	Dollars/tonne
Sucre (Pars) Mai	304,10 (+ 6,49) Fractions:
Cafe (Londres)	556 (+ 8)
Mai	Livres/toune
Cacao (New-York)	1 154 (+ 33)
Mai	Dollars/tone
Blé (Chicago)	283,59 (+ 5,58)
Mai	Cents/boisscau
Mais (Cirago)	257 (+ 3)
Mai	Centalboisseau
Soja (Chingo)	174,70 (+ 3,40)

Le chiffre entre parenthèses indique is

هِ كَذَا مِنْ زَكْمِ لُ

167,80 + 19,50 333 + 6 68,50 - 1,46 + 8,85 56,25 + 9,85 18,50 - 0,75 41,85 + 0,65 144 + 7,38 14,4 Compt. Mod..... 13,8 Bafip...... 13,8 J. Lefebvre Entr. 232 3 The same of La grande nouvelle boursière est 1.5 + 13,8 + 13 ton, avec un soutien moven de eur A. 39,69 dollars par tonne. Une opera-4 444 LONDRES FRANCFORT tion qui vient après celle du 160 VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT 15 fevrier, qui avait porté sur 500 000 tonnes de blé avec un sequ-Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 8 mars 1991 Set je z Nouveaux sommets Au plus haut Traitées au RM (°) 変数 産業 tien de 44.31 dollars par tonne. Sur Himei : + 2,85 % de l'année : + 5,64 % le fonds de 425 millions de dollars Nbre de prevu en 1990 pour les exportations ir is a cap. (F) . . . subventionnées, 364 millions de dos-Belle et même très belle semaine Parības Act. A. 1875 152 Poussée par le vent de la paix, la THE PARTY Sept. 91 Suez (C de).... 2585719 Saint-Gobain... 1512072 2585719 888 785 923 lars ont déjà été dépensés. Boarse de Londres a cette semaine pour la première des huit Bourses 4 46 atteint de nouveaux sommets. Un allemandes, qui s'est hissée à son Le Congrès américain doit main-106.04 Alc. Alsthom ... Pengeot SA 1 064 125 1 107 596 771 721 701 050 instant même, elle a battu son plus haut niveau de l'année après tenant se prononcer sur le projet du gouvernement de libérer 475 milcorn:34 record d'altitude vieux de quatorze 106,34 une progression de 5,64 %. 603 336 773 586 829 788 508 747 710 487 561 486 *** mois avec le «Footsie» en pointe à 2 480,6. Le marché devait toutelions de dollars supplémentaires en 1991 et 1,2 milliard de dollars en is here's 106.04 Les spécialistes attribuent la Tier a fois rendre un peu la main. Paravigueur du marché à l'importance 1992. En attendant, cette incertitude 106,36 from D doxalement, la défaite des conser-vateurs le 7 mars à l'élection des liquidités, à l'optimisme sur 117 034 459 338 634 536 178 435 920 518 sur la poursuite de l'effort de sub-106,26 l'évolution des taux et au sentique de législative partielle de Ribble Valment aussi selon lequel les résultats (°) Du vendredi 1º mars 1991 au jeudi mars 1991 inclus. ley a soutenu les cours, les anades entreprises seraient satisfai-LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) A lystes estimant que pour maintenir sants maigré les retombées de la Catte est sa popularité le gouvernement va guerre du Golfe. Deux secteurs ont été privilégiés, la construction automobile avec Mercedes en tête DU PROGRA MARCHÉ LIBRE DE L'OR probablement devoir abaisser les 7-3-91 Military : taux d'intérêt obolie ie Indices 4FT * du 8 mars : 100 valeurs, 2 455 c. 2 386,9; 30 valeurs, 1 956,1 c. 1 918,2; mines d'or, 143,2 c. 143; Fonds d'Etat, 85,15, c. 84,566. 3 257 984 Cours 8-3-91 Cours 1=-3-91 et l'industrie chimique. *50.003 Indices du 8 mars: DAX. 1 602,29 (contre 1 516,74; Commerzbank, 1 942,30 (contre 61 900 81 950 394 410 PAT 1.2.1 283 752 prochair. 14 906 636 | 12 087 574 | 15 245 648 | 13 688 111 | 14 207 882 des cam Zúti (Ka) : 419 INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990) 1 845,10). 360 429 476 366 2 300 1 370 690 2 380 482 367 289 CHER FOR 110,3 or signer 30.10.112 ctitalities Fièce de 20 dallars

| 472,1 | 483,8 | 482,6 | e Cas pièces d'ur ne sont conies qu'à la si 1766,74 | 1800,63 | 1821,01 | 1831,85 | 1828,14

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Regain de faveur pour les titres en dollars

Depuis la fin de la guerre du Golfe, l'attention des grands gestion-naires de fonds est de plus en plus retenue par les placements en dollars. Tant en Europe qu'au Japon, nombreux sont ceux qui cherchent à se procurer des titres de qualité libelles dans une monnaie dont la fermeté leur promet de réaliser d'importants gains de change. Il n'est dans ces conditions pas surprenant que l'euro-emprunt de 300 mil-lions de dollars lancé le 6 mars pour la Banque européenne d'investissement figure au nombre des opéra-tions les plus en vue de la semaine passée. Toutefois, on ne lui aurait peut-être pas accordé autant d'importance si sa direction avait été confiée à une des grandes eurobanques qui, traditionnellement, domine ce compartiment du marché, une maison américaine par

Or, l'affaire était placée sous la conduite du Crédit lyonnais. Cet établissement, en tant que chef de file, s'est surtout fait connaître dans les compartiments de l'écu et du franc français. Mais, comme tant d'autres banques européennes, il n'a. ces dernières années, guère eu l'occasion de diriger d'emprunts en dollars, à l'exception de transactions menées pour son propre compte ou une société de son groupe. Il y a sur l'euromarché une sorte de spécialisation à laquelle n'échappent qu'une poignée d'établissements de tout premier plan. S'y opposer est devenu d'autant plus difficile que les méthodes utilisées actuellement pour garantir le placement de nou-veaux titres auprès des investisseurs conduisent à limiter le nombre de participants dans un syndicat de prise ferme.

Ce sont finalement toujours lesmêmes banques qui participent à un même type d'émission, accumulant une précieuse expérience qu'elles ne sont pas prêtes à partager. Ceux qui sont trop longtemps exclus risquent de ne plus être parfaitement à l'écoute du marché, et leurs chances de se voir attribuer des mandats profitables ne peuvent que dimi-

Pour une banco ne veut pas être reléguée à des rôles de second plan, il est essentiel de réagir à temps. C'est ce qu'ont fait,

au début de cette année, avec achar-nement, les principales eurobanques japonaises et américaines, qui voulaient se tailler une place dans le marché de l'écu où elles ne s'étaient jusqu'alors que peu distinguées. C'est également ce que font actuelle-ment les grands établissements financiers allemands. Les deux dernières émissions libellées dans la devise européenne ont été dirigées par des banques d'outre-Rhin : la Dresdner Bank, la Westdeutsche Landesbank, et la plus puissante d'entre elles, la Deutsche Bank, cherchent à amener la République fédérale ou une de ses dépendances

directes à emprunter en écus.

Les choses sont à l'évidence beaucoup moins faciles dans le marché de l'eurodollar que dans celui de l'écu qui, parce qu'il est encore en pleine croissance, demeure ouvert aux nouveaux venus. La façon dont l'émission de la Banque européenne d'investissement a été analysée et commentée montre bien la dimension du problème. Le Crédit lyonnais, à qui les spécialistes n'auraient pas pardonné le moindre faux pas, a bien rempli son mandat. Les titres, d'une durée de huit ans, étaient émis à des conditions très justes correspondant à un rendement annuel

Retour des emprunteurs du secteur privé

Durant les deux premiers mois de l'année, l'activité primaire, celle des nouvelles émissions sur le marché international des capitaux, a été dominée par des débiteurs souve-rains, quasi souverains ou supranationaux. La situation tend à se modifier quelque peu et on commounter quesque peu et on com-mence à assister au retour de grandes signatures du secteur privé. Le compartiment de l'eurofranc français en particulier vient d'accueillir deux emprunteurs de cette catégorie. La société britannique Guinness a levé pour un milliard de francs pour une durée de cinq ans par le truchement de la Société générale. Le coupon est de 9,75 %

L'entreprise américaine General Electric Capital Corporati de suivre son exemple. Son operation, que dirigeait Paribas, porte sur

750 millions de francs pour une durée de quatre ans. Les obligations sont rémunérées au taux nominal de 9,375 %. Au contraire de Guinness. la société américaine n'avait pas l'emploi de francs. Aussi a-t-elle conclu avec Paribas un contrat d'échange, au terme duquel elle dis-pose finalement de fonds dans sa monnaie nationale, qu'il lui fandra

rémunérer à taux fixe. Le marché du franc suisse connaît une évolution comparable. Les investisseurs ont fait un très bon accueil à la proposition suivante que leur faisait Szint-Gobain par l'inter-médiaire du Crédit suisse : 100 millions de francs suisses d'obligations d'une durée de sept ans munies de coupons de 7,25 %. Philip Morris a. de son côté, drainé pour 300 millions de francs suisses pour une durée de cinq ans, sur la base d'un taux d'intérêt nominal de 7 % l'an.

Pour sa part, le marché des obligations internationales en marks continue de décevoir. Il est depuis des mois incapable d'accueillir de très grands emprunts pour le compte de débiteurs de tout premier plan, à moins que les titres soient destinés à une catégorie bien déterminée d'investisseurs qui réagissent par exem-ple à des incitations fiscales particulières. Par contre, et c'est un de ses caractères les plus attachants, il demeure une des rares sources de financement pour des pays dont le crédit est discuté, qu'ils soient d'Amérique latine comme le Mexique ou le Venezuela, ou d'Europe de l'Est comme la Hongrie, qui vient de solliciter le marché sous la conduite de la Commerzbank.

Précisons dans ce contexte que l'emprunt international que la Communauté économique européenne s'apprête à lancer pour le compte de la Tchécoslovaquie devrait porter sur 185 millions d'écus. Pour ce qui est de l'aide alimentaire de la Com-munauté à l'URSS, les fonds ne seront pas recueillis sur le marché obligataire. Cette aide prendra la forme d'une garantie que la CEE donnera à un prêt bancaire de 500 millions d'écus dont le débiteur devrait être un emprunteur soviétique. La garantie portera sur le paie-CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Vigueur du billet vert

La remontée du dollar prévue par de nombreux experts pour le second semestre 1991 va-t-elle commencer dès maintenant? De nombreux opérateurs experts le pensent : d'ores et déjà, ceux-là prennent position à la hausse de la devise américaine, comme ceux qui, depuis la fin 1990, achètent des options sur la deuxième moitié de l'année en cours. Les arguments ne manquent pas pour les haussiers : diminution prévisible du déficit commercial des Etats-Unis, arrêt probable de la baisse des taux d'intérêt à New-York, à l'initiative de la Réserve fédérale et, surtout, anticipation systématique d'une sortie de la récession américaine à partir de l'été prochain.

Des analystes, comme Christopher Kwiecinski de la Banque Indosuez, pronostiquent même une reprise économique a modeste » au deuxième trimestre 1991. Dans ce cas, le creux cyclique des taux d'intérêt serait proche, ce qui fournirait un élément plus solide de soutien au dollar au cours des prochains mois. Pour cet analyste, les données économiques de mars sur la conjoncture outre-Atlantique (chomage, consommation, prêts), connues en avril, seront déterminantes. De toute façon, estime-t-il, le dollar est grossièrement sous-éva-

L'évolution du marché des changes a en tout cas donné raison aux analystes «haussiers» au cours des derniers jours. Imperturbablement, la monnaie américaine s'est orientée à la hausse, parfois appuyée par des déclarations de personnalités américaines, parfois au contraire démentie par des résultats qui, a priori, auraient du donner lieu à un recul. Ainsi, le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, a déclaré mercredi 6 mars une nouvelle fois que l'économie américaine devrait rebondir rapidement car la récession actuelle e pourrait bien s'avèrer plus légère que la plupart de celles des quarante dernières années ». L'annonce d'une forte augmentation du taux de chômage aux Etats-unis en février, à 6,5 % de la population active, n'a pas empêché la poursuite de la remontée du dollar. Pourtant, depuis plusieurs mois, les statistiques de l'emploi font partie de celles dont les cambistes sont les plus friands, et à plusieurs reprises, l'annonce d'une augmentation du chômage avait provoqué un net recul du billet vert. L'annonce d'une intervention de la Réserve fédérale sur le marché monétaire (lire en rubrique Marché monétaire et obligataire), n'a pas non plus inversé le mouvement. La perance des courants d'achat tout au

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 3 AU 8 MARS 1991

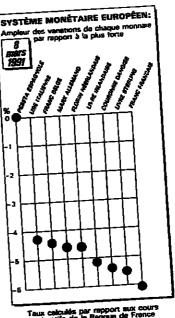
(La ligne inférieure donne teat as in								
127		S E.U.	Franc	Franc	D.mark	Franc beige	Florin	italienno
PLACE	Livre	\$ E.U.	français	sulace 73,7463	64,2888	3,1181	57,D125	8,8859
	1,8710		18,8679		65,2443	3,1655	57,8871	0,0872
igyy-York	1,9035		19,1497	75,3579	349,726	16,5263	302,166	4,5532
	9,9481	5,3600		398,855		16,5305	392,286	4,5567
Mis	9,9480	5 2220	-	393,519	349,765	4 2282	77,3090	1,1649
	25452	1,3560	25,5849		87,1745	4.2006	76.8162	
Zurich	2,5259	1,3270	25,4117	<u> </u>	86,5792	4,8583	88,6830	
		1,5555			<u> </u>		88,7235	+
 Franciort	2,9196				Τ	4,8518	18,2839	
- Indicate -	2,9174		6,0509		20,6171		18,2865	
Bruxefiet	60,1953		6,0494			<u></u>		1,5068
Of Charles	60,1315	31,59		L2935		5,4692		
	3,2922	1,754				5,4685		1,5074
	3,2883	1,7275	33,081	100	748,312	36,2956		
	2184.82	1164	219,622	480	747,70	36,2713	663,386	حيتيا
Miles	2181,41	1146	219,456	1 200 3/0	87,499	4243	77,594	
	255,459	136,10	25,679				77,713	4 0,1172
Takyo	255,735	134,35	25,727					
183,735 154,55 15								

A Paris, 100 yens étaient corés, le 3,8868 F le vendredi 1= mars.

long de la semaine a finalement fait passer le cours de la monnaie améri-caine de 5,2380 francs le 1s mars à 5,2990 francs le 8 mars et même 5,34 francs vendredi soir à New York II faut semontes à accusable York. Il faut remonter à septembre pour retrouver un cours aussi élevé.

Si elle se confirme, la reprise du billet vert pourrait poser de nouveau rapidement aux banques centrales la question de savoir si elles doivent être présentes sur les marchés des changes. Il y a un mois à peine, elles intervenaient pour soutenir le cours du dollar, tombé jusqu'à 4,93 francs et 1,44 deutschemark. Aujourd'hui, la Bundesbank et la Banque du Japon souhaiteraient certainement agir en sens inverse. Les opérateurs se mettent de nouveau à surveiller de près les éventuelles actions des insti-

L'année 1990 n'aura finalement L'annee 1990 n'aura maiement pas été très propice aux actions des banques centrales sur les marchés des changes. La Réserve fédérale a rappelé que, an cours des neuf mois de la période comprise entre février et cerobre elle était restée totalement octobre, elle était restée totalement absente. L'année 1991 sera-t-elle aussi «calme»?



MATIÈRES PREMIÈRES

Les cours des matières premières agricoles se sont raffermis pendant la semaine écoulée, dans la perspective d'une reprise des échanges vers les pays du Proche-Orient, qui ne devrait cependant pas se concrétiser de manière significative avant plusieurs mois. Les marchés ont avant tout anticipé des transactions futures, sur le blé, le mais, l'orge et

grain tient aussi à l'épuisement par les Etats-Unis de leur enveloppe de subventions aux exportations. Jeudi mars, l'Union soviétique a acheté 350 000 tonnes de blé à Washington, avec un soutien moyen de 39,69 dollars par tonne. Une opération qui vient après celle du 15 février, qui avait porté sur son con conser de les conserves de les 500 000 tonnes de blé avec un soutien de 44,31 dollars par tonne. Sur le fonds de 425 millions de dollars prévu en 1990 pour les exportations

tenant se prononcer sur le projet du gouvernement de libérer 475 millions de dollars supplémentaires en 1991 et 1,2 milliard de dollars en 1992. En attendant, cette incertinade sur la poursuite de l'effort de sub-

_		COURS DU 8-3
Γ	PRODUITS	
\r	Cuivre h. g. (London) Trois mois	1 309 (+ 1) Livres/tonne
+	Aleminium (Leedus) Trois mois	1 562 (~ 8) Dollars/tonne
+	Nickel (London) Trois mois	8 600 (inch.) Dollars/tonne
+	Socre (Puis) Mai	394,18 (+ 6,40) Francs/tonne
	Callé (Londiss)	556 (+ 8) Livres/Lonne
	Mai Cacas (New York)	1 154 (+ 33) Dollars/tonne
	RIÉ (Chicago)	283,50 (+ 5,50) Cents/boisseau
	Mai Mais (Chicago)	257 (+ 3) Cents/boisseau
	Soin (Chrago)	174,70 (+ 3,40) Dollars/t. courte
	Mai	nathèses indique

Le chiffre entre parenthèses

Le blé et le sucre soutenus ventions a pour conséquence de ten-dre les prix, les opérateurs estimant

baisse du billet vert.

que les céréales américaines pour-raient bientôt se faire plus rares sur le marché. Ces impressions sont en partie confirmées par les dernières projections du département américain de l'agriculture (USDA) pour la campagne 1991. Les exportations des États-Unis devraient en effet des Etats-Ones de 3,1 milliards reculer, en valeur, de 3,1 milliards de dollars (pour un total de 37 mille sucre en particulier. liards de dollars portant sur 131 La nouvelle fermeté des prix du millions de tonnes), malgré l'avan-tage de compétitivité tiré de la

Les experts américains estiment que Washington devrait souffrir de la hausse de la production en Union soviétique et en Chine. L'ouverture ces jours derniers d'un marché de gros des céréales dans la province de Hubei (dans le centre du pays) illus-tre la volonté chinoise de réduire l'influence du monopole d'Etat et, partant, de stimuler la production, la distribution et le stockage. A l'instar de l'URSS, l'Empire du Milieu 364 millions de dolcontinue de perdre une part subs-tantielle de ses récoltes, en raison de la lourdeur des circuits d'acheminelars ont déjà été dépensés. Le Congrès américain doit mainment et de commercialisation du grain. Le vice-premier ministre chinois, M. Tian Jiyun, a fait savoir que des marchés de gros seraient ainsi ouverts pour tous les produits agricoles à l'exception du coton. Cette initiative doit être rapprochée du programme de gestion des terres arables lancé par Pékin pour lutter contre l'exode rural et récupérer des superficies cultivables. L'an passé, supernicies cultivantes. L'an passe, 460 000 hectares ont été «gagnés» par l'industrie. Au cours des cinq prochaines années, l'administration des campagnes espère récupérer

> de signes annonçant un possible accroissement des productions céréalières en Chine. Le marché du sucre a lui aussi fait l'objet, la semaine passée, d'un regain d'intérêt, les professionnels accueillant avec satisfaction les prévisions du courtier britannique ED and F. Man pour la campagne 1990-1991. S'il confirme que les excédents de production seront importants (se situant entre 1,6 et 2 milions de tonnes), il ajoute que l'Irak et le Kowen devraient recom-

200 000 hectares pour inciter d'an-

ciens paysans partis vers les villes à

revenir à la terre. Ce sont la autant

mencer à acheter prochainement du sucre, sans toutefois retrouver immédiatement leurs niveaux d'avant-guerre. Il semble, d'après le courtier, que les pays du Proche-Orient non touchés par le conflit ont continué d'acheter massivement du sucre blanc. « Cela peut accroître les primes sur les sucres de la CEE et d'Extrême-Orient qui n'ont cessé de se consolider, malgré les nombreuses informations sur une abondance de l'offre et des récoltes exceptionnelles en 1990-1991 dans plusieurs pays, dont l'Argentine, l'Inde et la Communauté», ajoute ED and F. Man. Le courtier précise que le ramadan, qui commence le 17 mars dans les régions du Proche-Orient, entrainera probablement une diminution des achats. Elle sera en partie compensée par l'intensification des achats japonais sur le marché, leur fournisseur thailandais ayant actuellement peu de sucre à écouler en raison d'une mauvaise récolte.

ERIC FOTTORINO

U Vers une baisse des stocks mon-dianx d'étain. – L'Association des pays producteurs d'étain (ATPC) a pays producieurs d etain (ATPC) a déclaré, vendredi 8 mars, que les stocks mondiaux de ce métal s'éle-vaient à 45 700 tonnes à la fin 1990, et pourraient diminuer à 32 700 tonnes à la fin de cette année. Le comité exécutif de l'ATPC avait évalué en octobre dernier à 45 300 tonnes le niveau des stocks mon-diaux à la fin juin 1990, soit l'équivalent de trois mois de consommation. La tendance fondamentale du marché n'a guère changé depuis la fin septembre et a contribué à une glissade continue des prix de l'étain qui sont tombés à leur plus bas depuis quatre ans. L'ATPC estime cependant que les quotas à l'exportation fixes cette année pour ses membres – Australie, Bolivie, Indo-nésie, Malaisie, Nigéria, Thailande et Zaïre - et l'engagement du Brésil (non membre de l'organisation) de diminuer sa production permettront de réduire les stocks. L'ATPC veut limiter les exportations de ses mem-bres à 95 849 tonnes en 1991, et le Bresil et la Chine, pays non membres de l'ATPC, se sont engagés à réduire leurs exportations à 39 000 et 15 000 tonnes respectivement. -

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE Espoir entretenu de baisse des taux

Bien que la Banque de France, comme nous l'avions laissé pressentir la semaine dernière, n'ait pas voulu abaisser son taux directeur lors de son adjudication du lundi 4 mars (défense du franc oblige), les opérations de l'estate de l'accept pag l'accept pag l'estate de l'accept pag l'acce teurs parisiens ne perdent pas l'es-poir d'un abaissement général des poir d'un abaissement général des taux d'intérêt à court terme en Europe, qui scrait décidé simultanément en Grande-Bretagne, en France et en Espagne. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a injecté des liquidités sur le marché monétaire le 8 mars juste appèl l'annonce d'une 8 mars, juste après l'annonce d'une nette remontée du chômage en février. Il semble que son objectif de rendement pour les fonds fédéraux soit désormais de 6 %.

La semaine dernière, des inquié-tudes sur les intentions réelles de la Banque fédérale d'Allemagne avaient été soulevées par les brusques tensions du loyer de l'argent au jour le jour à Francfort, porté à 9 %, presqu'au même niveau qu'en France. L'échéance de la fin février était chargée et les banques allemandes avaient, le jeudi 28 février, obtenu 10 milliards de marks au taux Lombard (9 %) de la Bundesbank, démarche que cette dernière n'appré-cie guère, puisque ce taux Lombard,

M. Preston va remplacer M. Conable à la présidence de la Banque mondiale

La Banque mondiale, l'organisme international de Washington spécialisé dans l'assistance aux économies en difficulté, aura prochainement un nouveau président. M. Barber Conable, qui dirigeait la Banque depuis 1986, a en effet souhaité ne pas demander le renouvellement de son mandat, qui expire le 30 juin. Il devrait être remplace par M. Lewis Preston, ancien président de la banque d'investissement new-yorkaise j.-P. Morgan.

C'est le président américain, George Bush, qui a désigné M. Preston jeudi 7 mars. Formellement, le conseil d'administration de la Banque nomme son président, mais en pratique, celui-ci est toujours de nationalité américaine et désigné par la Maison Blanche.

porté de 8,5 % à 9 % à la fin janvier 1991, doit constituer un platond et jouer un rôle dissussif. On attendait donc avec une certaine apprehension l'adjudication de la Banque centrale allemande du mardi 5 mars. Ce jour-là, la Bundesbank se contenta d'alimenter le marché au taux inchangé de 8,5 %, allouant même 12 milliards de marks supplémentaires. Du coup, le loyer de l'argent au jour le jour à Francfort est retombé aux environs de 8,75-8,80 %.

Des émissions facilitées

Cette attitude conciliante a contribué à apaiser un peu les inquietudes en France, où M. Pierre Berégovoy, ministre des finances, affirmait, à ministre des finances, affirmait, à l'issue du conseil économique et financier franco-allemand, que la tension des taux d'intérêt en RFA n'empêcherait pas une baisse du loyer de l'argent en France, sans fixer de délai toutefois. Jeudi 7 mars, le ministre se montrait encore un ren ministre se montrait encore un peu plus precis sur l'assouplissement du crédit en France, en déclarant qu' « il est vraisemblable que les taux français pourront être orientés à la baisse, cais pourront eure orientes u ut outsie, comme les marchés l'anticipent actuellement». On remarque néan-moins que la baisse du mark à Paris, revenu aux alentours de 3,40 DM, pourrait permettre d'exaucer les vœux du ministre dont on connaît la préoccupation, celle d'abaisser les taux a Paris.

Toutes ces considérations ont amené les opérateurs du MATIF à se fixer une ligne de résistance aux environs de 104,40 pour mieux rebondir après. L'échéance mars clôturait à 105,64 vendredi 8 mars. Les étrangers continuent à acheter sur la place de Paris essentiellement des obligations assimilables du Trésor et des bons de ce même Trésor (BTAN), profitant de chaque fléchissement, tandis que les Français persistent à se montrer prudents.

Sur le marché obligataire, la remontée dudit MATIF a facilité le placement des émissions, que ce soit celles d'OAT ou celles d'autres émetteurs. Le Trésor a levé moins de 7 milliards de francs avec un franc succès. Sur la tranche à trente ans 8,50 % octobre 2019, 3,525 milliards ont été alloués, pour un rendement de 9,06 %, contre 10,03 % lors de la

dernière opération similaire, début janvier. L'Etat a aussi émis 3,29 milliards sur l'OAT 9,50 % à dix ans, dont le rendement est res-sorti à 8,99 % contre 9,22 % début février. En l'espace de deux mois, l'infléchissement des taux est

done significatif. Air France, dont la signature est modérément appréciée par les prêteurs, a placé un emprunt comme une lettre à la poste pour 1 milliard de francs à dix ans et 9,60 %, sous l'égide de la BNP, du Crédit lyonnais et du CIC Paris. Il est vrai que le redressement du MATIF le jour de l'émission a facilité le succès des titres. Succès également pour le GOBTP (Groupement du bâtiment et travaux publics), qui levait 300 millions de francs à dix ans et 9,65 %. D'autre part, l'offre publique présentée par J-P Morgan et une compagnie de la Caisse des dépôts et consignations, pour le compte de la Caisse mationale des télécommunications (CNT), a donné les résultats suivants: un montant nominal de 4,1 milliards d'obligations CNT a été 4.1 miniarus o congantors cul a cue présenté pour un encours global de 8,2 miliards de francs, soit 48,8 %; le montant accepté a été de 2,35 mil-liards de francs, soit 28,6 % en moyenne pour l'offre publique de rachat par adjudication (OPR); le rachat par adjudication (OPR); le pourcentage accepté a été de 58 % sur un objectif de 873 millions de francs, de 22,4 % pour l'offre publique d'échange par adjudication sur un objectif de 5 milliards de francs et de 30,7 % pour l'offre publique d'échange classique, sur un objectif de 2 2 milliards de france de 2,3 milliards de francs.

L'offre publique a permis de crée une nouvelle ligne obligataire CNT 9,20 % mars 2001 avec un encours d'environ 3,2 milliards de francs, en remplacement des 14 lignes obligataires plus liquides et à hauts cou-pons. Le CNT a pu ainsi rallonger l'échéancier de sa dette et créer une nouvelle souche qui pourra donner lieu à des futures assimilations. Elle a suivi, ainsi, l'exemple d'EDF, du Crédit local de France et du Crédit foncier en attendant d'autres imitateurs, tous soucieux de réformer la structure de leur dette obligataire, pour la rendre mieux négociable auprès de prêteurs de plus en plus soucieux de se procurer des «paquets» de titres, importants et

FRANÇOIS RENARD

Le Monde

ALGÉRIE

Une nuit à l'aéroport pour cinq journalistes français

Cinq journalistes français qui un visa de presse à l'ambassade accompagnaient une délégation d'élus socialistes en mission dans les trois pays du Maghreb (Le Monde du 8 mars) ont dû passer la nuit dans le salon d'honneur de l'aéroport d'Alger.

Les membres de la délégation qui étaient arrivés par avion à Alger, en provenance de Tunis, vendredi en fin d'après-midi, ont mené en vain, pendant plusieurs heures, à l'aéroport même, des tractations avec les fonctionnaires de service pour obtenir que notre collaborateur Alain Rollat et ses confrères du Journal du Dimanche, d'Europe 1, de RFI et de RMC, scient autorisés à les accompagner. Ceux-ci avaient, en effet, obtenu l'accord de l'ambassade d'Algérie à Paris pour séjourner sur place et s'étaient, en outre, fait délivrer

d'Algérie à Tunis.

Mauvaise coordination? Toujours est-il que les fonctionnaires en service à l'aéroport ont refusé d'accréditer les cinq journalistes et ont menacé de les refouler vers le Maroc, le lendemain matin. Des négociations se poursuivraient à ce sujet, samedi matin, au ministère de l'intérieur, pour que ce refus soit levé.

Cet incident est révélateur de la méfiance qu'entretiennent les autorités algériennes à l'égard des médias étrangers. Notre correspondant sur place, Georges Marion, s'est vu récemment retirer son accréditation. D'autre part, depuis le début de l'année, les envoyés spéciaux sont inter dits de séjour en Algérie.

THAÏLANDE : libéré samedi

L'ancien premier ministre Chatichai Choonhavan abandonne la vie politique

M. Chatichai Choonhavan, l'ancien premier ministre renversé le 23 février dernier par un coup d'Etat militaire, a été libéré samedi 9 mars. Plusieurs de ses collaborateurs, dont l'ancien vice-premier ministre, le général Arthit Kamlang-ek, ont aussi été remis en liberté. M. Chatichai a peu après annoncé qu'il abandonnait la vie

Parlant depuis le quartier géné-ral de l'armée de l'air, où il avait été détenu, flanqué du chef de la junte, le général Sunthorn Kongsompong, et du nouveau premier ministre, M. Anand Panyarachun, M. Chatichai a déclaré à la presse : « Je ne sais pas encore si je vais rester en Thailande ou partir. J'en ai terminé avec la politique. Je ne suis plus le dirigeant du parti [Chart Thai]. J'ai maintenant soixante et onze ans (...). Je renonce à ma carrière politique et je me lave les mains de la politi-que n. - (AFP, AP, Reuter.)

Le gouvernement prend des dispositions pour favoriser l'accès des entreprises aux marchés publics européens

Un enjeu de 4 200 milliards de francs

Le directeur des relations économiques extérieures, M. Jacques Desponts, a annoncé, vendredi 8 mars, que le gouvernement était en train de mettre en place un dispositif pour aider les entreprises francaises à décrocher le plus possible de marchés publics dans tous les pays de la CEE, dans la perspective du grand marché unique de 1993.

L'enjeu est considérable pour les douze pays de la CEE, puisque les marchés passés par les Etats, les collectivités locales et les entreprises publiques représentent 200 milliards de francs, soit 16 % du produit intérieur brut communautaire. Ce chiffre va aug-menter dans les années à venir; aujourd'hui seulement 20 % en valeur des achats publics font l'objet d'une procédure de publicité d'appels d'offres au Journal officiel de la CEE (1).

Les mesures arrêtées conjointe-ment par le ministère des finances et le ministère de l'équipement, notamment, sont de quatre ordres :

- création, auprès de la direc-tion des relations économiques extérieures, d'un observatoire destiné à recenser les actions discriminatoires exercées contre des entreprises, afin, le cas échéant, de saisir la Commission de Bruxelles et, éventuellement, la Cour de jus-

constitution d'une cellule Entreprises et marché unique auprès de la représentation perma-nente de la France à la CEE, afin de faciliter l'accès des firmes francaises aux appels d'offres lancés par les pays de l'Est, ceux du Proche-Orient ou les pays ACP, qui bénéficient d'aides communau-

- renforcement des équipes des postes d'expansion économique dans les pays européens, notam-ment en Allemagne, pour être mieux informés des pratiques mises en œuvre par les Lander, les villes et les chambres de com-

- réunion en décembre 1991, à Paris, d'une conférence internatio-nale sur le thème : marchés publics et marché unique.

M. Desponts a précisé que le gouvernement était préoccupé par le comportement des autorités allemandes qui, semble-t-il, écartent parfois des offres de certaines sociétés françaises, sans raison jus-tifiée. C'est ainsi qu'il y a quelques mois, une grande firme de travaux publics a vu échapper, dans des conditions douteuses, la construc-tion du métro de Cologne. « L'ouverture réciproque des marchés publics des Douze aux entreprises de chaque Etat de la CEE doit être équilibrée, a indiqué M. Desponts; mais ne soyons pas naīfs : rien n'est gagné d'avance et les tradi-tions, comme les réglementations.

ne seront pas effacées dans la nuit du 31 décembre 1992 au le janvier

La plupart des directives européennes réglementant le décloisonnement progressif des marches publics ont maintenant été adop-tées à Bruxelles, notamment celle qui concerne les secteurs dits sensi-bles comme l'eau, l'énergie, les transports et les télécommunications, qui a été approuvée par le conseil des ministres le 17 septem-bre 1990. Reste encore à mettre au point les textes européens sur les services et sur les différentes voies de recours.

Finis donc, dans quelques mois, le protectionnisme des Etats en faveur de leurs propres entreprises et Γοραcité des procédures. A ce jour, 2 % seulement des marchés publics en Europe sont attribués à des firmes étrangères : « On com-mence à voir heureusement des signes encourageanis, a précisé M. Desponts. Ainsi, Renault vient d'être retenu par l'Office fédéral allemand des postes pour livrer des fourgonnettes. Quant à voir les ministres français rouler demain en Mercedes, il ne faut pas aller trop loin. C'est, en tout cas, la concurrence qui décidera en dernier res-

FRANÇOIS GROSRICHARD

(1) Sur 100 francs de marchés publics passés en France, 37 relèvent de l'Etat, 20 des collectivités locales et 43 des entre-

LESSENTIEL

HISTOIRE « Jean Jaurès : captation d'hé-

ÉTRANGER

Référendum en URSS

le vote du 17 mars Elections au Salvador La gauche espère devenir la troi-

POLITIQUE

La mort de Michel d'Ornano Le demier croyant du giscar-

Livres politiques «L'histoire et la mémoire côte à côte », par André Laurens

SOCIÉTÉ

Ben Johnson L'athlète canadien de retour à

CULTURE

Redécouverte de René Piot

Un peintre oublié du début du siècie, au Musée d'Orsay 10

HEURES LOCALES

 ◆ Les pièges de la monétique municipale ◆ Divorce à Lilliput Un sondage sur l'informatio

ÉCONOMIE

La réunification ellemande Bonn adopte des mesures d'aide aux Länder de l'Est... La concurrence

des automobiles japonaises M. Jacques Calvet (Peugeot SA) en appelle à M. Mitterrand.... 17 Revue

Crédits Grands marchés.

des valeurs

Services

Météorologi Mots croisés. Télévision... La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

3615 LM Le numéro da « Monde »

a été tiré à 535 230 exemplaires.

Le long retour des GI

Le rapatriement des troupes basées dans le Golfe

Les services logistiques du Pentagone, qui ont réussi le plus important déploiement militaire de l'Histoire en moins de six mois, sont maintenant confrontés à une tache tout aussi monumentale : le rapatriement des quelque 540 000 GI déployés dans le Golfe avec leur matériel, du chasseur-bombardier F-16 au porte-avions nucléaire, en passant par les antennes médicales et les cantines de campagne. Sans oublier les dizaines de milliers de tonnes de mines et munitions diverses.

Cela prendra du temps et de la patience. « A l'évidence, nous ne pouvons rapatrier 540 000 sonnes en même temps, a souligné le général Richard Neal, du comandement central à Ryad. Nous avons de nombreux équipements làbas. Il faut les rapporter.»

Les responsables du Pentagone, en particulier le général William Pagonis, patron de la logistique pour l'opération « Tempête du désert », ne sont pas au bout de leurs peines. Outre le transport des troupes et de leur équipement, il va falloir prévoir le nettoyage des chars, camions et avions qui ont été exposés pendant plusieurs mois

« Tous les véhicules doivent être nettoyés de la poussière du désert et c'est une entreprise colossale », a reconnu le général Neal. Certains de ces équipements devront aussi être repeints. En particulier les blindés prélevés sur des unités stationnées en Allemagne et qui devront troquer leur peinture couleur sable pour un camouflage marron-vert plus adapté aux paysages

Des milliers d'avions de transport du MAC (Military Airlift Command) et des centaines de navires du MSC (Military Sealift Command) seront nécessaires nour rapatrier les GI du Golfe. Avec tout de même deux avantages par rapport à ce qui s'est passé dans les semaines qui ont suivi l'invasion du Koweit par les troupes de Sad-

dam Hussein, le 2 août : le premier, stratégique, étant qu'il n'y a pas véritablement d'urgence; le second, qui en découle, est financier : le Pentagone n'est plus obligé de passer sous les fourches Caudines d'armateurs civils qui dictaient leurs prix.

Certains équipements ne reviendront d'ailleurs pas aux Etats-Unis. Les Saoudiens ont manifesté l'intention d'acquérir des missiles antimissiles Patriot et garderont peut-être quelques-unes des batteries déployées par les Américains pour intercepter les Scud irakiens. Il est probable également qu'une quantité relativement importante de matériels et de munitions restera dans la région, constituant une sorte de réserve de guerre.

Cela ne changera pas grandchose au casse-tête qui va se poser au Pentagone au cours des prochains mois. « Longtemps après la fin de la guerre et les défilés de la victoire, les spécialistes de la logistique auront la tâche solitaire de nettoyer le champ de bataille», view au Washington Post le général Charles Murray, responsable du transport et de la maintenance dans l'armée de terre américaine. -

□ Rapatriement des premiers corps de soldats britanniques tués dans le Golfe. - Les corps de dix-sept soldats britanniques tués « en service actif » ont été rapatriés vendredi 8 mars sur la base aérienne de Brize Norton (ouest de Londres) où a eu lieu une cérémonie solennelle en leur honneur. Trente-six soldats britanniques sont morts en service actif lors des hostilités, huit été tués par erreur par les tirs d'un avion antichar américain. - (AFP.)

sont portés manquants et quarante-trois ont été blessés dont neuf gravement. Neuf soldats ont

Après l'enlèvement du commissaire au développement

Sept agriculteurs corses sont condamnés à trois mois de prison avec sursis

listes du Syndicat corse de l'agriculture (SCA) qui avaient enlevé, le 30 janvier, le commissaire au développement de la Corse, M. Aurélien Garcia, ont été condamnés, vendredi 8 mars, à trois mois de prison avec sursis par le tribunal de grande instance d'Ajaccio. Les magistrats n'ont donc pas suivi les réquisitions du procureur de la République, M. Pierre-Yves Radiguet. A l'audience du 1 mars, le procureur avait en effet réclamé trente

mois de prison avec sursis contre M. Marcel Lorenzoni, considéré comme le chef du commando. poursuivi pour e voies de faits et séquestration » (le Monde daté 3-4 mars). Vingt mois de prison avec sursis avaient été requis contre ses six complices, MM. Pierre Magni, Alain Ferrandi, Ours Angelini, Jean-Toussaint Orazzi, Pierre

Les sept agriculteurs nationa-Bikodoroff et Jean-Claude Leca qui comparaissaient tous en cita-

Le 30 janvier, une trentaine

d'agriculteurs du SCA, mécontents du non-aboutissement d'un dossier pour le développement d'une filière porcine en Corse, avaient enlevé M. Garcia. Après l'avoir ficelé dans un sac de couchage avec une pancarte portant « Aux bons soins de M. Chérèque», ils l'avaient emmené à l'aéroport d'Ajaccio et déposé sur un tapis de livraison de bagages. Depuis, M. Garcia n'a pas rega-

gné la Corse. Selon M. Jacques Chérèque, ministre délégué à l'aménagement du territoire, interrogé vendredi 8 mars par RCFM, la station décentralisée de Radio-France, le commissaire « reste en poste et y restera tant que cela sera

d'éthique médicale M. Claude Evin souligne

le « droit fondamental de mourir dans la dignité»

Au congrès international

M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, s'est exprimé, samedi 9 mars, lors de l'Ouverture du congrès international d'éthique médicale organisé à Paris par le conseil de l'ordre des médecins (le Monde du 9 mars), sur plusieurs des thèmes réunissant les congres

A propos du sida, il a estimé que, a pour la première fois dans l'His-toire, un phénomène épidémique a reçu des réponses vraiment démocra-tiques ». Puis, il a rappelé que le prin-cipe d'économie figurait dans les règles déontologiques des praticiens et qu'il y avait pour tous «un devoir impérieux de mieux mesurer l'effica-cité de notre système afin de réduire les dépenses inutiles ou les moins

«En 1970, sept personnes sur dix mouraient chez elles; vingt ans après, sept personnes sur dix meurent à l'hôpital», a t-il déclaré au chapitre des soins palliatifs. Le droit de mourir dans la dignité me semble un droit fondamental. Je suis favorable à ce que soient élaborés des protocoles thérapeutiques de fin de vie conjointe-ment par les médecins, les équipes soignantes, les personnes concernées et leurs proches. Cependant, aucune loi ne peut sans doute fixer un cadre, qui serait toujours trop rigide.

M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat, a abordé les nombreux problèmes qui se posent aujourd'hui à l'articulation du droit et de la médecine. «Les directives éthiques ont toutes la force de l'autoleur manque la sanction du droit qui, seul, garantit l'application des règles générales s'imposant aux juges qui les interprètent et leur donnent leur sanc-tion », a-t-il déclaré.

M. Long a, par ailleurs, souligné que le travail mené depuis 1988 par M. Guy Braibant sur les conditions sage « de l'éthique au droit » pourrait prochainement connaître des prolongements concrets à travers la mission récemment confiée à M™ Noëlle Lenoir par M. Michel

DOSSIERS NECEDIAL NEEDS

Ar Monde

LE MARCHÉ

DES CÉRÉALES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La mort de l'ancien ministre

La classe politique salue la « fidélité » et la « droiture » de Michel d'Ornano

Peu connu du grand public, Michel d'Ornano était unanime-ment respecté dans la classe politi-que française. Les hommages à la « fidélité », à la « constance » et à la « rigueur » de l'ancien ministre de M. Vollère Gisened d'Estraine se M. Valéry Giscard d'Estaing se sont multipliés, à droite comme à gauche, dès l'annonce de sa disparition. Dans un message de condo-léances adressé à son épouse, M= Anne d'Ornano, maire de Deauville, le président de la Répu-blique, M. François Mitterrand, fait part de sa « peine » et de sa « grande émotion ».

M. Michel Rocard a salué celui « qui savait allier fidélité à ses engagements et ouverture d'esprit ». Dans une lettre personnelle à M. Giscard d'Estaing, M. Rocard présente ses « condoléances attristées » à l'ancien président de la République et souligne qu'« avec Michel d'Ornano, la France perd un responsable politique d'envergure, aussi averti dans la gestion des fonctions publiques territoriales que porteur d'un sens profond de l'Etat dans l'approche des responsahilités internationales de la France ». M. Roland Dumas, s'est déclaré « bouleversé » par le décès brutal de Michel d'Ornano. M. Laurent Fabius, a tenu, lui aussi, à exprimer sa « tristesse » en indiquant, dans un message à M= d'Ornano, que le député du Calvados était « l'un des membres les plus écoutés de la représentation

A l'UDF, c'est, encore, sa « fidéité exemplaire» et la force de ses « convictions » que l'on souligne. Pour M. François Léotard, Michel d'Ornano « a illustré, par son com-portement, fait de dignité et de mesure, une grande partie de l'his-toire de la V République». «Sa force de caractère, dit-il, sa connaissance des hommes, son attachement à des convictions de liberté et de responsabilité, font de lui aujourd'hui l'une des personna-lités qui a le plus marqué l'histoire de la famille libérale.» M. Gérard Longuet, président du Parti répu-blicain, salue, lui aussi, la « droiture de caractère » et « la fidélité dans ses amitiés » de celui qui, « dans le sillage de Valéry Giscard

marquants du renouveau libéral dans la vie politique française».

Pour M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, « la France perd un grand serviteur ». «Michel d'Ornano était un homme de parole et d'honneur, poursuit M. Millon, qui exerçait dans les instances où il siègealt, un véritable magistère moral et politique car jamais il ne tri-chait, jamais il ne biaisalt.» Quant à l'ancien président de l'UDF, M. Jean Lecanuet, sénateur, maire de Rouen, il a déclaré « perdre un de Michel d'Ornano, en soulignant qu'ils avaient « travaille ensemble dans les mêmes gouvernements». « Il avait un don exceptionnel de clarté et d'analyse en politique», a ajouté M. Lecanuet.

M. Jacques Chirac, président du RPR, actuellement en déplacement au Japon, s'est dit e consterné » par le décès de Michel d'Ornano, qui fut ministre de l'industrie et de la recherche dans son gouvernement de 1974 à 1976, mais aussi son adversaire lors de la première élection municipale de Paris en 1977. « C'était un homme profondément libéral », a observé M. Chirac, qui n'oublie pas «l'aide efficace et intelligente » que Michel d'Ornano lui avait apportée de 1986 à 1988, pendant la période de cohabitation, en sa qualité de président de la commission des finances de l'Assemblée nationale Pour M. Raymond Barre, la

mort de Michel d'Ornano « appauvrira profondément la vie politique de la France ». « J'ai apprécié le ministre compétent, précis et efficace qu'il a été à mes côtés dans le gouvernement », a déclaré l'ancien premier ministre, qui a également évoqué « l'homme de conviction, de fidélité et de courage». Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, s'est lui-aussi joint aux hommages unanimes en regrettant, dans un communiqué, la mort d'un « homme politique émi-A gauche, l'hommage le plus chaleureux est venu de M. Domini-

que Strauss-Kahn (PS), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui a déclaré que succéder à M. d'Ornano à cette fonction en 1988 avait constitué pour lui une « fierté». « Il était apprécié dans tous les groupes politiques pour la rigueur, l'honnéteté et la courtoisie de ses interventions », a lajouté M. Strauss-Kahn

Lire nos autres informations page

« Marie Curie, m un téléfilm de M

de défiance à son adresse MAIS une autro echeance Mattend M. Garbaiches

dans l'intervalle : le succes du reférendum que le président soviétique organise சன்கைக்க prochain 17 mars sur le mainties de l'Union apparait maintenant moins assure, des iors cue toutes les grandes figures du mouvement democratique dans la plus peuplée des Résubliques préconisent qui le « non ». Cur le vote blanc. M. Eltoine ne s'es: pas encore prononcé, mais il est douteux qu'il fasse in moindre cadeau à M. Gorbatchev Soura tente de se donner par de bia s la légitimité qui lui manque Toutes ces joutes paraitront dérisoires à l'heure ou un rapport

officiel sovietique annonce pour cette année une chute de 11.6 % de la production (dont 15 % pour l'industrie), contre 3 % en 1990. Mais il est vrai qu'aucun progrès n'est possible, dans ce domaine aussi, sans une clarification poli-Lire pagos 8 et 22

de SGFHIE SHIMAB et de FRANÇOISE LAZARE



